



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 23 juillet 1966

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Quebec, Saturday, July 23, 1966

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion; otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on **Wednesday**, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année, à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year, from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Québec, May 5, 1962
13377 — 1-52-o

Lettres patentes**Letters Patent****Agence du Livre français inc.****Agence du Livre français inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Febo Ferretti, commerçant, Andrée Bertrand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Febo Ferretti, et Claudette Bertrand, secrétaire, fille majeure, tous trois de 710, Outremont, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Agence du Livre français inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8180, St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 1953-66

Agences Giclosté inc.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 1953-66

Agences Giclosté inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Roland Giguère, vendeur, 3619, Ontario est, Montréal, Robert Cloutier, débosseur, 5353, rue De Lorimier, Montréal, et Paul Lacoste, vendeur, 4320, St-Zotique est, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents intermédiaires entre les restaurateurs et les fournisseurs afin de leur procurer un meilleur pouvoir d'achat, sous le nom de « Agences Giclosté inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Febo Ferretti, trader, Andrée Bertrand, housewife, wife contractually separate as to property of said Febo Ferretti, and Claudette Bertrand, secretary, fille majeure, all three of 710 Outremont, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, bookbinders and all similar business, under the name of "Agence du Livre français inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8180 St-Hubert, Montreal, judicial district of Montreal.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Giguère, salesman, 3619 Ontario east, Montreal, Robert Cloutier, car body repairman, 5353 De Lorimier St., Montreal, and Paul Lacoste, salesman, 4320 St-Zotique east, Montreal, for the following purposes:

To act as intermediaries between restaurateurs and suppliers in order to obtain for them a better purchasing power, under the name of "Agences Giclosté inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 2347, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2422-66

Stephen Alexander Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Lise Brien, secrétaire, célibataire, 118, 5e Avenue, W. Warren Lynch, avocat, 1885, rue Grime, et Charles A. Connors, courtier, 112 nord, boulevard Queen, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Stephen Alexander Inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune, 1,250 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 415, rue Newton, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

1605-66

Georges Anto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Georges Anto, commerçant, Rose Nakash, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges Anto, tous deux de 783, 11e Avenue, et Abraham Anto, restaurateur, 756, 11e Avenue, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Georges Anto inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2020-66

Associated Films & Audio-Visual Co. Ltd'

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869, Dorval, Montréal, et Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Associated Films & Audio-Visual Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2192-66

The head office of the company is at 2347 Rosemont Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2422-66

Stephen Alexander Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lise Brien, secretary, spinster, 118, 5th Avenue, W. Warren Lynch, advocate, 1885 Grime Street, and Charles A. Connors, broker, 112 Queen Boulevard North, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Stephen Alexander Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 100 common shares of a par value of \$50 each, 1,250 class "A" preferred shares of a par value of \$100 each and 200 class "B" preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at 415 Newton Street, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

1605-66

Georges Anto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Anto, trader, Rose Nakash, housewife, wife contractually separate as to property of said Georges Anto, both of 783, 11th Avenue, and Abraham Anto, restaurant keeper, 756, 11th Avenue, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To deal in clothing of all kinds, under the name of "Georges Anto inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2020-66

Associated Films & Audio-Visual Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, 4869 Dorval, Montreal, and Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Associated Films & Audio-Visual Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2192-66

Assurances Sainte-Marie inc.
Sainte-Marie Assurance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, avocat, 2266, chemin Sénéca, Mont Royal, Pierre-M. Verdy, avocat, 546, Bloomfield, Outremont, et Serge Desrochers, avocat, 732, rue Wilder, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Assurances Sainte-Marie inc. — Sainte-Marie Assurance Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2392-66

Bégin et Moreau Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1966, constituant en corporation: Charles-Auguste Moreau, Roch Quirion, Évariste Roy, tous trois industriels, Jean-Claude Gagnon, agent d'assurances, Fernand Beaudoin, comptable, et Paul Veilleux, notaire, tous six de Lac-Mégantic, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Bégin et Moreau Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 360 actions ordinaires de \$10 chacune et en 364 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 25, rue Vaudreuil, Lac-Mégantic, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2269-66

J. P. Bergeron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Nicole Lemelin, secrétaire, fille majeure, 1108, Évangéline, et Léo-Paul Desrochers, commis, 1573, O'Reilly, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter un marché d'alimentation et un magasin à rayons; faire affaires comme compagnie de gestion, placement et portefeuille (holding), sous le nom de « J. P. Bergeron inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 290 actions privilégiées « A » de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 58, rue Hôtel de Ville, East Angus, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2478-66

Bertco crédit inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Assurances Sainte-Marie inc.
Sainte-Marie Assurance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-A. Pouliot, lawyer, 2266 Sénéca Road, Mount Royal, Pierre-M. Verdy, lawyer, 546 Bloomfield, Outremont, and Serge Desrochers, lawyers, 732 Wilder Street, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Assurances Sainte-Marie inc. — Sainte-Marie Assurance Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2392-66

Bégin et Moreau Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-Auguste Moreau, Roch Quirion, Évariste Roy, all three industrialists, Jean-Claude Gagnon, insurance agent, Fernand Beaudoin, accountant, and Paul Veilleux, notary, all six of Lac-Mégantic, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Bégin et Moreau Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 360 common shares of \$10 each and into 364 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 25 Vaudreuil Street, Lac-Mégantic, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2269-66

J. P. Bergeron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, 874 Kennedy North, Nicole Lemelin, secretary, fille majeure, 1108 Évangéline, and Léo-Paul Desrochers, clerk, 1573 O'Reilly, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a grocery market and a department store; to carry on business as a management, investment and holding company, under the name of "J. P. Bergeron inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 290 preferred "A" shares of \$100 each and into 1,000 preferred "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 58 Hôtel de Ville Street, East Angus, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2478-66

Bertco crédit inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1966, constituant en corporation; G.-Hubert Légaré, ajusteur, 34, rue Légaré, St-Eustache, Robert St-Jean, opérateur, et Murielle St-Jean, téléphoniste, fille majeure, ces deux derniers de 300, Montarville, Longueuil, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseiller et administrateur en « planning » financier pour des individus et des familles, sous le nom de « Bertco crédit inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3466, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2079-66

L. M. Brault ameublement inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1966, constituant en corporation: Léo Brault, Marcel Brault, tous deux commerçants, de Bedford, et Réjean Lavallée, comptable agréé, 11411, Éthier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « L. M. Brault ameublement inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2399-66

Brault et Martineau (1966) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur, Outremont, Jean-Marie Brassard, avocat, 11778, De Tracy, Montréal, et J.-René Paiement, avocat, 112, 9e rue Roxboro, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, accessoires électriques et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Brault et Martineau (1966) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1906, chemin Chambly, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2460-66

Bravo Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: William Levitt, avocat, 4859, Dorval, Montréal, Jack Greenstein, avocat, 4830, avenue Fulton, Montréal, et Barry Biberman, avocat, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, pour les objets suivants:

17th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: G.-Hubert Légaré, adjuster, 34 Légaré St., St-Eustache, Robert St-Jean, operator, and Murielle St-Jean, telephone operator, fille majeure, the two latter of 300 Montarville, Longueuil, for the following purposes:

To act as consultants and administrators in financial planning for individuals and families, under the name of "Bertco crédit inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3466 St-Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2079-66

L. M. Brault ameublement inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Brault, Marcel Brault, both traders of Bedford, and Réjean Lavallée, chartered accountant, 11411 Éthier, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "L. M. Brault ameublement inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Bedford, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2399-66

Brault et Martineau (1966) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur, Outremont, Jean-Marie Brassard, advocate, 11778 De Tracy, Montreal, and J.-René Paiement, advocate, 112, 9th Street, Roxboro, for the following purposes:

To deal in furniture, electrical supplies and novelties of all kinds, under the name of "Brault et Martineau (1966) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the corporation is at 1906 Chambly Road, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2460-66

Bravo Investment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Levitt, advocate, 4859 Dornal, Montreal, Jack Greenstein, advocate, 4830 Fulton Avenue, Montreal, and Barry Biberman, advocate, 2296 Fulton Road, Mount Royal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, d'immeubles et de placements, sous le nom de « Bravo Investment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2444-66

C. L. T. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de mai 1966, constituant en corporation: Jean Cadieux, commerçant, Iberville, Jean-L. Villeneuve, comptable agréé, Ste-Anne-de-Sabrevois, et Germain Tarte, gérant, Iberville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « C. L. T. inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Athanase, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

1870-66

Camp J. M. C. Orford

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Comtois, comptable agréé, 1411, Ontario, Sherbrooke, Gilles Lefebvre, administrateur, 335, Querbes, Montréal, Paul-D. Normandeau, ingénieur, 3495, de la Montagne, Montréal, et Claude Langlois, ingénieur, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter un camp musical et artistique, sous le nom de « Camp J. M. C. Orford ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$2,000,000.

Le siège social de la corporation est au Parc Provincial du Mont-Orford, Magog, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2636-66

Centre récréatif St-Luc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Clermont Simard, éducateur physique, 37, rue du Pont, Claude Chrétien, professeur, 192, rue St-Luc, et Paul-Eugène Tremblay, métallurgiste, 1940, rue Roussel, tous trois de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Centre récréatif St-Luc inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

To carry on the business of a construction, real estate and investment company, under the name of "Bravo Investment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2444-66

C. L. T. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Cadieux, trader, Iberville, Jean-L. Villeneuve, chartered accountant, Ste-Anne-de-Sabrevois, and Germain Tarte, manager, Iberville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "C. L. T. inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Athanase, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

1870-66

Camp J. M. C. Orford

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre Comtois, chartered accountant, 1411 Ontario, Sherbrooke, Gilles Lefebvre, administrator, 335 Querbes, Montreal, Paul-D. Normandeau, engineer, 3495 de la Montagne, Montreal, and Claude Langlois, engineer, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a musical and artistic camp, under the name of "Camp J. M. C. Orford".

The amount to which is limited the value of the immovables which the corporation may acquire and possess is \$2,000,000.

The head office of the corporation is at the Provincial Park of Mont-Orford, Magog, judicial district of St-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2636-66

Centre récréatif St-Luc inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Clermont Simard, physical instructor, 37 du Pont Street, Claude Chrétien, professor, 192 St. Luke Street, and Paul-Eugène Tremblay, metallurgist, 1940 Roussel Street, all three of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To form and conduct a sporting club, under the name of "Centre récréatif St-Luc inc."

The amount to which are limited the value of the immovables which the corporation may acquire and possess, is \$500,000.

Le siège social de la corporation est en la paroisse St-Luc, Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2360-66

The head office of the corporation is at the parish of St. Luke, Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2360-66

Château Ning Po (1966) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Vincent Eng, restaurateur, 1802, Church, Howard Eng, restaurateur, 4818, Esplanade, Tom Kuo Sing, restaurateur, 5627, St-Urbain, et Eng Fook Young, restaurateur, 2250, Church, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de «Château Ning Po (1966) inc.», avec un capital total de \$60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2499, rue Rouen, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2438-66

Château Ning Po (1966) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Vincent Eng, restaurateur, 1802 Church, Howard Eng, restaurateur, 4818 Esplanade, Tom Kuo Sing, restaurateur, 5627 St-Urbain, and Eng Fook Young, restaurateur, 2250 Church, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Château Ning Po (1966) inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2499 Rouen Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2438-66

Chatel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gilles Rivard, 415, Lemesurier, Michael Hickson, 330, Richelieu, tous deux avocats, et Michel Lemieux, étudiant, 2580, Plaza, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, et restaurants, sous le nom de «Chatel inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 446, Place Jacques-Cartier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2472-66

Chatel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Rivard, 415 Lemesurier, Michael Hickson, 330 Richelieu, both advocates, and Michel Lemieux, student, 2580 Plaza, all three of Quebec, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Chatel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 446 Place Jacques-Cartier, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2472-66

Chez Yvon Bar Salon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1966, constituant en corporation: Yvon Girard, restaurateur, 539, Hughes, Laval, Jehan Perdriau, avocat, 10681, boulevard St-Michel, Montréal-Nord, et Irène Thuot, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 11411, rue St-Julien, app. 3, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de «Chez Yvon Bar Salon inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3496, boulevard Dagenais, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2186-66

Chez Yvon Bar Salon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Girard, restaurateur, 539 Hughes, Laval, Jehan Perdriau, advocate, 10681 St-Michel Boulevard, Montreal-North, and Irène Thuot, secretary, fille majeure usant de ses droits, 11411 St-Julien Street, apt. 3, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as hotel keepers and restaurateurs, under the name of "Chez Yvon Bar Salon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3496 Dagenais Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2186-66

City Warehousing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Allan B. Frank, avocat, Joyce Frank, avocat, épouse séparée de biens dudit Allan B. Frank, tous deux de 3655, Ridgewood, app. 407, et Louise Tremblay, secrétaire, fille majeure, 4488 ouest, rue Ste-Catherine, app. P-4, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entreposage, sous le nom de « City Warehousing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 155, rue Queen, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958

2507-66

Clivent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Roselyne Fournier, secrétaire, fille majeure, 1785, d'Assise, Québec, Madeleine Roy, secrétaire, fille majeure, 1351, Maguire, Sillery, et Bernard Lesage, avocat, 1319, Montpellier, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et électricité, sous le nom de « Clivent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2549-66

Club des Moins Jeunes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel L'Écuyer, maître electricien, 1510, Curé Guay, app. 5, Benoit Gaboury, épicière-boucher, 1919, St-Pierre, Gérard Leboeuf, employé aux télécommunications, 1861, des Pins, Roger Martin, manufacturier, 2058, St-Pierre, François Dumoulin, wagonnier, 1655, de l'Église, Jean Rajotte, commis de bureau, 1651, des Pins, Paul Talbot, entrepreneur, 1894, des Pins, Jean-Guy Dupont, plombier, 1653, de l'Église, Gérard Lemay, contremaitre, 1662, St-Pierre, Lionel Paquette, opérateur, 1562, St-Paul, et Jean de Rive, surintendant, 1667, des Pins, tous onze de LeMoynes, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Club des Moins Jeunes inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à LeMoynes, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2282-66

City Warehousing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allan B. Frank, lawyer, Joyce Frank, lawyer, wife separate as to property of the said Allan B. Frank, both of 3655 Ridgewood, Apt. 407, and Louise Tremblay, secretary, spinster of the full age of majority, 4488 St. Catherine Street West, Apt. P-4, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of warehousing, under the name of "City Warehousing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 155 Queen Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2507-66

Clivent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roselyne Fournier, secretary, fille majeure, 1785 d'Assise, Quebec, Madeleine Roy, secretary, fille majeure, 1351 Maguire, Sillery, and Bernard Lesage, lawyer, 1319 Montpellier, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and electricity contractors, under the name of "Clivent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2549-66

Club des Moins Jeunes inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel L'Écuyer, master electrician, 1510 Curé Guay, Apt. 5, Benoit Gaboury, grocer-butcher, 1919 St-Pierre, Gérard Leboeuf, telecommunications employee, 1861 des Pins, Roger Martin, manufacturer, 2058 St-Pierre, François Dumoulin, wagoner, 1655 de l'Église, Jean Rajotte, office clerk, 1651 des Pins, Paul Talbot, contractor, 1894 des Pins, Jean-Guy Dupont, plumber, 1653 de l'Église, Gérard Lemay, foreman, 1662 St-Pierre, Lionel Paquette, operator, 1562 St-Paul, and Jean de Rive, superintendant, 1667 des Pins, all eleven of LeMoynes, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Club des Moins Jeunes inc."

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess is \$10,000.

The head office of the corporation is at LeMoynes, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2282-66

**Comité 67 Vaudreuil Soulanges
Committee 67 Vaudreuil Soulanges**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jacqueline Renaud, 128, 2e avenue, Pauline Tremblay, 33, rue Allen, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jean-Guy Sauvé, notaire, 343, boulevard Valois, tous trois de Dorion, pour les objets suivants:

Grouper les associations de Vaudreuil Soulanges pour l'organisation des fêtes 67, sous le nom de « Comité 67 Vaudreuil Soulanges — Committee 67 Vaudreuil Soulanges ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels de la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2297-66

**Compagnie d'équipement & réfrigération
Frontenac inc.
Frontenac Equipment & Refrigeration
Company Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Rhéal Gagné, comptable, 57, St-Jacques ouest, Montréal, Marcel Gagné, comptable, 7344, rue Boyer, Montréal, et Ghislaine Verdon, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Verdon, 6895, 27e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce d'équipements de cuisine et systèmes de réfrigération, sous le nom de « Compagnie d'équipement & réfrigération Frontenac inc.— Frontenac Equipment & Refrigeration Company Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 1552-66

Corporation immobilière Ro-Mart inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1966, constituant en corporation: Dr Martin Laberge, médecin, 820, des Érables, Québec, Dr Robert Feuiltault, médecin, 1320, Jean-Dequen, Ste-Ste-Foy, et Gérard Pelletier, homme d'affaires, 1121, Labarre, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de construction, sous le nom de « Corporation immobilière Ro-Mart inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 820, des Érables, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2539-66

**Comité 67 Vaudreuil Soulanges
Committee 67 Vaudreuil Soulanges**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacqueline Renaud, 128, 2nd Ave., Pauline Tremblay, 33 Allen St., both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Jean-Guy Sauvé, notary, 343 Valois Blvd., all three of Dorion, for the following purposes:

To group together the associations in Vaudreuil Soulanges for the organization of the 67 festivals, under the name of "Comité 67 Vaudreuil Soulanges — Committee 67 Vaudreuil Soulanges".

The amount to which the annual income of the corporation is limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at Dorion, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2297-66

**Compagnie d'équipement & réfrigération
Frontenac inc.
Frontenac Equipment & Refrigeration
Company Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rhéal Gagné, accountant, 57 St-James West, Montreal, Marcel Gagné, accountant, 7344 Boyer Street, Montreal, and Ghislaine Verdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Verdon, 6895, 27th Avenue, Montréal, for the following purposes:

Industry and commerce of kitchen equipment and refrigeration systems, under the name of "Compagnie d'équipement & réfrigération Frontenac inc.— Frontenac Equipment & Refrigeration Company Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 1552-66

Corporation immobilière Ro-Mart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. Martin Laberge, doctor, 820 des Érables, Québec, Dr. Robert Feuiltault, physician, 1320 Jean-Dequen, Ste-Foy, and Gérard Pelletier, businessman, 1121 Labarre, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and construction company, under the name of "Corporation immobilière Ro-Mart inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 820 des Érables, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2539-66

Cousineau Transport Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et conseil en Loi de la reine, 4917, avenue Van Horne, Montréal, Jean-Paul Cousineau, marchand, 3345, Elizabeth, et Alexandrine Frigault, marchande publique, épouse séparée de biens de Alexandre Girard, 1192, Nielson, ces deux derniers de Laffèche, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Cousineau Transport Company », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958

1914-66

Deucan Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de juin 1966, constituant en corporation: Heinz Wagner, photographe, 10, Place Côte Vertu, St-Laurent, Shirley Pinisch, secrétaire, veuve de feu Alfred Pinisch, 6540, Clanranald, Côte-St-Luc, Walter Bruhn, armurier, 481, avenue du Parc, Dorion, Richard Tober, imprimeur, 12025, Deschamps, Montréal, Gertrud Wagner, ménagère, veuve de feu Walter Wagner, Lieselott Wagner, artiste, tous deux de 7777, Mountain Sights, Montréal, et Morton Bell, avocat, 701, Bertrand, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Deucan Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,800 actions ordinaires de \$1 chacune, 320 actions privilégiées catégorie « A » de \$10 chacune et 320 actions privilégiées catégorie « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958

2380-66

Armand Dicaire & compagnie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Arthur Carey Strafford Stead, 275, avenue Dorval, Roy Calvin Amaron, 7, avenue Denton, tous deux ayocats, et Helen McLaren, secrétaire, épouse séparée de biens de Kenneth R. McLaren, 480, boulevard Galland, tous trois de Dorval, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Armand Dicaire & compagnie limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 18, rue Besner, Dorion, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

1737-66

Cousineau Transport Company

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore Popliger, advocate and Queen's Counsel, 4917 Van Horne Avenue, Montreal, Jean-Paul Cousineau, merchant, 3345 Elizabeth, and Alexandrine Frigault, marchande publique, wife separate as to property of Alexandre Girard, 1192 Nielson, the latter two of Laffèche, for the following purposes:

To carry on the business of a transportation company, under the name of "Cousineau Transport Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958-o

1914-66

Deucan Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Heinz Wagner, photographer, 10 Côte Vertu Place, St-Laurent, Shirley Pinisch, secretary, widow of the late Alfred Pinisch, 6540 Clanranald, Côte-St-Luc, Walter Bruhn, gunsmith, 481 Park Avenue, Dorion, Richard Tober, printer, 12025 Deschamps, Montreal, Gertrud Wagner, housewife, widow of the late Walter Wagner, Lieselott Wagner, artist, both of 7777 Mountain Sights, Montreal, and Morton Bell, advocate, 701 Bertrand, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Deucan Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,800 common shares of \$1 each, 320 class "A" preferred shares of \$10 each and 320 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2380-66

Armand Dicaire & compagnie limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Carey Strafford Stead, 275 Dorval Avenue, Roy Calvin Amaron, 7 Denton Avenue, both lawyers, and Helen McLaren, secretary, wife separate as to property of Kenneth R. McLaren, 480 Galland Boulevard, all three of Dorval, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Armand Dicaire & compagnie limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 18 Besner Street, Dorion, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

1737-66

Distribution Mondiale Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, Murray B. Spiegel, avocat, et Harvey M. Cooperstone, avocat, tous trois de 1010 ouest, Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Administrer un commerce général d'imprimerie et de publicité, sous le nom de « Distribution Mondiale Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2407-66

Les Entreprises Becca Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: J.-Alain Gilbert, ingénieur professionnel, 1928, Terrasse Nicole, Gérald G. Freed, avocat, 1396, Carol Crescent, tous deux de Laval, Alfred N. Segall, 5773, Westluke, Côte-St-Luc, et Irving I. Finkelberg, 652, Outremont, Outremont, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Les Entreprises Becca Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1928, Terrasse Nicole, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2408-66

Les Entreprises Bisaillon Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1966, constituant en corporation: J.-A.-B. Bisaillon, administrateur, 215, 2e rue, St-Lambert, André St-Jacques, 154, rue Anjou, et Damase Brissette, 243, rue Marie-Rose, ces deux derniers avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Entreprises Bisaillon Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 215, 2e rue, St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2496-66

**Les Entreprises T & T limitée
T & T Enterprises Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Distribution Mondiale Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, Murray B. Spiegel, advocate, and Harvey M. Cooperstone, advocate, all three of 1010 St. Catherine West, Montreal, for the following purposes:

To conduct a general printing and publishing business, under the name of "Distribution Mondiale Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2407-66

Les Entreprises Becca Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Alain Gilbert, professional engineer, 1928 Nicole Terrasse, Gérald G. Freed, advocate, 1396 Carol Crescent, both of Laval, Alfred N. Segall, 5773 Westluke, Côte-St-Luc, and Irving I. Finkelberg, 652 Outremont, Outremont, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Entreprises Becca Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$1 each and 39,900 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1928 Nicole Terrasse, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2408-66

Les Entreprises Bisaillon Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-A.-B. Bisaillon, executive, 215, 2nd Street, St-Lambert, André St-Jacques, 154 Anjou Street, and Damase Brissette, 243 Marie-Rose Street, the latter two advocates, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Entreprises Bisaillon Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 215, 2nd Street, St-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2496-66

**Les Entreprises T & T limitée
T & T Enterprises Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1966, have been issued by the

patentes, en date du 16^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Lindor Tétreault, notaire, Yves-E. Tétreault, notaire, tous deux de 370, rue Paré, et Arlene Murray, secrétaire, fille majeure, 103, Alexandra, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Entreprises T & T limitée — T & T Enterprises Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12, rue St-Antoine sud, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2540-66

Esteem Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Émanuel Teich, entrepreneur électricien, 1097, avenue Marlatt, St-Laurent, Max Schmerer, entrepreneur électricien, 5778, Eldridge, Côte-St-Luc, et Alan M. Stein, avocat, 5042, avenue Ponsard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Esteem Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2391-66

L'exploitation agricole de Sainte-Séraphine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Marcel Pothier, comptable, 212, rue Désiré, Marcel Lemieux, architecte, 6-A, rue Albert, J.-Claude Dallaire, étudiant, 83, rue St-François, Pierre Lambert, avocat, 41, rue Aqueduc, tous quatre de Victoriaville, et Conrad Pepin, gérant, 7, rue Laurier, Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments aratoires et de machineries de ferme de toutes sortes, sous le nom de « L'exploitation agricole de Sainte-Séraphine inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 212, rue Désiré, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2415-66

Farad Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juillet 1966,

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lindor Tétreault, notary, Yves-E. Tétreault, notary, both of 370 Paré St., and Arlene Murray, secretary, fille majeure, 103 Alexandra, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Les Entreprises T & T limitée — T & T Enterprises Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 12 St-Antoine St. south, Granby, judicial district of Bedford.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2540-66

Esteem Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émanuel Teich, electrical contractor, 1097 Marlatt Avenue, St-Laurent, Max Schmerer, electrical contractor, 5778 Eldridge, Côte-St-Luc, and Alan M. Stein, advocate, 5042 Ponsard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Esteem Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2391-66

L'exploitation agricole de Sainte-Séraphine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Pothier, accountant, 212 Désiré St., Marcel Lemieux, architect, 6-A Albert St., J.-Claude Dallaire, student, 83 St-François St., Pierre Lambert, advocate, 41 Aqueduc St., all four of Victoriaville, and Conrad Pepin, manager, 7 Laurier St., Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business dealing in farming implacements and in farm machinery of all kinds, under the name of "L'exploitation agricole de Sainte-Séraphine inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 212 Désiré St., Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2415-66

Farad Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Claude-E. Leduc, avocat, 105, avenue Beverley, Mont Royal, Jean Lefrançois, avocat, 51, Roosevelt, Mont Royal, Mariette Dupré, secrétaire, célibataire, 6550, 19e avenue, Montréal, Sylvie Dupont, secrétaire, célibataire, 4350, boulevard Pie IX, Montréal, et Laurette Landry, secrétaire, célibataire, 4200, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Farad Inc. », avec un capital total de \$600,000, divisé en 100,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 500,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 630, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2532-66

Les Fermes Lessard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Sherbrooke, Nicole Lemelin, secrétaire, fille majeure, 108, Évangéline, Sherbrooke, et Léo-Paul Desrochers, commis, 1573, O'Reilly, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des fermes de tous genres, sous le nom de « Les Fermes Lessard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$1 chacune, 390 actions privilégiées « A » de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Martinville, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2476-66

Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jeanne Cloutier, travailleuse sociale professionnelle, fille majeure, 11, Latour, Laval, Marc Mayrand, ingénieur professionnel, 36, 9e Rue, Roxboro, et René Lusignan, représentant médical, 15, 4e Avenue sud, Roxboro, pour les objets suivants:

Favoriser la coopération de ceux qui s'intéressent au bien-être social de leur région et en particulier au service d'urgence et de dépannage, sous le nom de « Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 15, 4e Avenue sud, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2443-66

porating: Claude-E. Leduc, advocate, 105 Beverley, Avenue, Mount Royal, Jean Lefrançois, advocate, 51 Roosevelt, Mount Royal, Mariette Dupré, secretary, spinster, 6550, 19th Avenue, Montreal, Sylvie Dupont, secretary, spinster, 4350 Pie IX Boulevard, Montreal, and Laurette Landry, secretary, spinster, 4200 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Farad Inc.", with a total capital stock of \$600,000, divided into 100,000 common shares of the par value of \$1 each and 500,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 630 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o 2532-66

Les Fermes Lessard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy North, Sherbrooke, Nicole Lemelin, secretary, fille majeure, 108 Évangéline, Sherbrooke, and Léo-Paul Desrochers, clerk, 1573 O'Reilly, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate all kinds of farms, under the name of "Les Fermes Lessard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$1 each, 390 "A" preferred shares of \$100 each and 600 "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Martinville, judicial district of St-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2476-66

Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jeanne Cloutier, professional social worker, fille majeure, 11 Latour, Laval, Marc Mayrand, professional engineer, 36, 9th Street, Roxboro, and René Lusignan, medical representative, 15, 4th Avenue, south, Roxboro, for the following purposes:

To favour the cooperation of those interested in social welfare in their area and in particular in emergency and break-down service, under the name of "Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 15, 4th Avenue south, Roxboro, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2443-66

Formec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de juin 1966, constituant en corporation: René Amyot, 1407, avenue Oak, Sillery, Bruno Bernard, 1240, Lavigerie, Ste-Foy, tous deux avocats, et Louise Girard, secrétaire, épouse de Jacques Girard, 543, Nationale, St-Augustin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Formec inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 10,000 actions classe « A » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, rue Waterman, St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2338-66

Fox Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jack Shayne, avocat, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, avocat, 4869, Dornal, Montreal, et Barry Biberman, avocat, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et effets, sous le nom de « Fox Agencies Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958

1982-66

G. B. Planning Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de mai 1966, constituant en corporation: Gerald C. Brens junior, étudiant, Gerald C. Brens, ingénieur, tous deux de 149, avenue Strathyre, LaSalle, et Sydney Phillips, avocat et conseil en Loi de la reine, 5616, avenue Palmer, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de conseillers en matière de construction et d'ameublement de bureau, de maison et d'édifice, et en l'organisation de ces matières, sous le nom de « G. B. Planning Services Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958

2445-66

Ian M. Garden Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de mai 1966,

Formec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Amyot, 1407, Oak Avenue, Sillery, Bruno Bernard, 1240, Lavigerie, Ste-Foy, both advocates, and Louise Girard, secretary, wife of Jacques Girard, 543, Nationale, St-Augustin, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, bookbinders and all other similar business, under the name of "Formec inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 40,000 common shares of \$10 each and 10,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2 Waterman Street, St-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2338-66

Fox Agencies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, advocate, 5781 Melling, Côte-St-Luc, William Levitt, advocate, 4869 Dornal, Montreal, and Barry Biberman, advocate, 2296 Fulton Road, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Fox Agencies Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958-o

1982-66

G. B. Planning Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald C. Brens junior, student, Gerald C. Brens, engineer, both of 149 Strathyre Avenue, LaSalle, and Sydney Phillips, advocate and Queen's Counsel, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of consultants in the matter of office, house and building furnishing and planning in such matters, under the name of "G. B. Planning Services Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2445-66

Ian M. Garden Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Ian M. Garden, agent, Micheline R. Garden, agent, épouse séparée de biens dudit Ian M. Garden, tous deux de 202, Ste-Marie, Châteauguay Centre, et Paul Groulx, gérant, 322, rue Scott, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents de théâtre, propriétaires de théâtre, constructeurs, opérateurs et gérants, sous le nom de « Ian M. Garden Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2151-66

Geocro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Hugues Ferron, 2450, avenue Athlone, Mont-Royal, Maurice Forest, 2651, rue Sherbrooke est, Montréal, tous deux avocats, et Nicole Massé, secrétaire, fille majeure, 166, avenue Querbes, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble, de la construction et du placement, sous le nom de « Geocro inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2439-66

Gilmare inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1966, constituant en corporation: Pierre Gaston, avocat, 298, 35e avenue, Lachine, Marcel Caron, gérant de bureau, Marthe Gaston, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Caron, tous deux de 285, Bord du Lac, Dorval, et Claire Martel, secrétaire, fille majeure, 648, 12e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Gilmare inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7970, rue Dante, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2212-66

**Les Gravier Loretteville incorporée
Loretteville Gravel Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gaston Michaud, 6835,

incorporating: Ian M. Garder, agent, Micheline R. Garden, agent, wife separate as to property of the said Ian M. Garden, both of 202 St. Marie, Châteauguay Centre, and Paul Groulx, manager, 322 Scott Street, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To carry on business as theatrical agents, theatre proprietors, builders, operators and managers, under the name of "Ian M. Garden Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o 2151-66

Geocro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hugues Ferron, 2450 Athlone Ave., Mount-Royal, Maurice Forest, 2651 Sherbrooke St. East, Montreal, both advocates, and Nicole Massé, secretary, fille majeure, 166 Querbes Ave., Outremont, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate, construction and investments, under the name of "Geocro inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2439-66

Gilmare inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Gaston, advocate, 298, 35th Avenue, Lachine, Marcel Caron, office manager, Marthe Gaston, housewife, wife separate as to property of said Marcel Caron, both of 285 Bord du Lac, Dorval, and Claire Marcel, secretary, fille majeure, 648, 12th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To carry on business in repairing machines, motors, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Gilmare inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 7970 Dante Street, St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2212-66

**Les Gravier Loretteville incorporée
Loretteville Gravel Incorporated**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date bearing date the 16th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Michaud, 6835

Place Boivin, Charlesbourg, Gabrielle Vallée, fille majeure, 798, de Longpré, Ste-Foy, et Henri Beaudry, 159, Principale, St-Romuald-d'Etchemin, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce du gravier de toutes sortes, sous le nom de « Les Gravier Loretteville incorporée — Loretteville Gravel Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2527-66

Greenfield Park Publishing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Robert V. Barber, administrateur, 789, Devey, Greenfield Park, Seymour Machlovitch, avocat, 3495, Mountain, apt. 708, Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de propriétaires de journaux, imprimeurs généraux et éditeurs, sous le nom de « Greenfield Park Publishing Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 7,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958

2453-66

Grimard Électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Joseph-H. Grimard, électricien, 16, rue Bossé, Chicoutimi, Raymond-J. La Roche, comptable agréé, 993, rue Melançon, Chicoutimi, et Françoise Couture, secrétaire, fille majeure, 49, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Grimard Électrique inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2454-66

André Guay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de juin 1966, constituant en corporation: André Guay, épiciers-boucher, Marie-Marthe Côté, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Guay, tous deux de 200, 28^e Rue, et Guy Couture, comptable agréé, 125, 2^e Avenue, tous trois de St-Georges, pour les objets suivants:

Place Boivin, Charlesbourg, Gabrielle Vallée, fille majeure, 798 de Longpré, Ste-Foy, and Henri Beaudry, 159 Principale, St-Romuald-d'Etchemin, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in gravel of all kinds, under the name of "Les Gravier Loretteville incorporée — Loretteville Gravel Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2527-66

Greenfield Park Publishing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert V. Barber, executive, 789 Devey, Greenfield Park, Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain, Apt. 708, Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as newspaper proprietors, general printers and publishers, under the name of "Greenfield Park Publishing Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each and 7,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2453-66

Grimard Électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-H. Grimard, electrician, 16 Bossé St., Chicoutimi, Raymond-J. La Roche, chartered accountant, 993 Melançon St., Chicoutimi, and Françoise Couture, secretary, fille majeure, 49 Jacques-Cartier St., Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Grimard Électrique inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2454-66

André Guay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Guay, grocer-butcher, Marie-Marthe Côté, housewife, wife separate as to property of the said André Guay, both of 200, 28th Street, and Guy Couture, chartered accountant, 125, 2nd Avenue, all three of St-Georges, for the following purposes:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « André Guay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2486-66

Herwood Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Henry E. Wheeler, commerçant, 184 rue Main, Windsor, Louise C. Laliberté, comptable agréée épouse contractuellement séparée de biens de Normand Laliberté, route rurale #2, Sherbrooke, et Louise Doiron, secrétaire, célibataire, fille majeure, 2351, rue Forest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de billots, bois de construction et produits du bois, sous le nom de « Herwood Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Windsor, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 1723-66

Les Immeubles Magog-Orford inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mai 1966, constituant en corporation: Jacques Boisvert, courtier en assurances, 446, Main ouest, Dr René-Hugues Blouin, médecin-chirurgien, 730, Olive, et Louis-Denis Bouchard, avocat, rue Springhill, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles Magog-Orford inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2080-66

Les Immeubles Québécois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1966, constituant en corporation: Owen Carter, avocat, 2177, Brulart, Sillery, Agnes J. Gordon, secrétaire, veuve de Robert H. T. Gordon, 1281, Jean-Dequen, Ste-Foy, et Oona Quinn, comptable, épouse séparée de biens de Charles Rodrigue, 720, Grande Allée est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble, du placement et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles Québécois inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

To carry on business as general merchants, under the name of "André Guay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Georges, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2486-66

Herwood Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry E. Wheeler, dealer, 184 Main Street, Windsor, Louise C. Laliberté, chartered accountant, wife contractually separate as to property of Normand Laliberté, Rural Route #2, Sherbrooke, and Louise Doiron, secretary, spinster, of the full age, 2351 Forest Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in logs, timber and wood products, under the name of "Herwood Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Windsor, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o 1723-66

Les Immeubles Magog-Orford inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Boisvert, insurance broker, 446 Main West, Dr. René-Hugues Blouin, doctor-surgeon, 730 Olive, and Louis-Denis Bouchard, lawyer, Springhill Street, all three of Magog, for the following purposes:

To carry on business in the real estate and construction fields, under the name of "Les Immeubles Magog-Orford inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2080-66

Les Immeubles Québécois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Owen Carter, advocate, 2177 Brulart, Sillery, Agnes J. Gordon, secretary, widow of Robert H. T. Gordon, 1281 Jean-Dequen, Ste-Foy, and Oona Quinn, accountant, wife separate as to property of Charles Rodrigue, 720 Grande Allée east, Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate, investments and construction, under the name of "Les Immeubles Québécois inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 2510, chemin Ste-Foy, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2484-66

The head office of the company is at 2510 Ste-Foy Road, Ste-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2484-66

Les Immeubles Ste-Anne incorporée
St. Anne Realities Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gaston Michaud, avocat, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, Gabrielle Vallée, avocat, fille majeure, 798, de Longpré, Ste-Foy, et Henri Beaudry, avocat, 159, Principale, St-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles Ste-Anne incorporée — St. Anne Realities Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2526-66

Les Immeubles Ste-Anne incorporée
St. Anne Realities Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Michaud, lawyer, 6835 Place Boivin, Charlesbourg, Gabrielle Vallée, lawyer, fille majeure, 798 de Longpré, Ste-Foy, and Henri Beaudry, lawyer, 159 Principale, St-Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To carry on business in the real estate and construction business, under the name of "Les Immeubles Ste-Anne incorporée — St. Anne Realities Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2526-66

Les Importations Chine-Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1966, constituant en corporation: Ho Noun San, importeur, 1099, Clark, app. 3, Chow A. Liu, commis, et Helen Y. W. Yan, ménagère, épouse dudit Chow A. Liu, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 3613, rue Jeanne-Mance, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Les Importations Chine-Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacun.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2099-66

Les Importations Chine-Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ho Noun San, importer, 1099 Clark, Apt. 3, Chow A. Liu, clerk, and Helen Y. W. Yan, housewife, wife of the said Chow A. Liu, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 3613 Jeanne-Mance St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of merchandise, under the name of "Les Importations Chine-Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2099-66

Imprimerie Montée de Liesse Itée
Montée de Liesse Printing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Monica Susan Webley, 1537, avenue Summerhill, Margaret Jean West, 4290, avenue Kindersley, toutes deux secrétaires, et Vera E. Hampton, comptable, 491, carré Victoria, toutes trois célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie Montée de Liesse Itée — Montée de Liesse Printing Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 90,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Imprimerie Montée de Liesse Itée
Montée de Liesse Printing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Monica Susan Webley, 1537 Summerhill Avenue, Margaret Jean West, 4290 Kindersley Avenue, both secretaries, and Vera E. Hampton, accountant, 491 Victoria Square, all three spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie Montée de Liesse Itée — Montée de Liesse Printing Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 90,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2168-66

International Sulphur & Mining Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Nedo Gino Bragagnolo, courtier d'immeubles et exploitant de mines, 1650, chemin Rockland, Mont Royal, Charles M. Pool, fils, cultivateur de citrons, 1241, Lake Shore Drive, Clearmont, Edward I. Alper, vendeur de machinerie lourde, 4803, Gorkwood Lane, Orlando, Namik Gungor ingénieur chimiste, 1211 Cardinal Road, Orlando, et Marvin Barenbaum, ingénieur remorqueur, 902, boulevard Hollywood, Hollywood, ces quatre derniers de Floride, États-Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie minière, sous le nom de « International Sulphur & Mining Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 200 ouest, rue St-Jacques, suite 1102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2430-66

Investissement Totem inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1966, constituant en corporation: Raymond Fontaine, comptable agréé, 822, rue Mont-Royal est, Montréal, Lydia Gallant, secrétaire, fille majeure, 273, d'Iberville, Longueuil, et Claude Patenaude, comptable, 10022, Georges-Baril, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Investissement Totem inc. », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 367, boulevard Sauvé, St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2130-66

Journal régional des comtés de Fabre et de Laval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1966, constituant en corporation: Charles Clément, avocat, 10785, Pie IX, Montréal-Nord, James Hosinec, étudiant, 10793, Pie IX, Montréal-Nord, et Jocelyne Forget, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 5864, Châteaubriand, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Journal régional des comtés de Fabre et de Laval inc. »,

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o 2168-66

International Sulphur & Mining Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nedo Gino Bragagnolo, real estate broker and mining developer, 1650 Rockland Road, Mount Royal, Charles M. Pool junior, citrus grower, 1241 Lake Shore Drive, Clearmont, Edward I. Alper, heavy equipment dealer, 4803 Gorkwood Lane, Orlando, Namik Gungor, chemical engineer, 1211 Cardinal Road, Orlando, and Marvin Berenbaum, salvage engineer, 902 Hollywood Boulevard, Hollywood, the latter four of Florida, United States of America, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "International Sulphur & Mining Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 200 St. James Street West, Room 1102, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o 2430-66

Investissement Totem inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Fontaine, chartered accountant, 822 Mount-Royal St. east, Montreal, Lydia Gallant, secretary, fille majeure, 273 d'Iberville, Longueuil, and Claude Patenaude, accountant, 10022 Georges-Baril, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Investissement Totem inc.", with a capital stock divided into 100,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at 367 Sauvé Blvd., St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2130-66

Journal régional des comtés de Fabre et de Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Clément, advocate, 10785 Pie IX, Montreal-North, James Hosinec, student, 10793 Pie IX, Montreal-North, and Jocelyne Forget, secretary, fille majeure, and using her rights, 5864 Châteaubriand, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and to operate a publicity agency, under the name of "Journal régional des comtés de Fabre et de Laval inc.",

avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2409-66

Ken - All Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Alan Bernamoff, gérant, 5480, avenue Lemieux, Mildred Temkin, ménagère, épouse séparée de biens de Philip Bernamoff, 4221, avenue Van Horne, et Frank Temkin, administrateur, 5498, avenue Trans Island, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Ken - All Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2468-66

Lionel Labrie, entrepreneur général inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1966, constituant en corporation: Lionel Labrie, entrepreneur, Rolande Tremblay, ménagère, épouse commune en biens dudit Lionel Labrie, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 16, Vaudreuil, et Robert Tremblay, menuisier, rue Berneval, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Lionel Labrie, entrepreneur général inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

1123-66

Lacabie Entreprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Alexander Biega, avocat, 105, Upper Bellevue, Westmount, Fernand Beauregard, avocat, 6437, Boulevard Pie IX, Montréal, Hendrik Kooiman, avocat, 396, Glengarry, Mont Royal, Diana Kleban, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 3984, Drolet, Montréal, et Nicole Clément, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Charron, 5132, Rinbaud, St-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Lacabie Entreprises Inc. », avec un capital total de

with a total capital of \$40,000, divided into 200 common shares and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2409-66

Ken - All Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alan Bernamoff, manager, 5480 Lemieux Avenue, Mildred Temkin, housewife, wife separate as to property of Philip Bernamoff, 4221 Van Horne Avenue, and Frank Temkin, executive, 5498 Trans Island, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Ken - All Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2468-66

Lionel Labrie, entrepreneur général inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Lionel Labrie, contractor, Rolande Tremblay, housewife, wife common as to property of the said Lionel Labrie, and duly authorized by him for these presents, both of 16 Vaudreuil, and Robert Tremblay, joiner, Berneval St., all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Lionel Labrie, entrepreneur général inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

1123-66

Lacabie Entreprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander Biega, advocate, 105 Upper Bellevue, Westmount, Fernand Beauregard, advocate, 6437 Pie IX Blvd., Montreal, Hendrik Kooiman, advocate, 396 Glengarry, Mount Royal, Diana Kleban, secretary, fille majeure usant de ses droits, 3984 Drolet, Montreal, and Nicole Clément, secretary, wife separate as to property of Guy Charron, 5132 Rinbaud, St-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Lacabie Entreprises Inc.", with a total capital stock of

\$60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5, Place Legault, Beaconsfield, (Beaurepaire), district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2405-66

Aurélien Lachance inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Nicole Lemelin, secrétaire, fille majeure, 1108, Évangéline, et Léo-Paul Desrochers, commis, 1573, O'Reilly, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, placement et portefeuille (holding), sous le nom de « Aurélien Lachance inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2477-66

J. L. Lavoie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1966, constituant en corporation: Louis Lacourse, comptable agréé, 900, rue Boissy, St-Lambert, Jean-Guy Nicole, comptable, 200, Parc George-Étienne-Cartier, Montréal, et Monique Jolicoeur, secrétaire, fille majeure, 571, Guizot est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « J. L. Lavoie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 1882-66

Lavoto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1966, constituant en corporation: André Biron, avocat, 77, Newton, Drummondville, Albert Raymond, avocat, 1875, Jean-Debréboeuf, Drummondville-Sud, Yolande Biron, secrétaire, fille majeure, 283, Mélançon, Drummondville, Lorenzo Biron, huissier, 283 Mélançon, Drummondville, et Alphonse Guertin, garagiste, 1, Wood, Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Lavoto inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

\$60,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5 Place Legault, Beaconsfield, (Beaurepaire), judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2405-66

Aurélien Lachance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy North, Nicole Lemelin, secretary, fille majeure, 1108 Évangéline, and Léo-Paul Desrochers, clerk, 1573 O'Reilly, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a construction, investment and holding company, under the name of "Aurélien Lachance inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2477-66

J. L. Lavoie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Lacourse, chartered accountant, 900 Boissy Street, St-Lambert, Jean-Guy Nicole, accountant, 200 George-Étienne-Cartier Park, Montreal, and Monique Jolicoeur, secretary, fille majeure, 571 Guizot East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, under the name of "J. L. Lavoie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 1882-66

Lavoto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Biron, advocate, 77 Newton, Drummondville, Albert Raymond, advocate, 1875 Jean-Debréboeuf, Drummondville-South, Yolande Biron, secretary, fille majeure, 283 Mélançon, Drummondville, Lorenzo Biron, bailiff, 283, Mélançon, Drummondville, and Alphonse Guertin, garage keeper, 1 Wood, Drummondville, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles and to act as garage keepers, under the name of "Lavoto inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2381-66

Donat Léger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Donat Léger, Germain Léger, tous deux hommes d'affaires, et Céline Léger, femme d'affaires, épouse séparée de biens de Claude Massé, tous trois de L'Annonciation, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Donat Léger inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Annonciation, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2489-66

Lista inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jules Goyette, marchand, 1580, St-Onge, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, Jacques Martin, comptable agréé, 1226, Henri-Dunant, Joliette, et Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et gestion, sous le nom de « Lista inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune, 1,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 18,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2387-66

Lockwood Estates & Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Ester Gepner, ménagère, épouse séparée de biens d'Israel Gepner, 5831, avenue Plantagenet, Joseph H. Freedman, avocat, 1255, carré Phillips, suite 508, et Alice Charie, secrétaire, épouse séparée de biens de Reginald G. Charie, 6975, avenue Wiseman, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Lockwood Estates & Investment Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958

2441-66

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2381-66

Donat Léger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donat Léger, Germain Léger, both businessmen, and Céline Léger, businesswoman, wife separate as to property of Claude Massé, all three of L'Annonciation, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Donat Léger inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at L'Annonciation, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15958

2489-66

Lista inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Goyette, merchant, 1580 St-Onge, St-Joseph, county of St-Hyacinthe, Jacques Martin, chartered accountant, 1226 Henri-Dunant, Joliette, and Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and administration company, under the name of "Lista inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,000 class "A" shares of a nominal value of \$10 each, 1,000 class "B" shares of a nominal value of \$10 each and 18,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Beloeil, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15958

2387-66

Lockwood Estates & Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ester Gepner, housewife, wife separate as to property of Israel Gepner, 5831 Plantagenet Avenue, Joseph H. Freedman, advocate, 1255 Phillips Square, Suite 508, and Alice Charie, secretary, wife separate as to property of Reginald G. Charie, 6975 Wiseman Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Lockwood Estates & Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 38,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2441-66

Marché St-Zéphirin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Rosaire Perron, journaliste, 508-A, rue Lindsay, Gérard Perron, évaluateur, et Roger Parenteau, avocat, ces deux derniers de 480, rue St-Jean, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des marchés de produits de consommation alimentaire, sous le nom de « Marché St-Zéphirin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$50 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Zéphirin-de-Courval, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2437-66

P. E. Massé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1966, constituant en corporation: Paul-Émile Massé, commerçant, Estelle Roy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul-Émile Massé, tous deux de Mont-Laurier, et André Massé, avocat, 11346, James-Morrice, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location de machines à laver, à sécher et à repasser, sous le nom de « P. E. Massé inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2466-66

Mercier matériaux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1966, constituant en corporation: Marcel Mercier, marchand, Madone Guénette, ménagère, épouse commune en biens dudit Marcel Mercier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Masson, et Oscar Guénette, hôtelier, Buckingham, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « Mercier matériaux inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Masson, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2462-66

Montfort Lakes Property Owners Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Ben

Marché St-Zéphirin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosaire Perron, labourer, 508-A Lindsay Street, Gérard Perron, appraiser, and Roger Parenteau, advocate, the latter two of 480 St-Jean Street, all three of Drummondville, for the following purposes:

To operate one or several food markets, under the name of "Marché St-Zéphirin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$50 each and 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at St-Zéphirin-de-Courval, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2437-66

P. E. Massé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Émile Massé, trader, Estelle Roy, housewife wife contractually separate as to property of the said Paul-Émile Massé, both of Mont-Laurier, and André Massé, advocate, 11346 James-Morrice, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in and renting out washing machines, dryers and ironers, under the name of "P. E. Massé inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2466-66

Mercier matériaux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Mercier, trader, Madone Guénette, housewife, wife common as to property of said Marcel Mercier, and duly authorized by him for the presents, both of Masson, and Oscar Guénette, innkeeper, Buckingham, for the following purposes:

To carry on business as general traders, under the name of "Mercier matériaux inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Masson, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2462-66

Montfort Lakes Property Owners Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital:

Bernstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 4004, avenue Grey, Montréal, Jacques Danseur, administrateur, 630, Deguire, Saint-Laurent, Frank Hamilton, Mount, administrateur, 75, Strathearn Nord, Montréal-Ouest, William Paul, ingénieur, 1404, avenue Stephens, Verdun, Bruno Wolf, restaurateur, 64, avenue Beaurepaire, Beaconsfield, Reginald James Baker, gérant d'assurance, 4520, avenue Bellmore, Montréal, et Jerry Hryniowski, pourvoyeur, 8486, rue George, LaSalle, pour les objets suivants:

Protéger les intérêts des propriétaires et résidents du lac Notre-Dame, sous le nom de « Montfort Lakes Property Owners Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est au lac Notre-Dame, Wentworth, Nord, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

1761-66

Montreal Round Wood Ltd.
Montréal bois rond Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juin 1966, constituant en corporation: André Mayer, notaire, 3500, Parc Lafontaine, Montréal, André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, et Lionel-H. Benoit, comptable agréé, 166, de Bretagne, Longueuil, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Montreal Round Wood Ltd. — Montréal bois rond Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2373-66

Mousseau & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gérard Mousseau, entrepreneur, 75, 6^e Rue, Crabtree Mills, Claude Mousseau, et Eugène Mousseau, ces deux derniers entrepreneurs, de 1007, de Lanaudière, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Mousseau & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1007, de Lanaudière, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2481-66

Ben Bernstein, advocate and Queen's Counsel, 4004 Grey Avenue, Montreal, Jacques Danseur, executive, 630 Deguire, St-Laurent, Frank Hamilton Mount, executive, 75 Strathearn North, Montreal West, William Paul, engineer, 1404 Stephens Avenue, Verdun, Bruno Wolf, restaurateur, 64 Beaurepaire Avenue, Beaconsfield, Reginald James Baker, insurance manager, 4520 Bellmore Avenue, Montreal, and Jerry Hryniowski, caterer, 8486 George Street, LaSalle, for the following purposes:

To protect the interests of property owners and residents on Lake Notre-Dame, under the name of "Montfort Lakes Property Owners Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Lac Notre-Dame, Wentworth North, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

1761-66

Montreal Round Wood Ltd.
Montréal bois rond Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Mayer, notary, 3500 Parc Lafontaine, Montreal, André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, and Lionel-H. Benoit, chartered accountant, 166 de Bretagne, Longueuil, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Montreal Round Wood Ltd. — Montréal bois rond Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2373-66

Mousseau & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Mousseau, contractor, 75, 6th Street, Crabtree Mills, Claude Mousseau, and Eugène Mousseau, the latter two contractors, of 1007 de Lanaudière, Joliette, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Mousseau & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1007 de Lanaudière, Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2481-66

**Nettoyeurs Krystal inc.
Krystal Cleaners Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1966, constituant en corporation: Ernest Leclerc, comptable, 39, Brookhaven, Dorval, Paulette Gervais, secrétaire, fille majeure, 1832, Sherbrooke est, Montréal, et Pierre Crevier, optométriste, 427, boulevard Des Rapides, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Nettoyeurs Krystal inc.—Krystal Cleaners Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-0

2542-66

**Papier Ciré Richard inc.
Richard Wax Paper Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Richard Desmeules, industriel, 116, chemin St-Georges, Roger Jolin, teneur de livres, 247, rue St-François, et Diane Maltais, secrétaire, fille majeure, 56, rue St-Albert, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de papier de toutes sortes, sous le nom de « Papier Ciré Richard inc.—Richard Wax Paper Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est rang St-François, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-0

2350-66

**The Pentecostal Benevolent
Association of Quebec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Reverend Roland Bergeron, 1705 Est, Henri-Bourassa Révérend Alberico DeVito, 6724, rue Fabre, Révérend Frederick Parlee, 1235, rue Closse, tous trois ministres, de Montréal, Harold T. Brown, gérant de bureau, 2030, rue St-Germain, St-Laurent, Révérend Robert Johnson, ministre, 252, avenue Gordon, Verdun, Aurélien Lincourt, agent d'immeubles, 429, rue Préfontaine, Longueuil, et Anthony Massarelli, technicien, 7691, Yves-Frévost, Anjou, pour les objets suivants:

Procurer des foyers aux personnes âgées des églises de « Pentecostal Assemblies of Canada » et autres, sous le nom de « The Pentecostal Benevolent Association of Quebec ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$2,000,000.

**Nettoyeurs Krystal inc.
Krystal Cleaners Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest Leclerc, accountant, 39 Brookhaven, Dorval, Paulette Gervais, secretary, fille majeure, 1832 Sherbrooke East, Montreal, and Pierre Crevier, optometrist, 427 Des Rapides Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Nettoyeurs Krystal inc.—Krystal Cleaners Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and into 250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2542-66

**Papier Ciré Richard inc.
Richard Wax Paper Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Desmeules, industrialist, 116 St-Georges Road, Roger Jolin, bookkeeper, 247 St-François St., and Diane Maltais, secretary, fille majeure, 56 St-Albert St., all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of paper, under the name of "Papier Ciré Richard inc.—Richard Wax Paper Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is St-François Range, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2350-66

**The Pentecostal Benevolent
Association of Quebec**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Reverend Roland Bergeron, 1705 Henri-Bourassa East, Reverend Alberico DeVito, 6724 Fabre Street, Reverend Frederick Parlee, 1235 Closse Street, all three ministers, of Montreal, Harold T. Brown, office manager, 2030 St. Germain Steet, St-Laurent, Reverend Robert Johnson, minister, 252 Gordon Avenue, Verdun, Aurélien Lincourt, real estate agent, 429 Préfontaine Street, Longueuil, and Anthony Massarelli, technician, 7691 Yves-Prévost, Anjou, for the following purposes:

To provide homes for the aged of the churches of the Pentecostal Assemblies of Canada and others, under the name of "The Pentecostal Benevolent Association of Quebec".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$2,000,000.

Le siège social de la corporation est 1235, rue Closse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2126-66

The head office of the corporation is at 1235 Closse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2126-66

Perfect Weights & Equipment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Donald W. Seal, 371, Alexis-Nihon, Gary Moscowitz, 260, St-Aubin, tous deux de Saint-Laurent, Lazarus L. Tinkoff, 5117, Lacombe, et Philip Shaposnick, 5845, Coolbrook, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de pièces et accessoires d'automobile et tous genres de moteurs, engins, machines, instruments et dispositifs, sous le nom de « Perfect Weights & Equipment Corp. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2410-66

Perfect Weights & Equipment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, 371 Alexis-Nihon, Gary Moscowitz, 260 St. Aubin, both of Saint-Laurent, Lazarus L. Tinkoff, 5117 Lacombe, and Philip Shaposnick, 5845 Coolbrook, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of automotive parts and accessories and all kinds of motors, engines, machines, implements and appliances, under the name of "Perfect Weights & Equipment Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2410-66

Perruques élégantes ltée Elegant Wigs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Maurice Bleau, marchand, 856, rue Sherbrooke est, Montréal, Jehan Perdriau, avocat, 10681, boulevard St-Michel, et Irène Thuot, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 11411, rue St-Julien, ces deux derniers de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de perruques, postiches, articles de coiffure et autres produits similaires, sous le nom de « Perruques élégantes ltée — Elegant Wigs Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2435-66

Perruques élégantes ltée Elegant Wigs Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Bleau, merchant, 856 Sherbrooke Street East, Montreal, Jehan Perdriau, advocate, 10681 St-Michel Boulevard, and Irène Thuot, secretary, fille majeure usant de ses droits, 11411 St-Julien Street, the latter two of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on the business of wigs, postiches, hairdressing articles and other similar products, under the name of "Perruques élégantes ltée — Elegant Wigs Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2435-66

Placements C. V. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Camille Vézina, boucher, 342, Cousineau, Laval, Camille Sigouin, boucher, 7951, de la Seine, Anjou, et Maurice Vézina, technicien, 724 Duplessis, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de construction, sous le nom de « Placements C. V. inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Placements C. V. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Camille Vézina, butcher, 342 Cousineau, Laval, Camille Sigouin, butcher, 7951 de la Seine, Anjou, and Maurice Vézina, technician, 724 Duplessis, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and construction company, under the name of "Placements C. V. inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 9,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 342, Cousineau, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2451-66

Les Placements Extra inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1966, constituant en corporation: Roger Brais, homme d'affaires, 444, rue St-Alexandre, Longueuil, Damase Brissette, avocat, 243, rue Marie-Rose, Longueuil, André St-Jacques, avocat, 154, rue d'Anjou, Longueuil, et Pierre Robichaud, comptable, 1783, rue Walnut, Laffèche, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de construction, sous le nom de « Les Placements Extra inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2497-66

Placements Grégoire Bernard, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1966, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Gertrude Bourdeau, 2560, Bercy, et Cécile Contant, 5060, boulevard Pie IX, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et gestion, sous le nom de « Placements Grégoire Bernard, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Hilaire, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2316-66

Les Placements Leblanc Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1966, constituant en corporation: Alain Leblanc, marchand, Olivier Leblanc, marchand, tous deux de 271, St-Dominique, et Guy Tremblay, avocat, 74, Ste-Jeanne-d'Arc, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de construction, sous le nom de « Les Placements Leblanc Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2159-66

The head office of the company is at 342 Cousineau, Laval, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2451-66

Les Placements Extra inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Brais, businessman, 444 St-Alexandre Street, Longueuil, Damase Brissette, advocate, 243 Marie-Rose Street, Longueuil, André St-Jacques, advocate, 154 d'Anjou Street, Longueuil, and Pierre Robichaud, accountant, 1783 Walnut Street, Laffèche, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and construction company, under the name of "Le Placements Extra inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2497-66

Placements Grégoire Bernard, Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Martel, lawyer and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, Gertrude Bourdeau, 2560 Bercy, and Cécile Contant, 5060 Pie IX Boulevard, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Grégoire Bernard, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St-Hilaire, judicial district of St-Hyacinthe.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2316-66

Les Placements Leblanc Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alain Leblanc, merchant, Olivier Leblanc, merchant, both of 271 St-Dominique, and Guy Tremblay, advocate, Ste-Jeanne d'Arc, all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as an investment, real estate and construction company, under the name of "Les Placements Leblanc Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2159-66

Promotions B. C. H. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de mai 1966, constituant en corporation: Conrad Chassé, commerçant, 850, Puyjalon, Hauterive, Roland Chassé, ingénieur conseil, 247, Rouleau, Hauterive, et Danielle Pelletier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Florian Chassé, 1, avenue Longeuil, Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Promotions B. C. H. inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2166-66

Provincial automobile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Robert H. Soudeyns, fils, vendeur, 18, Place Carillon, Laval, Maurice Blondin, commis, et Madeleine Blondin, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 32, Laffamme, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Provincial automobile inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

1795-66

Quincaillerie Gil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Gilles Giroux, 400, 45^e Rue ouest, Jean-Marc Desgagné, 4140, 3^e avenue ouest, Michel Giroux, 723, 80^e Rue est, tous trois de Charlesbourg, et Charles-Auguste Giroux, 1525, rue Ozanam, Québec, tous quatre entrepreneurs généraux, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Quincaillerie Gil inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Neufchâtel, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2425-66

Les Romains de Cowansville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Florent Duguay, secrétaire, 1025, rue Sud, Cowansville, Norbert Jetté, journalier, 141, rue

Promotions B. C. H. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Chassé, trader, 850 Puyjalon, Hauterive, Roland Chassé, consulting engineer, 247 Rouleau, Hauterive, and Danielle Pelletier, housewife, wife contractually separate as to property of Florian Chassé, 1 Longeuil Ave., Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "Promotions B. C. H. inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2166-66

Provincial automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert H. Soudeyns, Jr., salesman, 18 Place Carillon, Laval, Maurice Blondin, clerk, and Madeleine Blondin, secretary, fille majeure, the two latter of 32 Laffamme, St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Provincial automobile inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

1795-66

Quincaillerie Gil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Giroux, 400, 45th Street West, Jean-Marc Desgagné, 4140, 3rd Avenue West, Michel Giroux, 723, 80th Street East, all three of Charlesbourg, and Charles-Auguste Giroux, 1525 Ozanam Street, Québec, all four general contractors, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, under the name of "Quincaillerie Gil inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Neufchâtel, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2425-66

Les Romains de Cowansville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Florent Duguay, secretary, 1025 South Street, Cowansville, Norbert Jetté, labourer, 141 Décarie

Décarie, Cowansville, et Jean-Paul Messier, marchand, Adamsville, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement de la personnalité, à l'échelon moral, patriotique, intellectuel-culturel et physique, sous le nom de « Les Romains de Cowansville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2433-66

Ronfri Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1966, constituant en corporation: Aaron Frischman, marchand, 2644, place Joseph-Casavant, Sara Frischman, ménagère, épouse séparée de biens de Leon Frankel, 10890, place Joseph-Casavant, et Zalman Frischman, plombier, 10892, place Joseph-Casavant, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Ronfri Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4559, rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2464-66

Louis Rousseau rembourrage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1966, constituant en corporation: François Rainville, notaire, 1348, Frontenac, Noël Gamache, commis de bureau, 196, d'Argenson, tous deux de Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, boulevard Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de rembourrage de meubles, sous le nom de « Louis Rousseau rembourrage inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2313-66

Sagif inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1966, constituant en corporation: James Andrews Grant, avocat, 54, avenue Thornhill, Westmount, Denise-Marie Landry, secrétaire, fille majeure, 5000, avenue Clanranald, Montréal, et Jeanne Glushik, secrétaire, fille majeure, 3459, rue Sherbrooke est, Montréal, pour les objets suivants:

Street, Cowansville, and Jean-Paul Messier, merchant, Adamsville, for the following purposes:

To promote the development of the personality at the moral, patriotic, intellectual, cultural and physical level, under the name of "Les Romains de Cowansville inc."

The amount to which the value of the immoveable property that the corporation may acquire and own is limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at Cowansville, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2433-66

Ronfri Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aaron Frischman, merchant, 2644 Joseph-Casavant Place, Sara Frischman, housewife, wife separate as to property of Leon Frankel, 10890 Joseph-Casavant Place, and Zalman Frischman, plumber, 10892 Joseph-Casavant Place, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Ronfri Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4559 Wellington Street, Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2464-66

Louis Rousseau rembourrage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Rainville, notary, 1348 Frontenac, Noël Gamache, office clerk, 196 d'Argenson, both of Quebec, and Pauline Cantin, secretary, fille majeure, 300 Valcartier Boulevard, Loretteville, for the following purposes:

To carry on the business of furniture upholstering, under the name of "Louis Rousseau rembourrage inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2313-66

Sagif inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Andrews Grant, advocate, 54 Thornhill Ave., Westmount, Denise-Marie Landry, secretary, fille majeure, 5000 Clanranald Ave., Montreal, and Jeanne Glushik, secretary, fille majeure, 3459 Sherbrooke St. east, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Sagif inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 739 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 249, rue Victoria, Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2467-66

Salon Claire Gagnon Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jack Shayne, avocat, 5781, Melling, Côte-St-Luc, Barry Biberman, avocat, 2296, chemin Fulton, Mont-Royal, et William Levitt, avocat, 4869, Dornal, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des magasins de robes, sous le nom de « Salon Claire Gagnon Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grande-Rivière, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958

2412-66

Sera inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Richard-Joseph Riendeau, 470, Graham, Mont-Royal, Hubert Sénécal, 2109, Marlowe, Montréal-Ouest, et Michael A. Meighen, 16, Place Braeside, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Sera inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2485-66

Service des loisirs des habitations Jeanne-Mance

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de juin 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Rogers, administrateur, Daniel Marsan, comptable, tous deux de 200, Ontario est, Gérard Ménard, surintendant, et Maurice Vigeant, surintendant-adjoint, ces deux derniers de 150, Ontario est, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs des habitations Jeanne-Mance ».

To carry on business as an investment company, under the name of "Sagif inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$1 each, 1,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$1 each and 739 preferred class "B" shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 249 Victoria St., Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2467-66

Salon Claire Gagnon Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, advocate, 5781 Melling, Côte-St-Luc, Barry Biberman, advocate, 2296 Fulton Road, Mount Royal, and William Levitt, advocate, 4869 Dornal, Montreal, for the following purposes:

To operate a dress shop or shops, under the name of "Salon Claire Gagnon Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Grande-Rivière, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2412-66

Sera inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard-Joseph Riendeau, 470 Graham, Mont-Royal, Hubert Sénécal, 2109 Marlowe, Montreal-West, and Michael A. Meighen, 16 Place Braeside, Westmount, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Sera inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 50,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958

2485-66

Service des loisirs des habitations Jeanne-Mance

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Léopold Rogers, executive, Daniel Marsan, accountant, both of 200 Ontario East, Gérard Ménard, superintendent, and Maurice Vigeant, associate superintendent, the latter two of 150 Ontario East, all four of Montreal, for the following purposes:

Organisation of recreations, under the name of "Service des loisirs des habitations Jeanne-Mance".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2463-66

Services professionnels de récréation et loisirs L. B. R. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1966, constituant en corporation: Gaston Venne, technicien en évaluation, 44, rue Adrien, Repentigny, Claire Laferrière, secrétaire, fille majeure, 10602, Bruchési, Montréal, et Muriel Lizé, secrétaire, fille majeure, 8199, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'étude et la planification des loisirs pour les corporations municipales, commissions scolaires secondaires et autres, sous le nom de « Services professionnels de récréation et loisirs L. B. R. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2217-66

Sherbrooke Diesel Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1966, constituant en corporation: Marcel Noël, vendeur, Thérèse Noël, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Noël, tous deux de chemin St-Élie, Jean-Claude Guillet, comptable, 38, 8e avenue sud, et Jean Daigneault, comptable, 151, Pin Solitaire, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules de toutes sortes, locomotives, engins, moteurs et leurs accessoires, sous le nom de « Sherbrooke Diesel Service Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2254-66

Silica Sands Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1966, constituant en corporation: Denise Turcotte, Venise Dallaire, tous deux de 1155, Claire-Fontaine, et Ghislaine Leclerc, 55 ouest, des Chênes, toutes trois secrétaires, célibataires, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de verre, silicium et minéraux, sous le nom de « Silica Sands Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

The amount to which is limited the value of the immovables which the corporation may possess or acquire is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2463-66

Services professionnels de récréation et loisirs L. B. R. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Venne, evaluation technician, 44 Adrien Street, Repentigny, Claire Laferrière, secretary, fille majeure, 10602 Bruchési, Montreal, and Muriel Lizé, secretary, fille majeure, 8199 St-Denis, Montreal, for the following purposes:

To study and planify recreation for municipal corporations, secondary school commissions and others, under the name of "Services professionnels de récréation et loisirs L. B. R. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2217-66

Sherbrooke Diesel Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Noël, salesman, Thérèse Noël, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Noël, both of St-Élie road, Jean-Claude Guillet, accountant, 38, 8th Avenue South, and Jean Daigneault, accountant, 151 Pin Solitaire, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of all kinds of vehicles, locomotives, engines, motors and their accessories, under the name of "Sherbrooke Diesel Service Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2254-66

Silica Sands Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denise Turcotte, Venise Dallaire, both of 1155 Claire-Fontaine, and Ghislaine Leclerc, 55 des Chênes West, all three secretaries, spinsters, of Quebec, for the following purposes:

To deal in glass, silicon and minerals of all kinds, under the name of "Silica Sands Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares having a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 100 d'Youville, suite 710, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2389-66

Société Kirva inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Marcel Gosselin, imprimeur, 495, St-Joseph, Lauzon, Jean-Marc Dion, étudiant en commerce, 90, Philippe-Boucher, Lauzon, et Marcel Blouin, étudiant en architecture, 15, rue Ste-Étienne, Lauzon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de construction, sous le nom de « Société Kirva inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lauzon, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2479-66

Strathdee's Flower Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de juin 1966, constituant en corporation: James Strathdee, marchand, Karen Strathdee, ménagère, épouse séparée de biens dudit James Strathdee, tous deux de 4, Cedar Crescent, Beaconsfield, (Beurepaire), Roy-A. Pelletier, pharmacien, et Shirley Pelletier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roy-A. Pelletier, ces deux derniers de 24, place Harrow, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de fleurs et arrangements floraux, sous le nom de « Strathdee's Flower Shop Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 438, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2490-66

Transcrane Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Douglas Faughman, ingénieur, Kay Smart, ménagère, épouse commune en biens dudit Douglas Faughman, tous deux de 11582, de Poutrincourt, Montréal, Guy Bourque, administrateur, et Suzanne Véronneau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Bourque, ces deux derniers de 71, Deschênes, St-Luc, (Talon), pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie, engins, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Transcrane Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500

The head office of the company is at 100 d'Youville, Suite 710, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o 2389-66

Société Kirva inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Gosselin, printer, 495 St-Joseph, Lauzon, Jean-Marc Dion, business student, 90 Philippe-Boucher, Lauzon, and Marcel Blouin, architecture student, 15 Ste-Étienne Street, Lauzon, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and construction company, under the name of "Société Kirva inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lauzon, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2479-66

Strathdee's Flower Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Strathdee, merchant, Karen Strathdee, housewife, wife separate as to property of the said James Strathdee, both of 4 Cedar Crescent, Beaconsfield, (Beurepaire), Roy-A. Pelletier, pharmacist, and Shirley Pelletier, housewife, wife separate as to property of the said Roy-A. Pelletier, the latter two of 24 Harrow Place, Beaconsfield, for the following purposes:

To deal in all kinds of flowers and floral arrangements, under the name of "Strathdee's Flower Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 438 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o 2490-66

Transcrane Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Douglas Faughman, engineer, Kay Smart, householder, wife common as to property of the said Douglas Faughman, both of 11582 de Poutrincourt, Montreal, Guy Bourque, administrator, and Suzanne Véronneau, householder, wife separate as to property of the said Guy Bourque, the latter two of 71 Deschênes, St-Luc, (Talon), for the following purposes:

To deal in machinery, engines, motors, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Transcrane Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares

actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4975, de Sorel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2388-66

Richard Trudeau fleurs, inc.
Richard Trudeau Flowers, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1966, constituant en corporation: Francyne Doyle, 235, avenue Macaulay, St-Lambert, Margaret Donovan, 5429, avenue Duquette, Montréal, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Roland Henry Renault, comptable, 7251, 23e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Richard Trudeau fleurs, inc.—Richard Trudeau Flowers, Inc. », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est au Centre d'achats Rockland, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2157-66

Valleyfield auto centre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1966, constituant en corporation: Armand Paquin, gentilhomme, (Notre-Dame-du-Sourire), paroisse St-Timothée, Jean-Denis Desrochers, commerçant, et Lise Paquin, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean-Denis Desrochers, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, des deux derniers de 173, rue Maden, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Valleyfield auto centre inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2563-66

Vera Pizza Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1966, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 2805, Marquette, et James Galileo, 1607, Massenet, ces deux derniers de Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Vera Pizza Restaurant Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

of the par value of \$10 each and 4,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 4975 de Sorel, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o 2388-66

Richard Trudeau fleurs, inc.
Richard Trudeau Flowers, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Francyne Doyle, 235 Macaulay Ave., St-Lambert, Margaret Donovan, 5429 Duquette Ave., Montreal, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Ronald Henry Renault, accountant, 7251, 23rd Ave., St-Michel, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed cultivators, under the name of "Richard Trudeau fleurs, inc.—Richard Trudeau Flowers, Inc.", with a capital stock divided into 400 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at the Rockland Shopping Center, Mount-Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2157-66

Valleyfield auto centre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Paquin, gentleman, (Notre-Dame-du-Sourire), Parish of St-Timothée, Jean-Denis Desrochers, trader, and Lise Paquin, housewife, wife common as to property of the said Jean-Denis Desrochers, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 173 Maden St., Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Valleyfield auto centre inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 2563-66

Vera Pizza Restaurant Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, and James Galileo, 1607 Massenet, the latter two of Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Vera Pizza Restaurant Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à 760 ouest, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2418-66

The head office of the company is at 760 Jean-Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2418-66

Vermette (Beauce) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Jean-H. Gagné, avocat et conseil en Loi de la reine, 1640, des Rocs, Ste-Foy, André Trotier, avocat, 1074, avenue Belmont, Sillery, et Claude Rioux, avocat, 3072, rue La Promenade, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce du lait, de ses produits et sous-produits, sous le nom de « Vermette (Beauce) inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 7,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 42,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauceville, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2458-66

C. Vézina inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1966, constituant en corporation: Camille Vézina, boucher, 342, Cousineau, Laval, Camille Sigouin, boucher, 7951, de la Seine, Anjou, et Maurice Vézina, technicien, 724, Duplessis, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « C. Vézina inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 342, rue Cousineau, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o

2452-66

Western Girl Temporary (Montreal) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de mai 1966, constituant en corporation: Alan Z. Golden, avocat, 4067, avenue Vendôme, Montréal, Daniel S. Miller, avocat, 5714, Edgemore, Côte-St-Luc, et Mitchell Klein, avocat, 188, Wesford Crescent, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'aide dans les bureaux, sous le nom de « Western Girl Temporary (Montreal) Limited », avec un capital-actions divisé en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune, 4,900 actions catégorie « B » sans valeur au pair et 5,100 actions catégorie « A » sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958

2440-66

Vermette (Beauce) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-H. Gagné, advocate and Queen's Counsel, 1640 des Rocs St., Ste-Foy, André Trotier, advocate, 1074 Belmont Ave., Sillery, and Claude Rioux, 3072 La Promenade St., St-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in milk, its products and by-products, under the name of "Vermette (Beauce) inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 7,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 42,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Beauceville, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2458-66

C. Vézina inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Camille Vézina, butcher, 342 Cousineau, Laval, Camille Sigouin, butcher, 7951 de la Seine, Anjou, and Maurice Vézina, technician, 724 Duplessis, Laval, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "C. Vézina inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 342 Cousineau Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958

2452-66

Western Girl Temporary (Montreal) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alan Z. Golden, advocate, 4067 Vendôme Avenue, Montreal, Daniel S. Miller, advocate, 5714 Edgemore, Côte-St-Luc, and Mitchell Klein, advocate, 188 Wesford Crescent, Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of supplying office help, under the name of "Western Girl Temporary (Montreal) Limited", with a capital stock divided into 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each, 4,900 class "B" shares without par value and 5,100 class "A" shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o

2440-66

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Alwin Color T. V. Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de juin 1966, à la compagnie « Grand Investment Corporation », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de mars 1959, 1° changeant son nom en celui de « Alwin Color T. V. Corporation »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 11719-59 — 1325/116

15958

Armorique Co. Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de mai 1966, à la compagnie « Armorique Co. Itée », 1° redésignant ses 600 actions privilégiées existantes de \$100 chacune et 600 actions privilégiées catégorie « B » de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$100,000 à \$1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 16,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,400 actions privilégiées catégorie « B » de \$100 chacune et en 6,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 14802-60 — 1325/139

15958

Au Petit Baril, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de mai 1966, à la compagnie « Taverne Moquin limitée », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1946, changeant son nom en celui de « Au Petit Baril, inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 6794-46 — 1325/65

15958-o

**Bedford Fashions Ltd.
 Les Modes Bedford Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de juin 1966, à la compagnie « Hibbard Mfg. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de février 1964, changeant son nom en celui de « Bedford Fashions Ltd.— Les Modes Bedford Itée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 682-64 — 1325/66

15958

Bernard Tire Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de juin 1966, à la compagnie « Bernard Tire Shop Ltd. », 1° redésignant ses 100 actions privilégiées de \$100 chacune en actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 396 actions

Alwin Color T. V. Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Grand Investment Corporation", incorporated by letters patent dated the 19th day of March, 1959, 1. changing its name to that of "Alwin Color T. V. Corporation"; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 11719-59 — 1325/116

15958-o

Armorique Co. Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Armorique Co. Itée", 1. redesignating its 600 existing preferred shares of \$100 each as 600 class "B" preferred shares of \$100 each; 2. increasing its capital from \$100,000 to \$1,000,000, the additional capital stock being divided into 16,000 common shares of \$10 each, 1,400 class "B" preferred shares of \$100 each and into 6,000 class "A" preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 14802-60 — 1325/139

15958-o

Au Petit Baril, inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Taverne Moquin limitée", incorporated by letters patent dated the 25th day of September, 1946, changing its name to that of "Au Petit Baril, inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 6794-46 — 1325/65

15958

**Bedford Fashions Ltd.
 Les Modes Bedford Itée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Hibbard Mfg. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of February, 1964, changing its name to that of "Bedford Fashions Ltd.— Les Modes Bedford Itée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 682-64 — 1325/66

15958-o

Bernard Tire Shop Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bernard Tire Shop Ltd.", 1. redesignating its 100 preferred shares of \$100 each into 100 preferred class "A" shares of \$100 each; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$80,000, the additional capital shares being divided into 396 preferred class "A" shares of \$100

privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 10809-56 — 1325/93

Brisan Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6^e jour de juin 1966, à la compagnie « Snapshops Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 28^e jour de décembre 1962, changeant son nom en celui de « Brisan Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958 15147-62 — 1325/67

Circuit Mt-Tremblant St-Jovite inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26^e jour de mai 1966, à la compagnie « Circuit Mt-Tremblant St-Jovite inc. », 1^o convertissant ses 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune en 10,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune; 2^o convertissant ses 500 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune en 5,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune; 3^o modifiant les droits afférents aux actions privilégiées; 4^o augmentant son capital de \$400,000 à \$700,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires de \$1,000 chacune et en 400 actions privilégiées classe « C » de \$500 chacune; 5^o modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 2671-64 — 1325/140

Deragon auto cité inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18^e jour de mai 1966, à la compagnie « Deragon auto cité inc. », 1^o subdivisant ses 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune; 2^o convertissant ses 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune en 4,000 actions « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 6,000 actions « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 9712-51 — 1326/36

Paul Dubé & fils (Price) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31^e jour de mai 1966, à la compagnie « Paul Dubé & fils Itée », constituée par lettres patentes en date du 1^{er} jour de décembre 1965, changeant son nom en celui de « Paul Dubé & fils (Price) Itée ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 5240-65 — 1326/10

each and into 400 preferred class "B" shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958 10809-56 — 1325/93

Brisan Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Snapshops Ltd.", incorporated by letters patent dated the 28th day of December, 1962, changing its name to that of "Brisan Ltd."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958-o 15147-62 — 1325/67

Circuit Mt-Tremblant St-Jovite inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Circuit Mt-Tremblant St-Jovite inc.", 1. converting its 1,000 preferred class "A" shares of \$100 each into 10,000 preferred class "A" shares of \$10 each; 2. converting its 500 preferred class "B" shares of \$100 each into 5,000 preferred class "B" shares of \$10 each; 3. amending the rights pertaining to the preferred shares; 4. increasing its capital from \$400,000 to \$700,000, the additional capital shares being divided into 100 common shares of \$1,000 each and into 400 preferred class "C" shares of \$500 each; 5. amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958 2671-64 — 1325/140

Deragon auto cité inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Deragon auto cité inc.", 1. subdividing its 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each; 2. converting its 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each into 4,000 "A" shares of a nominal value of \$1 each and into 6,000 "B" shares of a nominal value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958 9712-51 — 1326/36

Paul Dubé & fils (Price) Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Paul Dubé & fils Itée", incorporated by letters patent dated the 1st day of December, 1965, changing its name to that of "Paul Dubé & fils (Price) Itée".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958 5240-65 — 1326/10

Economic Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juin 1966, à la compagnie « Economic Enterprises Ltd. », augmentant son capital de \$500,000 à \$1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 11882-55 — 1326[11]

15958

Les Entreprises Duquette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de mai 1966, à la compagnie « Bluquet Enterprises Inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'avril 1956, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Duquette inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 11075-56 — 1326[37]

15958-o

**Les Entreprises Maralay Itée
 Maralay Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de juin 1966, à la compagnie « Maralay Holdings Itée — Maralay Holdings Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de juin 1965, 1° changeant son nom en celui de « Les Entreprises Maralay Itée — Maralay Enterprises Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 2809-65 — 1325[103]

15958-o

Les Entreprises Roger Cayer limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juin 1966, à la compagnie « Roger Cayer inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de septembre 1964, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Roger Cayer limitée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 4064-64 — 1326[40]

15958-o

Les Galeries d'Anjou limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juin 1966, à la compagnie « Anjou Shopping Plaza Ltd. — Centre d'Achat Anjou Itée », constituée par lettres patentes en date du 9e jour d'avril 1965, changeant son nom en celui de « Les Galeries d'Anjou limitée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
 1663-65 — 1326[2]

15958

Gattuso Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Economic Enterprises Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Economic Enterprises Ltd.", increasing its capital from \$500,000 to \$1,000,000, the additional capital stock being divided into 50,000 common shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 11882-55 — 1326[11]

15958-o

Les Entreprises Duquette inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bluquet Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of April, 1956, changing its name to that of "Les Entreprises Duquette inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 11075-56 — 1326[37]

15958

**Les Entreprises Maralay Itée
 Maralay Enterprises Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Maralay Holdings Itée — Maralay Holdings Ltd.", incorporated by letters patent dated the 15th day of June, 1965, 1. changing its name to that of "Les Entreprises Maralay Itée — Maralay Enterprises Ltd."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 2809-65 — 1325[103]

15958

Les Entreprises Roger Cayer limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Roger Cayer inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of September, 1964, changing its name to that of "Les Entreprises Roger Cayer limitée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 4064-64 — 1326[40]

15958

Les Galeries d'Anjou limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Anjou Shopping Plaza Ltd. — Centre d'Achat Anjou Itée", incorporated by letters patent dated the 9th day of April, 1965, changing its name to that of "Les Galeries d'Anjou limitée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
 1663-65 — 1326[2]

15958-o

Gattuso Investments Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent,

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7^e jour de juin 1966, à la compagnie « Gattuso Olive Oil Corporation », constituée par lettres patentes en date du 15^e jour de juin 1946, 1^o changeant son nom en celui de « Gattuso Investments Inc. »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 4709-46 — 1326/13

Aaron Green Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9^e jour de juin 1966, à la compagnie « Aaron Green Inc. », modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 1353-66 — 1326/15

Italcanada Finance & Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27^e jour de mai 1966, à la compagnie « Italcanada Finance & Investment Corporation », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$500 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 2161-64 — 1326/47

J. T. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10^e jour de mai 1966, à la compagnie « J. T. Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958 5285-63 — 1326/18

Laurent Martel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9^e jour de juin 1966, à la compagnie « Chicoutimi & Roberval Oil Inc. », constituée par lettres patentes en date du 31^e jour d'octobre 1961, changeant son nom en celui de « Laurent Martel inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 14846-61 — 1325/80

Les Produits de bois Kennebec limitée Kennebec Wood Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27^e jour de mai 1966, à la compagnie « Les Produits de bois Kennebec limitée — Kennebec Wood Products Limited », 1^o modifiant les droits afférents aux

bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Gattuso Olive Oil Corporation", incorporated by letters patent dated the 15th day of June, 1946, 1. changing its name to that of "Gattuso Investments Inc."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 4709-46 — 1326/13

Aaron Green Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Aaron Green Inc.", modifying its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o 1353-66 — 1326/15

Italcanada Finance & Investment Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Italcanada Finance & Investment Corporation", increasing its capital from \$40,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 100 preferred shares of a par value of \$500 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o 2161-64 — 1326/47

J. T. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. T. Ltd.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958-o 5285-63 — 1326/18

Laurent Martel inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Chicoutimi & Roberval Oil Inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of October, 1961, changing its name to that of "Laurent Martel inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 14846-61 — 1325/80

Les Produits de bois Kennebec limitée Kennebec Wood Products Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Produits de bois Kennebec limitée — Kennebec Wood Products Limited", 1. amending the rights pertaining to the preferred

actions privilégiées; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 10436-56 — 1326/24

Riff Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'avril 1966, à la compagnie « Atlas Trunk & Luggage Manufacturing Co. Inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de décembre 1955, 1° changeant son nom en celui de « Riff Realty Corp. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant son capital de \$40,000 à \$40,750, le capital-actions additionnel étant divisé en 750 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958 13209-55 — 1326/27

**Les Siliciums de Chicoutimi Itée
Chicoutimi Silicon Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juin 1966, à la compagnie « Les Siliciums de Chicoutimi Itée — Chicoutimi Silicon Ltd. », augmentant la considération totale pour laquelle les 125,000 actions ordinaires sans valeur nominale pourront être émises de \$625,000 à \$1,000,000.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 4826-65 — 1326/30

M. Skarf Fur Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mai 1966, à la compagnie « Blau & Skarf Fur Co. Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24e jour de mars 1954, changeant son nom en celui de « M. Skarf Fur Corp. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958 10629-54 — 1326/51

Les Spécialités René inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juin 1966, à la compagnie « Bolduc & Rousseau Itée », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de décembre 1961, changeant son nom en celui de « Les Spécialités René inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 16065-61 — 1325/87

Ten Pin Tap Room Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de juin 1966, à la compagnie « 10-Pin Tap Room Inc. », constituée par lettres patentes en date

shares; 2. amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958 10436-56 — 1326/24

Riff Realty Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Atlas Trunk & Luggage Manufacturing Co. Inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of December, 1955, 1. changing its name to that of "Riff Realty Corp."; 2. extending its powers; 3. increasing its capital from \$40,000 to \$40,750, the additional capital stock being divided into 750 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958-o 13209-55 — 1326/27

**Les Siliciums de Chicoutimi Itée
Chicoutimi Silicon Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Siliciums de Chicoutimi Itée — Chicoutimi Silicon Ltd.", increasing the total consideration for which 125,000 common shares without nominal value could be issued from \$625,000 to \$1,000,000.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958 4826-65 — 1326/30

M. Skarf Fur Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Blau & Skarf Fur Co. Inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of March, 1954, changing its name to that of "M. Skarf Fur Corp.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958-o 10629-54 — 1326/51

Les Spécialités René inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bolduc & Rousseau Itée", incorporated by letters patent dated the 12th day of December, 1961, changing its name to that of "Les Spécialités René inc.".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958 16065-61 — 1325/87

Ten Pin Tap Room Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "10-Pin Tap Room Inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of

du 16^e jour de novembre 1965, changeant son nom en celui de « Ten Pin Tap Room Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958-o 5030-65 — 1326[53

Trans Continental Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6^e jour de juin 1966, à la compagnie « Trans Continental Trading Co. Ltd. », augmentant son capital de \$1,000 à \$40,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

15958 11104-61 — 1325[114

November, 1965, changing its name to that of "Ten Pin Tap Room Inc."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958 5030-65 — 1326[53

Trans Continental Trading Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Trans Continental Trading Co. Ltd.", increasing its capital from \$1,000 to \$40,000, the additional capital stock being divided into 3,900 preferred shares of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

15958-o 11104-61 — 1325[114

Action en séparation de biens

Vertefeuille vs Hamel

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No 714865, Marielle Vertefeuille, infirmière diplômée, épouse commune en biens de Charles-Édouard Hamel, tous deux domiciliés à 1645 Blvd., Leblanc, à Duvernay, district de Montréal, demanderesse vs Charles-Édouard (Eddy) Hamel, garçon de table, domicilié à 1645 Blvd. Leblanc, à Duvernay, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 29 juin 1966.

Montréal, le 14 juillet 1966.

Les Procureurs de la demanderesse,

NANTEL, MERCURE,

15975-o SURPRENANT & POLIQUIN.

Action for separation as to property

Vertefeuille vs Hamel

Province of Quebec, district of Montreal, Superior No. 714865, Marielle Vertefeuille, graduate nurse, wife common as to property of Charles-Édouard Hamel, both domiciled at 1645 Leblanc Blvd., at Duvernay, district of Montreal, plaintiff, vs Charles-Édouard (Eddy) Hamel, waiter, domiciled at 1645 Leblanc Blvd., at Duvernay, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on June 29, 1966.

Montreal, July 14, 1966.

NANTEL, MERCURE,

SURPRENANT & POLIQUIN,

15975 *Advocates for the plaintiff.*

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1113

Québec, le 13 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 492 du 26 mars 1963 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 mai 1966;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1113

Québec, July 13, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the construction industry and trades in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the construction industry and trades in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue (made binding by decree number 492 of March 26, 1963 and amendments) have petitioned him to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of May 14, 1966:

WHEREAS the objection raised was duly considered in accordance with the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:
 QUE ledit décret, numéro 492, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes suivants sont ajoutés à l'article I:

« x) Le terme « apprenti-électricien » a le sens qui lui est donné dans la Loi des Maîtres électriciens (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 153).

y) Le mot « artisan » comprend toute personne qui exécute habituellement de ses propres mains un travail faisant l'objet du présent décret, à forfait ou autrement, par convention verbale ou écrite.

Doit être aussi considérée comme artisan, aux fins du présent décret, toute personne physique ou morale, société ou corporation qui construit pour son propre compte une ou des maisons ou autres édifices dans un but de vente ou de spéculation.

Est présumée construire dans un tel but toute telle personne qui entreprend, dans une même année, la construction de plus d'une maison ou édifice.

z) Le mot « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et qui a obtenu sa licence ou son certificat de qualification.

aa) Le terme « compagnon-junior » désigne tout salarié qui a accompli son temps d'apprentissage mais qui ne possède pas toutes les qualifications nécessaires pour obtenir le certificat de qualification comme compagnon.

bb) Le terme « compagnon-junior », quand il s'agit du tuyauteur (mécanicien en tuyauterie) a le sens qui lui est donné par la Loi des Maîtres-mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 155) et par les règlements émis en exécution de cette loi.

Tout soudeur qui est détenteur de la licence émise par le gouvernement pour la soudure à haute pression est réputé comme compagnon-senior et rémunéré comme tel.

cc) Le mot « couvreur » désigne tout salarié qui pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, les membranes hydrofuges sur un mur, plancher ou une couverture et qui fait des couvertures en gravier, asphalte ou autres produits similaires.

dd) Le terme « ferblantier » ou « ouvrier tôlier » désigne tout salarié qui fabrique toutes sortes d'objets en fer blanc, en tôle, en cuivre, en acier inoxydable, en monel, en aluminium ou en toutes autres sortes de métal en feuilles, tel que corniches, ornements ventilateurs, gouttières, portes tôlées etc, et il désigne aussi l'ouvrier qui fait le tracé, le découpage, le pliage, l'assemblage de toutes sortes de raccords, de conduits gainés servant à faire ou à confectionner toutes sortes d'installations à air chaud, air frais, air climatisé etc. Ce terme désigne également tout salarié qui fait l'installation, la réparation et les raccordements de toutes sortes de machines servant à faire fonctionner ces installations suivant les plans des ingénieurs en chauffage et ventilation ou suivant les devis des fabricants de ces dites machines ainsi que toute autre sorte de travaux exécutés avec du métal en feuilles, que cesdits travaux soient faits à l'atelier ou sur un chantier de construction ou de réparation (jauge 16-0120 à jauge 30-0598 pour la tôle ou l'équivalent pour les autres métaux.)

Cependant, la présente définition ne s'applique pas aux ouvriers tôliers qui travaillent dans les usines ou ateliers de fabrication en série ni aux

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:
 THAT said decree number 492 be amended as follows:

1. The following subsections are added to section I:

“(x) The term “apprentice electrician” has the meaning given to it in the Master Electricians Act (R.S.Q., 1964, chapter 153).

(y) The word “artisan” includes any person who ordinarily performs, with his own hands, work governed by the decree, either by the job or otherwise, in pursuance of a verbal or written agreement.

Shall also be considered as an artisan, for the purposes of the decree, any person, association or corporation that builds, on its own account, one or more houses or other buildings for sale or speculation purposes.

Shall be considered as building for such a purpose, any such person who contracts for or begins, in a single year, the construction of more than one house or building.

(z) The word “journeyman” means any worker who has completed his period of apprenticeship and has obtained his license or competency certificate.

(aa) The term “junior journeyman” designates any employee who has completed his period of apprenticeship but who is not yet qualified for the journeyman's certificate.

(bb) The term “junior journeyman”, when applied to pipe-mechanics, has the meaning given to it in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1964, chapter 155) and in the regulations passed under the authority of the said Act.

Every welder holding the license issued by the Government for high pressure welding shall be considered as a senior journeyman and be remunerated accordingly.

(cc) The word “roofer” means any employee who: lays paper shingle, asbestos shingle, water-repellent membranes on walls, floors or roofs; does gravel, asphalt or other similar roofing work.

(dd) The words “tinsmith” or “sheet-metal worker” designate any employee who makes all types of objects out of tin, sheet-metal, copper, stainless steel, “Monel” metal, aluminum or any other type of sheet-metal; makes cornices, ornaments, ventilators, rain-water guttering, metal doors, etc.; traces, cuts, bends and assembles all types of connections, conduits, sleeves used in all types of hot air, cold air, or air conditioning installations, etc. They also designate any employee who installs, repairs and connects all machines used in the operation of such installations, according to plans laid out by heating and ventilation engineers or according to manufacturers' specifications or who performs all other sheet-metal work, whether in a shop or on construction or repair sites (16-0120 to 30-0598 gauge tin or the equivalent for other metals).

However, the above definition does not apply to: sheet-metal workers on a assembly-line in shops or factories; workers engaged in the

ouvriers travaillant à la production d'articles de métal non destinés à l'industrie de la construction. Elle ne s'applique pas non plus à l'usinage en atelier des meubles et accessoires de cuisine, de restaurants, d'hôtel et d'immeuble, services publics (hôpital etc.) »

ee) Le terme « cimentier-applicateur » désigne tout salarié qui pose et surface le ciment pour les planchers et revêtements unis ou d'ornementation, fait les trottoirs et pavages en ciment et répare les fondations.

ff) Le mot « foreur » désigne tout salarié qui fait fonctionner une foreuse pneumatique ou à vapeur utilisée pour percer des trous de tirage à la poudre ou autre, ou pour faire des travaux de démolition et qui exécute au besoin tout autre travail de semblable nature.

gg) Le mot « calorifugeur » désigne tout salarié qui fait le calorifugeage de toute tuyauterie pour le gaz, le mazout, l'air, la vapeur ou de toute tuyauterie hydraulique, ainsi que de toute installation de tuyauterie fixe ou mobile à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, pour quelque usage que ce soit, y compris l'installation, la réparation ou la rénovation de l'isolement de tout système de plomberie, de chauffage ou de ventilation de même que le calorifugeage des calorifères, chaudières, réservoirs et appareils connexes.

hh) Le mot « poseur de lattes » désigne tout salarié qui pose des lattes en bois ou métalliques ou en feuilles de matériau composite ou des carreaux acoustiques vissés ou avec une base adhérente, sur les solives ou autres surfaces. Il désigne aussi tout salarié qui pose les cloisons, les cloisons en colombages d'acier, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments.

ii) Le mot « conducteur » désigne le salarié qui conduit une machine et qui la règle lui-même.

jj) Le terme « aide-conducteur » désigne le salarié qui conduit une machine et qui en fait l'entretien.

kk) Le mot « peintre » désigne tout salarié qui peint les surfaces intérieures ou extérieures, ponce lesdites surfaces, applique le mastic, travaille au chalumeau, pose le papier tenture, et exécute tout autre travail connexe.

ll) Les termes « carreleur et poseur de linoléum » désignent tout salarié qui pose le linoléum, les carreaux d'asphalte, de caoutchouc, le murelume, les carreaux en feuilles de matériau composite, autres que les carreaux céramiques et acoustiques ou tout autre produit similaire collé mais non cloué comme revêtement de sol ou de murs et qui exécute tout autre travail connexe.

mm) Le mot « ferrailleur » désigne tout salarié qui peut attacher, ceintrer et poser tout acier à béton nécessaire à la confection des planchers des colonnes, des poutres, etc., et faire au besoin tout autre travail connexe.

nn) Le terme « carreleur mosaïste » désigne tout salarié qui fait la pose de carreaux céramiques, de carreaux vitrifiés et émaillés, de carreaux mosaïques, le tout avec mortier de ciment ou de la colle, et aussi la pose de tout autre accessoire s'y rapportant.

oo) Les termes « granitiste et marbrier de bâtiment » désignent tout salarié qui fait la pose des baguettes métalliques pour le granito, la pose du granito coulé en place ou préfabriqué et aussi la pose du marbre et tout autre travail connexe.

production of metal articles not used in the construction industry; workers in a shop where kitchen, restaurant, hotel and public service (hospital, etc.) furniture and accessories are machined."

ee) The term "cement finisher" designates any employee who: lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings; makes cement sidewalks and paving; repairs foundations.

ff) The word "driller" means any employee who operates a pneumatic or steam drill used to bore holes for powder or other blasting or for demolishing operations and who performs any other related work, as required.

gg) The word "insulator" designates any employee who does insulation work on all types of pipes, including gas, oil, air, steam, hydraulic or any other piping, whether moveable or immoveable, within or outside a building and for whatever use, including the installation, repair or renovation of any plumbing, heating or ventilation system and the insulation of furnaces, boilers, tanks and apparatus connected thereto.

hh) The word "lather" means any employee who lays wooden laths, metal composition laths or sound-absorbing tile, held in place by means of screws or of an adhesive base, on joists or other surfaces. It also means any employee who sets up partitions, metal studwork, either inside or outside a building.

ii) The word "operator" means the employee who operates and sets a machine.

jj) The term "operator's helper" means the employee who operates a machine and performs its non-technical maintenance.

kk) The word "painter" designates any employee who paints interior or exterior surfaces, sands the said surfaces, applies putty, works with a torch, hangs wall paper and performs any other related work, as required.

ll) The term "linoleum layer" means any employee who lays linoleum, asphalt tiles, rubber tiles, murelume, composition tiles other than ceramic and acoustical tiles, or any other similar product which is glued but not nailed on as a covering for floors or walls, and who performs any other related work.

mm) The term "reinforcing steel erector" means any employee who can, under supervision, read plans, attach, bend and lay all the reinforcing steel required to make floors, columns, beams, etc., and performs any other related work as required.

nn) The term "tile setter" means any employee who lays ceramic tiles, vitrified and enameled tiles, mosaic tiles (said tiles being set with cement-mortar or with glue) and who lays all other accessories pertaining thereto.

oo) The term "marble and terrazzo layer" means any employee who lays the metal strips for terrazzo; lays terrazzo by pouring it on the job; lays prefabricated terrazzo; lays marble or performs any other related work.

pp) Le terme « polisseur-granitiste à sec » désigne tout salarié qui fait le polissage du granito avec machine à sec.

qq) Le terme « polisseur-granitiste à l'eau » désigne tout salarié qui fait le polissage du granito avec machine à l'eau.

rr) Le terme « aplanisseur de parquet » désigne tout salarié qui râcle, polit ou ponce les planchers de bois à la main ou à la machine.

ss) Le terme « tireur de joint de gyproc » désigne tout salarié qui peut border, remplir, calfeutrer et polir les murs de gyproc avec du ciment à joint ou tout autre produit similaire.

tt) Le terme « monteur de charpentes métalliques » désigne tout salarié qui fait le montage d'éléments métalliques pour la construction de toute charpente métallique ou accessoires métalliques, permanents ou temporaires. Il désigne aussi le salarié qui coupe au chalumeau, fait du travail de soudure, de rivetage, de montage d'appareils de levage et qui fait au besoin tout autre travail connexe.

uu) Le mot « vitrier » désigne tout salarié formé, qui fait la pose de glace polie et de vitrage, fait la pose, avec vis ou avec une base adhérente, de tout revêtement préfabriqué, d'aluminium en feuille ou en moulure, de vitrolite, mur rideau (zourite) ou autres produits similaires, et tout autre travail connexe.

vv) Le terme « travailleur en fer ornemental » désigne tout salarié qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces de métal ornemental pour fabrication d'escaliers, intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection, de grillages de tout genres, de chutes à charbon, de portes de voûte, de portes coupe-feu, de cloisons et d'appareils de sauvetage ou tout travail de même nature ou connexe et qui en fait l'installation ou le montage.

ww) Le mot « mécanicien » désigne tout ouvrier préposé à l'entretien, la réparation et à la bonne marche de toute machine fixe ou mobile, utilisée sur un chantier de construction.

xx) Le terme « monteur d'appareils de levage » désigne toute personne dont le travail se limite et consiste à :

1° faire le montage des agrès de levage, y compris le déplacement de la machinerie et le montage d'échafaudages en métal;

2° monter et équiper des grues mobiles ou non, le tout sous la direction d'un contremaitre;

3° accrocher la charge, grimper, faire les raccords appropriés et donner les signaux au conducteur de l'appareil.

yy) Le mot « pointeau » désigne tout salarié qui vérifie la présence des ouvriers sur un chantier de construction, note les heures de travail et fait tout autre travail de même nature ou connexe.

zz) Le mot « carreleur » (carreaux acoustiques) désigne tout salarié qui pose des carreaux en fibre de bois, fibre de verre, en fibre minérale, en métal, en fibre de gypse avec vinyle, fibre de canne sur suspension métallique. Il désigne également tout salarié qui pose la suspension métallique pour recevoir ces carreaux.

Note explicative: Les appellations de plusieurs métiers et emplois ont été modifiées dans le texte français du présent décret uniquement pour les rendre conformes à la terminologie

(pp) The term "terrazzo polisher, dry process" means any employee who polishes terrazzo with the dry terrazzo-polishing machine.

(qq) The term "terrazzo polisher, wet process" means any employee who polishes terrazzo with the wet terrazzo-polishing machine.

(rr) The words "floor polisher" mean any employee who scrapes, polishes or sands wood floors by hand or by machine.

(ss) The term "joint pointer (gyproc)" means any employee who can border, fill, caulk, and polish gyproc walls with jointing-cement or with any other similar product.

(tt) The term "structural iron worker" means any employee who erects all metal parts for metallic structures or accessories, either permanent or temporary; torch-cuts, welds, rivets, rigs and performs any other related work when required.

(uu) The term "glazier" means any trained employee who: installs polished glass and glass-work; installs, by means of screws or and adhesive base, any prefabricated covering, of aluminum sheet or moulding, vitrolite, curtain-wall, zourite or other similar products, and who performs any other related work.

(vv) The words "ornamental iron worker" mean a worker who traces, cuts, prepares and assembles by means of machines, tools or welding, any ornamental metal pieces for the fabrication of inside or outside staircases, handrails, fences, gates, sashes, marquises, cellar or inspection trapdoors, all kinds of gratings, coal chutes, vault doors, fire arresting doors and partitions and life-saving apparatus or who does any work of the same nature or related thereto, and installs and erects same.

(ww) The word "mechanic" means any worker whose work is the maintenance, repair and the maintenance in operation of any stationary or portable machine used on a construction site.

(xx) The term "hoisting equipment rigger" designates anyone whose work consists of:

1. erecting hoisting devices, including the moving of machinery and the erection of metal scaffolds;

2. assembling and equipping stationary or travelling cranes, all under the general direction of a foreman;

3. Hooking on the load, climbing, connecting and signalling the hoisting engineer.

(yy) The word "timekeeper" means an employee who: checks the presence of employees on a construction site; records the hours worked and does any other work of the same nature or related thereto.

(zz) The term "acoustical tile setter" means any employee who sets tiles made of wood fibre, fibreglass, mineral, metal, "transite", gypsum-vinyl, composition bamboo on metal work. It also means any employee who installs the suspended metal work to receive same."

Explanatory note: The names of many trades and occupations have been modified in the French text of this decree solely to make them consistent with the internationally-accepted

française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes.

La substitution desdites nouvelles appellations aux appellations antérieures, n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours, ni en particulier de faire obstacle à l'application des définitions d'emplois et de métier sous leur ancienne appellation et à l'application des salaires fixés pour lesdits métiers, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats en faveur d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures. »

2^o L'article II est remplacé par le suivant:
« II. Le présent décret s'applique aux districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue. Il n'y a qu'une zone économique pour tout le territoire du présent décret. »

3^o L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe « a » de l'article III.

« Il s'applique également à l'installation de système de réfrigération, à l'installation d'appareils à gaz naturel ainsi qu'à la construction de lignes de distribution de gaz naturel et au déboisement de la forêt en vue de la construction de travaux assujettis au présent décret. »

4^o Le paragraphe « a » de l'article V est remplacé par le suivant:

« V. *Durée du travail*: a) 1. Jusqu'au 31 décembre 1966, la semaine normale de travail est de 55 heures réparties sur 5½ jours à raison de dix (10) heures par jour du lundi au vendredi inclusivement et de cinq (5) heures le samedi avant-midi.

2. Du 1er janvier 1967 au 31 décembre 1967 la semaine normale de travail sera de 50 heures réparties sur cinq (5) jours à raison de dix (10) heures par jour du lundi au vendredi inclusivement.

3. Du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1968, la semaine normale de travail sera de 45 heures réparties sur cinq (5) jours à raison de neuf (9) heures par jour du lundi au vendredi inclusivement.

4. Le chiffre 60 apparaissant au deuxième alinéa du paragraphe « d » de l'article V est remplacé par 55 à compter du 1er juin 1967 et par 50 à compter du 1er juin 1968. »

5. Le paragraphe « b » de l'article V est remplacé par le suivant:

« b) *Majoration pour heures supplémentaires*: Tout travail exécuté en plus des heures quotidiennes normales spécifiées au présent article entraîne une majoration de 50% du taux de salaire effectivement payé pour les neuf (9) premières heures supplémentaires. Tout travail effectué en sus de ces neuf (9) heures hebdomadaires entraîne une majoration de 100% du taux de salaire effectivement payé. »

6. Le paragraphe « a » de l'article VI est remplacé par le suivant:

« VI. *Taux minimaux de salaires*: a) Les taux minimaux de salaires suivants doivent être payés:

French terminology. The English nomenclature remains unchanged.

Substitution of the new terms for the old does not affect any vested rights or current interests. In particular, it does not prevent the application definitions previously used and rates fixed for such trades and occupations; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use."

2. Section II is superseded by the following:
"II. This decree covers the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue. The decree's territory is covered by a single economic zone."

3. The following paragraph is added to subsection "a" of section III.

"It also applies to: the installation of refrigeration systems and natural gas appliances; the construction of natural gas distribution lines as well as clearing the forest for the construction of projects subject to the decree."

4. Subsection "a" of section V is superseded by the following:

"V. *Hours of work*: (a) 1. Up to December 31, 1966, the 55-hour standard work week, paid at the regular rate, shall be divided into five, 10-hour days, Monday through Friday and five (5) hours on Saturday mornings.

2. From January 1, 1967 to December 31, 1967, the standard 50-hour week, paid at the regular rates, shall be divided into five, 10-hour days, Monday through Friday.

3. From January 1, 1968 to December 31, 1968, working hours in a day shall not exceed nine (9), Monday through Friday, and working hours in a standard workweek shall not exceed forty-five (45).

4. The figure "60" mentioned in the second paragraph, subsection "d", section V, is replaced by "55" as of June 1, 1967 and by "50" as of June 1, 1968."

5. Subsection "b" of section V is replaced by the following:

"(b) *Overtime premium pay*: When work is performed over and above the standard daily hours specified in the foregoing sections, time and a half shall be paid for the first nine (9) hours. Double time shall be paid for any time worked over and above such nine (9) hours in any week."

6. Subsection "a" of section VI is superseded by the following:

"VI. *Minimum wage rates*: (a) Minimum wage rates to be paid are as follows:

À compter du — As of
1/1/67 1/1/68
l'heure — Per hour

Métiers ou occupations — Trades or occupations:

Conducteur — Operator

Monte-charge — Elevator.....	\$ 2.00	\$ 2.25	\$ 2.55
Aplanisseur de parquets — Floor polisher.....	2.15	2.40	2.75
Conducteur de pompe à béton — Concrete pump.....	2.25	2.45	2.75
Conducteur de vibreur à béton — Concrete vibrator.....	1.80	2.00	2.25

	<i>A compter du — As of</i>		
	<i>1/1/67</i>	<i>1/1/68</i>	
	<i>l'heure — Per hour</i>		
Peintre — Painter	\$ 2.10	\$ 2.35	\$ 2.65
Peintre au pistolet — Spray painter	2.20	2.45	2.75
Peintre travaillant à plus de 45 pieds — Painter, over 45' high	2.30	2.55	2.85
Parqueteur — Floor layer	2.30	2.55	2.85
Plâtrier — Plasterer	2.40	2.75	3.30
Plombier tuyauteur (mécanicien en tuyauterie) — Plumber (pipe-mechanic)			
Installateur d'appareils de chauffage — Heating system installer	2.50	2.90	3.30
Plombier junior — Junior plumber	2.35	2.65	3.00
Poseur de murs rideaux et de fenêtres — Window and curtains-walls drapes fitter	2.20	2.45	2.75
Poseur de gicleur — Sprinkler fitter	2.50	2.90	3.30
Poseur de lattis (métal) — Lather (metal laths)	2.40	2.65	3.00
Carreleur et poseur de linoléum — Tile setter or linoleum layer	2.25	2.50	2.80
Ferrailleur — Reinforcing steel erector	2.00	2.25	2.55
Poseur de revêtement extérieur en feuille — Sheathing fitter (outside)	2.30	2.55	2.85
Plus de 60' de hauteur — Over 60' high	2.40	2.65	2.95
Plus de 100' de hauteur — Over 100' high	2.55	2.80	3.10
Poseur de fer ornemental — Ornamental steel erector	2.25	2.50	2.80
Marbrier de bâtiment — Marble layer	2.40	2.65	2.45
Monteur de charpentes métalliques — Structural steel erector (jobs under \$25,000.00)	2.30	2.55	2.85
Soudeur et chalumeur — coupeur — Welder and cutter	2.20	2.50	2.80
Soudeur (haute pression) — Welder (high pressure)	2.50	2.80	3.15
Tailleur de granit — Granite cutter	2.45	2.70	3.05
Terrazzo — Terrazzo			
Granitiste — Layer	2.40	2.65	2.95
Polisseur-granitiste à sec — Polisher, dry process	2.20	2.45	2.75
Polisseur granitiste à l'eau — Polisher, wet process	2.10	2.35	2.65
Tireur de joint (gyproc) — Joint-pointer (gyproc)	2.30	2.45	2.85
Vitrier — Glazier	2.05	2.25	2.55
	<i>Par semaine — Per week</i>		
Chauffeur de camion de service — Service truck driver	\$84.00	\$88.00	\$92.00
Gardien de chantier — Watchman (on the site)	74.00	78.00	82.00
Pointeau — Timekeeper	79.00	83.00	87.00
Réceptionnaire — Material checker	79.00	83.00	87.00
Patrouilleur — Patrolman	74.00	78.00	82.00
Si le patrouilleur travaille le dimanche durant sa semaine de travail il touchera la somme de \$10.00 supplémentaire.	When the patrolman works Sunday, he shall receive an additional \$10.00.		
Asphalt — Asphalt			
Conducteur d'usine — Plant operator	2.20	2.45	2.75
Conducteur de malaxeur — Mixer operator	1.90	2.25	2.55
Conducteur de rouleau compresseur — Roller operator	2.00	2.25	2.55
Conducteur d'épandeur — Spreader operator	2.15	2.40	2.70
Chauffeur de fondeur — Kettleman	1.90	2.10	2.35
Rateleur — Raker	2.15	2.40	2.70
Briqueteur — Bricklayer	2.45	2.70	3.05
Carreleur mosaïste — Ceramic tile setter	2.40	2.65	2.95
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	2.30	2.55	2.85
Conducteur — Operator			
Camion à béton — Ready-mix truck	1.90	2.10	2.35
Camion plus de 5 tonnes — Truck (over 5 tons)	1.90	2.10	2.35
Camion moins de 5 tonnes — Truck (under 5 tons)	1.85	2.05	2.30
Fardier — Float	1.95	2.20	2.50
Chargeuse — Loader	1.85	2.05	2.30
Boutoir — Bulldozer	2.10	2.30	2.60
Tracteur — Tractor	2.10	2.30	2.60
Tracteur de ferme — Farm tractor	2.05	2.25	2.55
« Muskeg » — Muskeg	1.85	2.05	2.30
Niveleuse — Grader	2.10	2.35	2.65
Chauffeur de fondeur — Kettleman	2.15	2.40	2.75
Couvreur — Roofer	2.10	2.35	2.65
Carrossier (sur chantier) — Bodyman (on the site)	2.20	2.45	2.75
Boutefeux (avec certificat) — Blaster (certificate holder)	2.10	2.30	2.55
Electricien, licence « A » ou « B » (service personnels) — Electrician, "A" or "B" license (personal services)	4.25	4.70	5.20
Compagnon « C » — "C" Journeyman	2.50	2.90	3.30
Monteur de ligne (non assujéti à un autre décret) — Lineman	2.35	2.75	3.15
Épisseur de câble — Cable splicer	2.50	2.90	3.30

À compter du — As of
1967* 1968*
l'heure — Per hour

Ferblantier (ouvrier tolier) — Tinsmith	\$2.50	\$2.90	\$3.30
Cimentier-applicateur — Cement finisher	2.15	2.40	2.75
Foreur — Drill operator	2.00	2.20	2.45
Foreur « air track » — "Air track" Drill operator	2.10	2.30	2.60
Affûteur de fleurets — Drill sharpener operator	2.25	2.45	2.75
Graisseur — Oiler	1.90	2.10	2.35
Monteur d'appareils de levage (non assujéti à un autre décret) — Rigger	2.10	2.30	2.55
Calorifugeur — Insulator	2.00	2.25	2.55
Manoeuvre — Labourer	1.80	2.00	2.25
Affûteur — Filer	2.30	2.55	2.85
Machiniste — Machinist	2.40	2.65	2.95
Mécanicien (diesel ou essence) — Mechanic (diesel or gas)	2.40	2.65	2.95
Moteur à essence seulement — Gas only	2.30	2.55	2.85
Machine fixe ou portative — Stationary or portable	2.20	2.45	2.75
Mécanicien de chantier — Millwright	2.25	2.45	2.75
Conducteur de compresseur — Compressor operator	2.05	2.25	2.55
Conducteur de concasseur — Crusher operator	2.00	2.25	2.55
Grutier (grue de 40 tonnes et plus) — Crane (40 tons and over)	2.85	3.15	3.50
Conducteur de pelle mécanique — Shovel operator	2.10	2.35	2.65
Conducteur de malaxeur à ciment (2 vgs et plus) — Cement mixer operator (2 yds or more)	2.20	2.45	2.75

7° Les alinéas 1 et 2 du paragraphe « a » de l'article VI sont biffés.

8° Les alinéas suivants sont ajoutés au paragraphe « aa » de l'article VI :

« Dans tous les cas où le certificat de qualification est obligatoire, le salaire du compagnon junior sera de 90% du salaire du compagnon.

L'alinéa précédent ne s'applique pas dans le cas des métiers dont l'apprentissage est réglementé par une loi de cette province. »

9° Les deux premiers alinéas du paragraphe « b » de l'article VI sont remplacés par les suivants :

« b) Salaires minimaux des apprentis: Les taux de salaires suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés :

(Mécanicien en tuyauterie) poseur d'appareils de chauffage, électricien :

- 1re année: 50% du salaire du compagnon
- 2e année: 60% du salaire du compagnon
- 3e année: 70% du salaire du compagnon
- 4e année: 85% du salaire du compagnon »

10° La première phrase du paragraphe « g » de l'article VI est remplacée par la suivante :

« g) Le salaire doit être payé en entier toutes les deux semaines, dans un délai maximum de sept (7) jours, en espèces ou par chèque payable au pair. »

11° La troisième phrase du paragraphe (a) de l'article VII est remplacée par la suivante :

« Toutefois à compter du 1er janvier 1967, l'indemnité de congés sera portée à 4%. »

12° Le paragraphe « h » de l'article VIII est remplacé par le suivant :

« h) Aucun employeur n'a le droit d'avoir à son service plus d'un apprenti par compagnon excepté pour le métier de charpentier-menuisier où il pourra y avoir deux (2) apprentis de 3e ou 4e année d'apprentissage par compagnon. »

13° Le paragraphe « b » de l'article IX est remplacé par le suivant :

« b) Vivre et couvert: Si l'employeur fournit lui-même ou par l'entremise de toute personne, société, compagnie préposée à cet effet, le vivre et le couvert au salarié qui y consent, il ne peut en aucune circonstance, exiger plus de \$1.50 par jour à tel salarié. »

7. Paragraphs 1 and 2, sub-section "a", section VI, are deleted.

8. The following paragraphs are added to sub-section "aa" of section VI :

"In all instances where the competency certificate is compulsory, the junior journeyman's wage rate shall be equal to 90% of the journeyman's wage rate.

The preceding paragraph does not apply to trades involving apprenticeship that is regulated by provincial law."

9. The two first paragraphs of subsection "b", section VI, are superseded by the following :

"(b) Minimum wage rates of apprentices: The following wage rates shall be paid to apprentices of the trades listed below :

Pipe-mechanic, heating system installer, electrician :

- 1st year: 50% of journeyman's wage rate
- 2nd year: 60% of journeyman's wage rate
- 3rd year: 70% of journeyman's wage rate
- 4th year: 85% of journeyman's wage rate"

10. The first sentence of sub-section "g", section VI, replaced by the following.

"(g) Wages shall be paid in full every fortnight, within seven (7) days' delay, either in cash or by cheque payable at par."

11. The third sentence of subsection "a", section VII, is superseded by the following :

"However, from January 1, 1967, vacation pay shall be set at 4%."

12. Subsection "h" of section VIII is superseded by the following :

"(h) No employer shall have in his employ more than one (1) apprentice per journeyman, except in the carpenter-joiner's trade where he may have two (2) 3rd or 4th-year apprentices per journeyman."

13. Subsection "b" of section IX is superseded by the following :

"(b) Room and board: No employer may ever charge a consenting employee more than \$1.50 per day for room and board which the employer supplies himself or through any person, association or company appointed therefor."

14° Le paragraphe « c » de l'article IX est remplacé par le suivant:

« c) *Transport et pension*: Dans tous les cas où l'employeur ne peut transporter chaque jour à ses frais, les salariés qui travaillent à plus de quarante (40) milles de route des limites de la localité où ils résident, il devra leur verser une indemnité égale à \$3.50 par jour pour le coût du transport hebdomadaire et de la pension quotidienne. »

15° Les mots « 31 décembre 1965 » apparaissant deux fois à l'article XII (Durée du décret) sont remplacés par les mots « 31 décembre 1968 ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,

16018-0

JACQUES PRÉMONT.

14. Subsection "c" of section IX is replaced by the following:

“(c) *Transportation and living expenses*: Whenever he is unable to supply daily transportation for his employees working more than forty (40) miles from the limits of their place of residence, the employer shall pay such employees \$3.50 a day to cover the cost of weekly transportation and daily living expenses.”

15. The date “December 31, 1965” twice mentioned in section XII (Duration of the decree), are replaced by “December 31, 1968.”

JACQUES PRÉMONT,

16018-0

Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1115

Québec, le 13 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 2114 du 4 novembre 1964 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de ladite Loi, des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par ledit décret ont aussi présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de le modifier;

ATTENDU QUE des avis ont été publiés à ce sujet dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 9 octobre 1965 et 5 mars 1966;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2114, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « h » suivant est ajouté à l'article IV:

« h) *Hebdomadaires du dimanche*: i. Nonobstant les dispositions du paragraphe « c », dans le cas des ateliers qui impriment un hebdomadaire du dimanche publiant les nouvelles du samedi, il peut y avoir des heures régulières de travail le samedi, strictement pour l'impression de ce journal, réparties comme suit:

Équipe de jour: entre 7h. du matin et 6h. du soir

Équipe de nuit: entre 6h. du soir et minuit.

ii. Tout salarié touché par le présent paragraphe doit avoir bénéficié d'un congé de 24 heures consécutives dans la semaine courante de travail.

iii. Le travail supplémentaire doit être rémunéré à raison de salaire et demi pour les trois premières heures qui suivent la journée ou la semaine normale de travail prévue au décret et à raison de salaire double pour toute heure subséquente.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1115

Québec, July 13, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the printing industry and trades in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Minister of Labour gave notice that he intended submitting certain amendments to the decree respecting the Printing Industry and trades in the Montreal region (made binding by decree number 2114 of November 4, 1964 and amendments) to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the said Act, contracting parties to the collective labour agreement made binding by the said decree have also petitioned the Minister of Labour to have the decree amended;

WHEREAS notices to this effect were published in the *Québec Official Gazette* of October 9, 1965 and March 5, 1966;

WHEREAS the objections raised were duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 2114 be amended as follows:

1. The following subsection "h" is added to section IV:

“(h) *Sunday newspapers*: i. Notwithstanding the provisions of subsection "c", there can be standard working hours on Saturday in shops printing Sunday newspapers that cover Saturday's news, but solely for the purpose of printing such newspaper. Such hours shall be scheduled as follows:

Day shift: between 7:00 a.m. and 6:00 p.m.

Night shift: between 6:00 p.m. and midnight.

ii. Every employee affected by the above subsection shall have had 24 consecutive hours off during the current work week.

iii. Overtime work shall be paid at time and one half for the first three hours following the standard work week or work day. Double time shall be paid for any additional hour.

iv. Le travail supplémentaire peut être rémunéré selon les dispositions de la convention particulière régissant le salarié en autant que la rémunération ainsi établie soit supérieure à celle déterminée par le décret basée sur le taux minimum (et non sur le salaire effectivement payé.)

2° Le paragraphe « f » de l'article V est remplacé par le suivant:

« f) A l'exception des cas prévus aux paragraphes « d » et « h » de l'article IV et au paragraphe 7 de l'article XX, le taux majoré de 100% doit être payé pour tout travail exécuté entre le samedi midi et 7h. du matin le lundi par tout salarié régulier ou temporaire. »

3° L'emploi suivant est ajouté au paragraphe A (Atelier de composition) de l'article XIX:

« Tireur d'épreuves en galées à plein temps — Galley proof puller (full time):

Les six premiers mois — First six months.....	\$1.20	\$1.38	\$1.10	\$1.27	\$1.05	\$1.21
Ultérieurement — Thereafter.....	1.40	1.61	1.30	1.50	1.25	1.44

4° Les taux de salaire pour l'emploi « Margeur » apparaissant au paragraphe B (Atelier de composition) de l'article XIX, à la fin des groupes i, ii et iii, sont corrigés pour se lire comme suit:

« Margeur (presses margées à la main) — Feeder (hand fed presses).....	\$1.75	\$2.01	\$1.55	\$1.78	\$1.55	\$1.78	\$1.81	\$2.08	\$1.63	\$1.87	\$1.55	\$1.78
--	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

5° Le paragraphe 7 suivant est ajouté à l'article XX:

« 7. Hebdomadaires du dimanche: i. Nonobstant les dispositions du paragraphe 3, dans le cas des ateliers qui impriment un hebdomadaire du dimanche publiant les nouvelles du samedi, il peut y avoir des heures régulières de travail le samedi, strictement pour l'impression de ce journal, réparties comme suit:

Équipe de jour: entre 7h. du matin et 6h. du soir

Équipe de nuit: entre 6h. du soir et minuit.
ii. Tout salarié touché par le présent paragraphe doit avoir bénéficié d'un congé de 24 heures consécutives dans la semaine courante de travail.

iii. Le travail supplémentaire doit être rémunéré à raison de salaire et demi pour les trois premières heures qui suivent la journée ou la semaine normale de travail prévue au décret et à raison de salaire double pour toute heure subséquente.

iv. Le travail supplémentaire peut être rémunéré selon les dispositions de la convention particulière régissant le salarié en autant que la rémunération ainsi établie soit supérieure à celle déterminée par le décret basée, sur le taux minimum (et non sur le salaire effectivement payé.)

6° Le sous paragraphe « d » du paragraphe 4° de l'article XX est abrogé.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
16018-0 JACQUES PRÉMONT.

iv. Overtime may be paid according to the provisions of a special agreement covering the employee, as long as such rate is higher than that stipulated in the decree based on the minimum rate (and not on the rate actually paid)."

2. Subsection "f" of section V is replaced by the following:

"(f) Except for the cases mentioned in subsections "d" and "h" of section IV and in subsection 7 of section XX, employees (permanent or occasional) shall be paid double time for all time worked between Saturday noon and 7:00 a.m. Monday."

3. The following occupation is added to subsection A (Composing room) of section XIX:

Zone I		Zone II		Zone III	
Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit	Taux de jour	Taux de nuit
Day rates	Night rates	Day rates	Night rates	Day rates	Night rates

4. The wage rates for "Feeder", mentioned in subsection B (Press Room) of section XIX, at the end of groups, i, ii and iii, are corrected to read as follows:

5. The following subsection 7 is added to section XX:

"7. Sunday newspapers: i. Notwithstanding the provisions of subsection 3, there may be standard working hours on Saturday in shops printing Sunday newspapers that cover Saturday's news, but solely for the purpose of printing such newspaper. Such hours shall be scheduled as follows:

Day shift: between 7:00 a.m. and 6:00 p.m.

Night shift: between 6:00 p.m. and midnight.

ii. Every employee affected by the above subsection shall have had 24 consecutive hours off during the current work week.

iii. Overtime work shall be paid at time and one half for the first three hours following the standard work week or work day. Double time shall be paid for any additional hour.

iv. Overtime may be paid according to the provisions of a special agreement covering the employee, as long as such rate is higher than the one stipulated in the decree, based on the minimum rate (and not on the rate actually paid)."

6. Paragraph "d", subsection 4, section XX, is rescinded.

JACQUES PRÉMONT,
16018-0 Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

Avis de modification

Confection pour dames — Province

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformé-

Department of Labour

Notice of amendment

Ladies' Cloak and Suit Industry — Province

The Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the

ment aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 523 du 11 mai 1955 et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret:

1° L'article VI-C sera remplacé par le suivant:

« VI-C. Les salaires effectivement payés à l'égard de la confection des vêtements des classes « A » et « B », et mentionnés en détail ci-dessous, seront majorés comme suit:

a) Les coupeurs, les coupeurs moins compétents et les coupeurs de garnitures recevront une augmentation de \$7.00 par semaine en plus du salaire qui leur est présentement payé à la semaine ou à l'heure;

b) Les apprentis coupeurs recevront une augmentation de \$4.50 par semaine en plus du salaire qui leur est présentement payé à la semaine ou à l'heure;

c) Les salariés de tous les autres métiers recevront une augmentation de sept pour cent (7%) en plus du montant global de leur salaire hebdomadaire ou horaire. Cette augmentation ne devra jamais être inférieure à \$4.00 par semaine.

Tous les salariés rémunérés à la pièce et ceux rémunérés à la semaine seront payés et recevront les augmentations ci-dessus en plus du montant global de leur salaire. Ces augmentations seront considérées et rapportées, à toute fin, comme item distincts inscrits sur l'enveloppe de paye du salarié et dans une colonne spéciale du rapport mensuel de la liste de paye soumis par l'employeur. »

2° L'article VI-D sera abrogé.

3° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. a) *Taux minima pour le travail à la semaine*: L'échelle suivante de salaires minima s'applique aux salariés ci-après énumérés. Ces salariés doivent travailler sur une base horaire ou hebdomadaire seulement; ils ne doivent pas travailler à la pièce.

Semaine de travail — Classe « A »

	Par semaine	Par heure
Coupeur très compétent	\$83.59	\$2.23
Coupeur moins compétent	66.50	1.77
Coupeur de garnitures	68.75	1.83
Tailleur de fourrure	69.02	1.84
Assistant coupeur de fourrure	54.62	1.46
Faufleur à la machine	54.62	1.46
Faufleur à la main	54.62	1.46
Opérateur de machine spéciale	54.62	1.46
Poseur de bouton	39.25	1.05
Ouvrier général	39.25	1.05
Examineur	39.25	1.05

Semaine de travail — Classe « B »

	Par semaine	Par heure
Coupeur très compétent	\$67.95	\$1.82
Coupeur moins compétent	54.00	1.44
Assortisseur	40.75	1.09
Coupeur de garnitures	54.50	1.45
Opérateur de machine à poser les collets de fourrure	56.87	1.52
Faufleur à la machine	44.87	1.20
Faufleur à la main	44.87	1.20
Opérateur de machine spéciale	44.87	1.20

provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 523 of May 11, 1955 and amendments, relating to the ladies' cloak and suit industry in the Province of Québec, have petitioned him to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Section VI-C will be superseded by the following:

« VI-C. The wages actually paid for work performed in the manufacturing of class "A" and class "B" garments, and detailed hereinbelow, shall be increased as follows:

(a) Full-skilled cutters, semi-skilled cutters and trimmers shall receive a \$7.00 per week increase, over and above their total weekly or hourly earnings;

(b) Apprentice cutters shall receive a \$4.50 per week increase, over and above the total weekly or hourly earnings;

(c) All other crafts shall receive a seven percent (7%) increase, over and above the total weekly or hourly earnings. Such increase shall in no instance be less than \$4.00 per week.

All piece workers and week workers shall be paid and shall receive the abovementioned increases over and above their total earnings. Such increases shall be designated and reported, for all purposes, as a separate item on the workers' pay envelopes and in a separate column on the monthly payroll reports submitted by employers."

2. Section VI-D will be deleted.

3. Section VII will be superseded by the following:

« VII. (a) *Minimum rates for week work*: The following minimum scale of wages shall apply to the employees listed below. Such employees shall work on an hourly or weekly work basis only, and not on a piece-work basis.

Weekly work — Class "A"

	Per Week	Per Hour
Full-skilled cutter	\$83.59	\$2.23
Semi-skilled cutter	66.50	1.77
Trimmer	68.75	1.83
Fur tailor	69.02	1.84
Assistant fur tailor	54.62	1.46
Machine baster	54.62	1.46
Hand baster	54.62	1.46
Special machine operator	54.62	1.46
Button sewer	39.25	1.05
General hand	39.25	1.05
Examiner	39.25	1.05

Weekly work — Class "B"

	Per Week	Per Hour
Full-skilled cutter	\$67.95	\$1.82
Semi-skilled cutter	54.00	1.44
Sorter	40.75	1.09
Trimming cutter or trimmer	54.50	1.45
Fur collar machine operator	56.87	1.52
Machine baster	44.87	1.20
Hand baster	44.87	1.20
Special machine operator	44.87	1.20

	Par semaine	Par heure		Per Week	Per Hour
Préposé à la couture des boutons	\$38.87	\$1.04	Button sewer	\$38.87	\$1.04
Employé général	38.87	1.04	General hand	38.87	1.04
Examineur	38.87	1.04	Examiner	38.87	1.04

b) *Taux minima pour le travail à la pièce*: Les salariés des métiers ci-dessous peuvent travailler sur une base de travail à la pièce ou à la semaine mais, dans un cas comme dans l'autre, l'échelle de salaire suivante s'applique:

<i>Travail à la pièce — Classe « A »</i>		
Couseur hautement qualifié	\$84.10	\$2.24
Couseuse hautement qualifiée	68.58	1.82
Couseur en équipe	84.10	2.24
Presseur de dessus	82.15	2.19
Presseur à la machine	82.15	2.19
Presseur de dessous	78.37	2.08
Presseur de morceaux	62.77	1.67
Couseur qualifié	65.56	1.74
Couseuse qualifiée	60.44	1.61
Faiseur de jupes	54.62	1.46
Faiseur de doublures	54.62	1.46
Finisseur	53.21	1.42

Les taux à la pièce doivent être fixés de la façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent au moins les taux horaires ci-dessus. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes.

<i>Travail à la pièce — Classe « B »</i>		
Couseur hautement qualifié	\$58.82	\$1.57
Couseuse hautement qualifiée	58.82	1.57
Presseur de dessus et presseur finisseur	65.72	1.76
Sous presseur et presseur de mor- ceaux	51.25	1.37
Couseur qualifié	51.25	1.37
Couseuse qualifiée	51.25	1.37
Faiseur de doublure	44.87	1.20
Finisseur	44.87	1.20
Faiseur de garnitures	38.67	1.03

Les taux à la pièce doivent être fixés de façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent au moins les taux horaires ci-dessus. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes.

4^o L'article IX sera remplacé par le suivant:

« IX. *Apprentissage*: 1^o *Vêtements de la Classe « A »*: Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser cinq pour cent (5%) de celui des ouvriers employés dans tout établissement.

a) *Apprenti couseur*: Un apprenti couseur est un débutant et il doit monter les échelons suivants dans l'espace de deux ans:

<i>Classe « A » Apprenti couseur</i>		
Premier trimestre	\$41.50	\$1.11
Après trois mois	46.63	1.24
Après six mois	51.76	1.38
Après neuf mois	56.90	1.52
Après douze mois	62.10	1.66
Après quinze mois	67.60	1.80
Après dix-huit mois	73.10	1.95
Après vingt et un mois	78.60	2.10
Après vingt-quatre mois	84.10	2.24

(b) *Minimum rates for piece-work*: Workers in the crafts listed below may work on a piece or weekly-work basis. In either event, the following-wage-scale shall apply:

<i>Piece-work — Class « A »</i>		
Skilled operator (male)	\$84.10	\$2.24
Skilled operator (female)	68.58	1.82
Section operator (male and fema- le)	84.10	2.24
Top presser	82.15	2.19
Machine presser	82.15	2.19
Under presser	78.37	2.08
Piece presser	62.77	1.67
Semi-skilled operator (male)	65.56	1.74
Semi-skilled operator (female)	60.44	1.61
Skirt maker	54.62	1.46
Lining maker	54.62	1.46
Finisher	53.21	1.42

Piece-work rates shall be set so as to yield to the employees in the above crafts at least the minimum hourly rates mentioned above. Piece-work rates shall be the same for male and female employees.

<i>Piece-work — Class « B »</i>		
Skilled operator (male)	\$58.82	\$1.57
Skilled operator (female)	58.82	1.57
Top presser and off presser	65.72	1.76
Under presser and piece presser	51.25	1.37
Semi-skilled operator (male)	51.25	1.37
Semi-skilled operator (female)	51.25	1.37
Lining maker	44.87	1.20
Finisher	44.87	1.20
Trimming maker	38.67	1.03

Piece-work rates shall be set so as to yield to the employees in the above crafts at least the minimum hourly rates mentioned above. Piece-work rates shall be the same for male and female employees.

4. Section IX will be superseded by the following:

« IX. *Apprenticeship*: 1. *Class « A » garments*: The number of apprentices shall not exceed five per cent (5%) of the total workers employed in any establishment.

(a) *Apprentice operator*: An apprentice operator is a beginner and shall graduate in two years under the following schedule:

<i>Class « A » Apprentice operators</i>		
First 3 months	\$41.50	\$1.11
End of 3 months	46.63	1.24
End of 6 months	51.76	1.38
End of 9 months	56.90	1.52
End of 12 months	62.10	1.66
End of 15 months	67.60	1.80
End of 18 months	73.10	1.95
End of 21 months	78.60	2.10
End of 24 months	84.10	2.24

b) *Apprenti presseur*: Un apprenti presseur est un débutant et il doit monter les échelons suivants dans l'espace de deux ans:

Apprenti presseur

	Par semaine	Par heure
Premier trimestre	\$41.50	\$1.11
Après 3 mois	46.40	1.24
Après 6 mois	51.31	1.37
Après 9 mois	56.22	1.50
Après 12 mois	61.13	1.63
Après 15 mois	66.38	1.77
Après 18 mois	71.64	1.91
Après 21 mois	76.89	2.05
Après 24 mois	82.15	2.19

c) *Apprenti tailleur de fourrure*: Un apprenti tailleur de fourrure est un débutant et il doit monter les échelons suivants dans l'espace de 18 mois:

Apprenti tailleur de fourrure

	\$41.50	\$1.11
Premier trimestre	\$41.50	\$1.11
Après 3 mois	46.00	1.23
Après 6 mois	50.50	1.35
Après 9 mois	55.00	1.47
Après 12 mois	59.50	1.59
Après 15 mois	64.20	1.71
Après 18 mois	69.02	1.84

d) *Apprenti faiseur de jupes, faiseur de doublures, faufileur à la machine, faufileur à la main et apprenti de machine spéciale*: Les apprentis faiseurs de jupes, de doublures, faufileurs à la machine, faufileurs à la main et les conducteurs de machine spéciale sont des débutants et ils doivent monter les échelons suivants dans l'espace de neuf mois:

Apprenti faiseur de jupes, faiseur de doublures, faufileur à la machine, faufileur à la main et conducteur de machine spéciale

	\$35.87	\$0.96
Premier trimestre	\$35.87	\$0.96
Après 3 mois	42.12	1.12
Après 6 mois	48.37	1.29
Après 9 mois	54.62	1.46

e) *Apprenti finisseur*: Un apprenti finisseur est un débutant et il doit monter les échelons suivants dans 15 espaces de 12 mois:

Apprenti finisseur

	\$35.87	\$0.96
Premier trimestre	\$35.87	\$0.96
Après 3 mois	40.20	1.07
Après 6 mois	44.53	1.19
Après 9 mois	48.87	1.30
Après 12 mois	53.21	1.42

f) *Apprenti coupeur et coupeur de garnitures*: Un apprenti coupeur et coupeur de garnitures est un débutant et il doit travailler jusqu'à sa qualification comme coupeur très compétent selon l'échelle suivante:

Apprenti coupeur et coupeur de garnitures

	\$42.00	\$1.12
Premier trimestre	\$42.00	\$1.12
Après 3 mois	45.38	1.21
Après 6 mois	48.76	1.30
Après 9 mois	52.14	1.39
Après 12 mois	55.52	1.48
Après 15 mois	58.90	1.57
Après 18 mois	62.28	1.66
Après 21 mois	65.45	1.75

(b) *Apprentice presser*: An apprentice presser is a beginner and shall graduate in two years under the following schedule:

Apprentice pressers

	Per Week	Per Hour
First 3 months	\$41.50	\$1.11
End of 3 months	46.40	1.24
End of 6 months	51.31	1.37
End of 9 months	56.22	1.50
End of 12 months	61.13	1.63
End of 15 months	66.38	1.77
End of 18 months	71.64	1.91
End of 21 months	76.89	2.05
End of 24 months	82.15	2.19

(c) *Apprentice fur tailor*: An apprentice fur tailor is a beginner and shall graduate in 18 months under the following schedule:

Apprentice fur tailors

	\$41.50	\$1.11
First 3 months	\$41.50	\$1.11
End of 3 months	46.00	1.23
End of 6 months	50.50	1.35
End of 9 months	55.00	1.47
End of 12 months	59.50	1.59
End of 15 months	64.20	1.71
End of 18 months	69.02	1.84

(d) *Apprentice skirt makers, lining makers, machine basters, hand basters and special machine operators*: Apprentice skirt makers, lining makers, machine basters, hand basters and special machine operators are beginners and shall graduate in 9 months under the following schedule:

Apprentice skirt makers, lining makers, machine basters, hand basters and special machine operators

	\$35.87	\$0.96
First 3 months	\$35.87	\$0.96
End of 3 months	42.12	1.12
End of 6 months	48.37	1.29
End of 9 months	54.62	1.46

(e) *Apprentice finishers*: An apprentice finisher is a beginner and shall graduate in 12 months under the following schedule:

Apprentice finishers

	\$35.87	\$0.96
First 3 months	\$35.87	\$0.96
End of 3 months	40.20	1.07
End of 6 months	44.53	1.19
End of 9 months	48.87	1.30
End of 12 months	53.21	1.42

(f) *Apprentice cutters and trimmers*: An apprentice cutter and trimmer is a beginner and shall work until graduation into the craft of a full-skilled cutter under the following schedule:

Apprentice cutters and trimmers

	\$42.00	\$1.12
First 3 months	\$42.00	\$1.12
End of 3 months	45.38	1.21
End of 6 months	48.76	1.30
End of 9 months	52.14	1.39
End of 12 months	55.52	1.48
End of 15 months	58.90	1.57
End of 18 months	62.28	1.66
End of 21 months	65.45	1.75

	<i>Par semaine</i>	<i>Par heure</i>		<i>Per Week</i>	<i>Per Hour</i>
Après 24 mois.....	\$69.08	\$1.84	End of 24 months.....	\$69.08	\$1.84
Après 27 mois.....	72.71	1.94	End of 27 months.....	72.71	1.94
Après 30 mois.....	76.33	2.04	End of 30 months.....	76.33	2.04
Après 33 mois.....	79.96	2.13	End of 33 months.....	79.96	2.13
Après 36 mois.....	83.59	2.23	End of 36 months.....	83.59	2.23

Le « Bureau des examinateurs » garde sous observation chaque coupeur moins compétent et coupeur de garnitures pour une période minimum de trois (3) ans et décide s'il doit être classifié comme coupeur compétent.

Lorsque le « Bureau des examinateurs » juge qu'un candidat est qualifié comme coupeur très compétent, conformément à la définition du métier apparaissant au présent décret, tel candidat est promu au métier de coupeur très compétent et rémunéré tel que le prescrit le présent décret.

Le « Bureau des examinateurs » peut aussi déterminer que le candidat, quoique n'étant pas assez qualifié pour devenir un coupeur très compétent, est suffisamment qualifié pour obtenir une augmentation de son taux actuel de salaire et ledit bureau détermine tel nouveau taux en conséquence.

En tout temps après cette période, le candidat peut demander au « Bureau des examinateurs » d'être promu à la classe de coupeur très compétent et le Bureau des examinateurs doit prendre telle requête en considération conformément aux dispositions ci-haut.

g) Apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs: Les apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs terminent leur apprentissage à l'expiration de six (6) mois et doivent être rémunérés d'après l'échelle suivante:

<i>Apprenti-poseur de boutons, ouvrier général et examinateur</i>		
Premier trimestre.....	\$35.87	\$0.96
Après 3 mois.....	37.56	1.00
Après 6 mois.....	39.35	1.05

h) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

2° Vêtements de la classe « B »: Un apprenti est un débutant qui n'a jamais été employé pour exécuter un travail visé par le décret.

a) Un apprenti couseur hautement qualifié sur machine à coudre du sexe masculin ou féminin devient opérateur hautement qualifié après deux (2) ans; il est rémunéré comme suit:

<i>Classe « B » Apprenti couseur hautement qualifié sur machine à coudre (du sexe masculin ou féminin)</i>		
Premier trimestre.....	\$35.87	\$0.96
Après 3 mois.....	38.73	1.03
Après 6 mois.....	41.60	1.11
Après 9 mois.....	44.47	1.18
Après 12 mois.....	47.37	1.26
Après 15 mois.....	50.21	1.34
Après 18 mois.....	53.08	1.41
Après 21 mois.....	55.95	1.49
Après 24 mois.....	58.82	1.57

The "Board of Examiners" shall examine each semi-skilled cutter and trimmer employed in the industry for a period of at least three (3) years and shall determine his ability to become a fully-skilled cutter.

If the "Board of Examiners" finds the applicant qualified under the definition of fully-skilled cutter as contained in the definitions of crafts herein, such applicant shall be promoted to the craft of fully-skilled cutter and be paid the minimum rate provided for in the decree.

The "Board of Examiners" may also determine if the applicant, although not fully qualified to become a fully-skilled cutter, is sufficiently qualified to obtain an increase over his present rate of pay, and shall determine such increased rate accordingly.

At any future time, the applicant may apply to the "Board of Examiners" for graduation into the class of fully-skilled cutter. The "Board of Examiners" shall forthwith deal with such request on the aforesaid basis.

(g) Apprentice button-sewers, general hands and examiners: Apprentice button-sewers, general hands and examiners shall complete their apprenticeship at the end of six (6) months and shall work under the following schedule:

<i>Apprentice button sewers, general hands and examiners</i>		
First 3 months.....	\$35.87	\$0.96
End of 3 months.....	37.56	1.00
End of 6 months.....	39.35	1.05

(h) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act shall receive a credit proportionate to the duration of their studies and the result of their examinations.

2. Class "B" garments: An apprentice is a beginner who has never been employed as a worker performing any of the operations covered by the decree.

(a) An apprentice skilled sewing machine operator (male and female) shall graduate in two (2) years and shall be paid as follows:

<i>Class "B" Apprentice skilled sewing machine operator (male and female)</i>		
First 3 months.....	\$35.87	\$0.96
End of 3 months.....	38.73	1.03
End of 6 months.....	41.60	1.11
End of 9 months.....	44.47	1.18
End of 12 months.....	47.37	1.26
End of 15 months.....	50.21	1.34
End of 18 months.....	53.08	1.41
End of 21 months.....	55.95	1.49
End of 24 months.....	58.82	1.57

b) Un apprenti faiseur de garnitures (opération de la machine à coudre) devient qualifié après six (6) mois; il est rémunéré comme suit:

*Apprenti faiseur de garnitures
(conduite de la machine à coudre)*

	Per semaine	Par heure
Premier trimestre	\$35.87	\$0.96
Après 3 mois	37.27	0.99
Après 6 mois	38.67	1.03

c) Un apprenti coupeur compétent devient qualifié en trois (3) années, il est rémunéré comme suit:

Apprenti coupeur compétent

	\$36.37	\$0.96
Premier trimestre		
Après 3 mois	39.00	1.04
Après 6 mois	41.63	1.11
Après 9 mois	44.26	1.18
Après 12 mois	46.89	1.25
Après 15 mois	49.52	1.32
Après 18 mois	52.16	1.39
Après 21 mois	54.80	1.46
Après 24 mois	57.44	1.53
Après 27 mois	60.08	1.60
Après 30 mois	62.72	1.67
Après 33 mois	65.12	1.74
Après 36 mois	67.95	1.82

d) Un apprenti assortisseur (chambre de coupage) est qualifié après six (6) mois, il est rémunéré comme suit:

Apprenti assortisseur (chambre de coupage)

	\$35.87	\$0.95
Premier trimestre		
Après 3 mois	38.31	1.02
Après 6 mois	40.75	1.09

e) Un apprenti couseur qualifié du sexe masculin ou féminin devient qualifié après un (1) an, il est rémunéré comme suit:

*Apprenti couseur qualifié du sexe
masculin ou féminin*

	\$35.87	\$0.96
Premier trimestre		
Après 3 mois	39.69	1.06
Après 6 mois	43.51	1.16
Après 9 mois	47.33	1.26
Après 12 mois	51.25	1.37

f) Un apprenti opérateur de machine à poser les cols de fourrure devient qualifié en une année (1); il est rémunéré comme suit:

*Apprenti opérateur de machine
à poser les cols de fourrure*

	\$35.87	\$0.96
Premier trimestre		
Après 3 mois	41.10	1.10
Après 6 mois	46.33	1.24
Après 9 mois	51.63	1.32
Après 12 mois	56.87	1.52

g) Un apprenti coupeur moins compétent devient qualifié après deux (2) ans; il est rémunéré comme suit:

Apprenti coupeur moins compétent

	\$36.37	\$0.97
Premier trimestre		
Après 3 mois	38.63	1.03
Après 6 mois	40.89	1.09
Après 9 mois	43.15	1.15

(b) An apprentice trimmer maker (sewing machine operator) shall graduate in six (6) months and shall be paid as follows:

*Apprentice trimming maker
(sewing machine operator)*

	Per Wee	Per k Hour
First 3 months	\$35.87	\$0.96
End of 3 months	37.27	0.99
End of 6 months	38.67	1.03

(c) An apprentice skilled cutter shall graduate in three (3) years and shall be paid as follows:

Apprentice skilled cutter

	\$36.37	\$0.96
First 3 months		
End of 3 months	39.00	1.04
End of 6 months	41.63	1.11
End of 9 months	44.26	1.18
End of 12 months	46.89	1.25
End of 15 months	49.52	1.32
End of 18 months	52.16	1.39
End of 21 months	54.80	1.46
End of 24 months	57.44	1.53
End of 27 months	60.08	1.60
End of 30 months	62.72	1.67
End of 33 months	65.12	1.74
End of 36 months	67.95	1.82

(d) An apprentice sorter (cutting room) shall graduate in six (6) months and shall be paid as follows:

Apprentice sorter (cutting room)

	\$35.87	\$0.95
First 3 months		
End of 3 months	38.31	1.02
End of 6 months	40.75	1.09

(e) An apprentice semi-skilled operator, (male and female) shall graduate in one (1) year and shall be paid as follows:

*Apprentice semi-skilled operator
male and female*

	\$35.87	\$0.96
First 3 months		
End of 3 months	39.69	1.06
End of 6 months	43.51	1.16
End of 9 months	47.33	1.26
End of 12 months	51.25	1.37

(f) An apprentice fur collar machine operator shall graduate in one (1) year and shall be paid as follows:

*Apprentice fur collar machine
operator*

	\$35.87	\$0.96
First 3 months		
End of 3 months	41.10	1.10
End of 6 months	46.33	1.24
End of 9 months	51.63	1.38
End of 12 months	56.87	1.52

(g) An apprentice semi-skilled cutter shall graduate in two (2) years and shall be paid as follows:

Apprentice semi-skilled cutter

	\$36.37	\$0.97
First 3 months		
End of 3 months	38.63	1.03
End of 6 months	40.89	1.09
End of 9 months	43.15	1.15

	Par semaine	Par heure		Per Week	Per Hour
Après 12 mois.....	\$45.42	\$1.21	End of 12 months.....	\$45.42	1.21
Après 15 mois.....	47.69	1.27	End of 15 months.....	47.69	1.27
Après 18 mois.....	49.96	1.34	End of 18 months.....	49.96	1.34
Après 21 mois.....	52.13	1.39	End of 21 months.....	52.13	1.39
Après 24 mois.....	54.50	1.44	End of 24 months.....	54.50	1.44

h) Un apprenti coupeur de garnitures devient compétent après deux (2) ans; il est rémunéré comme suit:

Apprenti coupeur de garnitures

Premier trimestre.....	\$36.37	\$1.97
Après 3 mois.....	38.63	1.03
Après 6 mois.....	40.89	1.09
Après 9 mois.....	43.15	1.15
Après 12 mois.....	45.42	1.21
Après 15 mois.....	47.69	1.27
Après 18 mois.....	49.96	1.33
Après 21 mois.....	52.13	1.39
Après 24 mois.....	54.50	1.45

i) Un apprenti sous-presseur et presseur de morceaux devient qualifié en un an et demi (1½); il est rémunéré comme suit:

Apprenti sous-presseur et presseur de morceaux

Premier trimestre.....	\$35.87	\$0.96
Après 3 mois.....	38.43	1.02
Après 6 mois.....	40.99	1.09
Après 9 mois.....	43.55	1.16
Après 12 mois.....	46.11	1.23
Après 15 mois.....	48.68	1.30
Après 18 mois.....	51.25	1.37

j) Un apprenti presseur de dessus et presseur-finisser (à la main ou à la vapeur) devient qualifié en deux (2) ans; il est rémunéré comme suit:

Apprenti presseur de dessus et presseur-finisser (à la main ou à la vapeur)

Premier trimestre.....	\$35.87	\$0.96
Après 3 mois.....	39.56	1.05
Après 6 mois.....	43.25	1.15
Après 9 mois.....	46.94	1.25
Après 12 mois.....	50.63	1.35
Après 15 mois.....	54.32	1.45
Après 18 mois.....	58.02	1.55
Après 21 mois.....	61.76	1.65
Après 24 mois.....	65.72	1.76

k) Un apprenti faufleur à la machine, opérateur de machine spéciale, faiseur de doublures, finisseur et faufleur à la main devient qualifié après un (1) an; il est rémunéré comme suit:

Apprenti faufleur à la machine, opérateur de machine spéciale, faiseur de doublures, finisseur et faufleur à la main

Premier trimestre.....	\$35.87	\$0.96
Après 3 mois.....	38.12	1.02
Après 6 mois.....	40.37	1.08
Après 9 mois.....	42.62	1.14
Après 12 mois.....	44.87	1.20

l) Un apprenti employé général coureur de boutons devient qualifié après six (6) mois; il est rémunéré comme suit:

(h) An apprentice trimming cutter or trimmer shall graduate in two (2) years and shall be paid as follows:

Apprentice trimming cutter or trimmer

Frist 3 months.....	\$36.37	\$1.97
End of 3 months.....	38.63	1.03
End of 6 months.....	40.89	1.09
End of 9 months.....	43.15	1.15
End of 12 months.....	45.42	1.21
End of 15 months.....	47.69	1.27
End of 18 months.....	49.96	1.33
End of 21 months.....	52.13	1.39
End of 24 months.....	54.50	1.45

(i) An apprentice under-presser and piece presser shall graduate in one and a half (1½) years and shall be paid as follows:

Apprentice under presser and piece presser

First 3 months.....	\$35.87	\$0.96
End of 3 months.....	38.43	1.02
End of 6 months.....	40.99	1.09
End of 9 months.....	43.55	1.16
End of 12 months.....	46.11	1.23
End of 15 months.....	48.68	1.30
End of 18 months.....	51.25	1.37

(j) An apprentice top presser and off presser (by hand or steam machine) shall graduate in two (2) years and shall be paid as follows:

Apprentice top presser and off presser (by hand or steam machine)

First 3 months.....	\$35.87	\$0.96
End of 3 months.....	39.56	1.05
End of 6 months.....	43.25	1.15
End of 9 months.....	46.94	1.25
End of 12 months.....	50.63	1.35
End of 15 months.....	54.32	1.45
End of 18 months.....	58.02	1.55
End of 21 months.....	61.76	1.65
End of 24 months.....	65.72	1.76

(k) An apprentice machine baster, special machine operator, lining maker, finisher and hand baster shall graduate in one (1) year and shall be paid as follows:

Apprentice machine baster, special machine operator, lining maker, finisher and hand baster

First 3 months.....	\$35.87	\$0.96
End of 3 months.....	38.12	1.02
End of 6 months.....	40.37	1.08
End of 9 months.....	42.62	1.14
End of 12 months.....	44.87	1.20

(l) An apprentice general hand, button sewer shall graduate in six (6) months and shall be paid as follows:

Apprenti employé général, coureur de boutons

	Par semaine	Par heure
Premier trimestre.....	\$35.87	\$0.96
Après 3 mois.....	37.37	1.00
Après 6 mois.....	38.87	1.04

m) Un apprenti examinateur devient qualifié après un (1) an; et il est rémunéré comme suit:

Apprenti examinateur

	\$35.87	\$0.96
Premier trimestre.....	\$35.87	\$0.96
Après 3 mois.....	36.62	0.98
Après 6 mois.....	37.37	1.00
Après 9 mois.....	38.12	1.02
Après 12 mois.....	38.87	1.04

n) Le nombre d'apprentis à l'emploi de chaque employeur classé comme manufacturier de vêtements de la classe « B » ne doit pas dépasser 15% du nombre total de salariés dans chaque métier.

o) Le nombre total d'apprentis dans un établissement ne doit jamais dépasser 15% du nombre de salariés des métiers ci-haut mentionnés.

p) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

Dispositions générales

Un apprenti deviendra qualifié dans chaque métier respectif dans lequel il est employé à la fin de chaque période d'apprentissage, qu'il ait fait son apprentissage dans chaque métier consécutivement ou concurremment.

Lorsqu'un apprenti travaille concurremment dans deux ou plusieurs métiers, il devra être qualifié respectivement dans chaque métier à la fin de chaque période d'apprentissage.—

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juillet 1966. 16018-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1119 du 13 juillet 1966, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

Apprentice general hand, button sewer

	Per Week	Per Hour
First 3 months.....	\$35.87	\$0.96
End of 3 months.....	37.37	1.00
End of 6 months.....	38.87	1.04

(m) An apprentice examiner shall graduate in one (1) year and shall be paid as follows:

Apprentice examiner

	\$35.87	\$0.96
First 3 months.....	\$35.87	\$0.96
End of 3 months.....	36.62	0.98
End of 6 months.....	37.37	1.00
End of 9 months.....	38.12	1.02
End of 12 months.....	38.87	1.04

(n) Apprentices shall not exceed 15% of the total workers in each craft employed by each employer classified as a class "B" garment manufacturer.

(o) At no time shall the total number of apprentices in any one shop exceed 15% of the number of employees engaged in the crafts described above.

(p) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act shall receive a credit proportionate to the duration of their studies and the result of their examinations.

General

An apprentice shall graduate into each respective craft in which the apprentice is employed at the end of each respective term of graduation, whether he has served his time consecutively or concurrently in another craft.

Where an apprentice performs work concurrently in two or more different crafts, he shall graduate in each such craft at the end of the respective graduation period."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honorable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make: objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 23, 1966. 16018-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec (established in pursuance of decree number 3519 of September 24, 1940 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the conditions hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 1119 of July 13, 1966, authorizes this levy.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1^{er} août 1966 au 31 juillet 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3519 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires et autres rémunérations payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 3519 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire et autres rémunérations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retourné au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

Le Comité paritaire peut, s'il le juge à propos, suspendre en tout temps la perception des cotisations, et peut par la suite, reprendre ladite perception des cotisations telle que prévue dans le présent règlement.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières, au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus de la Commission Conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1^{er} août 1966 et le 31 juillet 1967.

LA COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE LA ROBE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1^{er} août 1966 et le 31 juillet 1967

Recettes:

Cotisations patronales.....	\$178,175.00
Cotisations ouvrières.....	178,175.00
Pénalités et amendes.....	15,000.00
Intérêts sur placements.....	5,000.00
Impôt fédéral.....	15,420.75
Impôt provincial.....	13,099.95
Assurance-chômage.....	2,325.00
Fonds de pension.....	7,793.00
Rentes du Québec.....	3,668.00
	<hr/>
	\$418,656.70

1. *Dues*

The contribution period extends from August 1, 1966 to July 31, 1967. The levy of dues is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by decree number 3519 and amendments must pay the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salaries and other remuneration paid to their employees.

(b) Employees governed by the said decree number 3519 and amendments must pay to the Parity Committee an amount pay to $\frac{1}{2}$ of 1% of their salaries and other remuneration.

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms indicating the hours worked, money collected during the week and the amounts paid to the Parity Committee.

The professional employer must see that these reports be filled in and returned to the Parity Committee every month.

At the end of each week, the professional employer, by means of a direct deduction from each employee's wages, must collect the sums due to the Parity Committee.

The professional employer's report must be signed before being forwarded to the Parity Committee. The Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it deems it advisable.

The report, together with the dues, must be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the one for which it is required.

The Parity Committee may at any time, if it deems it advisable, suspend the collection of dues and anytime thereafter resume the collection thereof as provided for in this by-law.

3. *Financial report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of every year.

Attached herewith is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec for the August 1, 1966 to July 31, 1967 period.

THE JOINT COMMISSION FOR THE DRESS INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Estimated receipts and disbursements for the August 1, 1966, to July 31, 1967, period.

Receipts:

Employer contributions.....	\$178,175.00
Employee contributions.....	178,175.00
Penalties and fines.....	15,000.00
Interest on investments.....	5,000.00
Federal income tax.....	15,420.75
Provincial income tax.....	13,099.95
Unemployment insurance.....	2,325.00
Pension fund.....	7,793.00
Quebec Pension Plan.....	3,668.00
	<hr/>
	\$418,656.70

Débourssés:

Salaire de l'administrateur	\$ 12,428.00
Salaire du personnel	142,376.00
Salaire des inspecteurs	100,000.00
Frais d'inspection	25,000.00
Loyer et taxes	15,000.00
Eclairage, chauffage, entretien	7,000.00
Frais judiciaires	14,000.00
Frais de vérification	2,400.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	14,000.00
Poste, téléphone, télégramme	7,000.00
Intérêt, échange, agies	375.00
Abonnement et publicité	150.00
Jetons de présence (membres du comité)	400.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	800.00
Frais d'affiliation	600.00
Assurance-chômage	4,650.00
Assurance-vie-santé	7,100.00
Assurances générales	5,000.00
Fonds de pension	16,125.00
Impôt fédéral	15,420.75
Impôt provincial	13,099.95
Location I.B.M.	7,200.00
Rentes du Québec	7,336.00
	<hr/>
	\$417,460.70

Disbursements:

Administrator's salary	\$ 12,428.00
Personnel's wages	142,376.00
Inspectors' wages	100,000.00
Inspection expenses	25,000.00
Rental and taxes	15,000.00
Lighting, heating, maintenance	7,000.00
Legal expenses, court costs	14,000.00
Auditing expenses	2,400.00
Printing, stationery, office equipment	14,000.00
Postage, telephone, telegrams	7,000.00
Interest, exchange, agio	375.00
Subscriptions and publicity	150.00
Attendance fees (members of committee)	400.00
Travelling expenses (members of committee)	800.00
Affiliation expenses	600.00
Unemployment insurance	4,650.00
Life and health insurance	7,100.00
General insurance	5,000.00
Pension fund	16,125.00
Federal income tax	15,420.75
Provincial income tax	13,099.95
Rental of I.B.M. equipment	7,200.00
Quebec Pension Plan	7,336.00
	<hr/>
	\$417,460.70

Excédent des recettes sur les déboursés \$ 1,196.00

Surplus (receipts over expenses) \$ 1,196.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juillet 1966. 16018-0

Department of Labour,
Quebec, July 23, 1966. 16018-0

Avis de prélèvement

Notice of levy

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 99 du 29 janvier 1948 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1118 du 13 juillet 1966, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après mentionnées:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry of the Island of Montreal (established in pursuance of decree number 99 of January 29, 1948 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions hereafter mentioned. A by-law, approved by Order in Council number 1118 of July 13, 1966, authorizes this levy.

1. Cotisation

1. Dues

La période de cotisation s'étend du 1er août 1966 au 31 juillet 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The contribution period extends from August 1, 1966 to July 31, 1967. The levy of dues is carried out as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 99 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

(a) Professional employers governed by decree number 99 and amendments must pay the Parity Committee an amount equal to 1/2 of 1% of the fixed salaries, commissions, bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 99 et amendements doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires gagnés dans l'exécution d'un travail régi par ledit décret.

(b) All artisans subject to decree number 99 and amendments must also pay to the Parity Committee an amount equal to 1/2 of 1% of wages earned in performing work governed by the said decree.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 99 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

(c) Employees governed by said decree number 99 and amendments must pay to the Parity Committee an amount equal to 1/2 of 1% of their fixed salaries, commissions, bonuses and allowances.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, pour la période comprise entre le 1er août 1966 et le 31 juillet 1967.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE
DES ACCESSOIRES DE MODE
DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1966 et le 31 juillet 1967.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations patronales.....	\$ 6,150.00
Cotisations ouvrières.....	6,150.00
Pénalités et amendes.....	250.00
Dommages: intérêts liquidés.....	150.00
Intérêts sur placements.....	150.00
	<hr/>
	\$12,850.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	\$ 2,445.00
Salaire du personnel.....	2,860.00
Salaire des inspecteurs.....	2,020.00
Frais d'inspection.....	750.00
Loyer et taxes.....	850.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	325.00
Frais judiciaires.....	660.00
Frais de vérification.....	240.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	275.00
Poste, téléphone, télégramme.....	650.00
Fonds de pension.....	640.00
Rentes du Québec.....	15.00
	<hr/>
	\$11,730.00

2. Collection method

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms indicating the hours worked, money collected during the week and the amounts turned over to the Parity Committee.

Every month, the professional employer must see that these reports be filled in and returned to the Parity Committee.

At the end of each week, the professional employer must collect the amounts due the Parity Committee, by means of a direct deduction from each employee's earnings.

Each professional employer's report must be signed before being forwarded to the Parity Committee. The Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it deems it advisable.

The report, together with the dues, must be forwarded to the Parity Committee on or before the Wednesday following the expiry date of the period for which it is required.

3. Financial report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Attached herewith is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry of the Island of Montreal for the August 1, 1966 to July 31, 1967 period.

THE PARITY COMMITTEE OF THE FASHION
ACCESSORIES INDUSTRY OF THE ISLAND
OF MONTREAL

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from August 1, 1966, to July 31, 1967.

<i>Receipts:</i>	
Employer contributions.....	\$ 6,150.00
Employee contributions.....	6,150.00
Penalties and fines.....	250.00
Damages: liquidated interest.....	150.00
Interest on investments.....	150.00
	<hr/>
	\$12,850.00

Disbursements:

Secretary's salary.....	\$ 2,445.00
Personnel's wages.....	2,860.00
Inspectors' wages.....	2,020.00
Inspection expenses.....	750.00
Rental and taxes.....	850.00
Lighting, heating, maintenance.....	325.00
Legal expenses, court costs.....	660.00
Auditing expenses.....	240.00
Printing, stationery, office equipment.....	275.00
Postage, telephone, telegrams.....	650.00
Pension fund.....	640.00
Quebec Pension Plan.....	15.00
	<hr/>
	\$11,730.00

Excédent des recettes sur les déboursés.....	\$1,120.00
	\$12,850.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juillet 1966. 16018-0

Surplus (receipts over expenses).....	\$1,120.00
	\$12,850.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 23, 1966. 16018-0

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1255 du 10 novembre 1949 et amendements, a été autorisé par le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1117 du 13 juillet 1966, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er août 1966 au 31 juillet 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5)

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Automobile Industry of Rimouski (established in pursuance of decree number 1255 of November 10, 1949 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the method and rate hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 1117 of July 13, 1966, authorizes this levy.

1. Dues

The contribution period extends from August 1, 1966, to July 31, 1967. This levy of dues is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 1255 and amendments, must pay to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to said decree.

(b) Artisans governed by said decree number 1255 and amendments must pay to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of the salary laid down in the decree for the lowest paid journeyman.

(c) Employees governed by decree number 1255 and amendments, must pay to the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of their wages.

2. Collection method

In order facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information requested by said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect the levy imposed on his employees, by means of a direct deduction from their wages.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15 of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany said report. The Parity Committee has the authority to request the attestation of said report whenever it deems it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days notice to

jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

Conformément à la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, pour la période comprise entre le 1er août 1966 et le 31 juillet 1967.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er août 1966 et le 31 juillet 1967.

Recettes:

Cotisations patronales	\$4,499.07
Cotisations ouvrières	4,487.57
Cotisations artisanales	90.60
Pénalités et amendes	75.00
Intérêts de banque	550.00
Impôt fédéral	7.80
Impôt provincial	5.20
Assurance-chômage	24.44
Assurance-groupe	63.96
Fonds de pension	56.44
Rentes du Québec	36.40
	<hr/>
	\$9,896.48

Déboursés:

Salaire du secrétaire	\$1,300.00
Salaires des inspecteurs	2,340.00
Frais d'inspection	520.00
Loyer et taxes	948.00
Frais judiciaires	100.00
Frais de vérification	280.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	150.00
Poste, téléphone, télégramme	50.00
Jetons de présence (membres du Comité)	390.00
Frais de déplacement (membres du Comité)	930.00
Frais de délégation	650.00
Frais d'affiliation	42.90
Assurance-chômage	48.88
Assurance-groupe	127.92
Assurance-caution	10.00
Assurances générales	50.00
Fonds de pension	113.36
Impôt fédéral	7.80
Impôt provincial	5.20
Rentes du Québec	72.80
	<hr/>
	\$8,136.86

Excédent des recettes sur les déboursés prévu	1,769.62
Moins: subvention à la Commission d'apprentissage	1,500.00
	<hr/>
Surplus prévu	\$ 269.62

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juillet 1966. 16018-0

3. Financial report

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Attached herewith is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the Automobile Industry of Rimouski for the period extending from August 1, 1966, to July 31, 1967.

PARITY COMMITTEE FOR THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF RIMOUSKI

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from August 1, 1966, to July 31, 1967.

Receipts:

Employer contributions	\$4,499.07
Employee contributions	4,487.57
Artisan contributions	90.60
Penalties and fines	75.00
Bank interest	550.00
Federal income tax	7.80
Provincial income tax	5.20
Unemployment insurance	24.44
Group insurance	63.96
Pension fund	56.44
Quebec Pension Plan	36.40
	<hr/>
	\$9,896.48

Disbursements:

Secretary's salary	\$1,300.00
Inspectors' wages	2,340.00
Inspection expenses	520.00
Rental and taxes	948.00
Legal expenses, court costs	100.00
Auditing expenses	280.00
Printing, stationery, office equipment	150.00
Postage, telephone, telegrams	50.00
Attendance fees (members of Committee)	390.00
Travelling expenses (members of Committee)	930.00
Delegation expenses	650.00
Affiliation expenses	42.90
Unemployment insurance	48.88
Group insurance	127.92
Fidelity bond	10.00
General insurance	50.00
Pension fund	113.36
Federal income tax	7.80
Provincial income tax	5.20
Quebec Pension Plan	72.80
	<hr/>
	\$8,136.86

Surplus (receipts over disbursements)	1,769.62
Less: grant to Apprenticeship Commission	1,500.00
	<hr/>
Estimated surplus	\$ 269.62

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 23, 1966. 16018-0

**Régie des Marchés
Agricoles du Québec**

**Quebec Agricultural
Marketing Board**

Avis

Prenez avis que la Régie des marchés agricoles du Québec a homologué, le 15 juin 1966, l'acte d'accord intervenu le 2 avril 1966, entre: l'Office des Producteurs de lait nature Fournisseurs du marché de Chicoutimi, l'Office des Producteurs de lait nature de Jonquière, l'Office des Producteurs de lait nature de la Région de Roberval et l'Office des Producteurs de lait Fournisseurs aux laiteries de la Baie des Ha! Ha!, en vue de se fusionner, selon la section VI de la Loi des marchés agricoles du Québec.

En conséquence, la Régie des marchés agricoles du Québec a ordonné la publication de cet acte d'accord dans la *Gazette officielle du Québec*.

Montréal, ce 5 juillet 1966.

Le Secrétaire-exécutif,
(Me) GILLES PRÉSENT.

Acte d'Accord

Acte d'accord intervenu en l'an mil neuf cent soixante-six, le deuxième jour d'avril entre:

L'Office des Producteurs de lait nature Fournisseurs du marché de Chicoutimi, corps politique constitué en vertu de la Loi des marchés agricoles, ici représenté par MM Simon Maltais et Louis-Joseph Lavoie, respectivement président et vice-président, dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution dudit Office dont copie conforme est annexée aux présentes, et

L'Office des Producteurs de lait nature de Jonquière, corps politique constitué en vertu de la Loi des marchés agricoles, ici représenté par MM. Jean-Maurice Coulombe, et Conrad Bergeron, respectivement président et vice-président, dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution dudit Office dont copie conforme est annexée aux présentes, et

L'Office des Producteurs de lait nature de la Région de Roberval, corps politique constitué en vertu de la Loi des marchés agricoles, ici représenté par MM. Jean-Guy Dallaire et Alfred Privé, respectivement président et vice-président, dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution dudit Office dont copie conforme est annexée aux présentes, et

L'Office des Producteurs de lait fournisseurs aux laiteries de la Baie des Ha! Ha!, corps politique constitué en vertu de la Loi des marchés agricoles, ici représenté par MM. Henri-Paul Gagnon et Pierre Larouche, respectivement président et vice-président, dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution dudit Office dont copie conforme est annexée aux présentes.

En prévision de la fusion des offices de producteurs, signataires du présent acte, les parties déclarent avoir mutuellement échangé les renseignements suivants et conviennent de respecter les conditions et la procédure suivantes:

I. Chaque office a fait préparer les pièces suivantes dont les signataires se déclarent satisfaits, en date du 28 février 1966, les a soumises à toutes les parties intéressées qui les ont portées à la connaissance des producteurs dont ils administrent le plan de mise en marché:

Notice

Take notice that the Quebec Agricultural Marketing Board, on June 15, 1966, approved the deed of agreement concluded on April 2, 1966 between: l'Office des Producteurs de lait nature Fournisseurs du marché de Chicoutimi, l'Office des Producteurs de lait nature de Jonquière, l'Office des Producteurs de lait nature de la Région de Roberval and l'Office des Producteurs de lait Fournisseurs aux laiteries de la Baie des Ha! Ha!, in view of their amalgamation, pursuant to section VI of the Quebec Agricultural Marketing Act.

Therefore, the Quebec Agricultural Marketing Board has ordered the publication of this deed of agreement in the *Quebec Official Gazette*.

Montreal, July 5, 1966.

(Mc) GILLES PRÉSENT,
Executive-Secretary.

Deed of Agreement

Deed of Agreement concluded in the year one thousand nine hundred and sixty-six, on the second day of April between:

L'Office des Producteurs de lait nature fournisseurs du marché de Chicoutimi, body politic constituted under the Agricultural Marketing Act, here represented by Messrs. Simon Maltais and Louis-Joseph Lavoie, president and vice-president respectively, duly authorized for these presents by a resolution of the said Board, a true copy of which is annexed hereto, and

L'Office des Producteurs de lait nature de Jonquière, body politic constituted under the Agricultural Marketing Act, here represented by Messrs. Jean-Maurice Coulombe and Conrad Bergeron, president and vice-president respectively, duly authorized for these presents by a resolution of the said Board, a true copy of which is annexed hereto, and

L'Office des Producteurs de lait nature de la région de Roberval, body politic constituted under the Agricultural Marketing Act, here represented by Messrs. Jean-Guy Dallaire and Alfred Privé, president and vice-president respectively, duly authorized for these presents by a resolution of the said Board, a true copy of which is annexed hereto, and

L'Office des Producteurs de lait fournisseurs aux laiteries de la Baie des Ha! Ha!, body politic constituted under the Agricultural Marketing Act, here represented by Messrs. Henri-Paul Gagnon and Pierre Larouche, president and vice-president respectively, duly authorized for these presents by a resolution of the said Board, a true copy of which is annexed hereto.

In anticipation of the amalgamation of the producers bureaus, signatories of this deed, the parties declare that they have exchanged the following information among themselves, and agree to respect the following conditions and procedure:

I. On February 28, 1966, each bureau had the following documents drawn up, the signers of which declare themselves to be satisfied, and submitted them to all the interested parties who brought them to the attention of the producers whose marketing plan they administer:

1° Un bilan et un état des opérations depuis la fin du dernier exercice financier dûment vérifiés et signés par son vérificateur;

2° Une liste des comptes payables apparaissant au passif et des comptes à recevoir apparaissant à l'actif du bilan;

3° Une liste de ses engagements à court et à long terme;

4° Un état de ses frais fixes d'administration.

II. Chaque office s'engage, par les présentes:

1° À payer toutes ses dettes liquides et exigibles, sans délai;

2° À ne pas se départir d'aucun de ses actifs, à ne pas les grever de quelque charge, ni les louer ou échanger;

3° À s'acquitter de sa charge d'administrateur dans l'intérêt de la fusion éventuelle et à n'encourir aucune obligation et à n'acquitter aucun frais autres que ceux prévus par son administration courante;

4° À rendre compte de son administration pour la période du premier mars 1966 à la date où la fusion est légalement effectuée;

5° À remettre, dès la fusion consommée, toutes ses archives, ainsi que son fichier de producteurs au nouvel office.

III. L'administration provisoire du nouvel office sera confiée aux onze (11) personnes suivantes, tous producteurs déjà liés par l'un ou l'autre des plans conjoints administrés par les offices dont on recherche la fusion: la répartition sera la suivante:

Chicoutimi: Simon Maltais, Louis-Georges Labege, Louis-Joseph Lavoie.

Jonquière: Jean-Maurice Coulombe, Conrad Bergeron, Gérard Pelletier.

Roberval: Jean-Guy Dallaire, Jean-Baptiste Laprise, René Lévesque.

Baie des Ha! Ha!: Henri-Paul Gagnon, Léo Maltais.

Ces personnes ont été assujetties par leur office respectif.

IV. Les administrateurs provisoires seront en fonction jusqu'à la tenue d'une assemblée générale des producteurs régis par le nouvel office qui devra être tenue dans les deux mois qui suivront la date où le nouvel office sera légalement constitué, dans le but de nommer ou d'élire les administrateurs permanents. Les producteurs seront suffisamment convoqués par un avis écrit posté au moins huit (8) jours avant la date prévue pour l'assemblée générale. Les administrateurs provisoires ne pourront faire d'autres dépenses que les dépenses de stricte administration, ils devront recevoir la reddition de comptes des offices fusionnés et pourront en donner quittance à leurs administrateurs.

Les administrateurs provisoires désigneront entre eux un président, un vice-président et un secrétaire-trésorier.

Les administrateurs provisoires informeront les établissements laitiers déjà tenus de par l'existence des plans conjoints administrés par les offices fusionnés à remplir certaines obligations contractuelles ou légales, de la fusion, par malle enregistrée dès que la fusion sera consommée. Sur réception de cet avis, ces établissements devront faire remise des prélevés pour l'administration des plans conjoints au nouvel office.

Les administrateurs provisoires pourront, s'ils le jugent à propos, recommander que les plans conjoints, dont la réalisation appartiendra au

1. A balance-sheet and a statement of the operations from the end of the last fiscal year, duly checked and signed by its verifier;

2. A list of accounts payable and of accounts receivable appearing on the balance-sheet;

3. A list of short-term and long-term engagements;

4. A statement of its fixed costs of administration.

II. Each bureau hereby agrees:

1. To pay all its liquid and claimable debts without delay;

2. Not to relinquish any of its assets, not to encumber them with any expenses, nor to rent nor exchange them;

3. To fulfill its duty as administrator in the interest of the eventual amalgamation, not to incur any obligation and not to pay any expenses other than those provided for by the current administration;

4. To render an account of its administration for the period from March first, 1966 to the date when the amalgamation is legally effected;

5. As soon as the amalgamation has been accomplished, to deposit all its archives as well as its index of producers with the new bureau.

III. The provisional administration of the new bureau will be entrusted to the following eleven (11) persons, all producers already joined by one or the other of the joint plans administered by the bureau whose amalgamation is sought; the division will be as follows:

Chicoutimi: Simon Maltais, Louis-Georges Labege, Louis-Joseph Lavoie.

Jonquière: Jean-Maurice Coulombe, Conrad Bergeron, Gérard Pelletier.

Roberval: Jean-Guy Dallaire, Jean-Baptiste Laprise, René Lévesque.

Baie des Ha! Ha!: Henri-Paul Gagnon, Léo Maltais.

These persons were chosen by their respective bureau.

IV. The provisional administrators will be in office until the general meeting of the producers governed by the new bureau, which meeting must be held in the two months following the date on which the new bureau will also be constituted, for the purpose of appointing or electing permanent administrators. The producers will be duly convened by written notice posted at least eight (8) days before the date set for the general meeting. The provisional administrators may not make any expenditures other than those strictly necessary for administration; they must receive the rendering of accounts of the amalgamated bureaus and may hold quit thereof to their administrators.

The provisional administrators will designate a president, a vice-president and a secretary-treasurer from their midst.

The provisional administrators will inform the dairy establishments already bound by the existence of joint plans administered by the amalgamated bureaus to fulfill certain contractual or legal obligations, of the amalgamation, by registered mail as soon as the amalgamation has been accomplished. Upon receipt of this notice, the establishments must make remittance of the sums deducted for the administration of the joint plans to the new bureau.

The provisional administrators may, if they deem it necessary, recommend that the joint plans, the carrying into effect of which will

nouvel office, soient réalisés par le syndicat spécialisé des producteurs de lait du Saguenay.

V. L'assemblée générale convoquée dans le but de nommer ou d'élire des administrateurs permanents déterminera la durée de leur mandat et pourra passer tout règlement relatif à leur administration, dans les limites prévues par la Loi.

VI. Le nouvel office portera le nom de « Office des Producteurs de lait Nature du Saguenay-Lac St-Jean » et son siège social sera situé à 533 est, rue Racine, Chicoutimi.

VII. Les frais encourus par la fusion des offices signataires seront à la charge du nouvel office.

Et les parties ont signé en présence l'une de l'autre et en présence du témoin soussigné.

Office des Producteurs de lait Nature
Fournisseurs du Marché de Chicoutimi,
SIMON MALTAIS,
LOUIS-JOSEPH LAVOIE.

Office des Producteurs de lait Nature,
de Jonquière,
JEAN-MAURICE COULOMBE,
CONRAD BERGERON.

Office des Producteurs de lait Nature
de la Région de Roberval,
JEAN-GUY DALLAIRE,
ALFRED PRIVÉ.

Office des Producteurs de lait
Fournisseurs aux Laiteries
de la Baie des Ha! Ha!,
HENRI-PAUL GAGNON,
PIERRE LAROUCHE,
Le Témoin,
MARCEL BOIVIN.

15999-0

Ordonnance No F-1

*relative au prix du lait
dans la province*

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait de classe I » signifie

i) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

- lait pasteurisé;
- lait pasteurisé et homogénéisé;
- lait diététique;

lait de beurre, contenant un minimum de 3.25% de gras de lait selon la méthode Babcock; lait chocolaté ou aromatisé, contenant un minimum de 3% de gras de lait selon la méthode Babcock;

ii) le lait écrémé ou le lait partiellement écrémé ou la crème servant à l'uniformisation de tout produit laitier énuméré au sous paragraphe (i);

iii) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

- lait écrémé;
- lait partiellement écrémé, contenant 1½% ou 2% de gras de lait selon la méthode Babcock;
- iv) le lait cru vendu pour consommation;
- v) le lait et la crème vendus par le marchand de lait à un autre marchand de lait pour les fins indiquées aux sous-paragraphes (i), (ii), (iii) et (iv);

belong to the new bureau, be effected by the specialized syndicate of milk producers of the Saguenay.

V. The general meeting convoked for the purpose of appointing or electing permanent administrators will determine the length of their mandate and may pass any regulation relative to their administration, within the limits set by the Act.

VI. The new bureau will bear the name of "Office des Producteurs de Lait Nature du Saguenay-Lac St-Jean" and its head office will be situated at 533 Racine St. east, Chicoutimi.

VII. The expenses incurred by the amalgamation of the signing bureaux will be taxable to the new bureau.

And the parties have signed in the presence of each other and in the presence of the undersigned witness.

Office des Producteurs de Lait Nature,
Fournisseurs du Marché de Chicoutimi,
SIMON MALTAIS,
LOUIS-JOSEPH LAVOIE.

Office des Producteurs de Lait Nature,
de Jonquière,
JEAN-MAURICE COULOMBE,
CONRAD BERGERON.

Office des Producteurs de Lait Nature
de la Région de Roberval,
JEAN-GUY DALLAIRE,
ALFRED PRIVÉ.

Office des Producteurs de Lait
Fournisseurs aux Laiteries
de la Baie des Ha! Ha!
HENRI-PAUL GAGNON,
PIERRE LAROUCHE,
MARCEL BOIVIN,
Witness.

15999

Order No. F-1

*Concerning Milk Price
in the Province*

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of milk;

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Quebec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

(a) the words "Class I Milk" mean

(i) Milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

- Pasteurized milk;
- Pasteurized and homogenized milk;
- Dietetic milk;

Buttermilk containing a minimum of 3.25% butterfat after the Babcock test;

Chocolate or flavoured milk containing a minimum of 3% butterfat after the Babcock test;

(ii) Skimmed milk or partly skimmed milk or cream utilized for the standardization of all the products named in subparagraph (i);

(iii) Milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

- Skimmed milk;
- Partly skimmed milk containing 1½% or 2% butterfat after the Babcock test;
- (iv) Raw milk sold for consumption;
- (v) Milk and cream sold by a milk dealer to another milk dealer for the purposes shown in subparagraphs (i), (ii), (iii) and (iv);

b) l'expression « marchand de lait » signifie toute personne, société, association, association coopérative, syndicat coopératif ou compagnie achetant ou recevant des producteurs du lait pour l'utiliser ou le vendre en l'un ou l'autre des produits laitiers énumérés au paragraphe (a);

c) l'expression « producteur-fournisseur » signifie

i) toute personne, société, association, compagnie ou corporation qui vend du lait ou de la crème provenant de son troupeau; ou

ii) toute société coopérative agricole ou tout syndicat coopératif qui vend du lait ou de la crème pour le compte de ses membres et des autres producteurs agissant par son entremise;

d) le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque achète ou reçoit, dans la province, directement ou indirectement, du lait de classe I. Elle ne s'applique pas aux régions désignées dans les ordonnances

No F-2 (région de l'Abitibi),

No F-3 (région de Chibougamau),

No F-4 (région de la Côte-Nord).

3° Le marchand de lait doit payer aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$5.55 net, f.a.b. la place d'affaires du marchand de lait.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs doit s'effectuer sur la base de 3.4% de gras de lait, avec une variation de 6 cents par 100 livres de lait pour chaque dixième de un pour cent au-dessus ou au-dessous de cette base.

4° Il est toutefois loisible au marchand de lait de convenir avec les producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Régie, d'un autre prix pour le lait destiné à d'autres produits que ceux du lait de classe I.

5° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No P-10 et entrera en vigueur le premier jour d'août 1966.

Montréal, ce 14^{ième} jour de juillet 1966.

Copie certifiée conforme,

LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Le Secrétaire,

(Mc) GILLES PRÉSENT.

16022-0

Ordonnance No F-2

*relative au prix du lait
dans la région de l'Abitibi*

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait de classe I » signifie

i) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait pasteurisé;

lait pasteurisé et homogénéisé;

lait diététique;

lait de beurre, contenant un minimum de 3.25% de gras de lait selon la méthode Babcock;

lait chocolaté ou aromatisé, contenant un minimum de 3% de gras de lait selon la méthode Babcock;

(b) the words "Milk Dealer" mean any person, partnership, association, cooperative association, cooperative syndicate or company buying or receiving from the producers milk for use or sale in any of the dairy products enumerated in paragraph (a);

(c) the words "Producer Supplier" mean

(i) any person, partnership, association, company or corporation selling milk or cream produced by his or its herd; or

(ii) any agricultural cooperative society or cooperative syndicate selling milk or cream on account of its members or of the other producers acting through its organization;

(d) the word "Board" means the Quebec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever buys or receives, within the Province, directly or indirectly, Class I Milk. It does not apply to the regions covered by orders

No. F-2 (Abitibi Region),

No. F-3 (Chibougamau Region),

No. F-4 (North Shore Region).

3. The milk dealer shall pay to the producers suppliers and other suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$5.55 net, F.O.B. business place of said milk dealer.

The payment of milk to the producers suppliers and other suppliers shall be made on the basis of 3.4% butterfat, with a 6 cents differential per 100 pounds of milk, for each tenth of one percent above or below this basis.

4. The milk dealer may however agree with the producers suppliers and other suppliers, by written contract ratified by the Board, as to another price for milk assigned to other products than those of Class I milk.

5. The present order repeals order No. P-10 and shall come into force on the first day of August, 1966.

Montreal, this 14th day of July, 1966.

Certified True Copy,

THE QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD

(Mc) GILLES PRÉSENT,

Secretary.

16022-0

Order No. F-2

*Concerning Milk Price
in the Abitibi region*

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of milk;

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Quebec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

(a) the words "Class I Milk" mean

(i) Milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

Pasteurized milk;

Pasteurized and homogenized milk;

Dietetic milk;

Buttermilk containing a minimum of 3.25% butterfat after the Babcock test;

Chocolate or flavoured milk containing a minimum of 3% butterfat after the Babcock test;

ii) le lait écrémé ou le lait partiellement écrémé ou la crème servant à l'uniformisation de tout produit laitier énuméré au sous paragraphe (i);

iii) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait écrémé;

lait partiellement écrémé, contenant $1\frac{1}{2}\%$ ou 2% de gras de lait selon la méthode Babcock;

iv) le lait cru vendu pour consommation;

v) le lait et la crème vendus par le marchand de lait à un autre marchand de lait pour les fins indiquées aux sous-paragraphe (i), (ii), (iii) et (iv);

b) l'expression « marchand de lait » signifie toute personne, société, association, association coopérative, syndicat coopératif ou compagnie achetant ou recevant des producteurs du lait pour l'utiliser ou le vendre en l'un ou l'autre des produits laitiers énumérés au paragraphe (a);

c) l'expression « producteur-fournisseur » signifie

i) toute personne, société, association, compagnie ou corporation qui vend du lait ou de la crème provenant de son troupeau; ou

ii) toute société coopérative agricole ou tout syndicat coopératif qui vend du lait ou de la crème pour le compte de ses membres et des autres producteurs agissant par son entremise;

d) le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque achète ou reçoit, dans la région de l'Abitibi, directement ou indirectement, du lait de classe I. Cette région comprend la ville de Temiscamingue, les districts électoraux de Rouyn-Noranda, Abitibi-ouest et Abitibi-est, à l'exception du territoire visé par l'ordonnance No L-3 (région de Chibougamau).

3° Le marchand de lait doit payer aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$5.85 net, f.a.b. la place d'affaires du marchand de lait.

Le marchand de lait, dont la place d'affaires est située hors de la région de l'Abitibi qui vend ou livre directement, ou par l'intermédiaire de distributeur, du lait de classe I dans la région de l'Abitibi doit payer ce lait au prix fixé au présent article, et répartir entre les producteurs-fournisseurs, au prorata de leurs quotas, la différence entre le prix fixé par le présent article et le prix fixé pour la région où se trouve la place d'affaires du marchand de lait.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs doit s'effectuer sur la base de 3.4% de gras de lait, avec une variation de 6 cents par 100 livres de lait pour chaque dixième de un pour cent au-dessus ou au-dessous de cette base.

4° Il est toutefois loisible au marchand de lait de convenir avec les producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Régie, d'un autre prix pour le lait destiné à d'autres produits que ceux du lait de classe I.

5° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No P-10 et entrera en vigueur le premier jour d'août 1966.

Montréal, ce 14ième jour de juillet 1966.

Copie certifiée conforme,

LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Le Secrétaire,

(Me) GILLES PRÉSENT.

16022-o

(ii) Skimmed milk or partly skimmed milk or cream utilized for the standardization of all the products named in subparagraph (i);

(iii) Milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

Skimmed milk;

Partly skimmed milk containing $1\frac{1}{2}\%$ or 2% butterfat after the Babcock test;

(iv) Raw milk sold for consumption;

(v) Milk and cream sold by a milk dealer to another milk dealer for the purposes shown in subparagraphs (i), (ii), (iii) and (iv);

(b) the words "Milk Dealer" mean any person, partnership, association, cooperative association, cooperative syndicate or company buying or receiving from the producers milk for use or sale in any of the dairy products enumerated in paragraph (a);

(c) the words "Producer Supplier" mean

(i) any person, partnership, association, company or corporation selling milk or cream produced by his or its herd; or

(ii) any agricultural cooperative society or cooperative syndicate selling milk or cream on account of its members or of the other producers acting through its organization;

(d) the word "Board" means the Quebec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever buys or receives, within the Abitibi region, directly or indirectly, Class I milk. This region includes the town of Temiscaming, the electoral districts of Rouyn-Noranda, Abitibi-West and Abitibi-East, with the exception of the territory covered by Order No. L-3 (Chibougamau region).

3. The milk dealer shall pay to the producers suppliers and other suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$5.85 net, F.O.B. business place of said milk dealer.

The milk dealer, whose business place is located outside the Abitibi region, who sells or delivers directly, or indirectly through a distributor, Class I milk within the Abitibi region, shall pay for this milk the price fixed by the present Section, and share out amongst the producers suppliers, proportionally to their quotas, the difference between the price fixed by the present Section and the price fixed for the region where is located the business place of said milk dealer.

The payment of milk to the producers suppliers and other suppliers shall be made on the basis of 3.4% butterfat, with a 6 cents differential per 100 pounds of milk, for each tenth of one percent above or below this basis.

4. The milk dealer may however agree with the producers suppliers and other suppliers, by written contract ratified by the Board, as to another price for milk assigned to other products than those of Class I milk.

5. The present order repeals order No. P-10 and shall come into force on the first day of August, 1966.

Montreal, this 14th day of July, 1966.

Certified True Copy,

THE QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD

(Me) GILLES PRÉSENT,

Secretary.

16022-o

Ordonnance No F-3

*relative au prix du lait
dans la région de Chibougamau*

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait de classe I » signifie

i) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait pasteurisé;

lait pasteurisé et homogénéisé;

lait diététique;

lait de beurre, contenant un minimum de 3.25% de gras de lait selon la méthode Babcock; lait chocolaté ou aromatisé, contenant un minimum de 3% de gras de lait selon la méthode Babcock;

ii) le lait écrémé ou le lait partiellement écrémé ou la crème servant à l'uniformisation de tout produit laitier énuméré au sous paragraphe (i);

iii) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait écrémé;

lait partiellement écrémé, contenant 1½% ou 2% de gras de lait selon la méthode Babcock;

iv) le lait cru vendu pour consommation;

v) le lait et la crème vendus par le marchand de lait à un autre marchand de lait pour les fins indiquées aux sous-paragraphe (i), (ii), (iii) et (iv);

b) l'expression « marchand de lait » signifie toute personne, société, association, association coopérative, syndicat coopératif ou compagnie achetant ou recevant des producteurs du lait pour l'utiliser ou le vendre en l'un ou l'autre des produits laitiers énumérés au paragraphe (a);

c) l'expression « producteur-fournisseur » signifie

i) toute personne, société, association, compagnie ou corporation qui vend du lait ou de la crème provenant de son troupeau; ou

ii) toute société coopérative agricole ou tout syndicat coopératif qui vend du lait ou de la crème pour le compte de ses membres et des autres producteurs agissant par son entremise;

d) le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque achète ou reçoit, dans la région de Chibougamau directement ou indirectement, du lait de classe I. Cette région comprend les villes de Chibougamau et Chapais.

3° Le marchand de lait doit payer aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$6.20 net, f.a.b. la place d'affaires du marchand de lait.

Le marchand de lait, dont la place d'affaires est située hors la région de Chibougamau qui vend ou livre directement, ou par l'intermédiaire de distributeur, du lait de classe I dans la région de Chibougamau doit payer ce lait au prix fixé au présent article, et répartir entre les producteurs-fournisseurs, au prorata de leurs quotas, la différence entre le prix fixé par le présent article et le prix fixé pour la région où se trouve la place d'affaires du marchand de lait.

Order No. F-3

*Concerning Milk Price
in the Chibougamau region*

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of milk;

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Quebec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

(a) the words "Class I Milk" mean

(i) Milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

Pasteurized milk;

Pasteurized and homogenized milk;

Dietetic milk;

Buttermilk containing a minimum of 3.25% butterfat after the Babcock test;

Chocolate or flavoured milk containing a minimum of 3% butterfat after the Babcock test;

(ii) Skimmed milk or partly skimmed milk or cream utilized for the standardization of all the products named in subparagraph (i);

(iii) Milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

Skimmed milk;

Partly skimmed milk containing 1½% or 2% butterfat after the Babcock test;

(iv) Raw milk sold for consumption;

(v) Milk and cream sold by a milk dealer to another milk dealer for the purposes shown in subparagraphs (i), (ii), (iii) and (iv);

(b) the words "Milk Dealer" mean any person, partnership, association, cooperative association, cooperative syndicate or company buying or receiving from the producers milk for use or sale in any of the dairy products enumerated in paragraph (a);

(c) the words "Producer Supplier" mean

(i) any person, partnership, association, company or corporation selling milk or cream produced by his or its herd; or

(ii) any agricultural cooperative society or cooperative syndicate selling milk or cream on account of its members or of the other producers acting through its organization;

(d) the word "Board" means the Quebec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever buys or receives, within the Chibougamau region, directly or indirectly, Class I milk. This region includes the towns of Chibougamau and Chapais.

3. The milk dealer shall pay to the producers suppliers and other suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$6.20 net, F.O.B. business place of said milk dealer.

The milk dealer, whose business place is located outside the Chibougamau region, who sells or delivers directly, or indirectly through a distributor, Class I milk within the Chibougamau region, shall pay for this milk the price fixed by the present Section, and share out amongst the producers suppliers, proportionally to their quotas, the difference between the price fixed by the present Section and the price fixed for the region where is located the business place of said milk dealer.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs doit s'effectuer sur la base de 3.4% de gras de lait, avec une variation de 6 cents par 100 livres de lait pour chaque dixième de un pour cent au-dessus ou au-dessous de cette base.

4° Il est toutefois loisible au marchand de lait de convenir avec les producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Régie, d'un autre prix pour le lait destiné à d'autres produits que ceux du lait de classe I.

5° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No P-10 et entrera en vigueur le premier jour d'août 1966.

Montréal, ce 14^{ème} jour de juillet 1966.

Copie certifiée conforme.

LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
Le Secrétaire,
16022-o (Me) GILLES PRÉSENT.

The payment of milk to the producers suppliers and other suppliers shall be made on the basis of 3.4% butterfat, with a 6 cents differential per 100 pounds of milk, for each tenth of one percent above or below this basis.

4. The milk dealer may however agree with the producers suppliers and other suppliers, by written contract ratified by the Board, as to another price for milk assigned to other products than those of Class I milk.

5. The present order repeals order No. P-10 and shall come into force on the first day of August, 1966.

Montreal, this 14th day of July, 1966.

Certified True Copy,

THE QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD
(Me) GILLES PRÉSENT,
16022-o Secretary.

Ordonnance No F-4

*relative au prix du lait
dans la région de la Côte-Nord*

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait de classe I » signifie

i) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait pasteurisé;

lait pasteurisé et homogénéisé;

lait diététique;

lait de beurre, contenant un minimum de 3.25% de gras de lait selon la méthode Babcock;

lait chocolaté ou aromatisé, contenant un minimum de 3% de gras de lait selon la méthode Babcock;

ii) le lait écrémé ou le lait partiellement écrémé ou la crème servant à l'uniformisation de tout produit laitier énuméré au sous paragraphe (i);

iii) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait écrémé;

lait partiellement écrémé, contenant 1½% ou 2% de gras de lait selon la méthode Babcock;

iv) le lait cru vendu pour consommation;

v) le lait et la crème vendus par le marchand de lait à un autre marchand de lait pour les fins indiquées aux sous-paragraphes (i), (ii), (iii) et (iv);

b) l'expression « marchand de lait » signifie toute personne, société, association, association coopérative, syndicat coopératif ou compagnie achetant ou recevant des producteurs du lait pour l'utiliser ou le vendre en l'un ou l'autre des produits laitiers énumérés au paragraphe (a);

c) l'expression « producteur-fournisseur » signifie

i) toute personne, société, association, compagnie ou corporation qui vend du lait ou de la crème provenant de son troupeau; ou

ii) toute société coopérative agricole ou tout syndicat coopératif qui vend du lait ou de la crème pour le compte de ses membres et des autres producteurs agissant par son entremise;

d) le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

Order No. F-4

*Concerning Milk Price
in the North Shore region*

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of milk;

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Quebec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

(a) the words "Class I Milk" mean

(i) Milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

Pasteurized milk;

Pasteurized and homogenized milk;

Dietetic milk;

Buttermilk containing a minimum of 3.25% butterfat after the Babcock test;

Chocolate or flavoured milk containing a minimum of 3% butterfat after the Babcock test;

(ii) Skimmed milk or partly skimmed milk or cream utilized for the standardization of all the products named in subparagraph (i);

(iii) Milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

Skimmed milk;

Partly skimmed milk containing 1½% or 2% butterfat after the Babcock test;

(iv) Raw milk sold for consumption;

(v) Milk and cream sold by a milk dealer to another milk dealer for the purposes shown in subparagraphs (i), (ii), (iii) and (iv);

(b) the words "Milk Dealer" mean any person, partnership, association, cooperative association, cooperative syndicate or company buying or receiving from the producers milk for use or sale in any of the dairy products enumerated in paragraph (a);

(c) the words "Producer Supplier" mean

(i) any person, partnership, association, company or corporation selling milk or cream produced by his or its herd; or

(ii) any agricultural cooperative society or cooperative syndicate selling milk or cream on account of its members or of the other producers acting through its organization;

(d) the word "Board" means the Quebec Agricultural Marketing Board.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque achète ou reçoit, dans la région de la Côte-Nord, directement ou indirectement, du lait de classe I. Cette région comprend les districts électoraux de Duplessis et Saguenay.

3° Le marchand de lait doit payer aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs de la région de la Côte-Nord, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$6.20 net, f.a.b. la place d'affaires du marchand de lait.

Le marchand de lait doit payer aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs d'une autre région, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, le prix fixé par la Régie pour cette région, net, f.a.b. le lieu d'expédition de cette région à la région de la Côte-Nord.

Le paiement du lait aux producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs doit s'effectuer sur la base de 3.4% de gras de lait, avec une variation de 6 cents par 100 livres de lait pour chaque dixième de un pour cent au-dessus ou au-dessous de cette base.

4° Il est toutefois léisible au marchand de lait de convenir avec les producteurs-fournisseurs et autres fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Régie, d'un autre prix pour le lait destiné à d'autres produits que ceux du lait de classe I.

5° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No P-10 et entrera en vigueur le premier jour d'août 1966.

Montréal, ce 14^{ième} jour de juillet 1966.

Copie certifiée conforme.

LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Le Secrétaire,

16022-o

(Me) GILLES PRÉSENT.

Ordonnance No L-1

*relative au prix du lait nature
dans la province*

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait nature;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation;

b) le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la province. Elle ne s'applique pas aux régions désignées dans les ordonnances

No L-2 (région de l'Abitibi),

No L-3 (région de Chibougamau),

No L-4 (région de la Côte-Nord).

3° Sauf les cas prévus aux articles 4 et 5, le prix du lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit être

de 23 à 27 cents dans un contenant d'une pinte;

de 45 à 53 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

de 67 à 78 cents dans un contenant de trois pintes;

de 86 à 98 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

Toutefois, un établissement de commerce doit offrir ou vendre, au comptoir, le lait nature directement au consommateur, au prix qui sont établis par l'article 4°.

2. The present order applies to whoever buys or receives, within the North Shore region, directly or indirectly, Class I milk. This region includes the electoral districts of Duplessis and Saguenay.

3. The milk dealer shall pay to the producers suppliers and other suppliers of the North Shore region, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$6.20 net, F.O.B. business place of said milk dealer.

The milk dealer shall pay to the producers suppliers and other suppliers of another region, for each 100 pounds of milk which he receives from the them price fixed by the Board for this region, net, F.O.B. the shipping point from this region to the North Shore region.

The payment of milk to the producers suppliers and other suppliers shall be made on the basis of 3.4% butterfat, with a 6 cents differential per 100 pounds of milk, for each tenth of one percent above or below this basis.

4. The milk dealer may however agree with the producers suppliers and other suppliers, by written contract ratified by the Board, as to another price for milk assigned to other products than those of Class I milk.

5. The present order repeals order No. P-10 and shall come into force on the first day of August, 1966.

Montreal, this 14th day of July, 1966.

Certified True Copy,

THE QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD

(Me) GILLES PRÉSENT.

16022-o

Secretary.

Order No. L-1

*Concerning Natural Milk Price
in the Province*

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of natural milk;

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Quebec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

(a) the words "Natural Milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, partly skimmed milk sold or delivered for consumption;

(b) the word "Board" means the Quebec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the Province. It does not apply to regions covered by orders

No. L-2 (Abitibi region),

No. L-3 (Chibougamau region),

No. L-4 (North Shore region).

3. Except in cases covered by Sections 4 and 5, the price of natural milk offered, sold or delivered to consumer, must be

from 23 to 27 cents in a container of one quart;

from 45 to 53 cents in a container of one half gallon;

from 67 to 78 cents in a container of three quarts;

from 86 to 98 cents per gallon in a container of one or more gallons.

However, a commercial establishment must offer or sell natural milk, at the counter, directly to consumer, at the prices established by Section 4.

4° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, doit être
de 23 à 27 cents dans un contenant d'une pinte;
de 43 à 51 cents dans un contenant d'un demi-gallon;
de 64 à 75 cents dans un contenant de trois pintes;
de 82 à 96 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

5° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à une épicerie ou à un restaurant, doit être

de 22 à 26 cents dans un contenant d'une pinte;
de 41 à 49 cents dans un contenant d'un demi-gallon;
de 61 à 72 cents dans un contenant de trois pintes;

de 78 à 88 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

6° Le prix du lait nature, au gallon, doit être majoré de 3 cents lorsqu'il est livré dans un contenant utilisé dans une fontaine de lait.

7° Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1½% ou 2% de gras de lait.

8° Nonobstant les articles 3, 4 et 5, le lait partiellement écrémé dosant 2% de gras de lait peut être vendu à un rabais de

- 2 cents dans un contenant d'une pinte;
- 4 cents dans un contenant d'un demi-gallon;
- 6 cents dans un contenant de trois pintes;
- 8 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

9° Nonobstant les articles 3, 4 et 5, le lait partiellement écrémé dosant 1½% de gras de lait peut être vendu à un rabais de

- 3 cents dans un contenant d'une pinte;
- 6 cents dans un contenant d'un demi-gallon;
- 9 cents dans un contenant de trois pintes;
- 12 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

10° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No P-9 et entrera en vigueur le premier jour d'août 1966.

Montréal, ce 14ième jour de juillet 1966.

Copie certifiée conforme,

LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
Le Secrétaire,
16022-0 (Me) GILLES PRÉSENT.

Ordonnance No L-2

relative au prix du lait nature dans la région de l'Abitibi

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait nature;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation;

b) le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la région de l'Abitibi. Cette région comprend la ville de Témiscamingue, les districts électoraux de Rouyn-Noranda, Abitibi-ouest et Abitibi-est, à l'exception du territoire visé par l'ordonnance No L-3 (région de Chibougamau).

4. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, must be

from 23 to 27 cents in a container of one quart;
from 43 to 51 cents in a container of one half gallon;

from 64 to 75 cents in a container of three quarts;

from 82 to 96 cents per gallon in a container of one or more gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a grocery store or to a restaurant, must be

from 22 to 26 cents in a container of one quart;
from 41 to 49 cents in a container of one half gallon;

from 61 to 72 cents in a container of three quarts;

from 78 to 88 cents per gallon in a container of one or more gallons.

6. The price of natural milk, per gallon, must be increased by 3 cents when delivered in a container to be used in a milk dispenser.

7. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption must contain 1½% or 2% butterfat.

8. Notwithstanding Sections 3, 4 and 5, partly skimmed milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

- 2 cents in a container of one quart;
- 4 cents in a container of one half gallon;
- 6 cents in a container of three quarts;
- 8 cents per gallon in a container of one or more gallons.

9. Notwithstanding Sections 3, 4 and 5, partly skimmed milk with 1½% butterfat may be sold at a discount of

- 3 cents in a container of one quart;
- 6 cents in a container of one half gallon;
- 9 cents in a container of three quarts;
- 12 cents per gallon in a container of one or more gallons.

10. The present order repeals Order No. P-9 and shall come into force on the first day of August 1966.

Montreal, this 14th day of July, 1966.

Certified true copy.

THE QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD
(Me) GILLES PRÉSENT,
16022-0 *Secretary.*

Order No. L-2

Concerning Natural Milk Price in the Abitibi region

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of natural milk;

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Quebec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

(a) the words "Natural Milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, partly skimmed milk sold or delivered for consumption;

(b) the word "Board" means the Quebec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the Abitibi region. This region includes the town of Témiscamingue, the electoral districts of Rouyn-Noranda, Abitibi-West and Abitibi-East, with the exception of the territory covered by Order No. L-3 (Chibougamau region).

3° Sauf les cas prévus aux articles 4 et 5, le prix du lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit être

de 24 à 30 cents dans un contenant d'une pinte;
de 47 à 55 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

de 70 à 81 cents dans un contenant de trois pintes;

de 90 cents à \$1.04 le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

Toutefois, un établissement de commerce doit offrir ou vendre, au comptoir, le lait nature directement au consommateur, au prix qui sont établis par l'article 4°.

4° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, doit être

de 25 à 30 cents dans un contenant d'une pinte;
de 45 à 53 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

de 67 à 78 cents dans un contenant de trois pintes;

de 86 cents à \$1.00 le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

5° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à une épicerie ou à un restaurant, doit être

de 23 à 29 cents dans un contenant d'une pinte;
de 43 à 51 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

de 64 à 75 cents dans un contenant de trois pintes;

de 82 à 96 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

6° Le prix du lait nature, au gallon, doit être majoré de 3 cents lorsqu'il est livré dans un contenant utilisé dans une fontaine de lait.

7° Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1½% ou 2% de gras de lait.

8° Nonobstant les articles 3, 4 et 5, le lait partiellement écrémé dosant 2% de gras de lait peut être vendu à un rabais de

2 cents dans un contenant d'une pinte;

4 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

6 cents dans un contenant de trois pintes;

8 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

9° Nonobstant les articles 3, 4 et 5, le lait partiellement écrémé dosant 1½% de gras de lait peut être vendu à un rabais de

3 cents dans un contenant d'une pinte;

6 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

9 cents dans un contenant de trois pintes;

12 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

10° La présente ordonnance entrera en vigueur le premier jour d'août 1966.

Montréal, ce 14^{ième} jour de juillet 1966.

Copie certifiée conforme,

LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

16022-0

Le Secrétaire,
(Mc) GILLES PRÉSENT.

Ordonnance No L-3

*relative au prix du lait nature
dans la région de Chibougamau*

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait nature;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

3. Except in cases covered by Sections 4 and 5, the price of natural milk offered, sold or delivered to consumer, must be

from 24 to 30 cents in a container of one quart;
from 47 to 55 cents in a container of one half gallon;

from 70 to 81 cents in container of three quarts;

from 90 cents to \$1.04 per gallon in a container of one or more gallons.

However, a commercial establishment must offer or sell natural milk, at the counter, directly to consumer, at the prices established by Section 4.

4. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, must be

from 24 to 30 cents in a container of one quart;
from 45 to 53 cents in a container of one half gallon;

from 67 to 78 cents in a container of three quarts;

from 86 cents to \$1.00 per gallon in a container of one or more gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a grocery store or to a restaurant, must be

from 23 to 29 cents in a container of one quart;
from 43 to 51 cents in a container of one half-gallon;

from 64 to 75 cents in a container of three quarts;

from 82 to 96 cents per gallon in a container of one or more gallons.

6. The price of natural milk, per gallon, must be increased by 3 cents when delivered in a container to be used in a milk dispenser.

7. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption must contain 1½% or 2% butterfat.

8. Notwithstanding Sections 3, 4 and 5, partly skimmed milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

2 cents in a container of one quart;

4 cents in a container of one half gallon;

6 cents in a container of three quarts;

8 cents per gallon in a container of one or more gallons.

9. Notwithstanding Sections 3, 4 and 5, partly skimmed milk with 1½% butterfat may be sold at a discount of

3 cents in a container of one quart;

6 cents in a container of one half gallon;

9 cents in a container of three quarts;

12 cents per gallon in a container of one or more gallons.

10. The present order shall come into force on the first day of August, 1966.

Montreal, this 14th day of July, 1966.

Certified true copy.

THE QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD

16022-0

(Mc) GILLES PRÉSENT.
Secretary.

Order No. L-3

*Concerning Natural Milk Price
in the Chibougamau region*

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of natural milk;

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Quebec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1° Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation;

b) le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

2° La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la région de Chibougamau. Cette région comprend les villes de Chibougamau et Chapais.

3° Sauf les cas prévus aux articles 4 et 5, le prix du lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit être

de 27 à 31 cents dans un contenant d'une pinte;
de 53 à 61 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

de 79 à 90 cents dans un contenant de trois pintes;

de \$1.02 à \$1.16 le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

Toutefois, un établissement de commerce doit offrir ou vendre, au comptoir, le lait nature directement au consommateur, au prix qui sont établis par l'article 4°.

4° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, doit être

de 27 à 31 cents dans un contenant d'une pinte;
de 51 à 59 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

de 76 à 87 cents dans un contenant de trois pintes;

de 98 cents à \$1.12 le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

5° Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à une épicerie ou à un restaurant, doit être

de 26 à 30 cents dans un contenant d'une pinte;
de 49 à 57 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

de 73 à 84 cents dans un contenant de trois pintes;

de 94 cents à \$1.08 le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

6° Le prix du lait nature, au gallon, doit être majoré de 3 cents lorsqu'il est livré dans un contenant utilisé dans une fontaine de lait.

7° Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1½% ou 2% de gras de lait.

8° Nonobstant les articles 3, 4 et 5, le lait partiellement écrémé dosant 2% de gras de lait peut être vendu à un rabais de

2 cents dans un contenant d'une pinte;
4 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

6 cents dans un contenant de trois pintes;
8 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

9° Nonobstant les articles 3, 4 et 5, le lait partiellement écrémé dosant 1½% de gras de lait peut être vendu à un rabais de

3 cents dans un contenant d'une pinte;
6 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

9 cents dans un contenant de trois pintes;
12 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

10° La présente ordonnance entrera en vigueur le premier jour d'août 1966.

Montréal, ce 14ième jour de juillet 1966.

Copie certifiée conforme.

LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

16022-0 (Mc) GILLES PRÉSENT.

1. In the present order

(a) the words "Natural Milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, partly skimmed milk sold or delivered for consumption;

(b) the word "Board" means the Quebec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the Chibougamau region. This region includes the towns of Chibougamau and Chapais.

3. Except in cases covered by Sections 4 and 5, the price of natural milk offered, sold or delivered to consumer, must be

from 27 to 31 cents in a container of one quart;
from 53 to 61 cents in a container of one half gallon;

from 79 to 90 cents in a container of three quarts;

from \$1.02 to \$1.16 per gallon in a container of one or more gallons.

However, a commercial establishment must offer or sell natural milk, at the counter, directly to consumer, at the prices established by Section 4.

4. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, must be

from 27 to 31 cents in a container of one quart;
from 51 to 59 cents in a container of one half gallon;

from 76 to 87 cents in a container of three quarts;

from 98 cents to \$1.12 per gallon in a container of one or more gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a grocery store or to a restaurant, must be

from 26 to 30 cents in a container of one quart;
from 49 to 57 cents in a container of one half gallon;

from 73 to 84 cents in a container of three quarts;

from 94 cents to \$1.08 per gallon in a container of one or more gallons.

6. The price of natural milk, per gallon, must be increased by 3 cents when delivered in a container to be used in a milk dispenser.

7. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption must contain 1½% or 2% butterfat.

8. Notwithstanding Sections 3, 4 and 5, partly skimmed milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

2 cents in a container of one quart;
4 cents in a container of one half gallon;

6 cents in a container of three quarts;
8 cents per gallon in a container of one or more gallons.

9. Notwithstanding Sections 3, 4 and 5, partly skimmed milk with 1½% butterfat may be sold at a discount of

3 cents in a container of one quart;
6 cents in a container of one half gallon;

9 cents in a container of three quarts;
12 cents per gallon in a container of one or more gallons.

10. The present order shall come into force on the first day of August, 1966.

Montreal, this 14th day of July, 1966.

Certified true copy.

THE QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD

(Mc) GILLES PRÉSENT, Secretary.

Le Secrétaire.

(Mc) GILLES PRÉSENT.

(Mc) GILLES PRÉSENT,

Secretary.

Ordonnance No L-4

*relative au prix du lait nature
dans la région de la Côte-Nord*

Considérant qu'il est opportun d'assurer une mise en marché ordonnée du lait nature;

Vu l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1^o Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation;

b) le mot « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

2^o La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la région de la Côte-Nord. Cette région comprend les districts électoraux de Duplessis et Saguenay.

3^o Sauf les cas prévus aux articles 4 et 5, le prix du lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit être

de 27 à 31 cents dans un contenant d'une pinte;
de 53 à 61 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

de 79 à 90 cents dans un contenant de trois pintes;

de \$1.02 à \$1.16 le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

Toutefois, un établissement de commerce doit offrir ou vendre, au comptoir, le lait nature directement au consommateur, au prix qui sont établis par l'article 4^o.

4^o Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, doit être

de 27 à 31 cents dans un contenant d'une pinte;
de 51 à 59 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

de 76 à 87 cents dans un contenant de trois pintes;

de 98 cents à \$1.12 le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

5^o Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à une épicerie ou à un restaurant, doit être

de 26 à 30 cents dans un contenant d'une pinte;
de 49 à 57 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

de 73 à 84 cents dans un contenant de trois pintes;

de 94 cents à \$1.08 le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

6^o Le prix du lait nature, au gallon, doit être majoré de 3 cents lorsqu'il est livré dans un contenant utilisé dans une fontaine de lait.

7^o Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1½% ou 2% de gras de lait.

8^o Nonobstant les articles 3, 4 et 5, le lait partiellement écrémé desant 2% de gras de lait peut être vendu à un rabais de

2 cents dans un contenant d'une pinte;

4 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

6 cents dans un contenant de trois pintes;

8 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

9^o Nonobstant les articles 3, 4 et 5, le lait partiellement écrémé desant 1½% de gras de lait peut être vendu à un rabais de

3 cents dans un contenant d'une pinte;

6 cents dans un contenant d'un demi-gallon;

Order No. L-4

*Concerning Natural Milk Price
in the North Shore region*

Whereas it is convenient to insure the orderly marketing of natural milk;

Considering Section 13 of the Dairy Products Act;

The Quebec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In the present order

(a) the words "Natural Milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, partly skimmed milk sold or delivered for consumption;

(b) the word "Board" means the Quebec Agricultural Marketing Board.

2. The present order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the North Shore region. This region includes the electoral districts of Duplessis and Saguenay.

3. Except in cases covered by Sections 4 and 5, the price of natural milk offered, sold or delivered to consumer, must be

from 27 to 31 cents in a container of one quart;
from 53 to 61 cents in a container of one half gallon;

from 79 to 90 cents in a container of three quarts;

from \$1.02 to \$1.16 per gallon in a container of one or more gallons.

However, a commercial establishment must offer or sell natural milk, at the counter, directly to consumer, at the prices established by Section 4.

4. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, must be

from 27 to 31 cents in a container of one quart;
from 51 to 59 cents in a container of one half gallon;

from 76 to 87 cents in a container of three quarts;

from 98 cents to \$1.12 per gallon in a container of one or more gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a grocery store or to a restaurant, must be

from 26 to 30 cents in a container of one quart;
from 49 to 57 cents in a container of one half gallon;

from 73 to 84 cents in a container of three quarts;

from 94 cents to \$1.08 per gallon in a container of one or more gallons.

6. The price of natural milk, per gallon, must be increased by 3 cents when delivered in a container to be used in a milk dispenser.

7. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption must contain 1½% or 2% butterfat.

8. Notwithstanding Sections 3, 4 and 5, partly skimmed milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

2 cents in a container of one quart;

4 cents in a container of one half gallon;

6 cents in a container of three quarts;

8 cents per gallon in a container of one or more gallons.

9. Notwithstanding Sections 3, 4 and 5, partly skimmed milk with 1½% butterfat may be sold at a discount of

3 cents in a container of one quart;

6 cents in a container of one half gallon;

9 cents dans un contenant de trois pintes;
12 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

10° Nonobstant les articles 3, 4 et 5, le lait nature peut être vendu et livré dans les municipalités des Bergeronnes, des Escoumains, de Sault-au-Mouton, de Saint-Paul-du-Nord et de Sainte-Anne-de-Portneuf à un rabais de

2 cents dans un contenant d'une pinte;
3 cents dans un contenant d'un demi-gallon;
4 cents dans un contenant de trois pintes;
5 cents le gallon dans un contenant d'un ou plusieurs gallons.

11° La présente ordonnance entrera en vigueur le premier jour d'août 1966.

Montréal, ce 14ième jour de juillet 1966.

Copie certifiée conforme,
LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
Le Secrétaire,

16022-o

(Me) GILLES PRÉSENT.

9 cents in a container of three quarts;
12 cents per gallon in a container of one or more gallons.

10. Notwithstanding Sections 3, 4 and 5, natural milk may be sold and delivered in the municipalities of Bergeronnes, Escoumains, Sault-au-Mouton, Saint-Paul-du-Nord and Sainte-Anne-de-Portneuf, at a discount of

2 cents in a container of one quart;
3 cents in a container of one half gallon;
4 cents in a container of three quarts;
5 cents per gallon in a container of one or more gallons.

11. The present order shall come into force on the first day of August, 1966.

Montreal, this 14th day of July, 1966.

Certified true copy.
THE QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD
(Me) GILLES PRÉSENT,

16022-o

Secretary.

Avis

Avis de réception d'une demande d'approbation de plan conjoint

Prenez avis que la Régie des marchés agricoles du Québec a reçu une demande d'approbation d'un plan conjoint pour la mise en marché, dans la province, d'un produit agricole tel que prévu à la Loi des marchés agricoles du Québec.

Les requérants sont:

MM. Jean-Joseph Larouche
Marcel de Launière
C. Julien Gauvin
Auguste Simard
Jean-Marc Dessureault
Gérard Larouche
Gaston Maillet
Hermel Blackburn
Jean-Marie Blackburn
Ludger Harvey

St-Nazaire
Notre-Dame de Lorette
St-Fulgence
St-Edmond des Plaines
St-Léon
Alma
St-Méthode
St-Coeur de Marie
St-Coeur de Marie
St-Coeur de Marie

Comté Lac St-Jean County
Comté Roberval County
Comté Dubuc County
Comté Roberval County
Comté Lac St-Jean County
Comté Lac St-Jean County
Comté Roberval County
Comté Lac St-Jean County
Comté Lac St-Jean County
Comté Lac St-Jean County

tous producteurs intéressés à la demande d'approbation de plan conjoint et qui mettent en marché le produit visé.

Le produit agricole visé par le projet de plan conjoint déposé par ces producteurs est le bleu de fruit dans les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière, Kénogami, Dubuc, Lac Saint-Jean, Roberval et Laviolette, et mis en marché à l'état frais ou congelé.

Montréal, ce 14 juillet 1966.

Le Secrétaire,
16022-o (Me) GILLES PRÉSENT.

all producers interested in the request for approval of the joint plan, and who market the product mentioned.

The farm product mentioned in the draught of the joint plan filed by these producers is the blueberry produced in the electoral districts of Chicoutimi, Jonquière, Kénogami, Dubuc, Lake Saint John, Roberval and Laviolette, and marketed fresh or frozen.

Montreal, July 14, 1966.

(Md) GILLES PRÉSENT,
16022 *Secretary.*

Association coopérative

Cooperative Association

Magasin Co-op St-Hubert

(Loi des associations coopératives)

Magasin Co-op St-Hubert

(Cooperative Associations Act)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de l'association coopérative « La Familiale de St-Hubert », en celui de « Magasin Co-op St-Hubert ».

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the cooperative association "La Familiale de St-Hubert", to that of "Magasin Co-op St-Hubert".

Québec, le 18 juillet 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
16027-o RAYMOND DOUVILLE.

Quebec, July 18, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
16027 *Assist. nt Secretary of the Province.*

Avis

Alexandru Ion Scarlatescu

Prenez avis que Alexandru Ion Scarlatescu s'adresse au Secrétaire de la province de Québec aux fins de changer son nom ainsi que celui de son épouse Elena, leur fille Elena Maria Nadia, et leur fils Alexandro Vlaho, en celui de Scarlet.

15872-28-2 *Les Procureurs des requérants,*
SALMON & MOSCOVITCH.

Theodorus Kruszelycki

Avis est donné que « Theodorus Kruszelycki », inspecteur mécanicien domicilié à 935, 11^e Avenue, Lachine, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir l'adoption d'un ordre changeant son nom en celui de Ted Kruszel, ledit changement de nom applicable à sa fille Karen Ann, domiciliée à 138, avenue Beurling, Châteauguay, district de Montréal.

Montréal, le 8^e jour de juillet 1966.
15895-28-2 *Le Procureur du requérant,*
LAIZER SIROTA.

Gerald Louis Nashman

Avis est donné qu'une requête sera faite en vertu de la Loi du Changement de nom 13-14 Eliz. chap. 77, demandant les changements de nom suivants: Gerd Louis Nachmann, 8103, Sunnyhurst, Côte-St-Luc, Qué., à Gerald Louis Nashman; Corinne Heidi Nachmann, 8103, Sunnyhurst, Côte-St-Luc, Qué., à Corinne Heidi Nashman; Peter David Nachmann, 8103, Sunnyhurst, Côte St-Luc, Qué., à Peter David Nashman.

Montréal, Qué., 17 juin 1966.
15976-29-2-0 *Les Procureurs du demandeur*
Gerd Louis Nashmann,
GENSER, PHILLIPS & FRIEDMAN.

Erik Pasborg

Avis est donné que « Erik Pasborg », officier de marine domicilié et résidant sur l'avenue Lower Whitlock, Hudson Heights, P.Q., s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de « Erik Pasborg Lauritsen ».

Montréal, ce 14^e jour de juillet, 1966.
15977-29-2-0 *Les Procureurs du requérant,*
O'BRIEN HOME HALL NOLAN SAUNDERS,
O'BRIEN & SMITH.

Village de Saint-Jérôme

Comté de Lac St-Jean-Est

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 82, ont été tirées au sort pour être rachetées:

Dénomination de \$500.00: D-3, D-10, D-15, D-24, D-49, D-92.

Les dites obligations seront remboursables le premier septembre 1966, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

15978-0 *Le Secrétaire-trésorier,*
LAURENT PLOURDE.

Notices

Alexandru Ion Scarlatescu

Take notice that Alexandru Ion Scarlatescu makes application to the Secretary of the Province of Quebec to change his name as well as the name of his wife Elena, their daughter Elena Maria Nadia, and their son Alexandro Vlaho, to that of Scarlet.

15872-28-2-0 SALMON & MOSCOVITCH,
Attorneys for applicants.

Theodorus Kruszelycki

Notice is hereby given that "Theodorus Kruszelycki", mechanic inspector domiciled at 935, 11^e Avenue, Lachine, district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to Ted Kruszel said change to apply to his daughter Karen Ann, domiciled at 138 Beurling Avenue, Châteauguay, district of Montreal.

Montreal, the 8th day of July, 1966.
15895-28-2-0 LAIZER SIROTA,
Attorney for the petitioner.

Gerald Louis Nashman

Notice is hereby given that an application will be made under the Change of name Act 13-14 Eliz. Chap. 77, requesting the following changes of name: Gerd Louis Nachmann, 8103 Sunnyhurst, Côte-St. Luc, Que., to Gerald Louis Nashman; Corinne Heidi Nachmann, 8103 Sunnyhurst, Côte St. Luc, Que., to Corinne Heidi Nashman; Peter David Nachmann, 8103 Sunnyhurst, Cote St. Luc, Que., to Peter David Nashman.

Montreal, Que., June 17, 1966.
15976-29-2 GENSER, PHILLIPS & FRIEDMAN,
Attorneys for applicant,
Gerd Louis Nashmann.

Erik Pasborg

Notice is given that "Erik Pasborg", marine officer domiciled and residing on Lower Whitlock Avenue, Hudson Heights, P.Q., will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing his name to that of "Erik Pasborg Lauritsen".

Montreal, this 14th day of July, 1966.
15977-29-2-0 O'BRIEN HOME HALL NOLAN SAUNDERS,
O'BRIEN & SMITH,
Attorneys for petitioner.

Village of Saint-Jérôme

County of Lake St-John-East

Drawing of bonds

The following bonds, issued under by-law 82, have been drawn by lots for redemption:

Denomination of \$500.00: D-3, D-10, D-15, D-24, D-49, D-92.

The said bonds shall be redeemable on the first of September 1966, from which date they shall cease to bear interest.

15978-0 LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

Desserte du Saint-Esprit

Avis est donné que Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, a, par décret du 9 juin 1966, érigé la desserte du Saint-Esprit.
15984-o 8-66

Chapelry of Saint-Esprit

Notice is hereby given that Émilien Frenette, bishop of Saint-Jérôme, county of Terrebonne, has, by a decree dated June 9, 1966, erected the chapelry of Saint-Esprit.
15984 8-66

Desserte de Saint-Jean-Baptiste

Avis est donné que Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, a, par décret du 9 juin 1966, érigé la desserte de Saint-Jean-Baptiste.
15985-o 10-66

Chapelry of Saint-Jean-Baptiste

Notice is hereby given that Émilien Frenette, bishop of Saint-Jérôme, county of Terrebonne, has, by a decree dated June 9, 1966, erected the chapelry of Saint-Jean-Baptiste.
15985 10-66

Desserte du Très Saint-Sacrement

Avis est donné que Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, a, par décret du 9 juin 1966, érigé la desserte du Très Saint-Sacrement.
15986-o 9-66

Chapelry of Très Saint-Sacrement

Notice is hereby given that Émilien Frenette, bishop of Saint-Jérôme, county of Terrebonne, has, by a decree dated June 9, 1966, erected the chapelry of Très Saint-Sacrement.
15986 9-66

Cité de Joliette

Corporation municipale de Joliette-Sud

La Corporation municipale de la cité de Joliette et la Corporation municipale de Joliette-Sud, dûment autorisées par règlement de leur conseil respectif adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil une requête pour obtenir les lettres patentes fusionnant leur territoire respectif en une nouvelle municipalité connue sous le nom de cité de Joliette, en confondant les actifs et passifs de chacune des municipalités qui deviendront l'actif et le passif de la nouvelle municipalité.

La nouvelle municipalité sera assujettie aux dispositions législatives spéciales suivantes:

1° Les articles 36, 37, 53, 58, 59, 62, 72, 73, 74, 76 et 84 de la Loi 25-26 George V, chapitre 124;

2° Les articles 7, 8, 14 sous-paragraphe b, 14 sous-paragraphe f, 24, 25, 26 de la Loi 10 George VI, chapitre 63;

3° Les articles 3, 7, 8, 9 et 10 de la Loi 12 George VI, chapitre 57;

4° Les articles 18, 19 et 20 de la Loi 14 George VI, chapitre 92;

5° La Loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 63;

6° Les articles 1, 5 et 7 de la Loi 6, 7 Elizabeth II, chapitre 68;

7° Les articles 5, 8, 9, 10, 11 et 12 de la Loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 119.

Elle sera dirigée par le maire et les échevins actuels de la cité de Joliette et un dixième échevin qui sera désigné par le conseil actuel de Joliette-Sud, et administrée par les officiers actuels de la cité de Joliette.

Les règlements actuels de la cité de Joliette s'appliqueront au territoire de la municipalité. Les règlements traitant d'un objet purement local auront force jusqu'à ce que le conseil de la nouvelle municipalité en ordonne autrement.

Les intéressés peuvent prendre connaissance des règlements et de la requête au bureau de Me Jacques Dugas, c.r., avocat, procureur des

Municipal corporation of Joliette-Sud

The Municipal Corporation of the city of Joliette, and the Municipal Corporation of Joliette-Sud, both duly authorized by by-laws of their councils, will petition the Lieutenant-Governor in Council for issuance of letter-patents amalgamating their territories in a new municipality to be known as the city of Joliette, joining their assets and liabilities that will become the assets and liabilities of the new municipality.

The new municipality will be governed by the following laws:

1. Articles 36, 37, 53, 58, 59, 62, 72, 73, 74, 76 and 84 of the Law 25-26 George V, chapter 124;

2. Articles 7, 8, 14 ss. b, 14 ss. f, 24, 25, 26 of the Law 10 George VI, chapter 63;

3. Articles 3, 7, 8, 9 and 10 of the Law 12 George VI, chapter 57;

4. Articles 18, 19, and 20 of the Law 14 George VI, chapter 92;

5. Law 3-4 Elizabeth II, chapter 63;

6. Articles 1, 5 and 7 of the Law 6, 7 Elizabeth II, chapter 68;

7. Articles 5, 8, 9, 10, 11 and 12 of the Law 8-9 Elizabeth II, chapter 119.

The administration of the new municipality shall rest on the Mayor, the Aldermen of the city of Joliette and a 10th Alderman nominated by the present Municipal Council of Joliette-Sud, and the administration shall also rest on the officers of the city of Joliette.

The present by-laws of the city of Joliette will govern the territory of the new municipality. By-laws of a local nature and object shall remain in force until otherwise disposed of by the Council of the new municipality.

The petition for amalgamation and the By-laws authorizing this petition can be examined at the office of the solicitor for the Petitioners, Me

requérantes, au numéro 363 rue Notre-Dame à Joliette, où copies de la requête et des règlements pourront être obtenues.

Les propriétaires des municipalités requérantes qui s'opposent à la fusion, durant le d'août 1966, feront connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec et en formulant les motifs de leur opposition.

*Le Secrétaire-trésorier,
de la cité de Joliette,
J.-A. DESORMIERS.*

*Le Secrétaire-trésorier,
de Joliette-Sud,
STANISLAS GRYPINICH,
Le Procureur des requérantes,
JACQUES DUGAS, C.R.*

16005-29-2-0

Jacques Dugas, q.c., 363 Notre-Dame street, Joliette, where copies of the By-laws and petition can be obtained.

The property owners of the petitioning municipalities who object to the amalgamation may, during the month of August 1966, make known the ground of the objection in writing to Quebec Municipal Commission, care of Department of Municipal Affairs, Quebec city.

*J.-A. DESORMIERS,
Secretary-Treasurer,
of the city of Joliette.*

*STANISLAS GRYPINICH,
Secretary-Treasurer,
of Joliette-Sud.
JACQUES DUGAS, q.c.,
Attorney for the petitioners.*

16005-29-2-0

Marchand vs Plante et al

Canada, province de Québec, district de Mégantic, Cour Supérieure, No 2569, Rogert Marchand, avocat, ayant son bureau d'affaires à 179, Notre-Dame sud, Thetford-Mines, district de Mégantic, demandeur, vs Gaston Plante, boulanger, domicilié à 586, rue Dubuc, Manchester, New Hampshire, l'un des États-Unis d'Amérique, défendeur, et Paul-Émile Bellavance, commerçant, résidant à 164, rue St-Denis, Black Lake, district de Mégantic, tiers-saisi.

Avis

À tous les créanciers de Gaston Plante:

Dûment autorisé par jugement de cette Cour en date du 6^e jour de mai 1963, le demandeur créancier en cette cause appelle par les présentes tous les créanciers du défendeur et les invite à produire dans le dossier de cette Cour leurs réclamations sous serment dans les 15 jours de la première publication de cet avis.

Thetford-Mines 31 mai 1966.

Copie conforme.

*Le Protonotaire de la Cour Supérieure,
15929-28-2-0 J. L. LALLIER.*

Marchand vs Plante et al

Canada, Province of Quebec, district of Mégantic, Superior Court No. 2569, Robert Marchand, lawyer, having his business office at 179 Notre-Dame South, Thetford-Mines, district of Mégantic, plaintiff vs Gaston Plante, baker, domiciled at 586 Dubuc Street, Manchester, New Hampshire, one of the United States of America, defendant, and Paul-Émile Bellavance, trader, residing at 164 St-Denis Street, Black Lake, district of Mégantic, garnishee.

Notice

To all the creditors of Gaston Plante:

Duly authorized by a judgment of this Court dated May 6, 1963, the plaintiff creditor in this cause calls by the presents, all the creditors of the defendant and invites them to produce in the files of this Court their demands under oath in the 15 days of the first publication of this notice.

Thetford Mines, May 31, 1966.

True copy.

*J. L. LALLIER,
15929-28-2 Prothonotary of the Superior Court.*

Commission du Salaire minimum

Ordonnance no 7, 1966

*Industrie de la chaussure
Province de Québec
ERRATA*

L'ordonnance No 7, 1966 relative à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 juillet 1966, doit être corrigée comme suit:

1° À l'article 3, l'alinéa b) du texte anglais doit se lire comme suit:

« rubber boots »;

2° À l'article 11, opération 4 de l'alinéa A), remplacer à l'item B, le chiffre \$1.31 par \$11.31;

3° À l'article 11, opération 18 de l'alinéa D), remplacer à l'item C, le chiffre \$5.47 par \$6.47;

4° À l'article 15, l'opération 383-5X du texte anglais doit se lire 384-5X.

Commission du salaire minimum,

*Le Secrétaire,
15845-x-0 CHARLES BÉLANGER.*

Minimum Wage Commission

Ordinance No. 7, 1966

*Shoe Industry
Province of Quebec
ERRATA*

Ordinance No. 7, 1966 relating to the Shoe Industry in the Province of Quebec, published in the *Quebec Official Gazette* of July 9, 1966 should be corrected as follows:

1. At Section 3, paragraph b) of the English version should read as follows:

“rubber boots”;

2. At Section 11, operation 4 of paragraph A), item B, replace figure \$1.31 by \$11.31;

3. At Section 11, operation 18 of paragraph D), item C, replace figure \$5.47 by \$6.47;

4. At Section 15, operation 383-5X of the English version should read 384-5X.

Minimum Wage Commission,

*CHARLES BÉLANGER,
15845-x-0 Secretary.*

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

Development Trianon Ltée.

Avis est donné que « Development Trianon Ltée. », une corporation constituée en vertu de la loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 13e jour de juillet, 1966.

Development Trianon Ltée.

Les Procureurs,
GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER.

15959-o

Sunset Enterprises Inc.

Avis est donné que « Sunset Enterprises Inc. », une corporation constituée en vertu de la loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 11e jour de juillet, 1966.

Sunset Enterprises Inc.

Les Procureurs,
GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER.

15960-o

Tricotex Enterprises Inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Tricotex Enterprises Inc. », une compagnie dûment constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec) et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, province de Québec, présentera une requête au Secrétaire de la Province de Québec demandant la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite loi.

Daté à Sherbrooke, province de Québec, Canada, ce 20e jour de juin 1966.

Le Secrétaire,
THOMAS PICK.

16006-o

**Hull Iron Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est par les présentes donné que « Hull Iron Mines Limited » (No Personal Liability), une compagnie incorporée en vertu de la Loi des Compagnies Ministères de Québec, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, fera application au Secrétariat de la Province de Québec pour l'abandon de sa charte en vertu de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 8e jour de mars 1966.

Le Secrétaire,
FERNAND LALONDE.

16032-o

Development Trianon Ltée.

Notice is hereby given that "Development Trianon Ltée.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of July, 1966.

Development Trianon Ltée.

GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER,
Attorneys.

15959-o

Sunset Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Sunset Enterprises Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 11th day of July, 1966.

Sunset Enterprises Inc.

GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER,
Attorneys.

15960-o

Tricotex Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Tricotex Enterprises Inc.", a company duly incorporated under Part I of the Companies Act (Quebec) and having its head office in the city of Sherbrooke, Province of Quebec, will apply to the Quebec Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the provisions of said act.

Dated at Sherbrooke, Province of Quebec, Canada, this 20th day of June, 1966.

THOMAS PICK,
Secretary.

16006-o

**Hull Iron Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Hull Iron Mines Limited" (No Personal Liability), a corporation incorporated under the Quebec Mining Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of March, 1966.

FERNAND LALONDE,
Secretary.

16032-o

**Divers
Compagnies**

**Miscellaneous
Companies**

The Empire Loan Company

Avis est donné que, par nouvelle procuration, datée du 20e jour de juin 1966, dont copie a été

The Empire Loan Company

Notice is given that, by new Power of Attorney, dated the 20th day of June, 1966, a copy of

transmise au Secrétaire de la province, le bureau principal dans la province de Québec de « The Empire Loan Company », une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans ladite province, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, a été changé de 507, Place d'Armes, suite 1900, Montréal, à suite 2401, 800, carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal. M. Donald Newton Byers, c.r., de Westmount, demeure l'agent principal de ladite compagnie dans la province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15987 4-62

Affiliated-Business Factors Corporation

Avis est donné que la compagnie « Affiliated-Business Factors Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 8.

Le Secrétaire,
GORDON BROWN.

15961 222-64

L'Association des parents des écoles Anbar-Voyer inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 juin 1966, approuvé les règlements généraux de « L'Association des parents des écoles Anbar-Voyer inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15962-o 2798-65

Ilian Association « Ermis »

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 juillet 1966, approuvé le règlement numéro 1 de « Ilian Association « Ermis », » et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15988-o 3620-64

Institut Camille-Roy

Avis est donné que l'« Institut Camille-Roy », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Secrétaire,
PAUL-É. GOSSELIN, prêtre.

15989-o 4843-65

Institut Camille-Roy

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8 juillet 1966, approuvé les règlements généraux de l'« Institut Camille-Roy », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15989-o 4843-65

Lucerne Motel cie Itée

Avis est donné que la compagnie « Lucerne Motel cie Itée », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
S. B. FREED.

15990 18183-53

which has been transmitted to the Provincial Secretary, the principal office in the Province of Quebec of "The Empire Loan Company", a company duly authorized to carry on business in the said province, in virtue of the Extra-Provincial Companies Act, has been changed from 507 Place d'Armes, Room 1900, Montreal, to Suite 2401, 800 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal. Mr. Donald Newton Byers, q.c., of Westmount, remains the chief agent of the said company in the Province of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15987-o 4-62

Affiliated-Business Factors Corporation

Notice is given that "Affiliated-Business Factors Corporation", has changed the number of its directors from 6 to 8.

GORDON BROWN,
Secretary.

15961-o 222-64

L'Association des parents des écoles Anbar-Voyer inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 7, 1966, approved the general by-laws of "L'Association des parents des écoles Anbar-Voyer inc.", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15962 2798-65

Ilian Association "Ermis"

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on July 11, 1966, has approved by-law number 1 of "Ilian Association "Ermis", " and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15958 3620-64

Institut Camille-Roy

Notice is hereby given that "Institut Camille-Roy", has changed the number of its directors from 5 to 7.

PAUL-É. GOSSELIN, priest,
Secretary.

15989 4843-65

Institut Camille-Roy

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 8, 1966, approved the general by-laws of "Institut Camille-Roy", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15989 4843-65

Lucerne Motel cie Itée

Notice is given that "Lucerne Motel cie Itée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

S. B. FREED,
Secretary.

15990-o 18183-53

**L'Association des parents des écoles
Anbar-Voyer inc.**

Avis est donné que « L'Association des parents des écoles Anbar-Voyer inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 15.

La Présidente,
ALPHONSINE HOWLETT.

15902-o 2798-65

**Quebec Association for Epileptics, Inc.
Association pour épileptiques
du Québec, inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 juin 1966, approuvé le règlement spécial « A » et les règlements généraux de « Quebec Association for Epileptics, Inc.— Association pour épileptiques du Québec, inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15965-o 3519-63

**Quebec Association for Epileptics, Inc.
Association pour épileptiques
du Québec inc.**

Avis est donné que la compagnie « Quebec Association for Epileptics, Inc.— Association pour épileptiques du Québec, inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 15.

Le Président,
A. R. TILLEY.

15965 3519-63

Hôpital St-Vincent de Paul de Sherbrooke

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8 juillet 1966, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « Hôpital St-Vincent de Paul de Sherbrooke », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

15963-o 3872-65

Leronda Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Leronda Investments Ltd. », a diminué de 5 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
M. ARONOVITCH, M.D.

15964 14862-58

Shar-Dav Corp.

Avis est donné que la compagnie « Shar-Dav Corp. », a diminué de 5 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
M. ARONOVITCH, M.D.

15966 3791-52

**Provincial Transport Company
La Compagnie de transport provinciale**

Avis est donné que « Provincial Transport Company— La Compagnie de transport provinciale », a par le règlement 3-B, adopté et approuvé le 8 juin 1965, changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le Secrétaire,
PIERRE ST-PIERRE.

16007-o 2256-28

**L'Association des parents des écoles
Anbar-Voyer inc.**

Notice is hereby given that "L'Association des parents des écoles Anbar-Voyer inc.", has changed the number of its directors from 3 to 15.

ALPHONSINE HOWLETT,
President.

15962 2798-65

**Quebec Association for Epileptics, Inc.
Association pour épileptiques
du Québec, inc.**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 2, 1966, approved the special by-law "A" and the general by-laws of "Quebec Association for Epileptics, Inc.— Association pour épileptiques du Québec, inc.", and such, in conformity with section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15965 3519-63

**Quebec Association for Epileptics, Inc.
Association pour épileptiques
du Québec inc.**

Notice is given that "Quebec Association for Epileptics, Inc.— Association pour épileptiques du Québec, inc.", has changed the number of its directors from 9 to 15.

A. R. TILLEY,
President.

15965-o 3519-63

Hôpital St-Vincent de Paul de Sherbrooke

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 8, 1966, approved the by-law number 1 (general by-laws) of "Hôpital St-Vincent de Paul de Sherbrooke", and such pursuant to section 225 of the companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

15963 3872-65

Leronda Investments Ltd.

Notice is given that "Leronda Investments Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 4.

M. ARONOVITCH, M.D.,
Secretary.

15964-o 14862-58

Shar-Dav Corp.

Notice is given that "Shar-Dav Corp.", has changed the number of its directors from 5 to 4.

M. ARONOVITCH, M.D.,
Secretary.

15966-o 3791-52

**Provincial Transport Company
La Compagnie de transport provinciale**

Notice is hereby given that "Provincial Transport Company— La Compagnie de transport provinciale", has, by by-law 3-B, adopted and approved on June 8, 1965, to change the number of its directors from 7 to 8.

PIERRE ST-PIERRE,
Secretary.

16007 2256-28

Transparent Paper Products Limited

Avis est donné que la compagnie « Transparent Paper Products Limited », a porté de 4 à 6 le nombre de ses administrateurs.

16008-o

Le Secrétaire,
W. J. SALTER.

Transparent Paper Products Limited

Notice is given that "Transparent Paper Products Limited", has changed the number of its directors from 4 to 6.

16008

W. J. SALTER,
Secretary.

Lettres patentes**Pavillon du Christ Roi**

Avis est donné qu'en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Soeurs de la Charité de Québec, 11-12 Elizabeth II, chapitre 123, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes, en date du 11 mai 1966, constituant en corporation le « Pavillon du Christ Roi ».

Le siège social de la corporation est situé à Lévis.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
16028-o 4-66 — 1326/72

The Institute of Driver Education Inc.
L'Institut pour l'Éducation
des Chauffeurs inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de corriger les lettres patentes de la compagnie « The Institute for the Education of Drivers Inc. — L'Institut pour l'Éducation des Chauffeurs inc. », en date du 28 avril 1966, en y changeant, partout où elle apparaît, la version anglaise dudit nom par celle de « The Institute of Driver Education Inc. », de manière que le nom de la compagnie se lise: « The Institute of Driver Education Inc. — L'Institut pour l'Éducation des Chauffeurs inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
15958-o 1801-66 — 1321/105

Letters Patent**Pavillon du Christ Roi**

Notice is hereby given that pursuant to section 9 of the Act respecting The Sisters of Charity of Quebec, 11-12 Elizabeth II, chapter 123, letters patent, bearing date on May 11, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating "Pavillon du Christ Roi".

The head office of the corporation is situated at Lévis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
16028 4-66 — 1326/72

The Institute of Driver Education Inc.
L'Institut pour l'Éducation
des Chauffeurs inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has been pleased to correct the letters patent of "The Institute for the Education of Drivers Inc. — L'Institut pour l'Éducation des Chauffeurs inc.", dated April 28, 1966, by replacing, wherever it appears, the English version of the said name by that of "The Institute of Driver Education Inc.", in such a way as the name of the company reads: "The Institute of Driver Education Inc. — L'Institut pour l'Éducation des Chauffeurs inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
15958 1801-66 — 1321/150

Sièges sociaux**Dorchester Beaver Hall Corporation**

Avis est donné que la compagnie « Dorchester Beaver Hall Corporation », a transporté son siège social de 1390 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, à 4115 ouest, rue Sherbrooke, Westmount.

Le Secrétaire,
ANDRÉ LAPOINTE.
15967 1187-35

Restaurant Barbel (1965) Itée

Avis est donné que « Restaurant Barbel (1965) Itée », a changé son siège social de Gagnon, à 93, rue St-Pierre, Québec.

Le Secrétaire,
GABRIELLE G. BRODEUR.
15968-o 3318-65

Retail Credit Company

Avis est donné que la compagnie « Retail Credit Company », constituée et licenciée pour faire affaires dans cette province en vertu des Statuts Refondus de Québec, 1909, article 6098, et seq., le 27^e jour d'août 1919 et sous Libro 2,

Head Offices**Dorchester Beaver Hall Corporation**

Notice is given that "Dorchester Beaver Hall Corporation", has transferred its head office from 1390 Sherbrooke Street West, Montreal, to 4115 Sherbrooke Street West, Westmount.

ANDRÉ LAPOINTE,
Secretary.
15967-o 1187-35

Restaurant Barbel (1965) Itée

Notice is given that "Restaurant Barbel (1965) Itée", has changed its head office from Gagnon, to 93 St-Pierre Street, Quebec.

GABRIELLE G. BRODEUR,
Secretary.
15968 3318-65

Retail Credit Company

Advice is hereby given that "Retail Credit Company", incorporated and licensed to do business in this Province under the Revised Statutes of Quebec, 1909, Article 6098, et seq., on the 27th day of August, 1919 and under Libro

Folio 315, et ayant son siège social pour la province de Québec dans la ville de Montréal où son bureau était situé jusqu'à récemment à 822 est, rue Sherbrooke, l'a transporté au numéro 1255, rue University.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 18e jour de février 1966.

Le Secrétaire légal,
FRANCES M. COOK.

15969 1140-19

Onaco Ltée

Avis est donné que la compagnie « Onaco Ltée », constituée en corporation en vertu du Chapitre 276 de la Première partie de la Loi des Compagnies de la Province de Québec, par lettres patentes en date du treizième jour de janvier, mil neuf cent soixante-quatre (1964), et ayant son bureau principal en la cité de Hull, au numéro 159 rue Nicolet, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui, l'a transporté au numéro 28 rue Lacasse, en la dite cité de Hull.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Hull, ce premier jour de juin, mil neuf cent soixante-six (1966).

(Scéau) *Le Président,*
J.-JACQUES DESJARDINS.

15979-o 4456-63

Sera Inc.

Avis est donné que la compagnie « Sera Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 juin, 1966, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 1259 de la rue Berri.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 30e jour de juin, 1966.

Sera Inc.
Le Président,
ROBERT CHARIAL.

15980-o 2485-66

La Ferme Drummond Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Ferme Drummond Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 24 février 1966 et ayant son siège social dans la cité de Drummondville, dans le district de Drummond, province de Québec, a établi son bureau à 189, rue St-Henri, Drummondville, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Drummondville, ce 13e jour de juin 1966.

(Scéau) *Le Président,*
GÉRARD VEILLEUX.

15981-o 737-66

Harpaul Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Harpaul Enterprises Inc. », a transporté son siège social de Verdun à 7090, rue St-Hubert, Montréal.

Le Secrétaire,
PAUL LAMARCHE.

15991 1378-64

2, Folio 315, and having its head office for Province of Quebec in the city of Montreal where its office was situated up to recently at 822 Sherbrooke Street East, has moved it to number 1255 University Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 18th day of February, 1966.

FRANCES M. COOK,
Legal Secretary.

15969-o 1140-19

Onaco Ltée

Notice is hereby given that the company "Onaco Ltée", incorporated in virtue of Chapter 276 of the First Part of the law of the Companies of the Province of Quebec, by letters patent dated the thirteenth of January, nineteen hundred and sixty-four (1964) and having its head office in the city of Hull, at number 159 Nicolet Street, till the date of these presents, has moved the same to number 28 Lacasse Street, in said city of Hull.

From the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Hull, this first day of June, nineteen hundred and sixty-six (1966).

(Seal) *J.-JACQUES DESJARDINS,*
President.

15979-o 4456-63

Sera Inc.

Notice is hereby given that "Sera Inc.", incorporated by letters patent dated June 14, 1966, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 1259 Berri St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 30th day of June 1966.

Sera Inc.
ROBERT CHARIAL,
President.

15980 2485-66

La Ferme Drummond Inc.

Notice is hereby given that "La Ferme Drummond Inc.", incorporated by letters patent issued February 24, 1966, and having its head office in the city of Drummondville, in the district of Drummond, Province of Quebec, has established its office at 189 St-Henri Street, Drummondville, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Drummondville, this 13th day of June, 1966.

(Seal) *GÉRARD VEILLEUX,*
President.

15981 737-66

Harpaul Enterprises Inc.

Notice is given that "Harpaul Enterprises Inc.", has transferred its head office from Verdun to 7090 St. Hubert Street, Montreal.

PAUL LAMARCHE,
Secretary.

15991-o 1378-64

Les Importations Chine-Montréal Inc.

Avis est donné que « Les Importations Chine-Montréal Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 18^e jour de mai 1966, et ayant son principal siège social à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 1350 est rue Ste-Catherine, Montréal, Qué.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce sixième jour de juillet, mil neuf cent soixante-six (1966).

Le Président,
NOUN SAN HO.

15992-o 2099-66

Les Importations Chine-Montréal Inc.

Notice is hereby given that "Les Importations Chine-Montréal Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on the 18th day of May 1966, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 1350 St. Catherine Street East, Montreal, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this sixth day of July, nineteen hundred and sixty-six (1966).

President.
NOUN SAN HO.

15992-o 2099-66

**Island Associates Inc.
Les Associés des Iles Inc.**

Avis est donné que « Island Associates Inc.—Les Associés des Iles inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 8^e jour de mars 1966, a établi son siège social à 615, ouest, boulevard Dorchester, suite 630, dans la cité de Montréal.

Montréal, 4 juillet 1966.

Le Secrétaire,
SHIRLEY MUGGERIDGE.

15993 983-66

**Island Associates Inc.
Les Associés des Iles Inc.**

Notice is hereby given that "Island Associates Inc.—Les Associés des Iles Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 8th day of March, 1966 has established its head office at 615 Dorchester Blvd. West, suite 630 in the city of Montreal.

Montreal, July 4, 1966.

Secretary.
SHIRLEY MUGGERIDGE.

15993-o 983-66

Menuiserie Joliette Inc.

Avis est donné que la compagnie « Menuiserie Joliette Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 20 avril 1966 et ayant son siège social à Sept-Iles, district de Hauterive, province de Québec, a établi son bureau à 371, rue Joliette, Sept-Iles, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sept-Iles, ce 10^e jour de juin 1966.
(Sceau)

Le Président.
JEAN-PAUL DESROSIERS.

15994-o 1634-66

Menuiserie Joliette Inc.

Notice is hereby given that "Menuiserie Joliette inc.", incorporated by letters patent granted on April 20, 1966, and having its head office at Sept-Iles, district of Hauterive, province of Quebec, has established its office at 371 Joliette Street, Sept-Iles, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sept-Iles, this 10th day of June, 1966.
(Seal)

President.
JEAN-PAUL DESROSIERS.

15994 1634-66

Metro Natural Gas Appliances Inc.

Avis est donné que la compagnie « Metro Natural Gas Appliances Inc. », a transporté son siège social de Verdun à 7090, rue St-Hubert, Montréal.

Le Secrétaire,
PAUL LAMARCHE.

15995 14451-60

Metro Natural Gas Appliances Inc.

Notice is given that "Metro Natural Gas Appliances Inc.", has transferred its head office from Verdun to 7090 St. Hubert Street, Montreal.

Secretary.
PAUL LAMARCHE.

15995 14451-60

Nettoyeur Place Victoria Inc.

Avis est donné que « Nettoyeur Place Victoria Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 6 juin 1966, et ayant son principal siège social à Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 12531 rue Victoria, Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, Qué.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce vingt-huitième jour de juin 1966.

Le Président,
GASTON MARCIL.

15996-o 1834-66

Nettoyeur Place Victoria Inc.

Notice is hereby given that "Nettoyeur Place Victoria Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on the 6th day of June 1966, and having its head office in the Province of Quebec, at Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, has established its office at 12531 Victoria Street, Pointe-aux-Trembles, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this twenty-eighth day of June 1966.

President.
GASTON MARCIL.

15996-o 1834-66

Place de Louvain Inc.

Prenez avis que « Place de Louvain Inc. », a été constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3 juin 1966, et qu'elle a établi son siège social et sa principale place d'affaires au numéro 1110 de la rue Sherbrooke ouest, dans les cité et district de Montréal.

Place de Louvain Inc.,
Par le Secrétaire-trésorier,
ANTONIO M. SACCONAGHI.
15997-o 2340-66

Place de Louvain Inc.

Take notice that "Place de Louvain Inc.", was duly incorporated by letters patent issued under Part One of the Quebec Companies Act and dated June 3, 1966 and that it has established its head office and principal place of business at 1110 Sherbrooke street West, in the city and district of Montreal.

Place de Louvain Inc.,
By ANTONIO M. SACCONAGHI,
Secretary-Treasurer.
15997-o 2340-66

Smelter Power Corporation

Avis est donné que la compagnie « Smelter Power Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées du 11 novembre 1955, telles qu'amendées par lettres patentes supplémentaires datées du 10 avril 1957, a changé son siège social de 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec, à suite 2401, 800, carré Victoria, Montréal, Québec.

Montréal, 12 juillet 1966.

L'Assistant secrétaire,
PAUL F. DINGLE.
15998 13054-55

Smelter Power Corporation

Notice is hereby given that "Smelter Power Corporation", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated November 11, 1955 as amended by supplementary letters patent dated April 10, 1957 has changed its head office from 276 St. James Street West, Montreal, Quebec, to Suite 2401, 800 Victoria Square, Montreal, Quebec.

Montreal, July 12, 1966.

PAUL F. DINGLE,
Assistant Secretary.
15999-o 13054-55

**La Campagne des Fédérations
du Grand Montréal**

The Federated Appeal of Greater Montreal

Avis est par les présentes donné que « La Campagne des Fédérations du Grand Montréal — The Federated Appeal of Greater Montreal », incorporée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises en date du 17 mai 1966, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau dans ceux du Montreal Board of Trade, 300, rue St-Sacrement, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 28e jour de juin 1966.

16009-o Le Secrétaire,
GRANT H. DAY.

**La Campagne des Fédérations
du Grand Montréal**

The Federated Appeal of Greater Montreal

Notice is hereby given that "La Campagne des Fédérations du Grand Montréal — The Federated Appeal of Greater Montreal", incorporated under Part III of the Companies Act by letters patent dated May 17, 1966, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its head office at the offices of the Montreal Board of Trade, 300 St. Sacrement Street.

From and after the date of this notice, the said head office shall be considered by the corporation as if it was the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 28th day of June, 1966.

16009-o GRANT H. DAY,
Secretary.
897-66

**Centre de diffusion de la documentation
scientifique et technique française
au Québec**

Avis est donné que « Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique Française au Québec », constituée en corporation en date du 20 avril 1966 et ayant son siège social dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 625 de la rue St-Amable.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce douzième jour de juillet 1966.

16010-o La Secrétaire,
CÉLINE TURCOTTE, avocate.
1659-66

**Centre de diffusion de la documentation
scientifique et technique française
au Québec**

Notice is hereby given that "Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec", incorporated on April 20, 1966, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 625 St-Amable Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the corporation as being its head office.

Given at Quebec, this twelfth day of July, 1966.

16010 CÉLINE TURCOTTE, advocate,
Secretary.
1659-66

Roger Deland Inc.

Avis est donné que « Roger Deland Inc. », constitué en corporation par lettres patentes

Roger Deland Inc.

Notice is hereby given that "Roger Deland Inc.", incorporate by letters patent under the

en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 12 mai 1965, a établi son siège social à Lacadie, comté de Saint-Jean.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Saint-Jean, ce neuvième jour de juillet 1966.

Le Secrétaire,
YVES DELAND.

16011-o

4468-65

Quebec Companies Act, on May 12, 1965, has established its head office in Lacadie, county of Saint John.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Saint John, this ninth day of July, 1966.

YVES DELAND,
Secretary.

16011-o

4468-65

Kipawa Air Service Inc.

Avis est donné que la compagnie « Kipawa Air Service Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 juin 1966, a établi son bureau principal à Kipawa, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme le bureau principal de la compagnie.

Daté à Kipawa, ce 2 juin 1966.

La Secrétaire-trésorière,
MME CAROL ANN VAILLANCOURT.

16012-o

2322-66

Kipawa Air Service Inc.

Notice is hereby given that "Kipawa Air Service Inc.", incorporated by letters patent under date of June 2, 1966, has established its head office in Kipawa, Québec.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Kipawa, this June, 2 1966.

MRS CAROL ANN VAILLANCOURT,
Secretary-Treasurer.

16012-o

2322-66

Marcel Mortgage Corporation

Avis est donné que la compagnie « Marcel Mortgage Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 2 mars 1956, a transporté son siège social de 388, ouest, rue St-Jacques, ville de Montréal, à 360, ouest, rue St-Jacques, ville de Montréal.

Daté à Montréal, ce 8e jour de juillet 1966.

(Seeau) *Le Secrétaire,*
J. EDMONDSON.

16013

10293-56

Marcel Mortgage Corporation

Notice is hereby given that "Marcel Mortgage Corporation", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated March 2, 1956 has moved its head office from 388 St. James Street West in the city of Montreal to 360 St. James Street West, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 8th day of July, 1966.

(Seal) J. EDMONDSON,
Secretary.

16013-o

10293-56

VanVliet Insurance Agency Inc.

Avis est donné que « VanVliet Insurance Agency Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 10 février 1966, a établi son siège social à 77 rue de l'Église, Lacolle, comté de Saint-Jean.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Saint-Jean, ce 9e jour de juillet 1966.

Le Secrétaire,
YVES DELAND.

16014-o

564-66

VanVliet Insurance Agency Inc.

Notice is hereby given that "VanVliet Insurance Agency Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, on February 10, 1966, has established its head office at 77 Church Street, village of Lacolle, county of Saint Johns.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Saint Johns, this 9th day of July, 1966.

YVES DELAND,
Secretary.

16014-o

564-66

Lakeshore Construction (1965) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lakeshore Construction (1965) Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du vingtième jour d'août 1965, a établi son siège social à 187, avenue Cartier, Pointe-Claire.

Montréal, 30 juin 1966.

Le Secrétaire,
J. DE LA PORTA.

16026

3683-65

Lakeshore Construction (1965) Inc.

Notice is hereby given that "Lakeshore Construction (1965) Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the twentieth day of August, 1965, has established his head office at 187 Avenue Cartier, Pointe-Claire.

Montreal, June 30, 1966.

J. DE LA PORTA,
Secretary.

16026-o

3683-65

**Ministère des
Affaires municipales**

**Department of
Municipal Affairs**

Cité de Lauzon

City of Lauzon

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other realms and territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,
GREETING.

SALUT.

Lettres patentes

Letters Patent

ATTENDU que l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of a municipal corporation governed by this Act, may issue letters patent amending the charter of this corporation, by replacing certain provisions thereof by those of the Cities and Towns Act which correspond thereto;

ATTENDU que le conseil de la cité de Lauzon, par sa requête en date du 3 mai 1966, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en y remplaçant les articles 17, 18, 25 et 29 de la loi 15-16 George VI, chapitre 82, l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 74 et les articles 1 et 19 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 89, par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes;

WHEREAS the council of the city of Lauzon, by its petition dated May 3, 1966, asks that letters patent be issued in its favour for the purpose of amending its charter by replacing sections 17, 18, 25 and 29 of Act 15-16 George VI, chapter 82, section 1 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 74 and sections 1 and 19 of Act 4-5 Elizabeth II, chapter 89, by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 292, en date du 31 mai 1966, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Lauzon, en date du 3 mai 1966, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la cité de Lauzon soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 292, dated May 31, 1966, We grant the request of the council of the city of Lauzon, dated May 3, 1966, and We do hereby declare and order by the present letters patent which will enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the aforementioned provisions of the charter of the city of Lauzon be replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole pursuant to the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-huitième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-eight day of June, in the year of Our Lord on thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Notice is hereby given that these letters patent will enter into force from and after this publication.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
16021-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
16021 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Ville de Saint-Hubert

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU que le conseil de la ville de Saint-Hubert, par sa requête en date du 22 avril 1966, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en y remplaçant l'article 23 de la Loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 112, par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1007, en date du 8 juin 1966, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Saint-Hubert, en date du 22 avril 1966, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la ville de Saint-Hubert soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-huitième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
16021-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Town of Saint-Hubert

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other realms and territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of a municipal corporation governed by this Act, may issue letters patent amending the charter of this corporation, by replacing certain provisions thereof by those of the Cities and Towns Act which correspond thereto;

WHEREAS the Council of the Town of Saint-Hubert, by its petition dated April 22, 1966, asks that letters patent be issued in its favour for the purpose of amending its charter by replacing section 23 of Act 6-7 Elizabeth II, chapter 112 by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1007, dated June 8, 1966, We grant the request of the Saint-Hubert Town Council, dated April 22, 1966, and We do hereby declare and order by the present letters patent which will enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the aforementioned provisions of the charter of the Town of Saint-Hubert be replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole pursuant to the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193.)

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-eighth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-six and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent will enter into force from and after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.,
16021 Deputy-Minister of Municipal Affairs.

Ministère de l'Éducation

Department of Education

La Presqu'Île

La Presqu'Île

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la Presqu'Île, dans le comté de l'Assomption à la municipalité scolaire de St-Paul-l'Érmitte, dans le même comté.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of La Presqu'Île, in the county of l'Assomption, to the school municipality of St-Paul-l'Érmitte, in the same county.

Québec, le 7 juillet 1966.

Québec, July 7, 1966.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

15943-28-2-o

105-63

15943-28-2

105-63

Ministère des Finances

Department of Finance

Fidelity-Phenix Insurance Company

Fidelity-Phenix Insurance Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Attendu que « Fidelity-Phenix Insurance Company », dont le siège social est situé à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, laquelle compagnie étant dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Continental Insurance Company », dont le siège social est situé à New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 8 octobre 1965;

Whereas "Fidelity-Phenix Insurance Company", whose head office is situated in New-York, State of New York, United States of America, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The Continental Insurance Company", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 8th of October 1965;

Attendu que « The Continental Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Whereas "The Continental Insurance Company", is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Attendu que « Fidelity-Phenix Insurance Company » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

Whereas "Fidelity-Phenix Insurance Company", has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Fidelity-Phenix Insurance Company », sont annulés à compter du 29 juin 1966.

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Fidelity-Phenix Insurance Company" are cancelled as from the 29th of June 1966.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29 juin 1966.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 29th of June 1966.

Pour le Ministre des finances de la Province,

For the Minister of Finance of the Province,

Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

15885-28-2-o

15885-28-2-o

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Department of Lands and Forests
Cadastre

P paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de Ste-Thérèse-Ouest, division d'enregistrement de Terrebonne.

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of Ste-Thérèse-Ouest, registration division of Terrebonne.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 101-136 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 101-136 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 28 juin 1966.

Québec, June 28, 1966.

Le Sous-Ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-Minister.

15970-o

15970-o

Cité de Québec, Quartier Jacques-Cartier

City of Québec, Jacques-Cartier Ward

Cadastre officiel de la cité de Québec, Quartier Jacques-Cartier, municipalité de la cité de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the city of Québec, Jacques-Cartier Ward, municipality of the city of Québec, registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1682, 1683, 1683-A, 1684, 1685, 1685-A, 1685-B, 1686, 1686-A, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1691-1, 1691-2, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780 et 1781 sont annulés et le lot 4515 est

Notice is hereby given that lots 1682, 1683, 1683-A, 1684, 1685, 1685-A, 1685-B, 1686, 1686-A, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1691-1, 1691-2, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780 and 1781 are cancelled and the lot 4515 is added

ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 5 juillet 1966.

15970-o

Le Sous-Ministre,
FERNAND BOUTIN.in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Quebec, July 5, 1966.

15970-o

FERNAND BOUTIN,
*Deputy-Minister.***Proclamation**Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTEELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni, du Canada et de
ses autres royaumes et territoires, Chef du
Commonwealth, Défenseur de la foi.À nos très aimés et fidèles conseillers les
membres du Conseil législatif et de l'Assemblée
législative de la province de Québec,

SALUT.

ProclamationATTENDU QUE la législature de la province
de Québec se trouve convoquée en vue de
l'expédition des affaires pour le vingt juin 1966,
mais que, pour diverses considérations, Nous
avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite
province, jugé à propos de la proroger jusqu'au
huit septembre 1966.À CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant
savoir que vous êtes dispensés de vous réunir
le vingt juin 1966, vous convoquons par les
présentes pour le huit septembre 1966, et, en
conséquence, vous mandons et ordonnons de
vous assembler à cette date au palais législatif,
en la cité de Québec, pour y expédier les affaires
de la province et y examiner, discuter et décider
les questions qui vous seront soumises.EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre nos
présentes lettres patentes et sur icelles apposer
le grand sceau de la province de Québec.TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable
HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-
gouverneur de la province de Québec.Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à
Québec, le quinze juin 1966 et de Notre règne
le quinzième.

Par ordre,

*Le Secrétaire associé de la
chancellerie à Québec,*

15613-24-12-o

JEAN SENÉCAL.

ProclamationCanada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTEELIZABETH THE SECOND, by the Grace of
God of the United Kingdom, Canada and
Her other Realms and Territories Queen, Head
of the Commonwealth, Defender of the Faith.To our Beloved and Faithful Councillors, the
members of the Legislative Council and of the
Legislative Assembly of the Province of Québec,
GREETING.**Proclamation**WHEREAS the Legislature of the Province of
Quebec had been convoked, in view of the
dispatch of business, for the twentieth day of
June, 1966, but that for various considerations,
We have, with the advice of the Executive
Council of said Province, deemed it advisable
to prorogue the said Legislature to the eighth
day of September, 1966.THEREFORE, We now inform you that you
are no longer required to meet on the twentieth
day of June, 1966, but hereby convene you for
the eighth day of September, 1966, and, con-
sequently, command and order you to meet on
said date at the Parliament Buildings, in the
City of Québec, for the dispatch of the business
of the Province, and to examine, discuss and
decide the questions to be submitted to you.IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these
Our letters to be made patent and the Great
Seal of Our Province of Québec to be hereunto
affixed.WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved
the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C.,
Lieutenant-Governor of the said Province.Given in Our Government House, at Québec,
this fifteenth day of June, 1966 and in the
fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN SENÉCAL,
*Clerk associate of the
Crown in Chancery, Québec.*

15613-24-12-o

Soumissions**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de la ville
de Beloeil**

Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que
des soumissions cachetées et endossées « Sou-
missions pour obligations » seront reçues par le
soussigné Jacques Desautels, secrétaire-trésorier,
jusqu'à 5 heures p.m., 742, rue Laurier, Beloeil,
comté de Verchères, P.Q., et par après de 7.15
heures p.m. à 7.45 heures p.m. à l'Hôtel de Ville,
Beloeil, comté de Verchères, P.Q., mardi le 9
août 1966, pour l'achat de \$337,000 d'obligations**Tenders****The school commissioners
for the municipality of the
town of Beloeil
County of Verchères**Public notice is hereby given that sealed
tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be
received by the undersigned Jacques Desautels,
secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., 742
Laurier Street, Beloeil, county of Verchères,
P.Q., and afterwards from 7:15 o'clock p.m. to
7:45 o'clock p.m. at the Town Hall, Beloeil,
county of Verchères, P.Q., Tuesday, August 9,
1966, for the purchase of an issue of \$337,000

des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Boleil, comté de Verchères, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 4 avril 1966 — \$310,000 — école élémentaire de 12 classes et 2 maternelles. Résolution datée du 26 mai 1966 — \$27,000 — dépenses en immobilisation.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$337,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1967.....x	\$47,500
1er septembre 1968.....x	50,500
1er septembre 1969.....x	53,500
1er septembre 1970.....x	57,000
1er septembre 1971.....	5,000
1er septembre 1972.....	5,500
1er septembre 1973.....	5,500
1er septembre 1974.....	6,000
1er septembre 1975.....	6,000
1er septembre 1976.....	6,500
1er septembre 1977.....	7,500
1er septembre 1978.....	7,500
1er septembre 1979.....	8,000
1er septembre 1980.....	8,500
1er septembre 1981.....	9,000
1er septembre 1982.....	10,000
1er septembre 1983.....	10,000
1er septembre 1984.....	10,500
1er septembre 1985.....	11,000
1er septembre 1986.....	12,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$220,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 4 versements de \$55,000 chacun, de 1967 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beloeil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 9 août 1966, à 7.45 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, Beloeil, comté de Verchères, P.Q.

of bonds for the School Commissioners for the municipality of the town of Beloeil, county of Verchères, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated April 4, 1966 — \$310,000 — 12 class elementary school and 2 infant schools. Resolution dated May 26, 1966 — \$27,000 — immobilization expenses.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$337,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967.....x	\$47,500
September 1, 1968.....x	50,500
September 1, 1969.....x	53,500
September 1, 1970.....x	57,000
September 1, 1971.....	5,000
September 1, 1972.....	5,500
September 1, 1973.....	5,500
September 1, 1974.....	6,000
September 1, 1975.....	6,000
September 1, 1976.....	6,500
September 1, 1977.....	7,500
September 1, 1978.....	7,500
September 1, 1979.....	8,000
September 1, 1980.....	8,500
September 1, 1981.....	9,000
September 1, 1982.....	10,000
September 1, 1983.....	10,000
September 1, 1984.....	10,500
September 1, 1985.....	11,000
September 1, 1986.....	12,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$220,000 granted by the Provincial Government and payable in 4 instalments of \$55,000 each, from 1967 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified payable at par at Beloeil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, August 9, 1966, at 7:45 o'clock p.m., at the Town Hall, Beloeil, county of Verchères, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beloil, (Comté de Verchères), ce 18 juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,

JACQUES DESAUTELS.

742, rue Laurier, Beloil, (Verchères), P.Q.

Téléphone: 467-6791, code 514. 15971-0

Ville de Bromptonville

Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Aimé Benoit, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 133, rue Laval, Bromptonville, comté de Richmond, P.Q. jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 9 août 1966, pour l'achat de \$102,000 d'obligations de la ville de Bromptonville, comté de Richmond, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 289 — \$64,000 — fins industrielles; 290 — \$38,000 — fins industrielles.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$102,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1967.....	\$2,500
1er septembre 1968.....	3,000
1er septembre 1969.....	3,000
1er septembre 1970.....	3,000
1er septembre 1971.....	3,500
1er septembre 1972.....	4,000
1er septembre 1973.....	4,000
1er septembre 1974.....	4,000
1er septembre 1975.....	4,500
1er septembre 1976.....	5,000
1er septembre 1977.....	5,000
1er septembre 1978.....	5,500
1er septembre 1979.....	5,500
1er septembre 1980.....	5,500
1er septembre 1981.....	6,500
1er septembre 1982.....	6,500
1er septembre 1983.....	7,000
1er septembre 1984.....	7,500
1er septembre 1985.....	8,000
1er septembre 1986.....	8,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagné d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Beloil, (County of Verchères), July 18, 1966.

JACQUES DESAUTELS,

Secretary-Treasurer.

742 Laurier Street, Beloil, (Verchères), P.Q.

Telephone: 467-6791, code 514. 15971

Town of Bromptonville

County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Aimé Benoit, secretary-treasurer, Town Hall, 133 Laval Street, Bromptonville, county of Richmond, P.Q. until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, August 9, 1966, for the purchase of an issue of \$102,000 of bonds for the town of Bromptonville, county of Richmond, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 289 — \$64,000 — industrial purposes; 290 — \$38,000 — industrial purposes.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$102,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967.....	\$2,500
September 1, 1968.....	3,000
September 1, 1969.....	3,000
September 1, 1970.....	3,000
September 1, 1971.....	3,500
September 1, 1972.....	4,000
September 1, 1973.....	4,000
September 1, 1974.....	4,000
September 1, 1975.....	4,500
September 1, 1976.....	5,000
September 1, 1977.....	5,000
September 1, 1978.....	5,500
September 1, 1979.....	5,500
September 1, 1980.....	5,500
September 1, 1981.....	6,500
September 1, 1982.....	6,500
September 1, 1983.....	7,000
September 1, 1984.....	7,500
September 1, 1985.....	8,000
September 1, 1986.....	8,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest

prend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 août 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 133, rue Laval, Bromptonville, comté de Richmond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bromptonville, (Comté de Richmond), ce 29 juin 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
AIMÉ BENOIT.

Hôtel de Ville, 133, rue Laval,
Bromptonville, (Richmond), P.Q.
Téléphone: 846-2788, code 819. 15972-o

La Commission scolaire régionale Carignan
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul Valentine, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire régionale, 105, rue du Prince, Sorel, comté de Richelieu, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, mercredi, le 10 août 1966, pour l'achat de \$183,000 d'obligations de la commission scolaire régionale Carignan, comté de Richelieu, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 17 mai 1965 — \$183,000 — dépenses en immobilisation exécutées en 1964-65.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$183,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1967	\$ 5,000
1er septembre 1968	5,500
1er septembre 1969	6,000
1er septembre 1970	6,500
1er septembre 1971	6,500
1er septembre 1972	7,000
1er septembre 1973	7,000
1er septembre 1974	7,500
1er septembre 1975	8,000
1er septembre 1976	8,500
1er septembre 1977	9,000
1er septembre 1978	9,500
1er septembre 1979	10,000
1er septembre 1980	10,500
1er septembre 1981	11,000
1er septembre 1982	11,500
1er septembre 1983	12,500
1er septembre 1984	13,000
1er septembre 1985	14,000
1er septembre 1986	14,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de

accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 9, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 133, Laval Street, Bromptonville, county of Richmond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bromptonville, (County of Richmond), June 29, 1966.

AIMÉ BENOIT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 133 Laval Street,
Bromptonville, (Richmond), P.Q.
Telephone: 846-2788, code 819. 15972-o

The Regional School Board of Carignan
County of Richelieu

Publi notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul Valentine, secretary-treasurer, Regional School Board Office, 105 du Prince Street, Sorel, county of Richelieu, P.Q. until 9:00 o'clock p.m., on Wednesday, August 10, 1966, for the purchase of an issue of \$183,000 of bonds for The Regional School Board of Carignan, county of Richelieu, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 17, 1965 — \$183,000 — immobilization expenses executed in 1964-65.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$183,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967	\$ 5,000
September 1, 1968	5,500
September 1, 1969	6,000
September 1, 1970	6,500
September 1, 1971	6,500
September 1, 1972	7,000
September 1, 1973	7,000
September 1, 1974	7,500
September 1, 1975	8,000
September 1, 1976	8,500
September 1, 1977	9,000
September 1, 1978	9,500
September 1, 1979	10,000
September 1, 1980	10,500
September 1, 1981	11,000
September 1, 1982	11,500
September 1, 1983	12,500
September 1, 1984	13,000
September 1, 1985	14,000
September 1, 1986	14,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable atfar at Sorel.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec of the bank

la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 10 août 1966, à 9 heures du soir, à l'Auditorium de l'École Secondaire Sacré-Coeur, 101, rue du Prince, Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sorel, (Comté de Richelieu), ce 6 juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL VALENTINE.

Bureau de la commission scolaire régionale,

105, rue du Prince,

Sorel, (Richelieu), P.Q.

Téléphone: 742-2781, code 514. 15973-0

**La commission scolaire régionale
Jean-Talon**

Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Asselin, C.A., Bureau de la Commission scolaire régionale, 335 ouest, 76^e rue, Charlesbourg, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi le 8 août 1966, pour l'achat de \$303,500 d'obligations de la Commission scolaire régionale Jean-Talon, comté de Chauveau, datées du 1^{er} septembre 1966 et remboursables par séries du 1^{er} septembre 1967 au 1^{er} septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1^{er} mars et 1^{er} septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 7 octobre 1965 — \$303,500 — école préfabriquée, ameublement et achat de terrain.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$303,500 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} septembre 1967.....x	\$36,000
1 ^{er} septembre 1968.....	8,000
1 ^{er} septembre 1969.....	8,500
1 ^{er} septembre 1970.....	9,000
1 ^{er} septembre 1971.....	9,500
1 ^{er} septembre 1972.....	10,000
1 ^{er} septembre 1973.....	10,500
1 ^{er} septembre 1974.....	11,000
1 ^{er} septembre 1975.....	12,000
1 ^{er} septembre 1976.....	12,500
1 ^{er} septembre 1977.....	13,500
1 ^{er} septembre 1978.....	14,000
1 ^{er} septembre 1979.....	15,000
1 ^{er} septembre 1980.....	16,000
1 ^{er} septembre 1981.....	17,000
1 ^{er} septembre 1982.....	18,000
1 ^{er} septembre 1983.....	19,000
1 ^{er} septembre 1984.....	20,000
1 ^{er} septembre 1985.....	21,500
1 ^{er} septembre 1986.....	22,500

whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, August 10, 1966, at 9:00 o'clock p.m., at the Auditorium of the Sacré-Coeur Secondary School, 101 du Prince Street, Sorel, county of Richelieu, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sorel, (County of Richelieu), this July 6, 1966.

PAUL VALENTINE,
Secretary-Treasurer.

Regional School Board Office,

105 du Prince Street,

Sorel (Richelieu), P.Q.

Telephone: 742-2781, code 514. 15973

**The Jean-Talon regional
school board**

County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gilles Asselin, C.A., Office of the Regional School Board, 335, 76th Street West, Charlesbourg, county of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, August 8, 1966, for the purchase of an issue of \$303,500 of bonds for the Jean-Talon Regional School Board, county of Chauveau, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated October 7, 1965 — \$303,500 — prefabricated school, furniture and purchase of terrain.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$303,500 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967.....x	\$36,000
September 1, 1968.....	8,000
September 1, 1969.....	8,500
September 1, 1970.....	9,000
September 1, 1971.....	9,500
September 1, 1972.....	10,000
September 1, 1973.....	10,500
September 1, 1974.....	11,000
September 1, 1975.....	12,000
September 1, 1976.....	12,500
September 1, 1977.....	13,500
September 1, 1978.....	14,000
September 1, 1979.....	15,000
September 1, 1980.....	16,000
September 1, 1981.....	17,000
September 1, 1982.....	18,000
September 1, 1983.....	19,000
September 1, 1984.....	20,000
September 1, 1985.....	21,500
September 1, 1986.....	22,500

Le « x » indique l'année durant laquelle un octroi total de \$30,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en un versement de \$30,000 en 1967, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 août 1966, à 8 heures du soir, Bureau des Commissaires, 337 ouest, 76e rue, Charlesbourg, comté de Chauveau, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charlesbourg, (Comté de Chauveau), ce 4 juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GILLES ASSELIN, C.A.

Bureau de la Commission scolaire régionale,
335, ouest 76e rue, Charlesbourg,
(Chauveau), P.Q.
Téléphone: 626-3113, code 418. 15974-0

Ville de Dorion

Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé André Chartrand, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 190, rue St-Charles, Dorion, comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 8 août 1966, pour l'achat de \$180,000 d'obligations de la ville de Dorion, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 445 — \$45,000 — égouts; 446 — \$75,000 — aqueduc, égouts et voirie; 460 — \$35,000 — parc municipal; 462 — \$25,000 — confection d'un plan d'urbanisme.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$180,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1967.....	\$ 3,500
1er septembre 1968.....	3,500
1er septembre 1969.....	4,000
1er septembre 1970.....	4,000

The letter "x" indicates the year during which a annual payment of a total amount of \$30,000 granted by the Provincial Government and payable in one instalment of \$30,000 in 1967, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, August 8, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the office of the Commissioners, 337, 76th Street West, Charlesbourg, county of Chauveau, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Charlesbourg, (County of Chauveau), July 4, 1966.

GILLES ASSELIN, C.A.,
Secretary-Treasurer.

Office of the Regional School Board,
335, 76th Street West, Charlesbourg,
(Chauveau), P.Q.
Telephone: 626-3113, code 418. 15974

Town of Dorion

County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André Chartrand, secretary-treasurer, Town Hall, 190 St-Charles St., Dorion, county of Vaudreuil-Soulanges, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, August 8, 1966, for the purchase of an issue of \$180,000 of bonds for the town of Dorion, county of Vaudreuil-Soulanges, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 445 — \$45,000 — sewers; 446 — \$75,000 — aqueduct, sewers and roads; 460 — \$35,000 — municipal park; 462 — \$25,000 — town-planning.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$180,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967.....	\$ 3,500
September 1, 1968.....	3,500
September 1, 1969.....	4,000
September 1, 1970.....	4,000

1er septembre 1971.....	* 5,000	September 1, 1971.....	\$ 5,000
1er septembre 1972.....	6,500	September 1, 1972.....	6,500
1er septembre 1973.....	6,500	September 1, 1973.....	6,500
1er septembre 1974.....	7,500	September 1, 1974.....	7,500
1er septembre 1975.....	7,500	September 1, 1975.....	7,500
1er septembre 1976.....	7,500	September 1, 1976.....	7,500
1er septembre 1977.....	4,500	September 1, 1977.....	4,500
1er septembre 1978.....	4,500	September 1, 1978.....	4,500
1er septembre 1979.....	5,500	September 1, 1979.....	5,500
1er septembre 1980.....	5,500	September 1, 1980.....	5,500
1er septembre 1981.....	6,000	September 1, 1981.....	6,000
1er septembre 1982.....	6,000	September 1, 1982.....	6,000
1er septembre 1983.....	6,000	September 1, 1983.....	6,000
1er septembre 1984.....	6,000	September 1, 1984.....	6,000
1er septembre 1985.....	7,500	September 1, 1985.....	7,500
1er septembre 1986.....	73,000	September 1, 1986.....	73,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorion.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 août 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 190, rue St-Charles, Dorion, comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dorion, (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 15 juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ CHARTRAND.

Hôtel de Ville, 190, rue St-Charles,
Dorion, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Téléphone: 234-3365, code 514. 16015-0

Ville de Louiseville
Comté de Maskinongé

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Béland, greffier, Hôtel de Ville, 51, rue St-Marc, Louiseville, comté de Maskinongé, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 8 août 1966, pour l'achat de \$137,000 d'obligations de la ville de Louiseville, comté de Maskinongé, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement 327 — \$137,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1966.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dorion.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 8, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 190 St-Charles St., Dorion, county of Vaudreuil-Soulanges, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dorion, (County of Vaudreuil-Soulanges), July 15, 1966.

ANDRÉ CHARTRAND,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 190 St-Charles St.,
Dorion, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Telephone: 234-3365, code 514. 16015

Town of Louiseville
County of Maskinongé

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gilles Béland, Town Clerk, Town Hall, 51 St-Marc St., Louiseville, county of Maskinongé, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, August 8, 1966, for the purchase of an issue of \$137,000 of bonds for the town of Louiseville, county of Maskinongé, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 327 — \$137,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Tableau d'amortissement — \$137,000 — 15 ans

Année	Capital
1er septembre 1967	\$ 6,000
1er septembre 1968	6,000
1er septembre 1969	6,500
1er septembre 1970	7,000
1er septembre 1971	7,500
1er septembre 1972	8,000
1er septembre 1973	8,500
1er septembre 1974	9,000
1er septembre 1975	9,500
1er septembre 1976	10,000
1er septembre 1977	10,500
1er septembre 1978	11,000
1er septembre 1979	12,000
1er septembre 1980	12,500
1er septembre 1981	13,000

Table of redemption — \$137,000 — 15 years

Year	Capital
September 1, 1967	\$ 6,000
September 1, 1968	6,000
September 1, 1969	6,500
September 1, 1970	7,000
September 1, 1971	7,500
September 1, 1972	8,000
September 1, 1973	8,500
September 1, 1974	9,000
September 1, 1975	9,500
September 1, 1976	10,000
September 1, 1977	10,500
September 1, 1978	11,000
September 1, 1979	12,000
September 1, 1980	12,500
September 1, 1981	13,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Louiseville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 août 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 51, rue St-Marc, Louiseville, comté de Maskinongé, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Louiseville, (Comté de Maskinongé), ce 12 juillet 1966.

Le Greffier,
GILLES BÉLAND.

Hôtel de Ville, 51, rue St-Marc,
Louiseville, (Maskinongé), P.Q.
Téléphone: 228-4757, code 819. 16016-0

Village de St-Anselme
Comté de Dorchester

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Charles Fradet, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures p.m., Bureau de la corporation du village, St-Anselme, comté de Dorchester, P.Q., et par après de 7.30 heures du soir à 8 heures du soir, à la Salle de l'École Marguerite d'Youville, St-Anselme, comté de Dorchester, P.Q., mercredi, le 10 août 1966, pour l'achat de \$300,000 d'obligations du village de St-Anselme, comté de Dorchester, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Louiseville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is include or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, August 8, 1966, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 51 St-Marc St., Louiseville, county of Maskinongé, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Louiseville, (County of Maskinongé), July 12, 1966.

GILLES BÉLAND,
Town Clerk.

Town Hall, 51 St-Marc St.,
Louiseville, (Maskinongé), P.Q.
Telephone: 228-4757, code 819. 16016

Village of St-Anselme
County of Dorchester

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Charles Fradet, secretary-treasurer, until 7:00 o'clock p.m., Corporation Office of the Village of St-Anselme, county of Dorchester, P.Q., and afterwards from 7:30 o'clock p.m., until 8:00 o'clock p.m. at the Hall of Marguerite d'Youville School, St-Anselme, county of Dorchester, P.Q., on Wednesday, August 10, 1966, for the purchase of an issue of \$300,000 of bonds for the Village of St-Anselme, county of Dorchester, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement No 81 — \$300,000 — aqueduc, égouts et protection contre incendie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$300,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1967	\$ 2,000
1er septembre 1968	2,000
1er septembre 1969	2,000
1er septembre 1970	2,500
1er septembre 1971	2,500
1er septembre 1972	2,500
1er septembre 1973	2,500
1er septembre 1974	3,000
1er septembre 1975	3,000
1er septembre 1976	3,000
1er septembre 1977	3,500
1er septembre 1978	3,500
1er septembre 1979	4,000
1er septembre 1980	4,000
1er septembre 1981	4,500
1er septembre 1982	4,500
1er septembre 1983	5,000
1er septembre 1984	5,000
1er septembre 1985	5,500
1er septembre 1986	235,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Anselme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 10 août 1966, à 8 heures du soir, à la Salle de l'École Marguerite d'Youville, St-Anselme, comté de Dorchester, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Anselme, (Comté de Dorchester), ce 18 juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
CHARLES FRADET.

Bureau de la corporation du village,
St-Anselme, (Dorchester), P.Q.

Téléphone: 310.

16023-0

Village du Lac-Etchemin
Comté de Dorchester

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Victor Demers, secrétaire-trésorier, Salle Municipale, village du Lac-Etchemin, comté de Dorchester, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 8 août 1966, pour l'achat de \$150,000, d'obligations du village de Lac-

By-law No 81 — \$300,000 — aqueduct, sewers and fire prevention.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$300,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967	\$ 2,000
September 1, 1968	2,000
September 1, 1969	2,000
September 1, 1970	2,500
September 1, 1971	2,500
September 1, 1972	2,500
September 1, 1973	2,500
September 1, 1974	3,000
September 1, 1975	3,000
September 1, 1976	3,000
September 1, 1977	3,500
September 1, 1978	3,500
September 1, 1979	4,000
September 1, 1980	4,000
September 1, 1981	4,500
September 1, 1982	4,500
September 1, 1983	5,000
September 1, 1984	5,000
September 1, 1985	5,500
September 1, 1986	235,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Anselme.

Capital and interest are payable at branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, August 10, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Hall of Marguerite d'Youville School, St-Anselme, county of Dorchester, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Anselme, (County of Dorchester), July 18, 1966.

CHARLES FRADET,
Secretary-Treasurer.

Corporation Office of the Village,
St-Anselme, (Dorchester), P.Q.

Telephone: 310.

16023

Village of Lac-Etchemin
County of Dorchester

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Victor Demers, secretary-treasurer, Municipal Hall, village of Lac-Etchemin, county of Dorchester, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, August 8, 1966, for the purchase of an issue of \$150,000 of bonds for the village of Lac-Etchemin, county

Etchemin, comté de Dorchester, datées du 1er septembre 1966 et remboursables par séries du 1er septembre 1967 au 1er septembre 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 16(22) — \$150,000 — aqueduc, égouts et protection contre incendie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1966.

Tableau d'amortissement — \$150,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1967.....	\$ 1,000
1er septembre 1968.....	1,000
1er septembre 1969.....	1,000
1er septembre 1970.....	1,000
1er septembre 1971.....	1,000
1er septembre 1972.....	1,500
1er septembre 1973.....	1,500
1er septembre 1974.....	1,500
1er septembre 1975.....	1,500
1er septembre 1976.....	1,500
1er septembre 1977.....	1,500
1er septembre 1978.....	2,000
1er septembre 1979.....	2,000
1er septembre 1980.....	2,000
1er septembre 1981.....	2,000
1er septembre 1982.....	2,500
1er septembre 1983.....	2,500
1er septembre 1984.....	2,500
1er septembre 1985.....	3,000
1er septembre 1986.....	117,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lac-Etchemin.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 août 1966, à 8 heures du soir, Salle Municipale, village du Lac-Etchemin, comté de Dorchester, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac-Etchemin, (Comté de Dorchester), ce 20 juillet 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
VICTOR DEMERS.

Salle Municipale, C.P. 327,
Village du Lac-Etchemin, (Dorchester), P.Q.
Téléphone: 326-11, code 418. 16030-0

of Dorchester, dated September 1, 1966, and redeemable serially from September 1, 1967 to September 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on March 1 and September 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 16(22) — \$150,000 — aqueduct, sewers and fire protection.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1966.

Table of redemption — \$150,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1967.....	\$ 1,000
September 1, 1968.....	1,000
September 1, 1969.....	1,000
September 1, 1970.....	1,000
September 1, 1971.....	1,000
September 1, 1972.....	1,500
September 1, 1973.....	1,500
September 1, 1974.....	1,500
September 1, 1975.....	1,500
September 1, 1976.....	1,500
September 1, 1977.....	1,500
September 1, 1978.....	2,000
September 1, 1979.....	2,000
September 1, 1980.....	2,000
September 1, 1981.....	2,000
September 1, 1982.....	2,400
September 1, 1983.....	2,500
September 1, 1984.....	2,500
September 1, 1985.....	3,000
September 1, 1986.....	117,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lac-Etchemin.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issued and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, August 8, 1966, at 8:00 o'clock p.m., in the Municipal Hall, village of Lac-Etchemin, county of Dorchester, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lac-Etchemin, (County of Dorchester), July 20, 1966.

VICTOR DEMERS,
Secretary-Treasurer.

Municipal Hall, P.O. Box 327,
Village of Lac-Etchemin, (Dorchester), P.Q.
Telephone: 326-11, code 418. 16030

Syndicat professionnel**Le Syndicat national des employés
de l'Aluminium de Shawinigan inc.***(Loi des syndicats professionnels)*

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 mars 1966, autorisé le changement de nom du « Syndicat national des employés de l'Aluminium de Shawinigan Falls, incorporé », dont la constitution, sous le nom originaire de « Syndicat catholique national des employés de l'Aluminium Company of Canada Ltd. », a été autorisée le 15 juillet 1937, et dont le siège social est situé à Shawinigan, en celui de « Le Syndicat national des employés de l'Aluminium de Shawinigan inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, (Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 5 avril 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

16017-0

2871-37

Professional Syndicate**Le Syndicat national des employés
de l'Aluminium de Shawinigan inc.***(Professional Syndicates Act)*

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on March 29, 1966, has authorized the change of name of "Syndicat national des employés de l'Aluminium de Shawinigan Falls, incorporé", the incorporation of which, under the original name of "Syndicat catholique national des employés de l'Aluminium Company of Canada Ltd." was authorized on July 15, 1937, and the head office of which is situated in Shawinigan, to that of "Le Syndicat national des employés de l'Aluminium de Shawinigan inc.", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, April 5, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

16017

2671-37

Arrêtés en Conseil**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1127

Québec, le 13 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de pêche de la rivière St-Jean

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la Loi de la chasse (S.R.Q. 1964, chapitre 202), le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer des réserves de chasse ou de pêche ou adopter des règlements qui s'y appliquent;

ATTENDU QUE la réserve de pêche de la rivière St-Jean a été constituée en vertu de l'arrêté en conseil numéro 421 du 18 avril 1957;

ATTENDU QU'il est opportun de modifier les limites de cette réserve et les règlements qui s'y appliquent.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

QUE la réserve de pêche de la rivière St-Jean comprenne à l'avenir:

a) la partie de la rivière St-Jean comprise entre le prolongement au sud de la ligne entre les lots 10 et 11 du rang II du canton York d'une part et le prolongement au sud de la ligne entre les lots 19 et 20 du rang II dudit canton d'autre part;

b) la partie de la rivière St-Jean comprise entre l'embouchure de l'émissaire du lac Ross et sa source;

c) la branche sud de la rivière St-Jean de sa source à son embouchure dans la rivière St-Jean;

d) le ruisseau sauvage de sa source à son embouchure dans la rivière St-Jean;

e) une bande de trois chaînes de chaque côté des cours d'eau ou parties de cours d'eau mentionnés au présent article, partout où une telle réserve appartient à la Couronne;

Orders in Council**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1127

Québec, July 13, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the fish reserve of the St. John River.

WHEREAS pursuant to paragraph 6 of section 65 of the Game Act (R.S.Q. 1964, chapter 202), the Lieutenant-Governor in Council may create fish or game reserves or adopt regulations which apply thereto;

WHEREAS the fish reserve of the St. John River was created pursuant to Order in Council number 421, dated April 18, 1957;

WHEREAS it is expedient to modify the limits of this reserve and to amend the regulations which apply thereto.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the fish reserve of the St. John River comprise, henceforth:

(a) the part of the St. John River situated between the extension to the south of the line between lots 10 and 11 on range II in the township of York for one part, and the extension to the south of the line between lots 19 and 20 on range II in the said township for the other part;

(b) the part of the St. John River situated between the mouth of the outlet of Lake Ross and its source;

(c) the south branch of the St. John River from its source to its mouth in the St. John River;

(d) « le ruisseau sauvage » from its source to its mouth in the St. John River;

(e) a strip of land of three chains on each side of water courses or parts of water courses mentioned in this section, wherever such a reserve belongs to the Crown;

QUE soient constituées en sanctuaire où toute pêche est interdite les sections suivantes de la réserve;

- a) toute la branche de la rivière St-Jean;
- b) tout le ruisseau sauvage;
- c) la partie de la rivière St-Jean comprise entre l'embouchure de l'émissaire du lac Ross et une ligne en direction sud originant à la barrière du camp numéro 3, laquelle est située un peu à l'est de la ligne entre les blocs 57 et 58 du canton York;
- d) la partie de la rivière St-Jean comprise entre le point le plus en amont de la fosse du ruisseau sauvage d'une part, et la source de la branche principale de la rivière St-Jean d'autre part;

QUE le règlement suivant s'applique dans cette réserve:

- a) définition: dans le présent règlement l'expression « pêche à la mouche en surface » signifie la « pêche à la mouche en surface » telle que définie par l'article 2 du règlement de la pêche du Québec;
- b) nul ne doit être en possession dans la réserve d'engins de pêche autres que ceux nécessaires pour la « pêche à la mouche en surface »;
- c) nul ne doit pêcher dans la réserve sans être porteur d'un permis spécial délivré par le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;
- d) nul ne doit avoir en sa possession dans la réserve des agrès de pêche s'il n'est porteur du permis visé au paragraphe « c » du présent article;

e) nul ne doit faire de camping dans la réserve;

f) nul ne doit pêcher ailleurs qu'aux endroits déterminés par le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

g) nul ne doit chasser dans la réserve;

h) le ministre peut limiter le nombre de pêcheurs qui pêchent simultanément;

QUE l'arrêté en conseil numéro 421, du 18 avril 1957, concernant la réserve de pêche de la rivière St-Jean soit abrogé;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

16029-0

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1128

Québec, le 13 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la chasse de la perdrix.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 8 de la Loi de la chasse (S.R.Q. 1964, chapitre 202), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier les périodes de chasse des différentes espèces de perdrix;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

Qu'il soit défendu de chasser la gelinotte-huppée, la gelinotte à queue fine et la perdrix européenne, du 28 novembre d'une année au 9 septembre suivant, ces deux jours compris;

Qu'il soit défendu de chasser le tetras des savannes:

a) dans la zone O, du 28 novembre d'une année au 31 août suivant, ces deux jours compris;

THAT the following sections of the reserve be constituted as a sanctuary where all fishing is forbidden:

- (a) the entire branch of the St. John River;
- (b) the entire "ruisseau sauvage";
- (c) the part of the St. John River situated between the mouth of the outlet of Lake Ross and a line in a southerly direction originating at the gate of camp No. 3, which is situated a little to the east of the line between blocks 57 and 58 of the township of York;
- (d) the part of the St. John River situated between the point the farthest up-stream from the bed of "ruisseau sauvage" for the one part, and the source of the main branch of the St. John River for the other part;

THAT the following regulation apply in this reserve:

(a) definition: in this regulation, the expression "surface fly fishing" means "surface fly fishing" as defined by section 2 of the Quebec Fishery Regulations;

(b) no one may have in his possession on the reserve, fishing tackle other than that necessary for "surface fly fishing";

(c) no one may fish on the reserve unless he is the bearer of a special permit issued by the Minister of Tourism, Fish and Game;

(d) no one may have fishing gear in his possession on the reserve unless he is the bearer of a permit mentioned in paragraph "c" of the present section;

(e) no one may camp on the reserve;

(f) no one may fish in places other than those determined by the Minister of Tourism, Fish and Game;

(g) no one may hunt on the reserve;

(h) the Minister may limit the number of people fishing at one time;

THAT Order in Council number 421, dated April 18, 1957, concerning the Fish Reserve of the St. John River be repealed;

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

16029

JACQUES PRÉMONT,
Clerk the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1128

Québec, July 13, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING partridge hunting.

WHEREAS pursuant to section 8 of the Game Act (R.S.Q. 1964, chapter 202), the Lieutenant-Governor in Council may amend, by regulation, the hunting seasons for various species of partridge;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT it be forbidden to hunt ruffed grouse, sharp-tailed grouse and gray partridge from November 28 of one year to September 9 of the following years, these two days inclusive;

THAT it be forbidden to hunt spruce grouse:

(a) in zone O, from November 28 of one year to August 31 of the following year, these two days included;

b) dans le reste de la province, du 28 novembre d'une année au 9 septembre suivant, ces deux jours compris;

Qu'il soit défendu de tuer ou de capturer en une journée plus de cinq de l'ensemble de ces oiseaux;

Qu'il soit défendu de posséder un plus grand nombre de l'ensemble de ces oiseaux que la capture légale de trois jours, soit quinze;

QUE la possession de ces oiseaux soit défendue, du 7 janvier jusqu'à la date d'ouverture de la saison de chasse établie par le présent règlement;

Qu'il soit défendu de chasser ces oiseaux dans les parcs, les réserves et les sanctuaires visés par des règlements à cet effet;

QUE l'arrêté en conseil numéro 806 en date du 23 avril 1965 soit abrogé;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

16029-o Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1132

Québec, le 20 juillet 1966.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

D'accord avec l'article 8 de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143):

1° QUE le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 30 septembre 1966.

2° QUE toute les sections du chapitre deuxième dudit décret, dont la durée n'a pas été prolongée par un décret d'amendement à une date ultérieure au 1^{er} août 1966, soient également prolongées et maintenues en vigueur jusqu'au 30 septembre 1966.

16018-o Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1112

Québec, le 13 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1204 du 17 juin 1964 et amendements, relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

(b) in the remainder of the Province, from November 28 of one year to September 9 of the following year, these two days included;

THAT it be forbidden to kill or capture a total of more than five of these birds per day;

THAT it be forbidden to have in one's possession a greater number of said birds than the legal catch for three days, that is, fifteen;

THAT the possession of these birds be forbidden from January 7 until the date of opening of the hunting season established by this regulation;

THAT it be forbidden to hunt these birds in parks, reserves and sanctuaries mentioned in regulations to this effect;

THAT Order in Council number 806, dated April 23, 1965, be repealed;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

16029 JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1132

Québec, July 20, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Construction industry and trades in the Montreal district.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

In pursuance of section 8 of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143):

1. That decree number 613 of April 6, 1962 and amendments (Construction industry and trades in the Montreal district) be extended until September 30, 1966.

2. THAT all the sections of Chapter Two of the said decree whose term was not extended by an amendment decree prior to August 1, 1966, be equally extended and kept in force until September 30, 1966.

16018-o JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1112

Québec, July 13, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men and Boys' Shirt Industry in the Province (made binding by decree number 1204 of June 17, 1964 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 mai 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail: QUE ledit décret, numéro 1204, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe « d » de l'article 3.06 est remplacé par le suivant:

« d) Tout travail exécuté par un salarié de quelque équipe que ce soit, en dehors des heures normales de sa propre équipe, doit être rémunéré à raison de ses gains normaux et de tous montants additionnels, majorés de 50% »

2° L'article 4 est remplacé par le suivant:

« Article 4. Travail supplémentaire: Si un employeur fait travailler un salarié en dehors des heures normales mentionnées aux articles 3.01 et 3.03, il doit verser audit salarié ses gains normaux et tous montants additionnels, majorés de 50% »

3° L'article 5.05 est remplacé par le suivant:

« 5.05. Le terme « ouvriers non spécialisés » désigne ceux qui exécutent les divers travaux qui se rattachent à la fabrication de tout vêtement assujéti au présent décret, tels que la distribution des paquets de marchandise aux opérateurs, aux presseurs ou aux examinateurs, ou encore le numérotage, l'empaquetage, l'enveloppement, l'emballage, l'expédition, ainsi que les aides contremaîtresses et les autres salariés dont le métier n'est pas défini dans le présent article, qui exécutent une opération ou un travail visé par le champ d'application industriel du décret. »

4° Le terme « ouvriers généraux » est remplacé par « ouvriers non spécialisés » partout où il apparaît dans le décret.

5° À l'article 7, le mot « minimaux » mentionné dans le titre, est biffé.

6° À l'article 7.12, les mots « gains réguliers » sont remplacés par les mots « gains normaux ».

7° À l'article 7.13, l'alinéa suivant est ajouté:

« L'expérience acquise pour l'une quelconque des opérations prévues à l'article 7.02 est cumulative aussi bien que celle qui est prévue aux articles 7.05 et 7.06 »

8° À l'article 11.04, le troisième paragraphe est remplacé par le suivant:

« Cette moyenne est établie tous les trois (3) mois en commençant le 1er janvier de chaque année. Chaque employeur doit fournir les listes des gains horaires moyens au Comité paritaire au plus tard le 31 janvier pour les mois d'octobre, novembre et décembre précédents, le 30 avril pour les mois de janvier, février et mars précédents, le 31 juillet pour les mois d'avril, mai et juin précédents et le 31 octobre pour les mois de juillet, août et septembre précédents, sur des formules mises à sa disposition par le comité paritaire. »

9° L'article 11.06 est remplacé par le suivant:

« 11.06. Rémunération du travail les jours fériés: Si un employeur fait travailler un salarié un jour férié ou le dimanche, il doit verser audit salarié ses gains normaux et tous les montants additionnels, le tout majoré de 100%, en plus de l'indemnité de jours fériés établie ci-dessus. »

10° L'article 13 est remplacé par le suivant:

« Article 13. Travail à domicile: Nul ne peut donner, pour être exécuté à domicile, du travail

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette* of May 21, 1966;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 1204 be amended as follows:

1. Subsection "d" of article 3.06 is replaced by the following:

"(d) Any work done by employees of any shift over and above the regular hours herein stipulated for their own shift shall be remunerated at their regular wage rate and all additional amounts, plus one half."

2. Article 4 is superseded by the following:

"Article 4. Overtime: Should an employer have work done by an employee over and above the standard hours outlined in articles 3.01 and 3.03, he shall pay the said employee his regular earnings and all additional amounts, plus one half."

3. Article 5.05 is replaced by the following:

"5.05. The term "unskilled worker" applies to those actually performing miscellaneous factory work incidental to the manufacture of all garments subject to this decree, for example: carrying bundles of merchandise to operators, pressers or to examiners; stamping, bundling, packing, wrapping and shipping. The term also applies to foreladies' helpers and any other employees whose craft is not defined in the present article and who carry out an operation or work covered by the industrial jurisdiction of the decree."

4. The term "general hand" is superseded by the term "unskilled worker" throughout the entire decree.

5. In article 7, the word "minimum" is deleted in the heading.

6. In the French version of article 7.12, the words "gains réguliers" is superseded by the words "gains normaux".

7. The following paragraph is added to article 7.13:

"Experience acquired in any operation covered by article 7.02 is cumulative just as the experience acquired in any operation covered by articles 7.05 and 7.06"

8. In article 11.04, the third subsection is superseded by the following:

"This average is established every three (3) months beginning January 1 of each year. On forms supplied by the Parity Committee each employer must supply lists of the average hourly earnings to the Parity Committee no later than January 31st for the preceding October, November and December; no later than April 30th for the preceding January, February and March; no later than July 31st for the preceding April, May and June and no later than October 31st for the preceding July, August and September."

9. Article 11.06 is replaced by the following:

"11.06. Payment for work on general holidays: Should an employer have his employees work on any general holiday or any Sunday, they shall be paid twice their regular earnings plus twice all additional amounts, in addition to payment for paid holidays as herein provided."

10. Article 13 is superseded by the following:

"Article 13. Home work: No one shall give work to be performed at home on garments

sur des vêtements assujettis au présent décret, ni ne peut exécuter à domicile, soit à titre d'artisan, soit à titre de salarié, du travail assujetti au présent décret.»

11° La dernière phrase de l'article 14 est biffée.

12° A l'article 18 (*Registre pour travail à la pièce*), le deuxième paragraphe est remplacé par le suivant:

« Le registre et les documents établissant le nombre de pièces fabriquées ainsi que le taux à la pièce demeurent entre les mains de l'employeur, pour être gardés en tout temps à ses bureaux, durant une période d'au moins douze (12) mois, et doivent être disponibles en tout temps pour inspection par l'administrateur du comité paritaire ou ses représentants dûment autorisés.»

Le Greffier du Conseil Exécutif,

16018-0

JACQUES PRÉMONT.

coming under the jurisdiction of this decree, nor shall any one, whether as an artisan or as an employee, carry out, at home, work covered by this decree."

11. The last sentence of article 14 is deleted.

12. The second subsection of article 18 (*Piece-work records*) is superseded by the following:

"The records and documents establishing the piece-work rates and the number of pieces worked shall be maintained by the employer and kept on his premises at all times for a period of at least twelve (12) months. Such records and documents shall always be available for inspection by the administrator of the Parity Committee or by his duly-authorized representatives."

JACQUES PRÉMONT,

16018-0

Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1134

Québec, le 20 juillet 1966.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la Section « F » (Refrigeration) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section « F » (Refrigeration) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de remplacer ladite Section « F » par la suivante;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 juin 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite Section « F » (Refrigeration), dudit décret numéro 613, soit remplacée par la suivante:

« SECTION « F »

*Dispositions particulières
concernant les installations de réfrigération*

Article 1. Champ d'application professionnel:
a) La présente section s'applique à tout travail normalement effectué par des apprentis, des frigoristes débutants (compagnons juniors) et par des compagnons frigoristes, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'atelier, pour l'installation, la réparation ou le service de tout appareil de réfrigération industrielle, commerciale ou domestique, ou appareil de refroidissement d'une capacité de un quart de horsepower ou plus dans le champ d'application territorial ci-haut mentionné.

La présente disposition comprend la mise en place, l'installation, le service et la réparation de tous les évaporateurs (refroidisseurs) serpentinés, refroidisseurs, condenseurs, tours de refroidissement d'eau, receveurs, compresseurs, pompes, accessoires et tous les tuyaux de raccordement.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1134

Québec, July 20, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to Section "F" (Refrigeration) of the decree respecting the construction industry and trades in the Montreal district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement made binding by Section "F" (Refrigeration) of decree number 613 of April 6, 1962 and amendments (Construction industry and trades in the Montreal district), have petitioned the Minister of Labour to supersede said Section "F" by the following:

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette*, of June 11, 1966;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Section "F" (Refrigeration) of said decree number 613 be replaced by the following:

"SECTION "F"

*Special provisions covering
refrigeration installations*

Article 1. Professional jurisdiction: (a) This section shall apply to all work normally done by apprentices, journeymen or junior mechanics, whether inside or outside the shop, for the installation, repair or service of all industrial, commercial or domestic refrigeration or cooling apparatus of one quarter horse power or more, within the territorial jurisdiction hereinabove mentioned.

This provision includes the setting, installation, service and repair of all evaporators (coolers), coolers, condensers, cooling towers, receivers, compressors, pumps, accessories and all interconnecting pipes.

b) Un entrepreneur est défini suivant l'article 2 de la Loi des mécaniciens en tuyauterie, (chapitre 154, S.R.Q. 1964 et amendements).

Article 2. Qualifications des salariés: a) Apprentis et apprentissage: La période d'apprentissage dans l'industrie est de 4 ans, conformément aux dispositions de la Loi des mécaniciens en tuyauterie de la province de Québec (chap. 154 R.S.Q. 1964) et des règlements en exécution de ladite loi.

b) Les parties contractantes conviennent de la nécessité d'avoir un système convenable de formation des apprentis afin de répondre aux besoins et aux exigences du métier. Elles doivent voir au fonctionnement, sous l'autorité du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de la région de Montréal, du Comité mixte d'examen des apprentis, qui existe présentement, sur une base paritaire d'employeurs et de salariés.

c) Chaque apprenti, à la fin d'une année d'apprentissage (2,000 heures de travail) que ce soit sa 1^{re}, sa 2^e, sa 3^e ou sa 4^e année, doit se présenter au Comité mixte d'examen des apprentis et passer un examen satisfaisant avant d'être classifié pour l'année suivante et avoir droit au taux de salaire applicable. En cas d'échec à son examen, il doit attendre pendant un mois avant de se présenter à l'examen suivant. Le Comité mixte d'examen des apprentis fera rapport au Bureau des Examineurs en Tuyauterie du Ministère du Travail, ainsi qu'à l'employeur, du résultat de l'examen de chaque apprenti. Tout apprenti qui devient frigoriste débutant ou compagnon frigoriste après l'entrée en vigueur de la présente section, doit, afin de pouvoir travailler dans le métier, avoir réussi de façon satisfaisante les examens de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e années tel que le stipule le présent paragraphe.

d) L'employeur doit se conformer à l'article 28 de la Loi des mécaniciens en tuyauterie pour ce qui a trait à la proportion des apprentis par rapport aux frigoristes.

Article 3. Frigoristes: a) Frigoriste débutant: Ce terme désigne tout salarié qui a acquis le titre de frigoriste (mécanicien) en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie de la province de Québec. Un frigoriste doit travailler en qualité de frigoriste débutant pendant une période d'une (1) année.

b) *Compagnon frigoriste:* Ce terme désigne tout salarié qui a été employé pendant au moins cinq (5) ans, conformément aux dispositions de la Loi des mécaniciens en tuyauterie de la province de Québec et est détenteur de la licence nécessaire.

c) 1. Un entrepreneur qui a trois (3) compagnons frigoristes à son emploi effectuant normalement du travail régi par la présente section a droit d'embaucher un frigoriste débutant de plus, et s'il a cinq (5) compagnons à son emploi, il a le droit d'embaucher un deuxième (2^e) frigoriste débutant.

2. Conformément à l'alinéa précédent, un entrepreneur peut embaucher un frigoriste débutant par chaque groupe de cinq (5) frigoristes supplémentaires à son emploi.

3. Aux fins du présent paragraphe (c), on ne doit pas tenir compte d'un frigoriste qui est affecté normalement aux ventes.

Article 4. Durée du travail: a) La semaine normale de travail est de quarante (40) heures réparties sur cinq (5) jours de huit (8) heures du lundi au vendredi inclusivement. Les heures de la journée normale sont étalées de 8 h du matin à 5 h de l'après-midi.

(b) A contractor is defined as in section 2 of the Pipe-Mechanics Act (R.S.Q. 1964, chapter 154 and amendments).

Article 2. Workmen qualifications: (a) Apprentices and apprenticeship: The period of apprenticeship in the industry shall be four (4) years, as set forth in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1964, Chapter 154 and in by-laws enacted under the said Act.

(b) The contracting parties recognize the necessity of an adequate apprentice training system to meet the needs and requirements of the trade. The contracting parties shall keep in operation, under the authority of the Construction Industry Joint Committee of the Region of Montreal, the existing Refrigeration Apprentice Joint Committee Examining Board on a parity basis of employers and employees.

(c) Every apprentice, at the end of a year's apprenticeship (2,000 hours of work), whether it be the first, second, third or fourth year, shall report to the Joint Apprenticeship Committee and satisfactorily pass an examination before being classified into the next year and be entitled to the applicable wage rate. In the case of failure in his examination, he shall be given a one month waiting period before his next examination. The apprenticeship committee will report the results of examination of each apprentice to the Board of Examiners of Pipe Mechanics of the Labour Department, and to his employer. Every apprentice becoming a junior or senior mechanic after the coming into force of this section, shall in order to work in the trade have satisfactorily passed the first, second, third and fourth year examinations as set forth in this subsection.

(d) For the ratio of apprentices per mechanic, the employer shall conform to section 28 of the Pipe-Mechanics Act.

Article 3. Mechanics: (a) Junior refrigeration mechanic: A junior refrigeration mechanic designates any employee who has qualified as a mechanic under the Pipe-Mechanics Act. He shall serve as a junior mechanic for one year.

(b) *Journeyman refrigeration mechanic:* This term designates any employee who has served at least five (5) years, in conformity with the provisions of the Pipe Mechanics Act and holds the licence required.

(c) 1. A contractor employing three (3) journeymen mechanics, normally doing the work covered by this section, shall be entitled to hire one (1) junior mechanic. When employing five (5) journeymen, he shall be entitled to hire a second junior mechanic.

2. According to the preceding paragraph, a contractor may have one (1) junior mechanic for each subsequent five (5) journeymen in his service.

3. All journeymen mechanics usually engaged in sales work shall not be eligible to satisfy the terms of subsection "c".

Article 4: Duration of work: (a) Standard 40-hour work week shall be divided into eight (8) hours per day, between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays.

b) Si les travaux sont exécutés en dehors des limites de la ville, l'employeur peut changer les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu qu'il respecte la journée de huit (8) heures et la semaine de quarante (40) heures au taux normal.

c) Les mots « limites de la ville » partout où ils apparaissent dans la présente section, désignent le territoire décrit par la ligne suivante:

« La ligne part du fleuve Saint-Laurent, elle longe le boulevard Deux-Rivières en direction du nord, elle emprunte la 83^e avenue à la hauteur de la Rivière des Prairies, passe ensuite directement aux rues Saint-Julien et Saint-Philippe sur l'île Jésus de l'autre côté de la Rivière des Prairies, continue ensuite en ligne droite jusqu'à un point appelé « City Terrace » et Rang du Bord de l'Eau pour revenir ensuite sur l'île de Montréal et emprunter la Montée Saint-Rémi et « New Source Road » en direction du sud; elle longe le fleuve jusqu'au pont Mercier, passe le pont Mercier pour emprunter la route 9C et 9, puis la voie ferrée des Chemins de fer nationaux pour revenir jusqu'au point où le tunnel Louis-Hypolyte Lafontaine sur l'île de Montréal et longer l'île de Montréal jusqu'au point de départ du boulevard Deux-Rivières ».

Article 5. Heures supplémentaires: a) Tout travail exécuté les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi entre 5 h de l'après-midi et 10 h du soir est rémunéré au taux majoré de cinquante pour-cent (50%) et tout travail exécuté entre 10 h du soir et 8 h du matin est rémunéré au taux majoré de cent pour-cent (100%), sous réserve des exceptions mentionnées aux articles 9 et 10.

b) Tout travail exécuté les samedi et dimanche est rémunéré au taux majoré de cent pour-cent (100%), sous réserve des dispositions qui régissent le travail par postes.

c) Les dispositions relatives aux heures supplémentaires s'appliquent aussi aux ouvriers par équipes qui doivent être rémunérés au taux majoré de cinquante pour-cent (50%) pour les quatre (4) premières heures et au taux majoré de cent pour-cent (100%) par la suite.

d) Lorsqu'un salarié travaille au taux de salaire majoré de cent pour-cent (100%), il ne peut travailler de nouveau au taux normal ou au taux majoré de cinquante pour-cent (50%), selon le cas, avant d'avoir bénéficié d'une période minimale de repos de quatre (4) heures.

Article 6. Jours fériés: Les jours fériés sont: La Saint-Jean-Baptiste, le vendredi saint, la fête du travail, la fête de la Confédération, l'action de grâces, le jour de Noël et le jour de l'An. Cependant, si un salarié doit travailler l'un de ces jours, il doit être rémunéré au taux majoré de cent pour cent (100%), pourvu qu'il soit disponible pour travailler la journée normale de travail qui précède et celle qui suit ledit jour férié, sauf s'il a un motif valable d'absence.

Article 7. Indemnité de présence: Tout salarié qui se présente au travail sans avoir été avisé au moins dix-huit heures à l'avance qu'on n'avait pas besoin de ses services ou dont la durée de travail est moindre que la journée normale de travail, a droit à une indemnité minimale égale à quatre (4) heures, à moins qu'il n'ait refusé d'exécuter tout autre travail qu'on lui a demandé de faire.

Article 8. Équipes supplémentaires: a) Il n'y a pas d'heure fixe pour le commencement et la

(b) For operations carried outside the city limits, it is permissible to change the starting and finishing times so that they may concur with public transportation schedules, provided the 8-hour day and 40-hour week at straight time are respected.

(c) The words "city limits" wherever they appear in the present section, refer to the following area:

"Starting at the St-Lawrence river, following to the north, Boulevard Deux-Rivières and 83rd avenue in Rivière des Prairies; crossing the river to a point called St-Julien and St-Philippe streets on Jesus Island, in direct line to a point called "City Terrace" et Rang du Bord de l'Eau; returning back to the Island of Montreal to take Montée St-Rémi and "New Sources Road" to the south shore, then following the shore to the Mercier Bridge; crossing the bridge to take 9c and No. 9 Highway to meet the C.N.R. tracks in St-Lambert; from that point following the main C.N.R. tracks to the Louis-Hypolyte Lafontaine tunnel, returning to Montreal Island through the tunnel, then following the south shore of the Island to the starting point of Deux-Rivières Boulevard".

Article 5. Overtime: (a) All work performed on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays between 5:00 p.m. and 10:00 p.m. shall be paid at time and one half. All work performed between 10:00 p.m. and 8:00 a.m. shall be paid at double time, subject however to the exceptions mentioned in Articles 9 and 10.

(b) Subject to the provisions governing shift operations, all work performed on Saturdays and Sundays shall be paid at double time.

(c) Overtime provisions also apply to shift workers who shall be paid time and one half for the first four (4) overtime hours, and double time thereafter.

(d) Whenever an employee is working on a basis of double time, he shall not revert to a basis of single time or time and one half, where applicable, without a rest period of at least four (4) hours intervening.

Article 6. General Holidays: St. John the Baptist Day, Good Friday, Labour Day, Canada Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and New Years' Day shall be general holidays. However should an employee be required to work on any of these seven days, he shall be paid at double time provided that he is available for work on the regularly-scheduled work days immediately preceding and following the said holiday, save and except his not being available then for a good reason.

Article 7. Reporting Pay: Any workman or employee reporting for work who has not received a prior notice of at least eighteen (18) hours that his services would not be required, or when the duration of work is less than the regular work day, shall be entitled to a minimum of four (4) hours' pay unless he refuses to do other work required of him.

Article 8. Extra shifts: (a) When extra shifts of workmen are employed there shall be no

cessation du travail pour quelque équipe que ce soit lorsque l'employeur a recours à des équipes supplémentaires. Ces derniers ne doivent pas, toutefois, faire plus de huit (8) heures par jour et plus de quarante (40) heures par semaine du lundi au vendredi.

b) Les équipes supplémentaires qui travaillent de 4 h 30 de l'après-midi à minuit, doivent recevoir une prime de 15¢ l'heure en sus du taux normal.

c) La prime pour le travail par postes exécuté entre minuit et 8 h du matin est de 25¢ l'heure en sus du taux normal.

d) Aux fins de la présente section, le travail par postes est défini comme étant celui d'une ou de plusieurs équipes qui travaillent au moins deux (2) journées ouvrables consécutives d'une durée minimale de huit (8) heures chacune. L'employeur a toute discrétion pour organiser le travail par postes.

Article 9. Service à la clientèle: L'employeur peut exiger d'un salarié qu'il travaille en dehors des heures normales de travail pour le service à la clientèle; il doit alors le rémunérer de la façon suivante pourvu que ce dernier parte dans la demi-heure qui suit la réception de l'appel:

a) Du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés, le plus élevé des deux montants suivants, soit: une demi-heure par jour au taux normal si l'ouvrier est de garde, ou taux majoré de cinquante pour-cent (50%) pour le travail effectué avant 11 h du soir et salaire majoré de cent pour-cent (100%) pour le travail effectué après 11 h du soir.

b) Les samedis, dimanches et jours fériés, le plus élevé des deux montants suivants, soit: deux (2) heures par jour au taux normal si l'ouvrier est de service, ou taux majoré de cent pour-cent (100%) pour les heures travaillées.

Article 10. Taux de salaire:

a) Compagnon — Journeymen	\$3.50	\$3.75	\$4.10	\$4.30	\$4.55
Frigoriste débutant — Junior Mechanics	80% du salaire du compagnon — of the journeyman's rate				
Apprenti — Apprentice:					
4e année — 4th year	70% du salaire du compagnon — of the journeyman's rate				
3e année — 3rd year	60% du salaire du compagnon — of the journeyman's rate				
2e année — 2nd year	50% du salaire du compagnon — of the journeyman's rate				
1re année — 1st year	40% du salaire du compagnon — of the journeyman's rate				

b) Tout compagnon qui dirige quatre (4) compagnons ou plus, doit recevoir une prime de 40¢ l'heure en sus du taux horaire normal du compagnon.

Article 11. Paiement du salaire: a) le salaire doit être payé en espèces ou par chèque à chaque semaine.

b) Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe de paie, le chèque ou sur un bulletin de paie distinct:

- le nom de l'employeur,
- les nom et prénoms du salarié,
- l'emploi occupé par le salarié,
- la date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement,
- le nombre d'heures normales,
- le nombre d'heures majorées,
- le taux horaire du salaire,
- le montant du salaire brut,
- la nature et le montant des retenues opérées,
- le montant du salaire net versé au salarié.

c) Si le paiement est fait par chèque, ce dernier doit être négociable sur demande à sa face

specified hours of starting and finishing for any shift. They shall not however, work beyond the 8-hour day and 40-hour week, Monday to Friday.

(b) Extra shifts of workmen, working from 4:30 p.m. to 12:00 (midnight), shall receive fifteen cents (15¢) an hour above the regular rate.

(c) the premium for shift work performed between 12:00 p.m. (midnight) and 8:00 a.m. shall be twenty-five cents (25¢) an hour above the regular rate.

(d) For the purpose of this section, shift work is defined as that of one or more crews who work at least two (2) consecutive working days, of at least eight (8) hours each. Shift work may be performed at the employer's option.

Article 9. Stand-by time: The employer may require that the employee perform service work outside the regular working hours. He shall pay the employee as follows (providing the man is on his way within half an hour after receiving the call):

(a) Monday through Friday, except general holidays, one-half hour per day at straight time when on stand-by, or time and one half for hours worked before 11:00 p.m. and double time for hours worked after 11:00 p.m.

(b) Saturdays, Sundays and general holidays: two hours per day at straight time when on stand-by, or double time for hours worked.

Article 10. Wage rates:

Oct.	Apr.	Apr.	Oct.
1/66	1/67	1/68	1/68

(b) Any journeyman in charge of four (4) or more other journeymen shall receive forty (40) cents an hour over and above the journeyman's hourly rate.

Article 11. Payment of wages: (a) Wages shall be paid weekly, in cash or by cheque.

(b) The following particulars shall be listed on the pay envelope, the cheque or on a separate earnings statement:

- employer's name,
- employee's name and surname,
- employee's occupation,
- payment date and work periods corresponding thereto,
- number of regular hours,
- number of overtime hours,
- hourly wage rate,
- gross amount of wages,
- type and amount of deductions made,
- amount of employee's take-home pay.

(c) When payment is made by cheque, such cheque should be negotiable at par, be given to

même, sans frais ou escompte. L'employeur doit remettre le chèque au salarié au plus tard le jeudi à 4 h 30 de l'après-midi pourvu que les feuilles de temps soient entrées à temps; le salarié peut exiger un reçu pour ses feuilles de temps. L'employeur peut expédier le chèque par la poste pourvu que ce dernier soit délivré à la résidence du salarié au plus tard le jeudi de chaque semaine à 4 h 30 de l'après-midi.

La cueillette ou la livraison de la paie sont au frais de l'employeur.

Article 12. Frais de transport et temps de déplacement: a) Le temps de déplacement dans les limites de la ville pour les travaux régis par la présente section, y compris la cueillette et la livraison, est considéré du temps effectif de travail.

b) Le temps de déplacement jusqu'au premier arrêt prévu et à partir du dernier arrêt prévu chaque jour dans les limites de la ville n'est pas rémunéré.

c) Lorsqu'on demande à un salarié de se rendre sur un chantier en dehors des limites de la ville, son temps de déplacement à partir des limites de la ville et pour y retourner lui est rémunéré au taux normal pourvu que cela n'excède pas huit (8) heures par jour.

d) L'employeur doit payer les frais de voyage au-delà des limites de la ville.

e) L'employeur doit aussi assumer le prix de la chambre et de la pension dans le cas des travaux éloignés des limites de la ville et du domicile du salarié. Le minimum pour la chambre et la pension doit être le coût d'hébergement dans un hôtel commercial.

Article 13. Sécurité sociale: a) *Indemnités de congés et de jours fériés:* L'indemnité de congés payés est de six pour-cent (6%) et l'indemnité des jours fériés est de un pour-cent (1%) pour un total de sept pour-cent (7%) pour toutes les heures faites chaque semaine et calculées au taux normal du salaire.

b) *Régime de pension - Assurance-vie:* Le régime contributif de bien-être actuel (5¢ l'heure par l'employeur - 5¢ l'heure par le salarié) sera maintenu.

c) *Régime d'assurance santé et salaire:* A partir du 1er janvier 1967, l'employeur contribuera 5¢ l'heure et déduira 5¢ l'heure des gages de l'employé, et il remettra ces montants aux autorités compétentes.

Article 14. Congédiement: Lorsqu'un salarié est congédié, tout le salaire gagné devient dû et exigible à la prochaine journée normale de paie.

Article 15. Artisan: L'entrepreneur artisan et le frigoriste qui effectuent eux-mêmes l'un des travaux visés par le champ d'application industriel de l'article I sont considérés comme salariés; le taux horaire doit alors être au moins égal à cent dix pour-cent (110%) du taux fixé pour le compagnon frigoriste.

Article 16. Compétence: a) L'employeur peut porter plainte au Comité mixte d'examen des apprentis si un salarié qui travaille sans surveillance immédiate, exécute son travail incorrectement à cause de son incompétence évidente, et son insouciance ou de sa négligence délibérée.

b) Tout salarié doit prendre soin d'une manière raisonnable et consciencieuse des outils et de l'équipement que l'employeur lui confie afin de les protéger contre toute perte, dommage ou vol. Si un salarié contrevient à la présente disposition, l'employeur peut porter plainte au Comité mixte d'examen des apprentis.

the employee by at least 4:30 p.m. on Thursdays, provided time sheets are turned in on time. An employee may request a receipt for his time sheets. The employer may mail out the cheque provided that it reaches the employee's home by at least 4:30 p.m. every Thursday.

Pay pick-up and delivery is to be paid by the employer.

Article 12. Travelling time and expenses: (a) Travelling time within the city limits for operations covered by this section, including pick-up and delivery, shall be considered as working time.

(b) Travelling time to the first scheduled stop and from the last scheduled stop each day in the city limits will not be paid.

(c) When an employee is sent to a job outside the city limits his travelling time from such limits and back will be paid at straight time, provided it does not exceed eight (8) hours a day.

(d) The cost of transportation beyond the city limits shall be paid by the employer.

(e) The employer shall also assume the cost of room and board in the case of operations distant from the city limits and the employee's home. The minimum room and board shall equal the commercial hotel room accommodation cost.

Article 13. Social security: (a) *Vacation Pay - Paid Holidays:* Vacation Pay is 6% and Paid Holidays 1%, for a total of 7% on all hours worked each week, calculated on a straight-time basis.

(b) *Pension - Life Insurance Plan:* The present contributory welfare plan (5¢ per hour by employer - 5¢ per hour by employee) will be maintained.

(c) *Health - Salary Insurance Plan:* As of January 1, 1967, employers will contribute 5¢ per hour, will deduct 5¢ an hour from each employee's wages, and will remit these combined contributions to the proper authorities.

Article 14. Dismissal: If an employee is dismissed, all accrued wages shall be due and payable on the next regular pay day.

Article 15. Artisan: Artisan-contractors and mechanics themselves carrying out any one of the operations mentioned in the professional jurisdiction of Article 1 shall be considered as an employee; their hourly rates shall be fixed at a minimum of 110% (one hundred ten percent) over and above the rate prescribed for the journeyman mechanic.

Article 16 Competency: (a) When an employee, working without direct supervision, does work improperly due to his obvious incompetence, carelessness or wilful neglect, the employer may lodge a complaint with the Refrigeration Joint Apprenticeship Committee.

(b) An employee will use reasonable and thoughtful care to protect the employer's tools and equipment against loss, damage or theft when they are entrusted to him. Should an employee contravene the above provision, the employer may lodge a complaint with the Refrigeration Joint Apprenticeship Committee.

c) Le Comité mixte d'examen des apprentis doit faire enquête immédiatement sur tous les faits énumérés dans toute plainte écrite qu'il reçoit et faire rapport de ses constatations aux employeurs, aux salariés et aux parties contractantes. Il n'y a pas lieu à enquête s'il s'agit d'une plainte verbale.

Article 17. Sous-traitance: L'employeur ne doit permettre à aucun salarié d'exécuter pour lui du travail à la pièce, à prix forfaitaire ou sous toute autre forme de sous-contrat.

Article 18. Validité des articles: Si une section ou un article de la présente Section contrevient à une loi ou une ordonnance fédérale ou provinciale ou à un règlement municipal, seul cet article ou cette section devient nul et non-avenue. Les parties doivent alors le biffer ou le modifier au besoin pour se conformer aux dispositions de la loi.

Article 19. Interdiction de grève ou de « lock-out ». Les parties conviennent de ne pas recourir à la grève ou au « lock-out » pendant la durée de la présente section.

Article 20. Durée: La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre l'Association de la Construction de Montréal (Sous-section de la réfrigération) et la « United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe-Fitting Industry of the United States and Canada, local 796 »).

Note explicative: Les appellations de certains métiers ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes. Afin d'éviter toute confusion, on a placé, entre parenthèses, le terme utilisé jusqu'à maintenant.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour les dits métiers qui ont une autre appellation dans le présent décret, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

16018-0

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif
Numéro 1135

Québec, le 20 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoires les dispositions d'une nouvelle convention de travail intervenue entre elles;

(c) The Refrigeration Joint Apprenticeship Committee shall make an immediate investigation of all the facts pertaining to the complaints, and shall make reports of its findings to the employers, employees and contracting parties. Only written complaints will be investigated.

Article 17. Sub-contracting: No employer shall permit any employee to perform work for him on a piece-work basis, lumpsum basis, or any type of sub-contract basis whatsoever.

Article 18. Separability: Should any article or section of this agreement be found to conflict with any Federal, Provincial, Municipal law or ordinance, such article or section only shall be null and void. The parties shall then amend it or rescind it as required to comply with the provisions of the law.

Article 19. No strike, No Lock-out: For the duration of this section, the parties agree to never have recourse to strikes or lock-outs.

Article 20. Term: This section remains in force until March 31, 1969.

(This section makes binding certain provisions of a collective labour agreement entered into between the Montreal Construction Association (Refrigeration Sub-section) and the United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe-Fitting Industry of the United States and Canada, local 796).

Explanatory note: The names of certain trades have been modified in the French text of this Order in Council, solely to make them consistent with the internationally-accepted French terminology. The English nomenclature remains unchanged. In order to avoid confusion, the terms which had been in use until now have been placed between brackets.

Substitution of the new terms for the old does not affect any vested rights or current interests. In particular, it does not prevent the application of new wage rates for such trades which have another name in this decree; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use."

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

16018-0

Order in Council
Executive Council Chamber
Number 1135

Québec, July 20, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the construction industry and trades in the Montreal district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the construction industry and trades in the Montreal district (made binding by decree number 613 of April 6, 1962 and amendments), have petitioned the Minister of Labour to make binding the provisions of a new collective labour agreement entered into between them;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 juin 1966;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de rendre immédiatement obligatoires les dispositions suivantes de ladite convention;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 613, soit modifié comme suit:

1^o Les articles 2 et 3 sont remplacés par les suivants:

« Article 2: Ce décret s'applique à tous les travaux de construction, de génie et de bâtiment et à toutes réparations et démolitions, y compris l'installation d'ascenseurs et la construction de générateurs de vapeur, de bouilloires et de réservoirs.

Il régit tout travail exécuté sur les lieux de tout contrat, qu'il soit fait dans un enclos séparé pour cette fin ou non ou dans un bâtiment subissant des réparations, rénovations ou additions.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, de décret régit de plus, toutes les opérations effectuées sur les lieux d'un contrat par des grues ou par tout autre appareil participant au levage, à l'enfouissement ou à la mise en place des matériaux.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, il s'applique également à tous travaux de construction de ponts, tunnels, viaducs et voies élevées ou en dépression.

Dans les limites de l'île de Montréal, le décret s'applique aussi à la construction de routes.»

« Article 3: Exemptions: Le décret ne s'applique cependant pas:

a) Aux opérations de camionnage visées par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et ses amendements, à l'exception des chauffeurs de camion employés directement par un entrepreneur en construction pour son propre service.

b) Aux travaux d'installation et de réparation d'ameublement de bureau non fixé de quelque façon que ce soit, s'ils sont exécutés par les salariés permanents du propriétaire ou du locataire d'un immeuble.

c) Aux cités, villes et aux corporations municipales, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien de leurs propres immeubles (mais n'incluant pas les travaux de construction ou de réfection) ou pour ce qui est des travaux de construction, de réfection ou d'entretien des systèmes d'aqueduc, d'égouts, de pavage, de trottoirs et autres travaux de même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. Cette exemption ne s'étend pas aux entrepreneurs et aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

d) Aux compagnies de chemin de fer, en ce qui concerne les travaux d'entretien ordinairement exécutés par leurs employés permanents. Toutefois, cette exemption ne s'étend pas aux entrepreneurs ou sous-entrepreneurs qui exécutent des travaux semblables.

e) Au travail de production exécuté dans les boutiques, ateliers mécanisés et fabriques.

f) Aux salariés permanents, tel que définis par la Loi des décrets de convention collective.

g) A l'industrie minière pour ce qui est des travaux exécutés aux puits de mine.

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of June 18, 1966;

WHEREAS the objections raised were duly considered in accordance with the Act;

WHEREAS it is expedient that the following provisions of the said agreement be made binding immediately;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 613 be amended as follows:

1. Articles 2 and 3 are superseded by the following:

“ Article 2: This decree applies to all construction and all engineering, construction and building operations, demolition and repairs, including the installation of elevators and the construction of steam generators, boilers and tanks.

It governs all work on the site of any contract, whether done in an enclosure set apart thereon or not, or in any building undergoing repairs, renovations or additions.

Without limiting the generality of the foregoing, this decree governs all operations, on the site of a contract, done with cranes or with any other equipment involved in the fitting, setting or burying of any materials.

Without limiting the generality of the foregoing, it governs all bridge, tunnel, viaduct, sakyway or subway construction.

In the Island of Montreal limits, the decree also covers road construction.”

“ Article 3: Exemptions: However, this agreement shall not cover:

(a) trucking operations governed by decree No. 913 of June 16, 1948 and its amendments, except for truckdrivers employed directly by a contractor for his own work;

(b) installation and repair operations carried out in connection with moveable office furniture when done by permanent employees of a building's owner or tenant;

(c) cities, towns and municipal corporations in respect of repair or maintenance work on their own buildings (but excluding construction or rebuilding), or of construction, rebuilding or maintenance work on water distribution systems, sewers, paving, sidewalks and other similar operations performed under their immediate control. This exemption does not extend to contractors or sub-contractors carrying out the same operations under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal corporations);

(d) railroad companies in respect of maintenance operations ordinarily performed by their permanent employees. However, this exemption does not extend to contractors or sub-contractors doing similar work;

(e) production work done in shops, plants and factories;

(f) permanent employees, as defined in the Collective Agreement Decrees Act;

(g) the mining industry, as regards work done in mine shafts;

h) A l'exploitation forestière ainsi qu'à l'opération des moulins à scies, à pulpe et à papier.

i) Aux salariés et aux employeurs assujettis au décret relatif à l'industrie du verre dans la région de Montréal, sans préjudice des droits concurrents des métiers auxquels le présent décret s'applique.

j) Aux entreprises de construction dont le coût total est de moins de \$25,000.00, salaires et matériaux compris, au delà d'un périmètre de dix (10) milles de rayon des limites de l'Île de Montréal.

k) Aux travaux exécutés directement par un ministère, un office ou une commission du gouvernement de la province de Québec. »

2° L'article 4 est remplacé par le suivant:

(h) logging operations and the operation of pulp, paper and saw mills.

(i) employees and employers subject to the decree respecting the Glass Industry in the Montreal region, without impairing the validity of the equal rights acquired by the trades covered by this decree;

(j) construction projects whose total cost is under \$25,000.00 (labour and materials included), beyond ten (10) miles of the perimeter of the Island of Montreal.

(k) work directly carried out by a Province of Québec department, authority or commission." »

2. Article 4 is replaced by the following:

« Article 4

Taux de salaires

Article 4

Wage rates

	Publi- cation du décret	1er oct. 1966	1er avril 1967	1er oct. 1967	1er avril 1968	1er oct. 1968
	Publi- cation of the decree	Oct. 1st 1966	Apr. 1st 1967	Oct. 1st 1967	Apr. 1st 1968	Oct. 1st 1968
Briqueleur — Bricklayer.....	\$3.40	\$3.60	\$3.85	\$4.10	\$ 4.35	\$4.35
Poseur de blocs de ciment — Cement block layer.....	3.40	3.60	3.85	4.10	4.35	4.35
Calfat — Caulker.....	2.68	2.88	3.08	3.28	3.48	3.48
Finisseur de ciment — Cement finisher.....	2.96	3.16	3.41	3.66	3.91	3.91
Charpentier, menuisier et mécanicien, — Car- penter, joiner and millwright:						
a) charpentier, menuisier — carpenter, joiner.....	3.19	3.39	3.64	3.89	4.14	4.14
b) mécanicien — millwright.....	3.40	3.60	3.85	4.10	4.35	4.40
Préposé aux malaxeurs de ciment de moins d'une verge cube — Operator of concrete mixer, less than one cubic yard.....	2.57	2.77	2.97	3.17	3.37	3.37
Chaudronnier en construction, monteur, ébar- deur, soudeur, brûleur, gréeur s'y rapportant, y compris mécanicien de générateurs de va- peur — Construction boilermaker, erector, chipper, burner, welder, rigger in connection therewith, including steam generator mech- anic.						
Aide-chaudronnier en construction, monteur, ébardeur, soudeur, brûleur, gréeur s'y rap- portant, y compris mécanicien de généra- teurs de vapeur — Helper: construction boilermaker, erector, chipper, burner, welder, rigger in connection therewith, including steam generator mechanic.						
Soudeur d'équipement lourd — Heavy equip- ment welder.....	2.80	3.00	3.25	3.50	3.75	3.75
Poseur d'isolant — Insulator.....	2.60	2.80	3.00	3.20	3.04	3.04
Mécanicien de machines lourdes de chantier — Heavy duty on-site mechanic.....	3.09	3.29	3.54	3.79	4.04	4.04
Manoeuvre — General helper (manoeuvre)...	2.75	2.95	3.15	3.35	3.55	3.55
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement) — Kettleman (flooring only)...	2.80	3.00	3.25	3.50	3.75	3.75
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer	2.52	2.72	2.92	3.12	3.32	3.32
Poseur de lattes métalliques — Lather (metal)	3.40	3.60	3.85	4.10	4.35	4.35
Poseur de lattes, bois et composition — Lather, wood and composition.....	3.01	3.21	3.46	3.71	3.96	4.01
Poseur de planchers résilients ciré et polisseur — Resilient flooring layer, waxer and polish- er.....	2.80	3.00	3.25	3.50	3.75	3.75
Aide poseur de planchers résilients, ciré et polisseur — Helper resilient flooring layer, waxer and polisher.....	2.57	2.77	2.97	3.17	3.37	3.37

« Article 4

Taux de salaires

Article 4

Wage rates

	Publi- cation du décret	1er oct. 1966	1er avril 1967	1er oct. 1967	1er avril 1968	1er oct. 1968
	Publi- cation of the decree	Oct. 1st 1966	Apr. 1st 1967	Oct. 1st 1967	Apr. 1st 1968	Oct. 1st 1968
Maçonn (pierre) y compris tailleur sur le chan- tier — Mason (stone) including cutter on the job	\$3.40	\$3.60	\$3.85	\$4.10	\$4.35	\$4.35
Poseur de planchers en mastic — Mastic floor layer	2.91	3.11	3.36	3.61	3.86	3.86
Finisseur de plancher en mastic — Mastic floor finisher	2.68	2.88	3.08	3.28	3.48	3.48
Préposé aux malaxeurs de ciment, d'une verge cube et plus — Operator of concrete mixers, one cubic yard and larger	2.91	3.11	3.36	3.61	3.86	3.86
Préposé aux pelles mécaniques, aux rétros et grues, et grues munies d'une benne à mâchoi- re ou traînante ou grues munies d'un marteau pilon, niveleuse (gradealls) et tout équipe- ment semblable sur roues ou sur chenilles d'une capacité estimée à deux verges cubes et plus — Operator of shovels, backhoes and cranes, and cranes with clamshell or dragline attachments or cranes used to drive piles, gradealls and all similar mobile or crawler equipment of a rated capacity of two cubic yards or more	3.47	3.67	3.92	4.17	4.42	4.42
— réposé aux pelles mécaniques, aux rétros et grues munies d'une benne à mâchoire ou traînante ou grues munies d'un marteau pilon, niveleuse (gradealls) et tout équipe- ment semblable sur roues ou sur chenilles d'une capacité estimée à moins de deux verges cubes — Operator of shovels, backhoes and cranes, and cranes with clamshell or dragline attachments or cranes used to drive piles, gradealls and all similar mobile or crawler equipment of a rated capacity of un- der two cubic yards	3.30	3.50	3.75	4.00	4.25	4.25
Préposé aux grues montées sur camions mobiles d'une capacité estimée à 40 tonnes ou plus — Operator of truck-mounted mobile cranes of a rated capacity of 40 tons or over	3.47	3.67	3.92	4.17	4.42	4.42
Préposé aux grues montées sur camions mobiles d'une capacité estimée à moins de 40 tonnes — Operator of truck-mounted mobile cranes of a rated capacity of under 40 tons or over	3.30	3.50	3.75	4.00	4.25	4.25
Préposé aux sonnettes de (50) chevaux ou plus pour pilotis en ciment et en tubes — Opera- tor of pile driver of 50 H.P. or over for con- crete and tube piles	3.30	3.50	3.75	4.00	4.25	4.25
Préposé aux sonnettes de moins de 50 chevaux pour pilotis en ciment et en tubes — Opera- tor of pile driver of under 50 H.P. for con- crete and tube piles	2.75	2.95	3.15	3.35	3.55	3.55
Préposé aux tracteurs, aux béliers mécaniques, aux grattoirs à roues (scrapers), aux nive- leuses, aux pelles (en tête) et en butte, aux compresseurs d'asphalte, aux machines à creuser les fossés avec mâts sur le côté ou aux extrémités, aux tracteurs à roulement pneu- matique montés d'un excavateur d'une puis- sance de 50 chevaux et plus — Operator of tractors, bulldozers, scrapers, graders, over- head and front-end loaders, asphalt roller, trenching machines, sideboom and end boom tractors, rubber tired tractors with excavat- ing attachments of 50 H.P. or over	2.99	3.19	3.44	3.69	3.94	3.94

« Article 4
Taux de salaires

Article 4
Wage rates

	Publi- cation du décret	1er oct. 1966	1er avril 1967	1er oct. 1967	1er avril 1968	1er oct. 1968
	Publi- cation of the decree	Oct. 1st 1966	Apr. 1st 1967	Oct. 1st 1967	Apr. 1st 1968	Oct. 1st 1968
Préposé aux tracteurs, aux béliers mécaniques, aux grattoirs à roues (scrapers), aux niveleuses, aux pelles (en tête) et en butte, aux compresseurs d'asphalte, aux machines à creuser les fossés avec mâts sur le côté ou aux extrémités, aux tracteurs à roulement pneumatique montés d'un excavateur d'une puissance de moins de 50 chevaux — Operator of tractors, bulldozers, scrapers, graders, overhead and front-end loaders, asphalt roller, trenching machines, sideboom and end-boom tractors, rubber tired tractors with excavating attachments of under 50 H.P.	2.75	2.95	3.15	3.35	3.55	3.55
Préposé à la grue auto-propulsée, à fonctionnement hydraulique, d'une capacité n'excédant pas (20) tonnes — Operator of self-propelled hydraulically operated crane up to twenty ton capacity.	2.80	3.00	3.25	3.50	3.75	3.75
Gréeur et finisseur - Acier de Structure — Structural Iron Worker - rigger and finisher	3.35	3.45	3.80	3.80	4.15	4.15
Préposé à tout appareil de levage vertical à tambour multiple — Operator of all vertical hoisting equipment, multiple drum.	3.09	3.29	3.54	3.79	4.04	4.40
Préposé à tout appareil de levage vertical d'une capacité de 1,000 lbs ou plus, tambour simple — Operator of all vertical hoisting equipment of 1,000 lb. capacity and over, single drum.	2.80	3.00	3.25	3.50	3.75	3.75
Préposé aux compresseurs portatifs de 210 pi. cu. à la minute ou plus ou à deux tels compresseurs ou plus de 110 pi. cu. à la minute — Operator of portable air compressors of 210 c.f.m. or over or two or more 101 c.f.m.	2.86	3.06	3.31	3.56	3.81	3.81
Préposé aux pompes à béton et à tout appareil pneumatique pour placer le béton — Operator of concrete pumps and all pneumatic concrete placing equipment.	2.91	3.11	3.36	3.61	3.86	3.86
Tireur de joints — Joint pointer.	3.30	3.50	3.75	4.00	4.25	4.25
Préposé aux pompes (avec tuyau de débit de 6" ou plus) — Operator of pumps (6" discharge or over).	2.80	3.00	3.25	3.50	3.75	3.75
Mécanicien de brûleurs à l'huile, classe « A » — Oil burner mechanic, Class "A"	3.19	3.39	3.64	3.89	4.14	4.14
Mécanicien de brûleurs à l'huile, classe « B » — Oil burner mechanic, Class "B"	2.91	3.11	3.36	3.61	3.86	3.86
Peintre - Painter:						
a) décorateur, quel que soit l'outil utilisé — decorator, irrespective of tools used.	3.09	3.29	3.54	3.79	4.04	4.04
b) employant un pistolet ou bien un rouleau d'une largeur supérieure à 9" ou muni d'un manche d'une longueur supérieur à 18" — Using spray, or roller wider than 9" or with handle longer than 18"	3.19	3.39	3.64	3.89	4.14	4.14
Acier structural et ulochers — iron or steeple jack work.	3.19	3.39	3.64	3.89	4.14	4.14
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector.	2.86	3.06	3.31	3.56	3.81	3.91
Poseur de planchers de bois franc — Hardwood floor layer.			3.25	3.50	3.75	4.14
Poseur de Pilotis — Pile setter.	2.80	3.00	3.25	3.50	3.75	3.75
Couvreur, membrane rapportée et couverture à rouleau (asphalte et gravier) — Roofer, builtup membrane and roll roofings (asphalt and gravel).	2.96	3.16	3.41	3.66	3.91	3.91

« Article 4

Taux de salaires

Article 4

Wage rates

	Publi- cation du décret	1er oct.	1er avril	1er oct.	1er avril	1er oct.
		1966	1967	1967	1968	1968
	Publi- cation of the decree	Oct. 1st 1966	Apr. 1st 1967	Oct. 1st 1967	Apr. 1st 1968	Oct. 1st 1968
Préposé aux bouilloires — Kettlemen.....	\$2.68	\$2.88	\$3.08	\$3.28	\$3.48	\$3.48
Poseur de métal en feuilles, couvreur — Sheet metal worker, roofer.....	3.19	3.39	3.64	3.89	4.14	4.34
Soudeur de métal en feuilles — Sheet metal welder.....	3.19	3.39	3.64	3.89	4.14	4.34
Steeplejack.....	3.19	3.39	3.64	3.89	4.14	4.14
Mécanicien de générateurs à vapeur et à eau chaude (surface horizontale de 20 pieds) — Steam and hot water generator mechanic (horizontal heating surface, 20 feet).....	2.96	3.16	3.41	3.66	3.91	3.91
Aide à l'employé précédent — Helper to above	2.68	2.88	3.08	3.28	3.48	3.48
Chauffeur de camionnette — Pick-up truck driver.....	2.57	2.77	2.97	3.17	3.37	3.37
Chauffeur de camion à boîte conventionnelle — Stockbody truck driver.....	2.57	2.77	2.97	3.17	3.37	3.37
Chauffeur de camion citerne (pour combusti- ble, carburant ou lubrifiant) — Fuel or lu- bricant tanker drive.....	2.63	2.83	3.03	3.23	3.43	3.43
Chauffeur d'un camion à benne basculante sur essieu simple arrière, et d'une capacité esti- mée de 10 tonnes et moins — Single rear axle dump truck up to 10 tons rated capa- city, driver.....	2.57	2.77	2.97	3.17	3.37	3.37
Chauffeur d'un camion à benne basculante sur essieu double arrière, et d'une capacité esti- mée de 10 tonnes et moins — Tandem rear axle dump truck up to 10 tons rated capa- city, driver.....	2.57	2.77	2.97	3.17	3.37	3.37
Chauffeur d'un camion à benne basculante sur essieu simple arrière et d'une capacité esti- mée de plus de 10 tonnes — Single rear axle dump truck over 10 tons rated capacity, driver.....	2.57	2.77	2.97	3.17	3.37	3.37
Chauffeur d'un camion à benne basculante sur essieu double arrière, et d'une capacité esti- mée de plus de 10 tonnes — Tandem rear axle dump truck over 10 tons rated capacity, driver.....	2.68	2.88	3.08	3.28	3.48	3.48
Chauffeur de camion tout-terrain — Off-High- way truck, driver.....	2.68	2.88	3.08	3.28	3.48	3.48
Chauffeur d'un camion ou préposé à un camion surmonté d'un treuil et doté d'un châssis « A », ayant une capacité de hissage de moins 5 tonnes — Winch truck with "A" frame with lifting capacity of under 5 tons, driver or operator.....	2.63	2.83	3.03	3.23	3.43	3.43
Chauffeur d'un camion ou préposé à un camion surmonté d'un treuil et doté d'un châssis « A » ayant une capacité de hissage de 5 tonnes et plus — Winch truck with "A" frame with lifting capacity of 5 tons and over, driver or operator.....	2.75	2.95	3.15	3.35	3.55	3.55
Opérateur de perforeuse motorisée montée sur rail — Operator on track-mounted self- propelled drill.....	2.80	3.00	3.25	3.50	3.75	3.75
Opérateur de grues à pylones (y compris les grues grimpantes) — Operator on tower cra- ne (including climbing cranes).....	3.30	3.50	3.75	4.00	4.25	4.25
Perforeur de roc — Rock driller.....	2.57	2.77	2.97	3.17	3.37	3.37
Plâtrier (travaux ordinaires ou travaux d'orne- mentation sur le chantier) — Plasterer (or- dinary or ornamental work on the job)....	3.40	3.60	3.85	4.10	4.35	4.35

	Par-By semaine-week	Par-By semaine-week	Par-By semaine-week
Magasinier — Storeman	\$79.00	\$83.00	\$87.00
Gardien — Watchman	74.00	78.00	82.00
Gardien — employé aussi comme chauffeur dans un ouvrage nécessitant un certificat de 4e classe — Watchman — also working as fireman, and required to hold a fourth-class certificate	83.00	87.00	91.00

3° Le premier alinéa de l'article 130 est remplacé par le suivant:

« Article 130. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969. »

16018-0 Le Greffier du Conseil Exécutif, JACQUES PRÉMONT.

3. The first paragraph of article 130 is superseded by the following:

“Article 130. *Term of the decree:* The decree remains in force until March 31, 1969.”

16018-0 JACQUES PRÉMONT, Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1114

Québec, le 13 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la section « E » (Électriciens) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section « E » (Électriciens) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à ladite Section « E »;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 mai 1966;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ladite section « E » dudit décret numéro 613 soit modifiée comme suit:

1° L'article VII-A actuel (Prestations de sécurité sociale) devient l'article XIII.

2° Tous les articles de la Section « E », sauf l'article VII-A, sont remplacés par les suivants:

« SECTION « E »

TITRE I

Champ d'application

Article 1: *Champ d'application professionnel et industriel:* La présente section s'applique: a) à tout travail d'électricité généralement effectué à l'occasion de travaux de construction, d'installation, de démolition et de réparation visés par le champ d'application professionnel du décret 613, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction de Montréal, de même qu'à toute installation électrique définie dans la Loi des électriciens et des installations électriques (chapitre 152, S.R.Q. 1964) et la Loi des maîtres électriciens de la province de Québec (chapitre 153, S.R.Q. 1964).

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1114

Québec, July 13, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to Section “E” (Electricians) of the decree respecting the Construction industry and trades in the Montréal district.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the Montréal district (made binding by Section “E” (Electricians) of decree number 613 of April 6, 1962) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to said Section “E” to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of May 21, 1966;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Section “E” of said decree number 613 be amended as follows:

1. The present article VII-A (Social security benefits) becomes article XIII.

2. All the articles in Section “E” (except article VII-A) are replaced by the following:

“SECTION “E”

TITLE I

Jurisdiction

Article 1: *Industrial and professional jurisdiction:* This section covers: (a) all electrical work done in connection with building, installation, demolition and repair work covered in the professional jurisdiction of decree number 613 (Construction industry and trades in the Montreal district), as well as any electrical installation defined in the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q. 1964, chapter 152) and the Master Electricians Act (R.S.Q. 1964, chapter 153).

b) à tout travail de construction secondaire et accessoire s'il est nécessaire et s'il se rattache au travail d'une installation électrique (alinéa « a » ci-dessus).

c) Cependant, la présente section ne s'applique pas:

1) au travail de production exécuté dans les boutiques, les ateliers mécanisés et fabriques;

2) aux salariés permanents, au sens de la Loi des décrets de convention collective;

3) aux travaux d'installation et de réparation s'ils sont exécutés par les salariés permanents du propriétaire d'un immeuble s'il est détenteur d'une licence A-2;

4) aux travaux exécutés directement par la Commission Hydro-électrique de Québec si de tels travaux ne sont pas exécutés par l'intermédiaire d'un maître électricien.

Article II: Aux fins de la présente section, les classifications énumérées ci-après désignent les salariés possédant les qualifications suivantes:

1^o *Soudeur:* Cette classification désigne un salarié qui est qualifié selon la classe « O », tel que le définit la section VA-1, article 38, paragraphe « i » du code de soudure de la Canadian Standards Association (W-47-1947).

2^o *Épisseur de câbles:* Cette classification désigne un salarié qui a la qualification de compagnon-électricien, détenteur de licence « C », conformément à l'article 21 de la Loi des Électriciens et qui possède la compétence nécessaire pour entreprendre tout travail relatif aux câbles gainés de plomb conducteurs de haut voltage et à leurs accessoires. Ce travail comprend la réalisation des joints, l'épissure, l'essai, l'étalage et la réparation de tous câbles gainés de plomb ainsi que le raccordement des têtes de câbles et de tous autres accessoires reliés à ces câbles.

3. *Compagnon-Électricien Licence « C »:* Cette classification désigne tout salarié détenteur d'une licence « C », conformément à l'article 21 de la Loi des Électriciens et des Installations Électriques de la province de Québec.

4. *Apprenti-Électricien:* Cette classification désigne tout salarié détenteur d'un carnet d'apprenti émis par le Bureau des Examineurs, en vertu de la Loi des Électriciens et des Installations Électriques et qui a préalablement satisfait aux conditions prévues à l'article XI, paragraphe « b » de la présente section.

5. *Maître-Électricien:* Cette classification désigne toute personne qui est membre en règle de la Corporation des Maîtres-Électriciens de la province de Québec, tel que le définit la Loi des Maîtres-Électriciens de la province de Québec.

6. *Maître-Électricien A-2:* Cette classification désigne tout maître-électricien, détenteur d'une licence A-2, selon la Loi des Électriciens et des Installations Électriques.

7. *Contremaître-Électricien:* Cette classification désigne tout salarié détenteur d'une licence « C », conformément à l'article 21 de la Loi des Électriciens et des Installations Électriques, et qui est effectivement chargé de la surveillance des travaux d'électricité exécutés par tous les compagnons-électriciens sur un chantier.

8. *Compagnon-junior licence « C »:* Ce terme désigne un salarié qui détient une licence « C » selon les dispositions de l'article 21 de la Loi des Électriciens et des Installations Électriques, et dont la licence « C » a été émise après le 1er juin 1965.

Le compagnon-junior (celui dont la licence « C » a été émise après le 1er juin 1965) garde cette classification pendant une période de douze

(b) all secondary and accessory construction work when it is necessary and tied in with work for an electrical installation (subsection "a" above).

(c) However, this section does not cover:

(1) production work carried out in shops, machine shops and factories;

(2) permanent employees, as defined in the Collective Agreement Decrees Act;

(3) installation and repair work when such work is carried out by the permanent employees of a building proprietor holding an A-2 licence;

(4) work directly performed by the Québec Hydro-electric Commission when such work is not done through a master-electrician.

Article II: For the purposes of this section, the classifications listed below designate employees with the following qualifications:

1. *Welder:* This classification designates an employee who is qualified under class "O" as defined in section VA-1, article 38, paragraph "i" of the Canadian Standards Association Welding Qualification Code (W-47-1947).

2. *Cable-Splicer:* This classification designates an employee classified as a Journeyman-Electrician, Licence "C", in accordance with section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act, and who is qualified to undertake any work in connection with lead-covered cables carrying high voltage and their accessories. Such work includes: the jointing, splicing, testing, bonding, tacking, and repair of lead-covered cables, as well as the fitting of potheads and other accessories connected to such cables.

3. *Journeyman-Electrician, Licence "C":* This classification designates any employee who is the holder of a "C" licence, in accordance with section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act.

4. *Apprentice-Electrician:* This classification designates any employee who holds an apprenticeship booklet issued by the Board of Examiners under the Electricians and Electrical Installations Act and who has complied with the conditions laid down in Article XI, subsection "b" of this section.

5. *Master-Electricians:* This classification designates anyone who is a member in good standing of the Corporation of Master Electricians of the Province of Québec, as defined in the Master Electricians Act.

6. *Master-Electrician, A-2:* This classification designates any master electrician who holds an A-2 licence in accordance with the Electricians and Electrical Installations Act.

7. *Electrical-Foreman:* This classification designates any employee who holds a "C" licence, in accordance with section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act, and who has the effective authority to supervise the electrical work being done by other Journeymen-Electricians on a given project.

8. *Junior-Journeyman Licence "C":* This term designates an employee who holds a "C" licence, in accordance with section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act, and whose "C" licence has been issued after June 1, 1965.

Such Junior-Journeyman (to whom a "C" licence has been issued after June 1, 1965) shall retain the classification of "Junior Journeyman"

(12) mois à compter de la date d'émission de cette première licence « C », il est classé automatiquement compagnon-électricien.

for a period of twelve (12) months from the date of issuance of his first "C" licence. He shall automatically be classified as "Journeyman Electrician".

TITRE II

Rémunération

Article III: Salaires: Les taux minimaux suivants doivent être payés:

1. Maître-électricien qu'il utilise ses outils, ou agisse en qualité de contremaître ou remplisse toutes autres fonctions de surveillance — Master-electrician using his own tools, acting as foreman or in any other supervisory capacity
2. Maître-électricien (habilitant-licence A-2) — Master-electrician (qualifying his employer, A-2 licence)
3. Contremaître-électricien détenteur de la licence « C » — Electrical foreman, "C" licence holder
4. Épisseur de câbles (compagnon-électricien, détenteur de la licence « C » travaillant comme épisseur de câbles) — Cable-splicer (journeyman-electrician, "C" licence holder, working as cable-splicer)
5. Compagnon-électricien détenteur de la licence « C » — Journeyman-Electrician, "C" licence holder
6. Soudeur — Welder
7. Compagnon-junior, licence « C » — Junior journeyman, "C" licence
8. Chauffeur de camion de service (salaire hebdomadaire) — Service truck driver, (weekly salary)

9^e *Apprentis: Les taux minimaux de salaire des apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimum payé au compagnon-électricien comme suit:*

1 ^{re} année — 1st year	40%
2 ^e me année — 2nd year	50%
3 ^e me année — 3rd year	60%
4 ^e me année — 4th year	75%

10^e *Autres classifications: Les autres sections du décret relatif aux métiers de la construction de Montréal s'appliquent s'il y a lieu.*

Le Comité Conjoint, sur recommandation du Comité d'examen prévu à l'article XI, peut, mais aux fins de rémunération seulement, accepter, retarder ou avancer la promotion d'un apprenti au cours de ses années d'apprentissage.

Le Comité Conjoint, sur rapport du Comité d'examen (Article XI), émet à l'apprenti un certificat de classification aux fins indiquées, et en avise son employeur.

Article IV: Chaque salarié est payé selon le salaire établi pour sa classification respective tel que c'est mentionné ci-haut. Toute entente ou convention qui a pour effet d'accorder à un salarié un salaire hebdomadaire ou des conditions moindres que celles qui sont mentionnées en proportion des heures travaillées sur la base du taux horaire spécifié ci-dessus, est nulle et non avenue.

Article V: Si un salarié occupe un emploi qui n'apparaît pas dans la classification établie à l'article III de la présente section, on déterminera le taux de salaire en ayant recours à la section générale du décret des métiers de la construction de Montréal.

TITLE II

Remuneration

Article III: Wages: The following minimum rates shall be paid:

<i>Mise en vigueur du décret</i>	<i>au 1^{er} Octobre 1966</i>	<i>au 1^{er} avril 1967</i>	<i>au 1^{er} octobre 1967</i>	<i>au 1^{er} avril 1968</i>	
<i>Effective date</i>	<i>As of Oct. 1, 1966</i>	<i>As of Apr. 1, 1967</i>	<i>As of Oct. 1, 1967</i>	<i>As of April 1, 1968</i>	
1. Maître-électricien qu'il utilise ses outils, ou agisse en qualité de contremaître ou remplisse toutes autres fonctions de surveillance — Master-electrician using his own tools, acting as foreman or in any other supervisory capacity	\$ 5.20	\$ 5.35	\$ 5.65	\$ 5.95	\$ 6.25
2. Maître-électricien (habilitant-licence A-2) — Master-electrician (qualifying his employer, A-2 licence)	3.75	3.90	4.20	4.50	4.80
3. Contremaître-électricien détenteur de la licence « C » — Electrical foreman, "C" licence holder	3.75	3.90	4.20	4.50	4.80
4. Épisseur de câbles (compagnon-électricien, détenteur de la licence « C » travaillant comme épisseur de câbles) — Cable-splicer (journeyman-electrician, "C" licence holder, working as cable-splicer)	3.75	3.90	4.20	4.50	4.80
5. Compagnon-électricien détenteur de la licence « C » — Journeyman-Electrician, "C" licence holder	3.50	3.65	3.95	4.25	4.55
6. Soudeur — Welder	3.50	3.65	3.95	4.25	4.55
7. Compagnon-junior, licence « C » — Junior journeyman, "C" licence	2.98	3.10	3.36	3.61	3.87
8. Chauffeur de camion de service (salaire hebdomadaire) — Service truck driver, (weekly salary)	75.00	80.00	85.00	90.00	100.00

9. *Apprentices: Apprentices' minimum wage rates are set according to the percentage of the minimum wages paid to a journeyman-electrician, as follows:*

1 ^{re} année — 1st year	40%	\$1.40	\$1.46	\$1.58	\$1.70	\$1.82
2 ^e me année — 2nd year	50%	1.75	1.83	1.98	2.13	2.28
3 ^e me année — 3rd year	60%	2.10	2.19	2.37	2.55	2.73
4 ^e me année — 4th year	75%	2.63	2.74	2.96	3.19	3.41

10. *Other classifications: Whenever possible, the other sections of the decree respecting the Montreal construction industry trades apply.*

Upon recommendation of the examining committee provided for in article XI and for remuneration purposes only, the Joint Committee may accept, delay or step up an apprentice's promotion during his apprenticeship years.

Upon the Examining Committee's report (Art. XI), the Joint Committee may issue a classification certificate for the abovementioned purposes in favour of the apprentice and advise his employer thereof.

Article IV: Every employee is paid according to the wage rates stipulated above for his classification. Any arrangement or agreement granting an employee a weekly salary or conditions less favourable than those mentioned in proportion to hours worked (based on the hourly wage rates stipulated above) shall be null and void.

Article V: When an employee's classification does not appear in article III of this section, his wage rate shall be determined by means of the general section of the decree respecting the Montreal construction industry trades.

Article VI: Tout travail d'installation électrique (article I, alinéa a) dont le coût total, soit: la main-d'oeuvre et les matériaux, est inférieur à cinq mille dollars (\$5,000.00) et qui est exécuté à un endroit situé au-delà d'un périmètre de dix (10) milles de rayon des limites de l'île de Montréal, est rémunéré au taux minimum (article III) réduit de vingt pourcent (20%).

Article VII: La semaine normale de travail est de 40 heures réparties du lundi au vendredi inclusivement.

La journée normale de travail peut commencer à sept heures et demi de l'avant-midi et peut se terminer à six heures du soir.

Article VIII: Heures supplémentaires: a) Tout travail exécuté en plus des heures normales mentionnées à l'article VII est considéré comme du travail supplémentaire.

b) Toutes les heures de travail faites en sus de la limite hebdomadaire de quarante (40) heures (article VII) et tout travail exécuté entre 6 h du soir et 8 h du soir, entraînent une majoration de cinquante pourcent (50%) du taux horaire minimum.

c) Le travail exécuté le samedi, le dimanche, les jours fériés ci-après énumérés et durant des périodes non prévues à l'alinéa b) ci-dessus, entraîne une majoration de cent pourcent (100%) du taux de salaire minimum établi à l'article III.

d) *Jours fériés:* Le premier jour de l'An, le vendredi Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce et le jour de Noël sont des jours fériés.

e) Cependant, dans le cas des salariés préposés au service d'une façon régulière, les quinze (15) premières heures supplémentaires sont payées au taux minimum (article III) majoré de cinquante pourcent (50%). Toute heure supplémentaire excédant ces quinze (15) heures entraîne une majoration de cent pourcent (100%) du taux de salaire minimum (article III).

Article IX: a) Journée de travail entrecoupé: Le salarié dont la journée de travail comprend deux séances séparées par plus d'une heure, a droit à un supplément de 25¢ l'heure. Ce supplément ne s'applique pas dans le cas où le salarié bénéficie d'un taux majoré selon les alinéas b), c) et d) de l'article VIII. La limite hebdomadaire de quarante (40) heures continue néanmoins de s'appliquer.

b) *Équipes:* Tout travail de construction, de modification ou de réparation à un immeuble qui, pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté en deça des limites horaires déterminées à l'article VII pour le commencement et la cessation du travail, peut être fait en d'autres périodes de la journée au taux normal majoré de 10¢ l'heure. Cependant, le taux majoré pour les heures supplémentaires (article VIII) s'applique pour tout travail semblable, à moins que ce même travail (équipe) soit d'une durée de plus de trois (3) jours consécutifs. Tout travail (équipe) semblable sera toujours sujet à la limite hebdomadaire de quarante (40) heures.

c) Tous les salariés qui doivent commencer leur travail avant 4 h du matin un jour de la semaine, sont rémunérés au taux de salaire majoré de cent pourcent (100%) pour toutes les heures de travail consécutives jusqu'à ce qu'ils reçoivent une période de repos d'au moins huit (8) heures.

Article VI: All electrical installation work (article II, subsection (a) whose total cost (labour and material included) is under five thousand dollars (\$5,000.00) and when it is carried out outside the perimeter with a 10-mile radius from the Island of Montreal's limits, is paid at the minimum rate (article III), less twenty percent (20%).

Article VII: Standard working hours in a week shall not exceed 40, Monday through Friday.

The standard work-day may start at 7:30 a.m. and end at 6:00 p.m.

Article VIII: (a) All hours worked over and above the standard hours mentioned in article VII shall be considered as overtime.

(b) Time and a half the minimum rate (article III) is paid for all hours worked over and above the 40-hour week (article VII) or for all work performed between 6:00 p.m. and 8:00 p.m.

(c) All time worked on Saturdays, Sundays, general holidays listed below and during times not provided for in subsection "b" below is paid at double the minimum wage rate set down in article III.

(d) *General holidays:* New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

(e) Notwithstanding subsections "b" and "c" above, in the case of regular service men, the first fifteen (15) hours of overtime are paid at time and a half the minimum rate (art. III). All time worked over and above such fifteen (15) hours is paid at double the minimum wage rate (art. III).

Article IX: (a) Broken shift: A 25¢-an-hour premium shall be paid to employees working on any shift broken by more than one hour. The 25¢-an-hour premium does not apply when the employee is paid overtime rates as per subsections "b", "c" and "d" of article VIII. The 40-hour week shall continue to apply.

(b) *Shifts:* All building, alteration and repair work which, for a good reason, cannot be carried out within the hourly limits laid down in article VII governing the starting and finishing times may be done in other periods of the day but shall entail a 10¢-an-hour bonus. Unless such work (shift) be more than three (3) consecutive days, overtime rates (article VIII) shall apply. Such work (shift) shall always be subject to the 40-hour week maximum.

(c) All employees who are required to start work before 4:00 a.m. on any week day are paid double time for all subsequent working hours until they are given a rest period of at least eight (8) hours.

d) Si, pour assurer la protection des personnes ou de la propriété, un travail urgent de modification ou de réparation à un immeuble, ne peut être exécuté en deça des limites horaires normales, il n'y a pas alors d'heure fixe de commencement ou de cessation de travail pour tout travail de ce genre. Tous les salariés affectés à un tel travail doivent recevoir un supplément de quinze cents (15¢) l'heure.

Article X: Renvoi, congédiement et période d'attente: a) L'employeur doit payer une heure de salaire au taux minimum à tout salarié lors de son licenciement, afin de lui permettre de recueillir ses outils et effets personnels.

b) Tout salarié qui se présente à l'heure réglementaire pour le début de la journée de travail sans avoir été avisé au moins deux (2) heures avant le début de la journée de travail par l'employeur que ses services ne seraient pas requis, a droit à une indemnité égale à au moins trois (3) heures de salaire au taux normal. Le salarié ne peut bénéficier de cette indemnité s'il refuse d'exécuter le travail que l'employeur exige de lui dans son métier ou si les travaux sont suspendus à cause de la température inclemente.

Lorsque le travail est suspendu à cause de la température inclemente et que le salarié reçoit l'ordre de demeurer sur le chantier, ce dernier doit être payé pour la période d'attente jusqu'à ce que le contremaître ou l'employeur ne l'avise que le travail est définitivement suspendu pour la journée à cause de la température. Cependant, si le travail quotidien commence après une telle période d'attente, cette dernière sera assimilée à du temps de travail effectif pourvu que l'intéressé demeure sur le chantier et qu'il exécute, s'il y a lieu, le travail suivant les instructions du contremaître ou de l'employeur, peu importe que ce travail relève ou non de son métier.

TITRE III Apprentissage

Article XI: a) Les apprentis seront classifiés en quatre (4) catégories: Apprenti première année, deuxième année, troisième année et quatrième année.

b) Tout apprenti-électricien doit faire un stage préliminaire de six (6) mois ou l'équivalent de 1.000 heures dans un Centre d'Apprentissage approuvé par le Bureau des Examineurs Électriciens, avant de pouvoir être embauché par un maître électricien. Ce dernier ne peut, pour aucune considération, embaucher un apprenti de première année qui n'a pas satisfait à cette condition préalable.

c) Tout apprenti à la fin d'une année d'apprentissage, soit: la première, la deuxième, la troisième ou la quatrième année, doit se présenter au comité d'examen pour subir un examen afin de pouvoir être ainsi classifié dans une autre catégorie. En cas d'insuccès, l'apprenti doit se présenter pour une reprise à la date fixée par le comité d'examen. Nonobstant toute autre classification, le maître-électricien doit verser à l'apprenti la rémunération prévue à l'article III selon sa catégorie déterminée par ledit comité d'examen.

Ces examens ont lieu au Centre d'Apprentissage de Montréal.

d) Un comité d'examen constitué d'un représentant de chacune des parties contractantes et d'un représentant du Centre d'Apprentissage de Montréal, se chargera de cet examen. Il

(d) If, to prevent property damage and/or ensure public safety, urgent building alterations and repairs cannot be carried out within the hourly limits, there is not set times for beginning and ending work. All employees engaged in such work shall receive a 15¢-an-hour bonus.

Article X: Lay-off, dismissal and waiting period: (a) When laid off, employees shall be granted one hour's pay at the regular rate so that they may pick up their tools and personal belongings.

(b) Every employee who reports in to work at the regular starting time and who has not been notified at least two (2) hours before starting time that his services would not be required, is entitled to three (3) hours' pay at the regular rate unless he refuses to do the trade work required of him or unless work is suspended because of adverse weather conditions.

When work is suspended because of adverse weather conditions and the employee is ordered to remain on the site, such employee shall be paid up to the time he is advised by the foreman or employer that work is being called off for the day due to the weather factor. However, should work start after such waiting period, the waiting period shall be considered as working time provided that the employee in question stayed on the site and that he has performed all work assigned to him by the foreman or employer, whether it be trade work or not.

TITLE III Apprenticeship

Article XI: (a) Apprentices shall be classified into four (4) categories: Apprentice 1st year, 2nd year, 3rd year and 4th year.

(b) Before being hired by a master-electrician, every apprentice-electrician shall undergo a preliminary six-month training period or the equivalent of 1,000 hours in an Apprenticeship Centre approved by the Electricians' Board of Examiners. In no instance may a master-electrician hire a first-year apprentice who has not complied with the above requirement.

(c) At the end of his first, second, third or fourth year of apprenticeship, every apprentice shall go before the examining committee to take the examination which will classify him in another category. Should he fail, the apprentice must once again take the examination on the day fixed by the examining committee. Notwithstanding any other classification, master-electricians shall pay the apprentice the wage rates specified in article III, according to the category he was classified in by the examining committee.

Such examinations are held at the Montréal Apprenticeship Centre.

(d) The examination will be held by an examining committee made up of one representative from each of the contracting parties and one representative from the Montréal Appren-

remettra le résultat de l'examen de contrôle au Bureau des Examineurs Électriciens.

Les dispositions précédentes ne privent pas le Bureau des Examineurs Électriciens de son droit d'accorder des crédits d'apprentissage proportionnés à la durée et au succès de ses études à tout élève des écoles spécialisées du Ministère de l'Éducation ou des écoles professionnelles reconnues par celui-ci.

e) Aucun maître-électricien n'a le droit d'avoir plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon-électricien à son emploi.

f) Le pourcentage d'apprentis de 4^e année à l'emploi d'un même employeur par rapport au nombre total de tous ses apprentis (sur tous ses contrats et travaux) ne doit pas être inférieur à 25% pourvu que tel employeur ait au moins quatre (4) apprentis à son emploi.

Note: S'il y avait quelque doute dans l'application du minimum requis d'apprentis de 4^e année, les chiffres apparaissant au tableau suivant doivent prévaloir pour l'application de tel pourcentage.

Nombre total d'apprentis	Nombre requis d'apprentis de 4 ^e année	Total apprentices	Require number of 4th-year apprentices
1	—	1	—
2	—	2	—
3	—	3	—
4	1	4	1
5	1	5	1
6	1	6	1
7	2	7	2
8	2	8	2
9	2	9	2
10	2	10	2
11	3	11	3
12	3	12	3
13	3	13	3
14	3	14	3
15	4	15	4
16	4	16	4
17	4	17	4
18	4	18	4
19	5	19	5
20	5	20	5
21	5	21	5
22	5	22	5
23	6	23	6
24	6	24	6
25	6	25	6
26	6	26	6
27	7	27	7
28	7	28	7
29	7	29	7
30	7	30	7
31	8	31	8
32	8	32	8
33	8	33	8
34	8	34	8
35	9	35	9
36	9	36	9
37	9	37	9
38	9	38	9
39	10	39	10
40	10	40	10

TITRE IV

Sécurité sociale et autres prestations

Article XII: Congés payés et jours fériés: L'employeur doit verser mensuellement au Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal une somme égale à sept pourcent (7%) du

ticanship Centre. Results of the type-examination shall be forwarded to the Electricians' Board of Examiners.

The foregoing provisions do not deprive the Electricians' Board of Examiners of its right to grant apprenticeship credits proportionate to the length of studies and results of examinations taken by students who have attended specialized schools governed by or vocational schools recognized by the Department of Education.

(e) No master-electrician may have more than one (1) apprentice for each journeyman-electrician in his employ.

(f) The percentage of 4th-year apprentices in an employer's service, when compared to the total apprentices (on all contracts and projects) should not be under 25%, provided that such employer has at least four (4) apprentices in his service.

Note: In the event some doubt should exist as to the required minimum of 4th-year apprentices, the ratio tabled below shall prevail:

TITLE IV

Social security and other benefits

Article XII: Vacations with pay and general holidays: Each month, the employer shall turn over to the Montréal Construction Industry Joint Committee an amount equal to seven

montant du salaire brut de chaque salarié, calculé au taux normal fixé à l'article III, à l'exclusion de la majoration pour heures supplémentaires. Les règles concernant l'administration, le remboursement au bénéficiaire et les autres modalités de l'application du présent régime de sécurité sociale, sont celles qui sont prévues au titre 5 (article 48 à 58) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction (numéro 613 et amendements, région de Montréal).

Article XIII: Prestations de sécurité sociale: (Voir amendement No 1°).

TITRE V

Application et paiement du salaire

Article XIV: Automobile: L'employeur ne peut contraindre les salariés à utiliser leur voiture pour le transport d'outils ou de matériaux appartenant au maître-électricien ni comme moyen de transport pour eux-mêmes durant les heures de travail ou à toutes fins, y inclus le transport des autres salariés.

Article XV: Paiement du salaire: Le salaire doit être payé chaque semaine en espèces ou par chèque.

L'employeur doit remettre à tout salarié, avec chaque paiement, un bulletin de paie qui comporte les mentions suivantes:

- i. les noms et prénom du salarié;
- ii. le nombre d'heures normales;
- iii. le nombre d'heures de travail majorées de cent pourcent (100%) ou comportant une prime ou un supplément;
- iv. les taux horaires de salaire;
- v. le montant du salaire brut;
- vi. le montant des indemnités de congés qui sont créditées au salarié et qui doivent être remises au Comité conjoint;
- vii. la nature et le montant de chacune des contributions versées par l'employeur;
- viii. la nature et le montant des retenues opérées;
- ix. le montant du salaire net.

Article XVI: Application: La surveillance de l'application de la présente section est confiée au Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal.

Article XVII: Décret général: Sauf pour l'application des articles III, V, XII et XVI, les dispositions du décret général soit: le décret concernant l'ensemble des métiers de la construction de Montréal ne s'appliquent pas aux personnes assujetties à la présente section.

Article XVIII: Durée: La présente section demeure en vigueur jusqu'au 1er juin 1969.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre la Corporation des Maîtres-Électriciens du Québec, section de Montréal, d'une part, et la Fraternité Internationale des Ouvriers en Électricité, section locale 568, d'autre part.)

Le Greffier du Conseil Exécutif,

JACQUES PRÉMONT.

16018-0

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif
Numéro 1136**

Québec, le 20 juillet 1966.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.
CONCERNANT des modifications à la Section « C » (Poseurs de marbre) du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

percent (7%) of gross wages earned by each employee, except overtime. The regulations governing the administration, procedure, beneficiary re-imbusement and other administrative measures are those provided for in the fifth title (art. 48 to 58) of decree number 613 and amendments (Construction industry and trades in the Montréal district).

Article XIII: Social security benefits: (See amendment No. 1).

TITRE V

Administration and payment of wages

Article XIV: Cars: Employees cannot be compelled to use their cars to transport tools and materials belonging to the master-electrician; nor as a means of transportation for themselves or for other purposes, including the transportation of other employees.

Article XV: Payment of wages: Wages shall be paid weekly, in cash or by cheque.

With each payment, the employer shall supply every employee with an earnings statement listing the following:

- i. employee's name and surname;
- ii. standard hours worked;
- iii. hours worked at double time or at bonus rates;
- iv. hourly wage rate;
- v. gross amount of wages;
- vi. amount of vacation pay credits for each employee which are to be turned over to the Joint Committee;
- vii. type and amount of each contribution made by the employer;
- viii. type and amount of deductions made;
- ix. take-home pay.

Article XVI: Enforcement: The supervision of the enforcement of this decree is entrusted to the Montreal Construction Industry Joint Committee.

Article XVII: General decree: Save for the application of articles III, V, XII and XVI, the provisions of the general decree (decree respecting the Montréal construction industry trades as a whole) do not cover persons subject to this section.

Article XVIII: Term: This section remains in force until June 1, 1969.

(This section makes binding certain provisions of a collective labour agreement entered into between the Corporation of Master-Electricians of the Province of Québec (Montréal branch) and Local 568 of the International Brotherhood of Electrical Workers).

JACQUES PRÉMONT,

Clerk of the Executive Council.

16018-0

**Order in Council
Executive Council Chamber
Number 1136**

Québec, July 20, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.
CONCERNING amendments to Section "C" (Marble setters) of the decree respecting the construction industry and trades in the Montreal district.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section « C » (Poseurs de marbre) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de remplacer ladite Section « C »;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 juin 1966;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite Section « C », dudit décret numéro 613, soit remplacée par la suivante:

SECTION « C »

Dispositions spéciales concernant les carreleurs, les granitistes, les marbriers

I. Salaires minimaux: a) Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

Marbrier poseur — Marble setter	\$3.30	\$3.55	\$3.85	\$4.10	\$4.35
Polisseur de marbre à la main — Hand marble polisher	2.89	3.14	3.44	3.69	3.94
Carreleur — Tile setter	3.30	3.55	3.85	4.10	4.35
Granitiste — Terrazzo layer	3.30	3.55	3.85	4.10	4.35
Polisseur granitiste à sec — Terrazzo-polishing machine operator (dry process)	3.21	3.55	3.85	4.10	4.35
Polisseur-granitiste ou de marbre (humide) et glaceur — Terrazzo-polishing machine operator (wet process), glazier	2.83	3.08	3.38	3.63	3.88
Manoeuvre — Labourer	2.62	2.87	3.17	3.42	3.67
Apprenti, carreleur, granitiste et marbrier poseur — Apprentice marble setter, tile setter and terrazzo layer,					
1 ^{re} année — 1st year	2.26	2.51	2.81	3.06	3.31
2 ^e année — 2nd year	2.51	2.76	3.06	3.31	3.56
3 ^e année — 3rd year	2.86	3.11	3.41	3.66	3.91
4 ^e année — 4th year	3.06	3.31	3.61	3.86	4.11
Apprenti polisseur-granitiste à sec — Apprentice terrazzo-polishing machine operator (dry process)					
1 ^{er} trimestre — 1st three months	2.77	3.11	3.41	3.66	3.91
2 ^e trimestre — 2nd three months	2.97	3.31	3.61	3.86	4.11
Apprenti polisseur granitiste (voie humide) — Apprentice terrazzo-polishing machine operator (wet process)					
1 ^{er} trimestre — 1st three months	2.61	2.86	3.16	3.41	3.66
après trois mois — after three months	2.83	3.08	3.38	3.63	3.88

De plus, les salariés auront une augmentation de \$0.05 cents l'heure au 1^{er} janvier 1967 pour le fonds de bien-être.

b) La base nécessaire pour la pose de tous les matériaux visés par la présente section doit être faite par des carreleurs, des granitistes ou des marbriers poseurs qualifiés, payés aux taux minimaux de salaires de la présente section.

c) Les salariés posant les imitations de carreaux céramiques, dits carreaux de plastique, carreaux de métal peint ou émaillé, carreaux de verre, carreaux de ciment, « granwood », carreaux de construction, carreaux de granit, carreaux d'ardoise, etc., ou des agrégats, et tout revêtement intérieur ou extérieur qui ne constitue pas un mur de soutien par lui-même, pour salles de bains, salles de toilette privées ou publiques, salles de douches, piscines, salles d'opérations, cuisines, etc., doivent être payés aux taux stipulés dans la présente section pour les carreleurs; de plus, ils doivent posséder un certificat de qualification de carreleur.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement made binding by Section "C" (Marble setters) of decree number 613 of April 6, 1962 and amendments (Construction industry and trades in the Montreal district) have petitioned the Minister of Labour to replace said Section "C";

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of June 4, 1966;

WHEREAS no objection was raised against its approval;

IT IS ORDAINED therefore, upon recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Section "C" of said decree number 613, be superseded by the following:

SECTION "C"

Special provisions governing marble setters, tile setters and terrazzo layers

I. Minimum wage rates: (a) Minimum wage rates are as follows:

Marbrier poseur — Marble setter	\$3.30	\$3.55	\$3.85	\$4.10	\$4.35
Polisseur de marbre à la main — Hand marble polisher	2.89	3.14	3.44	3.69	3.94
Carreleur — Tile setter	3.30	3.55	3.85	4.10	4.35
Granitiste — Terrazzo layer	3.30	3.55	3.85	4.10	4.35
Polisseur granitiste à sec — Terrazzo-polishing machine operator (dry process)	3.21	3.55	3.85	4.10	4.35
Polisseur-granitiste ou de marbre (humide) et glaceur — Terrazzo-polishing machine operator (wet process), glazier	2.83	3.08	3.38	3.63	3.88
Manoeuvre — Labourer	2.62	2.87	3.17	3.42	3.67
Apprenti, carreleur, granitiste et marbrier poseur — Apprentice marble setter, tile setter and terrazzo layer,					
1 ^{re} année — 1st year	2.26	2.51	2.81	3.06	3.31
2 ^e année — 2nd year	2.51	2.76	3.06	3.31	3.56
3 ^e année — 3rd year	2.86	3.11	3.41	3.66	3.91
4 ^e année — 4th year	3.06	3.31	3.61	3.86	4.11
Apprenti polisseur-granitiste à sec — Apprentice terrazzo-polishing machine operator (dry process)					
1 ^{er} trimestre — 1st three months	2.77	3.11	3.41	3.66	3.91
2 ^e trimestre — 2nd three months	2.97	3.31	3.61	3.86	4.11
Apprenti polisseur granitiste (voie humide) — Apprentice terrazzo-polishing machine operator (wet process)					
1 ^{er} trimestre — 1st three months	2.61	2.86	3.16	3.41	3.66
après trois mois — after three months	2.83	3.08	3.38	3.63	3.88

Moreover, employees shall receive a 5¢ an-hour increase on January 1, 1967, re: welfare fund.

(b) The base, on which any material covered by this section is set, shall be laid by qualified marble setters, tile setters and terrazzo layers. They shall be paid the abovementioned minimum wage rates.

(c) Employees who set imitation ceramic tiles (known as plastic tiles), painted or enamelled metal tiles, glass tiles, cement tiles, "granwood", construction tiles, granite tiles, slate tiles, etc., or aggregates, as well as all exterior or interior coating which does not in itself make up a sustaining wall for bathrooms, private or public washrooms, showers, pools, operating rooms, kitchens, etc., must be paid the rates herein stipulated for tile setters. They shall also be holders of the tile setter's competency certificate.

Les salariés posant des imitations de marbre ou de granito ainsi que les polisseurs travaillant sur lesdites imitations doivent être payés aux taux établis dans la présente section pour les granitistes ou les marbriers poseurs et pour les polisseurs-granitistes ou les polisseurs de marbre; de plus ils doivent posséder un certificat de qualification de granitiste ou de marbrier poseur ou un certificat de polisseur-granitiste ou polisseur de marbre, selon le cas.

Les salariés qui assistent les marbriers, les carreleurs et les granitistes doivent être des manoeuvres.

d) 1° Le marbre concassé (communément appelé « paladian ») peut être posé par un carreleur, un granitiste ou un marbrier.

2° Tout travail de marbre doit être exécuté par un marbrier poseur; cependant, un travail de carrelage de marbre qui n'est pas posé au moyen de la méthode dite « avec ancrage » pourra être fait par un carreleur, à la condition que chaque carreau n'exécède pas 2' carrés de surface ni 5/8" d'épaisseur.

e) Le polisseur à sec a le droit de travailler comme polisseur à l'eau pourvu qu'il soit payé comme polisseur à sec lorsqu'il exécute ce travail et le polisseur à l'eau a le droit de travailler comme polisseur à sec, pourvu qu'il soit payé comme polisseur à sec pendant qu'il exécute ce travail.

f) Tout ouvrier qui fournit des outils mécaniques sur un chantier a droit à une rémunération supplémentaire de 25¢ l'heure en sus du taux horaire normal.

II. Paiement du salaire: a) Le salaire doit être payé par chèque pendant les heures de travail le jeudi de chaque semaine. Si le jeudi est un jour férié, la paie doit être distribuée de la même manière, le mercredi précédent.

b) L'employeur doit remettre à tout salarié un bulletin de paie qui comporte les mentions suivantes:

1. le nombre d'heures normales;
2. Le nombre d'heures de travail majorées de cent pour cent (100%) ou comportant une prime ou un supplément;
3. les taux horaires de salaire;
4. le montant du salaire brut;
5. le montant de l'indemnité versée pour les jours fériés chômés et payés;
6. la nature et le montant de chacune des contributions versées par l'employeur;
7. la nature et le montant des retenues opérées, y compris la retenue syndicale;
8. le montant du salaire net.

c) L'employeur doit transmettre sans délai au bureau ordinaire du Syndicat une copie du rapport mensuel qu'il fait au Comité conjoint.

d) L'employeur doit adresser au salarié, au plus tard en même temps que l'exemplaire des formules « T4 » et « TP4 » un état des sommes versées au Comité conjoint pendant l'année précédente pour le fonds de sécurité sociale, les congés payés annuels et les jours fériés chômés et payés.

III. Durée du travail: a) Travail exécuté en dehors des heures normales: Pour un travail occasionnel d'une durée inférieure à cinq (5) jours, il est permis de changer les heures fixées pour le commencement et la cessation du travail du lundi au vendredi, pourvu que l'employeur en avise le Comité paritaire au préalable et par écrit. Les salariés doivent alors être rémunérés de la façon qui suit:

Employees setting imitation marble or terrazzo products as well as polishers working on the said imitations shall be paid the rates herein stipulated for terrazzo layers or marble setters and for marble or terrazzo polishers. They shall also be holders of competency certificates as marble or terrazzo layers or polishers.

Employees who assist marble setters, tile setters and terrazzo layers shall be labourers.

(d) 1. Crushed marble (commonly known as "paladian") may be set by marble, tile or terrazzo layers.

2. All marble work shall be done by a marble setter. However, marble tile work which is not laid by means of the "anchor" method may be done by a tile setter, provided that each tile is not more than two square feet nor more than 5/8" thick.

(e) Polishers (dry process) may work as polishers (wet process) provided that they be paid as polishers (dry process) when performing such work. Polishers (wet process) may work as polishers (dry process) provided that they be paid as polishers (dry process) when performing such work.

(f) A 25¢-an-hour bonus shall be paid, besides the regular wage rate, to any employee who supplies power tools on the job.

II. Weekly pay: (a) Employees are paid by cheque during working hours, every Thursday. If a general holiday falls on Thursday, payment shall be distributed in the same way the day before (Wednesday).

(b) Employers shall supply each employee with an earnings statement listing the following particulars:

1. number of regular hours;
2. number of hours worked at double time or bonus rates;
3. hourly wage rates;
4. gross amount of wages;
5. amount paid for days kept as holidays with pay;
6. type and amount of contributions made by the employer;
7. type and amount of deductions made, including union dues;
8. amount of take-home pay.

(c) When an employer submits his monthly report to the Joint Committee, he shall forward a copy thereof to the union office, without delay.

(d) When the T-4 and TP-4 slips are given out to employees, employers shall also supply each employee with a statement of amounts turned over to the Joint Committee during the previous year for the Social Security fund, vacation with pay and paid holidays.

III. Hours of work: (a) Work performed outside standard hours: For occasional work lasting less than five (5) days, it is permissible to deviate from the established starting and finishing times, Monday through Friday, provided that the employer advises the Joint Committee thereof. Employees shall then be paid as follows:

1° Lorsque le travail commence avant midi, il y a huit (8) heures au taux normal, les heures supplémentaires jusqu'à 10h du soir sont majorées de 50% et les heures supplémentaires après 10h du soir sont majorées de 100%.

2° Lorsque le travail commence après midi, les huit (8) premières heures ou partie d'heures faites avant 10 h du soir sont au taux normal, les heures supplémentaires faites avant 10 h du soir sont majorées de 50% et les heures supplémentaires après 10 h du soir sont majorées de 100%.

3° Pour les travaux d'une durée supérieure à cinq (5) jours, il est permis de changer les heures fixées pour le commencement et la cessation du travail du lundi au vendredi seulement, pourvu que l'employeur en avise le comité paritaire au préalable et par écrit, en indiquant son nom, le lieu du chantier et la durée approximative du travail.

Les huit (8) premières heures de travail sont au taux normal majoré de 25¢ l'heure, après huit (8) heures les heures supplémentaires sont majorées de 100%.

4° Tout employeur qui engage un salarié qui a déjà travaillé pour un autre employeur durant le cours d'une même journée, doit obligatoirement le payer au taux de salaire majoré de 50% après 5h de l'après-midi et au taux majoré de 100% après 10h du soir.

b) Tout employeur, artisan ou autre personne qui désire exécuter ou faire exécuter du travail supplémentaire doit au préalable en donner avis au comité conjoint, en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés. La preuve de la délivrance de tel avis incombe à celui qui le donne.

IV. *Travail interdit:* a) *Jour non-ouvrables:* Aucun employeur n'a le droit d'exécuter ou de faire exécuter des travaux régis par la présente section, le premier jour de l'An, le vendredi saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du travail, le jour d'action de grâces, le jour de Noël, le samedi et le dimanche, et pendant la période de congés obligatoires, ces jours n'étant pas considérés comme ouvrables.

Si la Saint-Jean-Baptiste ou la Confédération tombent un samedi ou un dimanche, le jour férié est observé le lundi suivant immédiatement la fête, lequel est alors considéré comme jour non-ouvrable.

Toutefois, dans le cas de nécessité urgente où la sécurité publique est en jeu et dont la preuve incombe à l'employeur, tout travail exécuté un jour non-ouvrable doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 100%.

Tout employeur, artisan ou autre personne qui désire exécuter ou faire exécuter du travail un jour considéré comme non-ouvrable doit au préalable en donner avis au comité conjoint en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés. La preuve de la délivrance de tel avis incombe à celui qui le donne.

Toute personne qui, n'étant pas employeur au sens de cette loi, désire exécuter des travaux un jour non-ouvrable à titre d'artisan ou autre est sujette aux prescriptions du présent article.

b) *Période des congés:* Les salariés bénéficieront chaque année de trois (3) semaines de congés aux époques suivantes:

1° Une semaine de Noël au jour de l'An inclusivement.

2° Une semaine à compter du deuxième lundi de juillet. Ces deux semaines seront considérées

1. When work starts before noon, working conditions shall be as follows: eight (8) hours at the regular rate, all overtime until 10:00 p.m. at time and a half and all overtime after 10:00 p.m. at double time.

2. When work starts after 12.00 (noon) conditions shall be as follows: first eight (8) hours or part thereof worked before 10:00 p.m. at straight time, hours worked before 10:00 p.m. at time and one half and hours worked after 10:00 p.m. at double time.

3. When more than five (5) days are required for the completion of the work, it is permissible to deviate from the fixed starting and finishing times from Monday to Friday only, providing the employer notifies the Joint Committee, in writing, and mentions the name and the location of the job and the estimated duration of work.

The first eight (8) hours of work shall be paid at regular time, plus 25¢ an hour. After eight (8) hours of work, overtime shall be paid at double time.

4. Employers hiring a man who has already worked for another employer that same day shall necessarily pay him at time and one half after 5:00 p.m. and at double time after 10:00 p.m.

(b) Every employer, artisan or other person who wishes to work or causes overtime to be worked shall first notify the Joint Committee to that effect and mention the time and place where the work is to be performed. The onus of proving the delivery of such notice shall rest with the one giving it.

IV. *Forbidden work:* (a) *Non-working days:* No employer shall have the right to work or cause work governed by this section to be performed on New Year's Day, Good Friday, Saint-John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Saturday and Sunday and during the compulsory vacation period; such days are not considered as working days.

If St. John the Baptist Day or Canada Day fall on a Saturday or on a Sunday, the general holiday shall be observed on the Monday immediately following the holiday; such Monday being then considered as a non-working day.

However, in cases of urgent necessity and when public safety is at stake (proof of which rests upon the employer) all time worked on a non-working day shall be paid at double time.

Every employer, artisan or other person who wishes to work or causes a non-working day to be worked shall first notify the Joint Committee mentioning the hour and place where the work shall be performed. The onus of proving the delivery of such notice shall rest with the one who gives it.

Any person who is not an employer under the terms of this Act and who wishes to perform work on a non-working day, in the capacity of artisan or in another capacity, is subject to the provisions of the present subsection.

(b) *Vacation period:* Every year, employees shall be entitled to three weeks' vacation at the following times:

1. One week, Christmas through New Year's Day.

2. One week beginning with the second Monday in July. These two weeks are considered as

comme les périodes durant lesquelles les congés payés doivent être donnés. Ces périodes ne sont pas considérées comme ouvrables.

3° Une semaine facultative que le salarié peut prendre au moment de son choix après en avoir prévenu l'employeur.

L'indemnité de congés payés est égale à 4% du salaire brut du salarié. A partir du 1er octobre 1966, l'indemnité sera de 6% du salaire brut.

Toutefois, dans les cas de nécessité urgente où la sécurité publique est en jeu et dont la preuve incombe à l'employeur, tout travail exécuté pendant le jour de Noël, le jour de l'An, et pendant la semaine commençant le deuxième lundi de juillet, doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 100%.

Tout employeur, artisan ou autre personne qui désire exécuter ou faire exécuter du travail pendant cette période de congés obligatoires doit au préalable en donner avis au Comité conjoint en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés et de plus obtenir la permission de ce dernier. La preuve de la délivrance de tel avis incombe à celui qui le donne.

c) *Période de repos*: Tout salarié a droit à une période de quinze (15) minutes de repos au milieu de chaque période de quatre (4) heures de travail.

V. *Jours fériés*: La Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet) la fête du travail, le vendredi saint et le jour d'action de grâces sont des jours fériés chômés et payés. L'indemnité des jours fériés est calculée sur la base de 2% du salaire gagné par le salarié et elle est versée au comité conjoint de la même façon que pour les congés payés. Le Comité conjoint remet cette somme aux salariés de la même manière et à la même époque que pour les congés payés.

VI. *Travail encourageant déplacement de la part de l'ouvrier*: a) *Si l'ouvrier voyage matin et soir*: 1° *Frais de voyage*: Lorsque les travaux sont exécutés en dehors des points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet d'autobus ordinaire de la Commission de Transport de Montréal, l'employeur doit rembourser au salarié le supplément qu'il a à payer. Si le salarié ne peut se rendre sur les travaux au moyen des services de la Commission de Transport de Montréal et qu'il doit utiliser un autre moyen de transport, les frais de transport alors encourus à l'aller et au retour doivent lui être remboursés par l'employeur. Cependant, si l'employeur assure un transport convenable pour ses ouvriers par ses propres moyens pour aller et revenir depuis ses établissements jusqu'au chantier, il n'aura aucune indemnité de frais de déplacement à verser.

2° Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites du champ d'application territorial du présent décret, le salarié doit être payé au taux normal pour tout le temps nécessaire au déplacement à partir des limites du champ d'application du présent décret. L'indemnité minimale doit être égale à un demi-heure de salaire pour l'aller et de même pour le retour.

b) *Autre cas*: 1° *Frais de voyages et de pension*: L'employeur doit rembourser les frais de transport et de pension des salariés engagés dans le champ d'application territorial du décret pour exécuter des travaux en dehors dudit champ d'application en plus de leur verser leur salaire. Lorsque le salarié quitte la ville de Montréal pour se rendre sur le chantier, l'employeur doit lui avancer une somme égale au coût du transport et d'une semaine de pension. Le salarié doit rembourser cette avance dès qu'il est de retour du chantier.

the times during which vacations with pay must be given. Such times are not considered as working times.

3. One week which the employee may take at his convenience, after having advised the employer.

Vacation pay equals 4% of gross wages earned by the employee up to October 1, 1966; after this date, vacation pay is set at 6%.

However, in cases of urgent necessity and when public safety is at stake (proof of which rests with the employer), all time worked on Christmas Day, New Year's Day and during the week beginning on the second Monday in July, shall be paid at double time.

Every employer, artisan or other person who wishes to work or causes work to be performed during the compulsory vacation period shall first notify the Joint Committee thereof and mention the time and place where work is to take place, besides obtaining the Committee's permission. The onus of proving the delivery of such notice shall rest with the one giving it.

(c) *Rest period*: Every employee is entitled to a fifteen-minute rest period in the middle of each four-hour work period.

V. *General holidays*: St-John the Baptist Day, Canada Day (July 1st), Labour Day, Good Friday and Thanksgiving Day are paid holidays. Holiday pay for such days is calculated on the basis of 2% of the employee's earnings. This amount is turned over to the Joint Committee in the same manner as vacation pay. The Joint Committee shall remit such amount to the employee in the same manner and at the same time as the vacation pay.

VI. *Work requiring the employee to travel*: (a) *If the employee travels morning and evening*: 1. *Travelling expenses*: When work is being done beyond the places that can be reached with an ordinary bus fare of the Montreal Transport Commission, the employee shall be reimbursed the extra fare he has to pay. Should the work be done outside the territory served by the Montreal Transport Commission and should he have to use another means of transportation, all expenses so incurred, on the way to and from work, shall be reimbursed by the employer. However, should the employer himself provide a convenient means of transportation for his employees, from his place of business to the job and back, he will not be required to pay any travelling expenses.

2. When work is being done outside the limits of the decree's territorial jurisdiction, the employee shall be paid at straight time for all time spent travelling from the limits of the decree's territorial jurisdiction. He shall receive one half-hour's pay for each trip to and from work.

(b) *Other cases*: 1. *Travelling and living expenses*: Travelling and living expenses for employees hired in the territorial jurisdiction of the decree to work outside the said jurisdiction shall be reimbursed by the employer in addition to the wages. When an employee leaves Montreal for the construction site, the employer shall give him an amount equal to the transportation and living expenses for a week. This advance must be reimbursed as soon as employees come back from the job. Every week, employees will be reimbursed

Chaque semaine l'employeur doit rembourser le salarié de ses frais raisonnables de pension sur présentation d'un reçu.

Si le salarié doit voyager de nuit, l'employeur doit lui payer un lit dans le train, sinon il doit lui payer la nuit comme si c'était une journée de travail de huit (8) heures. Ainsi, si un salarié voyage 24 heures et que son employeur n'a pas payé de couchette, il a droit à deux (2) périodes de huit (8) heures de salaire au taux normal pour sa période de voyage.

Cependant, le salarié n'a droit à aucune indemnité pour le temps passé en voyage lorsqu'il s'agit du voyage de congé pris tous les deux (2) mois, tel que prévu ci-après.

2° *Salaire*: Le temps nécessaire aux fins de déplacement ne constitue par un temps d'emploi. Toutefois si un salarié est obligé de voyager entre 8 h du matin et 5 h de l'après-midi il a droit à son salaire normal jusqu'à un maximum de huit (8) heures au taux normal.

3° *Voyage de congé*: Si le salarié doit travailler plus de deux (2) mois en dehors de son domicile, son employeur doit lui payer un voyage aller et retour tous les deux (2) mois. Autant que possible ces voyages doivent être faits en fin de semaine et le salarié ne doit les entreprendre qu'après entente préalable avec son employeur.

Si la fin des travaux coïncide avec l'échéance d'une période de deux (2) mois et si deux (2) semaines au maximum sont nécessaires pour compléter définitivement les travaux, le salarié n'a pas droit à un voyage de congé pour cette période.

VII. *Licenciement d'un employé*: a) *Préavis*: Tout salarié a droit, lors d'un licenciement à un avis de congé préalable de vingt-quatre (24) heures.

b) Si un employeur néglige de remettre immédiatement à un salarié dont l'emploi est terminé, son livre d'assurance-chômage ou son carnet de travail du Syndicat ou l'équivalent; ou de lui remettre sa paye le jour normal de paye suivant la fin de son emploi, il doit indemniser ce salarié pour la perte de temps subie en lui payant une indemnité minimale égale à trois (3) heures de travail par jour d'attente.

VIII. *Sécurité, hygiène et bien-être*: L'employeur est responsable, jusqu'à concurrence de \$100.00 par salarié, de toute perte d'outils et de tout dommage causé aux outils d'un salarié par suite de vol en dehors des heures de travail pourvu que, si l'employeur a aménagé un endroit à cette fin, le salarié y ait remis ses outils. L'employeur est également responsable de la perte causée à ces outils par suite d'incendie, ou pendant le transport par l'employeur de ces outils.

IX. *Apprentissage*: a) La limite d'âge pour l'admission des apprentis est de 18 à 25 ans, à l'exception des polisseurs granitistes à sec ou à l'eau, pour lesquels la limite est de 18 à 40 ans inclusivement.

b) La durée de l'apprentissage est de 4 années pour les carreleurs, les granitistes et les marbriers et de 6 mois pour les polisseurs granitistes à sec et de 3 mois pour les polisseurs granitistes à l'eau.

c) Aucun employeur ne peut engager et garder plus d'un apprenti pour deux poseurs de marbre.

d) Tout apprenti carreleur et granitiste doit faire un stage préliminaire de six (6) mois, dont quatre (4) mois en carrelage et deux (2) mois en granito au Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction, avant de pouvoir se procurer

their reasonable living expenses upon presentation of their receipts.

If an employee has to travel by night, the employer shall pay him a berth on the train; otherwise, he shall pay the wages for an 8-hour day. Thus, if a workman travels 24 hours and has no berth on the train, he is entitled to the wages of two (2) periods of eight (8) hours at single time, for his travelling day.

However, employees are not entitled to any indemnity for travelling time for the holiday trip made every two (2) months, as stipulated below.

2. *Wages*: Travelling time is not to be counted as working time. However, if an employee travels from 8:00 a.m. to 5:00 p.m., he is entitled to his normal wages up to a maximum of eight (8) hours per day.

3. *Holiday trip*: If work outside their place of residence lasts more than two (2) months, employees shall have their fare paid home once every two (2) months by the employer. Whenever possible, such trips will be taken on week ends and after agreement with the employer.

When the completion of work coincides with the end of a (2) month period, and a maximum of two (2) weeks are necessary to wind up the contract, there shall be no holiday trip granted to employees for such two (2) month period.

VII. *Employee lay-off*: (a) *Notice*: When a lay-off is to take place, every employee is entitled to a 24-hour notice.

(b) Should an employer fail to give an employee his Unemployment Insurance booklet and his union work book (or the equivalent) when work stops, or should he fail to pay him on the appointed pay day which follows separation, he shall pay the employee three (3) hours for each waiting day, to compensate for time lost.

VIII. *Safety, health and welfare measures*: The employer is responsible, up to a \$100.00 maximum for each employee, for any loss of tools or for any damage to tools due to theft outside working hours provided that the employee put his tools away in a place the employer has set up for this purpose. The employer is also responsible for the loss of such tools as a result of fire or when they have been lost in transit by the employer.

IX. *Apprenticeship*: (a) Only persons between the ages of 18 and 25 may be admitted to apprenticeship. However, persons 18 to 40 may be admitted to the terrazzo-polishing trades (wet or dry process).

(b) Apprenticeship lasts four (4) years for marble setters, tile setters and terrazzo layers; 6 months for terrazzo-polishing machine operators (dry process) and 3 months for terrazzo-polishing machine operators (wet process).

(c) No employer may hire and keep in his service more than one apprentice for every two marble setters.

(d) Apprentices in the trades of tile setter and terrazzo layer shall serve a 6-month pre-employment period (4 as tile setter and 2 as terrazzo layer) at the Building Trades Apprenticeship Centre, before obtaining their apprenticeship

un livret d'apprenti dans l'un ou l'autre de ces métiers. Les candidats à l'apprentissage qui désirent suivre le cours d'apprentissage au Centre doivent avoir travaillé au moins six (6) mois sur les chantiers des employeurs en qualité de manoeuvres ou de journaliers.

e) Lorsque l'apprenti a terminé son stage de six (6) mois au Centre d'apprentissage des métiers de la construction, il obtient un carnet d'apprenti l'autorisant à travailler dans le métier de carreleur et de granitiste pour toute la durée de son apprentissage.

f) Aucun employeur ne peut engager et garder un apprenti à moins d'avoir à son emploi trois ouvriers qualifiés en carrelage ou en granito. Cependant, il n'est pas nécessaire que ces trois ouvriers soient tous du même métier.

g) Dans les métiers de carreleur et de granitiste, tout employeur ayant à son emploi quatre ouvriers qualifiés et aucun apprenti, doit engager un apprenti avant d'augmenter le nombre de ses ouvriers qualifiés.

h) Aucun employeur ne peut engager et garder un deuxième apprenti à moins d'avoir à son emploi huit ouvriers qualifiés dans les deux métiers de carreleur et de granitiste. Il ne peut engager et garder un troisième apprenti à moins d'avoir à son emploi douze ouvriers qualifiés dans les deux métiers. Il ne peut pas engager plus d'un apprenti supplémentaire pour chaque groupe supplémentaire de douze ouvriers qualifiés dans les deux métiers.

i) Pour la première année de l'apprentissage, il est émis une carte d'apprentissage. À la fin de chaque année d'apprentissage, l'apprenti doit subir un examen au Centre d'apprentissage des métiers du bâtiment de Montréal. S'il échoue à l'examen, il est tenu de recommencer la même année d'apprentissage ou invité à subir un nouveau test d'orientation. S'il réussit, il reçoit un livret d'apprentissage à chacune des trois (3) années d'apprentissage à courir. Dans ce livret on consigne les noms des employeurs pour lesquels il travaille pendant toute la durée de l'apprentissage.

j) Lorsque l'apprenti termine sa quatrième année, il doit subir un dernier examen au Centre d'apprentissage des métiers du Bâtiment. Sa carte de compagnon ne lui est donnée que s'il passe avec succès. S'il échoue, il doit poursuivre son apprentissage et subir un nouvel examen après une période de six mois.

L'utilité du livret d'apprentissage sera alors prolongée de la même durée.

k) Tout apprenti carreleur et tout apprenti granitiste qu'un employeur désire engager, doit avoir été formé par le Centre d'apprentissage.

Les apprentis marbriers poseurs seront formés dans les ateliers de fabrication de marbre des entrepreneurs marbriers tant qu'ils ne pourront pas être formés à l'école d'apprentissage. Les employeurs du présent champ d'application qui sont enregistrés au Comité conjoint des matériaux de construction sont reconnus comme ayant un atelier de fabrication. De tels apprentis devront être engagés par un employeur pour une durée de quatre (4) ans par contrat liant employeur et apprenti pendant toute la durée d'apprentissage, l'employeur garantissant une minimum de 200 jours de travail par année. Une copie d'une tel contrat doit être soumise aux deux parties contractantes et à la Commission d'apprentissage des métiers de la construction de Montréal.

booklet in one of these trades. Apprenticeship candidates who wish to take the apprenticeship course at the Centre must have worked at least six (6) months as labourers on the employers' construction sites.

(e) After completing the six-month period at the Building Trades Apprenticeship Centre, the apprentice will be issued an apprenticeship booklet entitling him to work as tile setter or terrazzo layer for the term of his apprenticeship.

(f) No employer may hire or keep an apprentice unless he has three workers qualified in the tile and terrazzo trades. However, such three workers need not belong to the same trade.

(g) In the tile and terrazzo trades, when an employer has four qualified workmen and no apprentices in his service, he shall hire an apprentice before increasing the number of his qualified workers.

(h) No employer may hire or keep a second apprentice unless he has eight qualified workmen in his service in both the tile and terrazzo trades. No employer may hire or keep a third apprentice unless he has twelve qualified workmen in his service in both the tile and terrazzo trades. No employer may hire more than one additional apprentice for each additional group of twelve qualified workmen in both the tile and terrazzo trades.

(i) Apprenticeship cards are issued for the first apprenticeship year. After each apprenticeship year, the apprentice must take an examination at the Montreal Building Trades Apprenticeship Centre. Should he fail such examination, he must start the apprenticeship year over again or may be given the opportunity of taking another aptitude test. If he passes the examination, the apprentice is given an apprenticeship booklet for the three (3) remaining apprenticeship years. The names of the employers he has worked for during his entire apprenticeship period are recorded therein.

(j) Upon completion of his fourth year, the apprentice must take a final examination at the Building Trades Apprenticeship Centre. If he passes the examination, he receives his journeyman's card. Should he fail, he shall continue apprenticeship for six months and take another examination at the end of such time.

His apprenticeship booklet will then be extended for the same period of time.

(k) Employers may only hire apprentice tile setters and terrazzo layers who have been trained at the Apprenticeship Centre.

As long as they cannot be trained in an apprenticeship school, apprentice marble setters shall be trained in the marble fabricating shops of marble contractors. Shall be considered as having marble fabricating shops, employers of the present jurisdiction who are registered with the Building Materials Joint Committee. Such apprentices shall be hired by employers for four (4) years by an indenture binding both employer and apprentice for the entire duration of apprenticeship, employers guaranteeing a minimum of 200 days of work per year. Copy of such indenture shall be submitted to both contracting parties and to the Montreal Building Trades Training Centre.

l) Les apprentis polisseurs granitistes à sec et polisseurs granitistes à l'eau sont formés au Centre d'apprentissage où ils doivent faire un stage de quarante (40) heures avant d'obtenir un carnet d'apprentissage.

X. *Durée*: La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre « Montreal Tile, Terrazzo and Marble Employer's Association », d'une part, et le Syndicat de la Construction de Montréal (CSN) d'autre part.)

Note explicative: Les appellations de certains métiers ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes. Afin d'éviter toute confusion, on a placé, entre parenthèses, le terme utilisé jusqu'à maintenant.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers qui ont une autre appellation dans le présent décret, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

16018-0

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1133

Québec, le 20 juillet 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la Section VII (Industrie du marbre) du décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section VII (Industrie du marbre) du décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à ladite Section VII et audit décret numéro 2203;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 juin 1966;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite Section VII et ledit décret numéro 2203 soient modifiés comme suit:

1^o « L'Association des Ouvriers de l'industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo Inc., au nom de l'industrie du marbre », partie contractante de deuxième part est remplacée par « Le Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.) pour l'industrie du marbre ».

(l) Terrazzo polishing machine apprentice operators (dry and wet process) shall be trained at the Apprenticeship Centre where a training period of forty (40) hours shall be served before an apprentice booklet can be obtained.

X. *Term*: This section remains in force until March 31, 1969.

(This section makes binding certain provisions of a collective labour agreement entered into the Montreal Tile, Terrazzo and Marble Employers' Association and the *Syndicat de la Construction de Montréal (CSN)*.)

Explanatory note: The names of certain trades have been modified in the French text of this Order in Council, solely to make them consistent with the internationally-accepted French terminology. The English nomenclature remains unchanged. In order to avoid confusion, the terms which had been in use until now have been placed between brackets.

Substitution of the new terms for the old does not affect any vested rights or current interests. In particular, it does not prevent the application of new wage rates for such trades which have another name in this decree; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use.

JACQUES PRÉMONT,

16018-0

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1133

Québec, July 20, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to Section VII (Marble Industry) of the decree respecting the Building materials industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement made binding by Section VII (Marble Industry) of decree number 2203 of December 6, 1960 and amendments (Building materials industry in the Province of Québec), have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to said Section VII and to said decree number 2203, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of June 4, 1966;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Section VII and said decree number 2203 be amended as follows:

1. "L'Association des Ouvriers de l'industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo Inc., on behalf of the Marble Industry", is replaced as contracting party of the second part by: *Le Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.)*, on behalf of the Marble Industry."

2° L'article II de la Section VII est remplacé par le suivant:

2. Article II of Section VII is replaced by the following:

« Dispositions particulières applicables à la zone I

“Special provisions covering zone I

II. Taux de salaires minimaux: Les taux de salaires minimaux s'établissent comme suit:

II. Minimum wage rates: Minimum wage rates are as follows:

Métiers — Trades:	1/10/66	1/4/67	1/10/67	1/4/68	
Tailleur de marbre à la main — Hand marble cutter...	\$3.00	\$3.20	\$3.45	\$3.70	\$3.95
Apprenti tailleur de marbre — Apprentice marble cutter:					
1re année — 1st year	2.26	2.46	2.71	2.96	3.21
2e année — 2nd year	2.46	2.66	2.91	3.16	3.41
3e année — 3rd year	2.62	2.82	3.07	3.32	3.57
4e année — 4th year	2.80	3.00	3.25	3.50	3.75
Conducteur de machines à carborundum ou à diamant — Carborundum or diamond machine operator	2.94	3.14	3.39	3.64	3.89
Scieur à la machine avec scie à carborundum ou à diamant — Machine cutter with carborundum or diamond saw	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Apprenti — Conducteur de machines à carborundum ou à diamant — Apprentice carborundum or diamond machine operator:					
1er semestre — 1st six months	2.26	2.46	2.71	2.96	3.21
2e semestre — 2nd six months	2.46	2.66	2.91	3.16	3.41
3e semestre — 3rd six months	2.73	2.93	3.18	3.43	3.68
Polisseur à la machine et à la main — Hand and machine polisher	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Apprenti polisseur — Polisher apprentice:					
1er semestre — 1st six months	2.36	2.56	2.81	3.06	3.31
Après six mois — After six months	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Mouleur de granite — Terrazzo caster	2.94	3.14	3.39	3.64	3.89
Conducteur de compresseur — Compressor operator	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Règleur de scie — Saw setter	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Aide et manoeuvre — Helper and labourer	2.26	2.46	2.71	2.96	3.21
Conducteur-règleur de châssis de scie — Sawframe setter-operator:					
1er semestre — 1st six months	2.36	2.56	2.81	3.06	3.31
après six mois — after six months	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Polisseur de face — Bed rubber (face)	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Polisseur de bouts — Bed rubber (end)	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Grutier — Crane operator	2.78	2.98	3.23	3.48	3.73
Gardien (par semaine) — Watchman (per week)	\$7.40	\$9.40	\$9.40	\$9.40	\$10.40

De plus, les salariés auront une augmentation de \$0.05 cents l'heure à compter du 1er janvier 1967, pour le fonds de bien-être.

As of January 1, 1967, employees shall receive an additional 5¢ an hour re: welfare fund.

Les taux de salaires des tailleurs de marbre et des marbriers poseurs régis par le décret relatif aux métiers de la construction ne doivent pas être réduits lorsque ces salariés doivent travailler temporairement en atelier.

Wage rates for marble cutters and setters governed by the decree respecting the construction trades shall not be reduced when such employees have to temporarily work in the shop.

Le taux de salaires actuellement payés aux apprentis, s'ils sont supérieurs à ceux prévus ci-haut ne doivent pas être réduits. Tout ouvrier qui fournit des outils électriques ou pneumatiques sur le chantier a droit à un supplément de 25¢ l'heure en sus du taux de salaire normal.

Wage rates actually paid to apprentices which are higher than those herein stipulated, shall not be reduced.

Employees who supply power tools on the job shall receive 25¢ an hour, over and above their regular wage rates."

3° L'article VI est remplacé par le suivant:

3. Article VI is superseded by the following:

« Clauses particulières relatives à la zone II seulement

“Special clauses covering zone II only

VI. Taux de salaires minimaux: Les taux de salaires minimaux sont les suivants:

VI. Minimum wage rates: Minimum wage rates are as follows:

Métiers — Trades:	1/10/66	1/4/67	1/10/67	1/4/68	
Tailleur de marbre à la main — Hand marble cutter...	\$2.71	\$2.91	\$3.16	\$3.41	\$3.66
Apprenti tailleur de marbre — Apprentice marble cutter:					
1re année — 1st year	2.16	2.36	2.61	2.86	3.11
2e année — 2nd year	2.28	2.48	2.73	2.98	3.23
3e année — 3rd year	2.41	2.61	2.86	3.11	3.36
4e année — 4th year	2.56	2.76	3.01	3.26	3.51
Conducteur des machines à carborundum — Carborundum machine operator	2.41	2.61	2.86	3.11	3.36

	1/10/66	1/4/67	1/10/67	1/4/68
Apprenti-conducteur des machines à carborundum — Apprentice carborundum machine operator:				
1er semestre — 1st six months	\$ 2.16	\$ 2.36	\$ 2.61	\$ 2.86
2e semestre — 2nd six months	2.24	2.44	2.69	2.94
3e semestre — 3rd six months	2.35	2.55	2.80	3.05
Polisseur à la machine et à la main — Hand and machine polisher	2.36	2.56	2.81	3.06
Apprenti polisseur — Polisher apprentice:				
1er semestre — 1st six months	2.16	2.36	2.61	2.86
Après six mois — After six months	2.36	2.56	2.81	3.06
Conducteur de compresseur — Compressor operator	2.36	2.56	2.81	3.06
Régleur de scie — Saw setter	2.31	2.51	2.76	3.01
Aide et manoeuvre — Helper and labourer	2.21	2.41	2.66	2.91
Scieur — Saw operator:				
1er semestre — 1st six months	2.06	2.26	2.51	2.76
Après six mois — After six months	2.31	2.51	2.76	3.01
Polisseur de face — Bed rubber (face)	2.36	2.56	2.81	3.06
Polisseur de bouts — Bed rubber (ends)	2.36	2.56	2.81	3.06
Grutier — Crane operator	2.36	2.56	2.81	3.06
Carriers — Quarrymen:				
Foreur — Drill operator	2.16	2.36	2.61	2.86
Préposé au dalot — Channel runner	2.16	2.36	2.61	2.86
Aide — Helper	2.06	2.26	2.51	2.76
Manoeuvre (atelier de concassage) — Labourer (crusher plant)	2.21	2.41	2.66	2.91
Gardien (par semaine) — Watchman (per week)	83.00	87.00	91.00	95.00

4^o Les paragraphes « b », « c » et « d » de l'article IX sont remplacés par les suivants:

* b) *Période des congés*: Les employés bénéficient de trois (3) semaines de congés payés annuels aux époques suivantes:

1. Une semaine de Noël au jour de l'An inclusivement.

2. Une semaine à compter du deuxième lundi de juillet. Ces deux semaines seront considérées comme les périodes durant lesquelles les congés payés annuels doivent être donnés. Ces périodes ne sont pas considérées comme ouvrables.

3. Une semaine de congé payé annuel facultative que le salarié peut prendre au moment de son choix, après en avoir prévenu l'employeur.

c) *Indemnité de congés*: 1. L'indemnité de congés est égale à 4% du salaire brut gagné par le salarié. A partir du 1er octobre 1966, l'indemnité de congés est portée à 6%.

2. Cette indemnité de congé doit être versée par l'employeur au Comité paritaire avant le 15 de chaque mois. Ce dernier la transmettra alors au Comité conjoint des métiers de la construction lequel l'administrera et la remettra aux salariés de la façon déterminée dans le décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

Toutefois, dans les cas de nécessité urgente où la sécurité publique est en jeu, et dont la preuve incombe à l'employeur, tout travail exécuté pendant le jour de Noël, le jour de l'An et pendant la semaine commençant le deuxième lundi de juillet, doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 100%.

Tout employeur, artisan ou autre personne qui désire exécuter ou faire exécuter du travail pendant ces périodes de congés annuels obligatoires doit au préalable en donner avis au comité paritaire et obtenir sa permission en indiquant l'heure et l'endroit où les travaux seront exécutés. La preuve de la délivrance de tel avis incombe à celui qui le donne.

d) *Jours fériés payés*: La Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du travail, le vendredi-saint et le jour d'action de grâces sont des jours fériés chômés et payés. L'indemnité de chaque jour férié est égale à 2% du salaire gagné par le salarié et cette somme est

4. Subsections "b", "c" and "d" of article IX will be replaced by the following:

"(b) *Vacation period*: Every year, employees shall be entitled to three weeks' vacation at the following times:

1. One week, Christmas through New Year's Day.

2. One week beginning with the second Monday in July. These two weeks are considered as the times during which vacations with pay must be given. Such times are not considered as working times.

3. One week which the employee may take at his convenience, after having advised the employer.

c) *Vacation pay*: 1. Vacation pay equals 4% of gross wages earned by the employee up to October 1, 1966; after this date, vacation pay is set at 6%.

2. Such vacation pay shall be turned over to the Parity Committee by the employer, before the 15th of each month. The Committee shall forward it to the Building Trades Joint Committee which will administer and remit same to employees as set forth in the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Montreal District.

However, in cases of urgent necessity and when public safety is at stake (proof of which rests with the employer), all time worked on Christmas Day, New Year's Day and during the week beginning on the second Monday in July, shall be paid at double time.

Every employer, artisan or other person who wishes to work or causes work to be performed during the compulsory vacation periods shall first notify the Joint Committee thereof and mention the time and place where work is to take place, besides obtaining the Committee's permission. The onus of proving the delivery of such notice shall rest with the one giving it.

(d) *General holidays with pay*: St. John the Baptist Day, Canada Day (July 1st), Labour Day, Good Friday and Thanksgiving Day are observed general holidays with pay. Holiday pay for such days is calculated on the basis of 2% of the employee's earnings. This amount is turned

versée de la même façon que pour les congés payés annuels au Comité conjoint de l'industrie de la Construction de la région de Montréal qui doit verser cette somme aux salariés de la même manière et à la même époque que pour les congés payés.

e) Toute personne qui, n'étant pas employeurs au sens de cette Loi, désire exécuter des travaux un jour non-ouvrable, à titre d'artisan ou autre, est sujette aux prescriptions du présent article.

f) *Licenciement d'un employé*: i. *Préavis*: Tout salarié a droit, lors d'un licenciement à un avis de congé préalable de vingt-quatre (24) heures.

ii. Si un employeur néglige de remettre immédiatement à un salarié dont l'emploi est terminé son livre d'assurance-chômage ou son carnet de travail du Syndicat ou l'équivalent, ou de lui remettre sa paye le jour normal de paye suivant la fin de son emploi, il doit indemniser ce salarié pour la perte de temps subie en lui payant une indemnité minimale égale à trois (3) heures de travail par jour d'attente.

g) *Sécurité, hygiène et bien-être*: L'employeur doit fournir tout équipement nécessaire au travail tel que bottes, gants et tabliers de caoutchouc, etc.

L'employeur est responsable, jusqu'à concurrence de \$100.00 par salarié de toute perte d'outils et de tout dommage causé aux outils d'un salarié par suite de vol en dehors des heures de travail pourvu que, si l'employeur a aménagé un endroit à cette fin, le salarié y ait remis ses outils. L'employeur est également responsable de la perte causée à ces outils par suite d'incendie ou pendant le transport par l'employeur de ces outils.

5° Le premier alinéa du paragraphe « e » de l'article X est remplacé par le suivant:

« e) Les apprentis tailleurs de marbre doivent subir un examen au Centre d'Apprentissage des Métiers de Bâtiment de Montréal à la fin de chaque année d'apprentissage. S'ils échouent à cet examen, ils sont tenus de recommencer la même année d'apprentissage ou invités à subir un nouveau test d'orientation. »

6° L'article XI est remplacé par le suivant:

« XI. *Paiement du salaire*: a) Le salaire doit être payé par chèque pendant les heures de travail le jeudi de chaque semaine. Si le jeudi est un jour férié, la paie doit être distribuée de la même manière, le mercredi précédent.

b) L'employeur doit remettre à tout salarié un bulletin de paie qui comporte les mentions suivantes:

1. le nombre d'heures normales;
2. le nombre d'heures de travail majorées de cent pourcent (100%) ou comportant une prime ou un supplément;
3. les taux horaires de salaire;
4. le montant du salaire brut;
5. le montant de l'indemnité versée pour les jours fériés chômés et payés;
6. la nature et le montant de chacune des contributions versées par l'employeur;
7. la nature et le montant des retenues opérées y compris la retenue syndicale;
8. le montant du salaire net.

c) L'employeur doit transmettre sans délai au bureau ordinaire du Syndicat une copie du rapport mensuel qu'il fait au Comité conjoint.

d) L'employeur doit adresser au salarié au plus tard en même temps que l'exemplaire des formules « T4 » et « TP4 » un état des sommes versées au Comité conjoint pendant l'année pré-

over to the Montreal Construction Industry Joint Committee in the same manner as vacation pay. The Joint Committee shall remit such amount to the employee in the same manner and at the same time as the vacation pay.

(e) Any person who is not an employer as defined in this Act and who wishes to perform work on a non-working day, either as an artisan or in any other capacity, is subject to the provisions of this article.

(f) *Employee lay-off*: i. *Notice*: When a lay-off is to take place, every employee is entitled to a 24-hour notice.

ii. Should an employer fail to give an employee his Unemployment Insurance booklet and his union work book (or the equivalent) when work stops, or should he fail to pay him on the appointed payday which follows separation, he shall pay the employee at least three (3) hours for each waiting day, to compensate for time lost.

(g) *Safety, health and welfare measures*: Employers shall furnish all necessary working equipment such as rubber boots, gloves, aprons, etc.

The employer is responsible, up to a \$100.00 maximum for each employee, for any loss of tools or for any damage to tools due to theft outside working hours provided that, the employee put his tools away in a place the employer has set up for this purpose. The employer is also responsible for the loss of such tools as a result of fire or when they have been lost in transit by the employer."

5. The first paragraph of subsection "e" of article X, is superseded by the following:

"(e) After each apprenticeship year, apprentice marble cutters must take an examination at the Montreal Building Trades Apprenticeship Centre. Should they fail such examination, they shall start the apprenticeship year over again or may be given the opportunity of taking another aptitude test."

6. Article XI is replaced by the following:

"XI. *Payment of wages*: (a) Employees are paid by cheque during working hours, every Thursday. If Thursday is a holiday, payment shall be distributed in the same way the day before (Wednesday).

(b) Employers shall supply each employee with an earnings statement listing the following items:

1. number of regular hours;
2. number of hours at double time or at bonus rates;
3. hourly wage rates;
4. gross amount of earnings;
5. amount paid for observed general holidays with pay;
6. amount and type of each contribution made by the employer;
7. amount and type of each deductions made, including union dues;
8. take-home pay.

(c) When an employer submits his monthly report to the Joint Committee, he shall forward a copy thereof to the union office, without delay.

(d) When the T-4 and TP-4 slips are given out to employees, employers shall also supply each employee with a statement of amounts turned over to the Joint Committee during the previous

cédente pour le fonds de sécurité sociale, les congés payés annuels et les jours fériés, chômés et payés.

7° L'alinéa suivant est ajouté à l'article XIII:

« *Période de repos*: Tout salarié a droit à une période de quinze (15) minutes de repos au milieu de chaque période de quatre (4) heures de travail. »

8° L'article XIII-A suivant est ajouté:

« XIII-A. *Fonds de sécurité sociale*: L'employeur et le salarié contribueront à un fonds de sécurité sociale décrit dans le décret relatif à l'industrie de la construction région de Montréal.

La contribution à ce fonds est calculée sur la base de \$0.05 l'heure payés par l'employeur et de \$0.05 l'heure par le salarié.

Dans la zone I, cette somme est versée au Comité conjoint de la même façon que pour les vacances et les jours fériés payés.

Dans la zone II, pour le fonds de sécurité sociale et aussi pour le fonds de bien-être, si l'employeur ne peut pas verser les montants en question à des fonds du Comité conjoint, il devra verser ces contributions directement à ses salariés sous forme d'augmentations de salaires. »

9° L'article XIV est remplacé par le suivant:

« XIV. *Durée*: La présente section ainsi modifiée demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969. »

Note explicative: Les appellations de certains métiers ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes. Afin d'éviter toute confusion, on a placé, entre parenthèses, le terme utilisé jusqu'à maintenant.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers qui ont une autre appellation dans le présent décret, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

16018-o

JACQUES PRÉMONT.

year for the Social Security fund, vacations and observed general holidays with pay."

7. The following paragraph is added to article XIII:

"*Rest period*: Every employee is entitled to a fifteen-minute rest period in the middle of each four-hour work period."

8. The following article XIII-A is added:

"XIII-A. *Social security fund*: Employers and employees shall contribute to a social security fund as stipulated in the decree respecting the Construction Industry, Montreal region.

Contribution to such fund is calculated on the following basis: 5¢ an hour paid by the employer and 5¢ an hour paid by the employee.

This amount shall be turned over to the Joint Committee in the same way as vacation and holiday pay, for zone I.

In zone II, for the social security and welfare funds, if the employer is unable to turn over such amounts to the Joint Committee's fund, he shall remit such contributions directly to his employees by way of wage increases."

9. Article XIV is superseded by the following:

"XIV. *Term*: This section, as amended, remains in force until March 31, 1969."

Explanatory note: The names of certain trades have been modified in the French text of this Order in Council, solely to make them consistent with the internationally-accepted French terminology. The English nomenclature remains unchanged. In order to avoid confusion, the terms which had been in use until now have been placed between brackets.

Substitution of the new terms for the old does not affect any vested rights or current interests. In particular, it does not prevent the application of new wage rates for such trades which have another name in this decree; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use.

JACQUES PRÉMONT,

16018-o

Clerk of the Executive Council.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de Magistrat, { CHARTRE LUMBER
No 21.112. { LTÉE, corps politique et incorporé légalement constitué et ayant une place d'affaire à Val D'Or, district d'Abitibi P.Q., vs (demandeur saisissant), NICK LAPOINTE, domicilié, à 131, 4e avenue, à Val d'Or district d'Abitibi, (défendeur saisi).

Un emplacement sur le lot quarante-sept (47) rang F, lac Simard canton Dubuisson, district

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Magistrate's Court, { CHARTRE LUMBER
No. 21,112. { LTÉE, a body political and corporate, legally incorporated and having a business place at Val D'Or, district of Abitibi, P.Q., (seizing plaintiff — seizing creditor), vs NICK LAPOINTE, domiciled at 131, 4th Avenue, at Val D'Or, district of Abitibi, (defendant-seized).

An emplacement on lot forty-seven (47) range F, Simard Lake, township of Dubuisson, dis-

d'Abitibi P.Q. circonstances et dépendances avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Charles Borromée, lac Lemoyne district d'Abitibi P.Q. le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Amos, ce 12 juillet 1966.

Le Shérif,

R. COSSETTE.

16000-29-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure { FALARDEAU & JEAN-
No 13298. { SON CIE LIMITÉE,
corporation légalement constituée et incorporée avec une place d'affaires principale, à Amos, district d'Abitibi, demanderesse saisissante *vs* THOMAS LOUIS PILOTTE, d'Amos, district d'Abitibi P.Q. défendeur saisi.

Avis de vente

Un emplacement mesurant environ cent quarante (140) pieds de largeur en front, étant la partie sud-est du lot quarante-trois (43) A, du rang dix (10) du canton Figury, district d'Abitibi, borné au nord par le terrain du C.N.R. à l'est par le lot quarante-quatre (44) A, des mêmes rang et canton; au sud, en front, par le chemin public, et à l'ouest, par le terrain ayant appartenu à la Commission Scolaire Dollard et appartenant aujourd'hui à M. Aimé McGuire; circonstances et dépendances avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de la Cathédrale paroissiale d'Amos, comté d'Abitibi, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1966 à ONZE heure de l'avant-midi.

Amos, ce 12 juillet 1966.

Le Shérif,

R. COSSETTE.

16001-29-2-o

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 32-547. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur-requérant, *vs* LOUIS GEORGES DOYON, autrefois cultivateur de St-Pierre de Broughton, comté de Beauce, maintenant domicilié à 117, 9ième rue, Beauceville est, Beauce, défendeur-intimé et FLORIAN VACHON, commerçant, St-Pierre de Broughton, Co. Beauce et LE REGISTREUR du bureau de la division d'enregistrement de Beauce, Beauceville est, mis-en-cause.

Pour être vendu « en bloc » les immeubles ci-après décrits:

« Un morceau de terrain ayant six arpents et un quart de largeur par toute la longueur de la concession, borné au nord-est par le chemin entre le dixième et le onzième rangs, du canton de Broughton, au sud-est par Ludger Vallières, au sud-ouest par Pierre Landry; ce terrain étant connu comme étant les lots deux-J, trois-A et trois-B (2-J, 3-A et 3-B) du cadastre officiel pour le onzième rang du canton de Broughton, dans le comté de Beauce, sujet à une servitude de poteaux en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. par Joseph Bolduc le sept mars mil

trict of Abitibi, P.Q., circumstances and dependencies with buildings constructed thereon.

To be sold at the parochial church door of Saint-Charles Borromée, Lemoyne Lake, district of Abitibi, P.Q., on the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Amos, July 12, 1966.

R. COSSETTE,

Sheriff.

16000-29-2

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, { FALARDEAU & JEAN-
No. 13298. { SON CIE LIMITÉE,
corporation legally constituted and incorporated with a chief place of business in Amos, district of Abitibi, plaintiff-seizing creditor, *vs* THOMAS LOUIS PILOTTE, district of Abitibi, P.Q., defendant seized.

Notice of sale

An emplacement measuring approximately one hundred and forty feet (140) in width in front, being a south-east part of lot forty-three (43) A, range ten (10) in the township of Figury, district of Abitibi, bounded on the north by the C.N.R. land, on the east lot forty-four (44) A, on the same range and township, on the south, in front by the public road, on the west by the land which belonged to the Dollard School Commission and now belongs to Mr. Aimé McGuire, circumstances and dependencies with the buildings thereon constructed.

To be sold at the door of the Amos parochial Cathedral, county of Abitibi, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Amos, July 12, 1966.

R. COSSETTE,

Sheriff.

16001-29-2

BEAUCE

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 32-547. { CREDIT BUREAU,
body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff-petitioner, *vs* LOUIS GEORGES DOYON, formerly a farmer of St-Pierre de Broughton, county of Beauce, now domiciled at 117, 9th St., Beauceville East, Beauce, defendant-respondent, and FLORIAN VACHON, trader, St-Pierre de Broughton, Co. Beauce, and THE REGISTRAR of the registration division office of Beauce, Beauceville-East, mis-en-cause.

The immoveables hereinafter described, to be sold "en bloc";

"A lot of land measuring six and one-quarter arpents in width by the entire length of the concession, bounded on the north-east by the road between the tenth and eleventh ranges in the township of Broughton, on the southeast by Ludger Vallières, on the southwest by Pierre Landry; this lot of land is known as being lots two-J, three-A, and three-B (2-J, 3-A and 3-B) in the official cadaster of the eleventh range in the township of Broughton, in the county of Beauce, subject to a servitude to erect poles in favour of The Shawinigan Water & Power

neuf cent trente-trois, L. P. Turgeon, notaire, enregistrée à Beauce, sous le No 112541.

Avec et y compris le droit d'eau que l'emprunteur a ou peut avoir de prendre de l'eau sur la partie dudit lot deux-D (2-D) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dixième rang du canton de Broughton, comté de Beauce, selon les titres à cet effet. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Pierre de Broughton, comté de Beauce, le NEUVIÈME jour d'AOÛT 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD,
Ville St-Joseph de Beauce, 15732-26-2-o
[Première insertion: 2 juillet 1966]
[Deuxième insertion: 23 juillet 1966]

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, { RAYMOND LACHANCE,
No 4544. { garagiste, domicilié à
Black Lake, district de Mégantic, demandeur; vs ARMAND JACQUES, domicilié à St-Pierre de Broughton, district de Beauce, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement de soixante-quinze pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro un-K (Ptie 1-K) des plans du canton de Broughton, Beauce, dont le côté nord dudit emplacement se trouve situé à trente pieds du solage de la maison sise et située sur ledit immeuble, avec bâtisses et dépendances, borné ledit terrain des deux côtés et en arrière par ledit Joseph Dubreuil, et en avant au nord-est par le chemin public. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Pierre de Broughton, comté de Beauce, le TRENTIÈME jour d'AOÛT 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD,
Ville St-Joseph de Beauce, le 12 juillet 1966.
15983-29-2-o
[Première insertion: 23 juillet 1966]
[Deuxième insertion: 13 août 1966]

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Supérieure, { JAMES DUGUAY, deman-
No 7000. { deur, vs OMER GAU-
THIER, défendeur.

Description

« Un certain morceau de terrain formant partie au lot No 147 du cadastre officiel du canton de New-Richmond, ledit lopin de terre ayant une largeur de 191 pieds par une profondeur de 100 pieds sur le premier rang du canton de New-Richmond.

Co., by Joseph Bolduc, on March seventh, one thousand nine hundred and thirty-three, L. P. Turgeon, notary, registered in Beauce, under No. 112541.

With and including the water rights which the borrower has or may have to take water on the part of said lot two-D (2-D) on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the tenth range in the township of Broughton, county of Beauce, according to the deeds to this effect."

To be sold at the parochial church door of St-Pierre de Broughton, county of Beauce, on the NINTH day of AUGUST, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Town of St-Joseph de Beauce, 15732-26-2
[First insertion: July 2, 1966]
[Second insertion: July 23, 1966]

Canada — Province of Quebec
District of Mégantic

Superior Court, { RAYMOND LACHANCE,
No. 4544. { garageman, domiciled
at Black Lake, district of Mégantic, plaintiff; vs ARMAND JACQUES, domiciled at St-Pierre de Broughton, district of Beauce, defendant.

The immovable hereinafter described to be sold:

"An emplacement measuring seventy-five feet in width by seventy-five feet in depth, the whole more or less, and without any guarantee of exact measure, known and designated as forming part of lot number one-K (P. 1-K) on the plans of the township of Broughton, Beauce, the north side of which is situated at a distance of thirty feet from the foundation of the house lying and situated on the said immovable, with buildings and dependencies, bounded, the said terrain, on the two sides and in the rear by the said Joseph Dubreuil, and in front, on the northeast, by the public road."

To be sold at the parochial church door of St-Pierre de Broughton, county of Beauce, on the THIRTIETH day of AUGUST, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Town of St-Joseph de Beauce, July 12, 1966.
15983-29-2-o
[First insertion: July 23, 1966]
[Second insertion: August 13, 1966]

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec
District of Bonaventure

Superior Court, { JAMES DUGUAY, plaintiff,
No. 7000. { vs OMER GAUTHIER,
defendant.

Description

"A certain piece of land being part of lot number 147 of the official cadaster of the township of New-Richmond, the said piece of land measuring 191 feet in width by a depth of 100 feet in the first range of the township of New Richmond.

Borné au nord par le boulevard Perron, à l'ouest par la propriété appartenant à Dame Henriette Burton Taylor, au sud par la propriété de la Cascapedia Manufacturing & Trading Co; et à l'est par la propriété de J. A. Coul, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église de New-Richmond, comté et district de Bonaventure, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOÛT, mil neuf cent soixante-six, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, New-Carlisle, P.Q. Le Shérif, F. J. LEGRESLEY. 16019-29-2-0

Bounded on the north by Perron boulevard, on the west by the property belonging to Mrs Henriette Burton Taylor; on the south by the property of the Cascapedia Manufacturing & Trading Co.; and on the east by the property of J. A. Coul, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.”

To be sold “en bloc” at the parochial church door of New Richmond, county and district of Bonaventure, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-six, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, New Carlisle, P.Q. F. J. LEGRESLEY, Sheriff. 16019-29-2-0

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 38.470. { JEAN ACHARD LTÉE, a corporation legally constituted ayant le siège social de ses affaires à 575, Boulevard du centenaire, en la cité de Jonquière, district de Chicoutimi, demanderesse, vs LES PLACEMENTS COURCIL LTÉE, corporation légalement constituée ayant un bureau d'affaires à 68, rue Verchères, Jonquière, district de Chicoutimi, défenderesse.

« Un lopin de terre ou emplacement lot No 20-274, rang 4, du cadastre officiel du canton de Jonquière, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, lopin de terre situé sur la rue Ste-Berthe, Jonquière, district de Chicoutimi. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Marie, cité de Jonquière, le VINGT-SIXIÈME jour du mois d'AOÛT 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, le 14 juillet 1966. Le Shérif, RENÉ DELISLE. 16002-29-2-0

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 38.464. { THE WESTERN SAVINGS & LOAN ASSOCIATION, corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Winnipeg, de la Province de Manitoba et faisant affaires dans la province de Québec et ayant élu domicile pour les fins des présentes en la cité d'Arvida, district de Chicoutimi, demanderesse, vs DAME ALPHONSINE VANDAL BEAUMONT, épouse en séparation de biens de monsieur Joseph Beaumont et résidant au 44 du Boulevard St-Louis, St-Jean-Eudes, district de Chicoutimi, et ledit JOSEPH BEAUMONT, résidant à 44, Boulevard St-Louis, St-Jean-Eudes, district de Chicoutimi, défendeurs, et J. OMER LAPOINTE et LÉONIDAS GAGNON, en leur qualité de régistateurs du district de Chicoutimi, mis en cause.

« Terrain ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi dans le quatorzième rang sud-ouest du Chemin Sydenham, comme formant partie du lot numéro neuf-B-quatre-vingt-sept (Ptie 9-B-87) mesurant environ cinquante pieds (50') de largeur par cent pieds (100') de profondeur et bornée comme suit :

« Terrain ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi dans le quatorzième rang sud-ouest du Chemin Sydenham, comme formant partie du lot numéro neuf-B-quatre-vingt-sept (Ptie 9-B-87) mesurant environ cinquante pieds (50') de largeur par cent pieds (100') de profondeur et bornée comme suit :

Au sud-est en front par le lot neuf-b-soixante-dix-sept (9-B-77) (Blvd St-Louis) au nord est

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 38.470. { JEAN ACHARD LTÉE, a corporation legally incorporated having its head office at 575 Boulevard du centenaire, in the city of Jonquière, district of Chicoutimi, plaintiff, vs LES PLACEMENTS COURCIL LTÉE, a corporation legally incorporated having a place of business at 68 Verchères Street, Jonquière, district of Chicoutimi, defendant.

“A strip of land or emplacement lot No. 20-274, range 4, of the official cadaster of the township of Jonquière, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, which strip of land is situated on Ste-Berthe Street, Jonquière, district of Chicoutimi.”

To be sold at the parochial church door of Ste-Marie, city of Jonquière, on the TWENTY-SIXTH day of the month of AUGUST, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, July 14, 1966. RENÉ DELISLE, Sheriff. 16002-29-2

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 38.464. { THE WESTERN SAVINGS & LOAN ASSOCIATION, body legally incorporated, having its head office in the City of Winnipeg, in the Province of Manitoba and carrying on business in the province of Quebec, and having elected domicile for the purposes of these presents in the City of Arvida, district of Chicoutimi, plaintiff, vs DAME ALPHONSINE VANDAL BEAUMONT, wife separate as to property of Joseph Beaumont, residing at 44 St-Louis Blvd., St-Jean-Eudes, district of Chicoutimi, and the said JOSEPH BEAUMONT, residing at 44 St-Louis Blvd., St-Jean-Eudes, district of Chicoutimi, defendants, and J. OMER LAPOINTE and LÉONIDAS GAGNON, in their capacity as registrars of the district of Chicoutimi, mis-en-cause.

“A lot of land or emplacement known and designated in the official cadaster of the parish of Chicoutimi on the fourteenth range southwest of Sydenham Road, as forming part of lot number nine-B-eighty-seven (P. 9-B-87), measuring approximately fifty feet (50') in width by one hundred feet (100') in depth, and bounded as follows:

On the southeast, in front, by lot nine-b-seventy-seven (9-B-77) (St-Louis Blvd.), on

par le lot neuf-B-quatre-vingt-six (9-B-86), au nord-ouest par le résidu dudit lot dont il forme partie demeurant la propriété de la Municipalité du Village de St-Jean-Eudes et vers le sud-ouest par le lot neuf-B-cent (9-B-100), le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et sujette à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou non apprenées qui peuvent l'affecter. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean-Eudes, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'AOÛT 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Chicoutimi, le 13 juillet 1966. RENÉ DELISLE.
16003-29-3-0

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 38,519. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, demandeur, vs
ÉMILE PERRON, autrefois cultivateur de canton
Bégin, rang 4, comté de Chicoutimi, mainte-
nant domicilié à 102, rue Lapointe, Kénogami
comté de Jonquière-Kénogami, défendeur.

« Une ferme étant et comprenant tout ce lot
de terre connu et désigné au cadastre officiel du
canton Bégin, sous le numéro quarante-sept
(No 47) dans le rang quatre (4) dudit canton,
avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et
dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de St-Jean l'Évangéliste, canton Bégin, le
VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AOÛT
1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Chicoutimi, le 13 juillet 1966. RENÉ DELISLE.
16020-29-2-0

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure de Québec & Hauterive

No 143-041. { MAISON RITE INC., vs AD-
JUTOR & OLIVIER
TREMBLAY de l'endroit appelé
canton Latour district de Haute- rive Co,
comté du Saguenay, défendeurs.

Une maison construite sur une partie du lot
numéro 8 du rang un nord du cadastre officiel du
canton Latour (le terrain étant détenu par un
billet de location. Avec les bâtisses dessus cons-
truites, circonstances et dépendance.

Pour être vendu à la porte de l'école de canton
Latour district de Hauterive, comté de Saguenay,
le TRENTIÈME jour d'AOÛT 1966 à ONZE
heures de l'avant-midi.

Baie Comeau, 13 juillet 1966.

Le Député-Shérif,
16004-29-2-0 LOUIS DROUIN.

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
4679. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, demandeur,

the northeast by lot nine-b-eighty-six (9-B-86)
on the northwest by the remainder of the said
lot of which it forms part and which remains
the property of the municipality of the Village
of St-Jean-Eudes, and on the south-west by
lot nine-B-one hundred (9-B-100), the whole
with the buildings thereon constructed, circum-
stances and dependencies, and subject to all
active and passive servitudes, apparent or
unapparent, which might affect it." »

To be sold at the parochial church door of
St-Jean-Eudes, on the TWENTY-FIFTH day
of the month of AUGUST, 1966, at THREE
o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *Le Shérif,*
Chicoutimi, July 13, 1966. RENÉ DELISLE.
16003-29-2

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 38,519. { CREDIT BUREAU,
body politic and corporate,
having its head office in Quebec, plaintiff, vs
ÉMILE PERRON, formerly a farmer of the
township of Bégin, range 4, county of Chicoutimi,
now domiciled at 102 Lapointe St., Kenogami,
county of Jonquière-Kénogami, defendant.

"A farm being and comprising the whole of
the lot of land known and designated in the official
cadaser of the township of Bégin, under number
forty-seven (No. 47) on Range four (4) in the
said township, with all the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies." »

To be sold at the parochial church door of
St-Jean l'Évangéliste, township of Bégin, on the
TWENTY-FOURTH day of the month of
AUGUST, 1966, at THREE o'clock in the after-
noon.

Sheriff's Office, *Le Shérif,*
Chicoutimi, July 13, 1966. RENÉ DELISLE.
16020-29-2

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris

Superior Court of Québec & Hauterive

No. 143-041. { MAISON RITE INC., vs AD-
JUTOR & OLIVIER
TREMBLAY, of the place called
township of Latour, district of Hauterive, county
of Saguenay, defendants.

A house constructed on a part of lot number
8 on range one north in the official cadaser of
the township of Latour (the terrain being held
by a ticket of location); with the buildings thereon
constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the school door of the township
of Latour, district of Hauterive, county of
Saguenay, on the THIRTIETH day of AUGUST,
1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Baie Comeau, July 13, 1966.

LOUIS DROUIN,
16004-29-2 Deputy-Sheriff.

MÉGANTIC

Canada — Province of Québec
District of Mégantic

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
4679. { CREDIT BUREAU, bo-
dy politic and corporate,
having its head office in Québec, plaintiff, vs

RENÉ FRÉCHETTE, autrefois cultivateur de St-Ferdinand, comté de Mégantic, maintenant domicilié à l'Ange-Gardien, comté de Rouville, défendeur.

« Une terre située dans le premier rang du canton d'Irlande, comté de Mégantic, contenant cent soixante acres en superficie, plus ou moins, connue au cadastre officiel du canton d'Irlande comme étant :

1° La partie sud-est du lot numéro quinze (Pt. S.E. 15), mesurant trois arpents de largeur sur la profondeur du rang, bornée en front, au sud-ouest, au chemin public entre les cantons d'Irlande et de Wolfestown, en arrière, au nord-est, au cordon du deuxième rang, d'un côté, au nord-ouest, à la partie nord-ouest dudit lot numéro quinze, appartenant à Hervé Beaulieu, et de l'autre côté, au sud-est, au lot numéro seize ci-après décrit;

2° Le lot numéro seize (No 16) du même rang;

3° La partie nord-ouest du lot numéro dix-sept (Pt N.O. No 17) bornée en front, au sud-ouest, au chemin public entre les cantons d'Irlande et de Wolfestown, en arrière, au nord-est, au cordon du deuxième rang, d'un côté, au nord-ouest, au lot numéro seize, ci-dessus décrit et de l'autre côté au sud-est, partie à la rivière et partie à un arpent de la ligne nord-ouest du lot numéro dix-huit, le terrain formant partie sud-est dudit lot numéro dix-sept, appartenant à Roland Gardner.

Avec toutes les bâtisses érigées sur cette terre, circonstances et dépendances. »

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Ferdinand, district et comté de Mégantic, MARDI le NEUVIÈME jour d'AOÛT, mil neuf cent soixante-six, à DIX heures de l'avant-midi.

15733-26-2-o

Le Shérif,
DENIS GUÉNETTE.

RENÉ FRÉCHETTE, formerly a farmer of St-Ferdinand, county of Mégantic, now domiciled at Ange-Gardien, county of Rouville, defendant.

"A farm situated on range one in the township of Irlande, county of Mégantic, having an area of one hundred and sixty acres, more or less, known in the official cadaster of the township of Irlande as being:

1. The southeast part of lot number fifteen (S.E. P. 15), measuring three arpents in width by the depth of the range, bounded in front, on the southwest, by the public road between the townships of Irlande and Wolfestown, in the rear, on the northeast, by the border of the second range, on one side, on the northwest, by the northwest part of said lot number fifteen, belonging to Hervé Beaulieu, and on the other side, on the southeast, by lot number sixteen hereinafter described;

2. Lot number sixteen (No. 16) on the same range;

3. The northwest part of lot number seventeen (N.W. P. No. 17), bounded in front, on the southwest, by the public road between the townships of Irlande and Wolfestown, in the rear, on the northeast, by the border of the second range, on one side, on the northwest, by lot number sixteen, described above, and on the other side, on the southeast, partly by the river and partly by one arpent of the northwest line of lot number eighteen, the terrain forming the southeast part of said lot number seventeen, belonging to Roland Gardner.

With all the buildings erected on said farm, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Ferdinand, district and county of Mégantic, on TUESDAY, the NINTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-six at TEN o'clock in the forenoon.

15733-26-2

DENIS GUÉNETTE,
Sheriff.

NICOLET

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, No 3154. { **M. DONAT LAROCHE**, entrepreneur en plomberie et chauffage domicilié à Princeville, district d'Arthabaska, demandeur, vs **M. ROGER FORTIER**, hôtelier, domicilié à Ste-Brigitte-Des-Saults, district de Nicolet, défendeur, et **M. LE REGISTRATEUR** de la division d'enregistrement No 2, de Nicolet, mis-en-cause.

« Un terrain avec l'hôtel y édifié, situé dans la paroisse de Ste-Brigitte-Des-Saults, en bordure et du côté sud-est du rang St-Édouard, coïncidant à cet endroit avec la rue principale du village, emplacement mesurant 77'9" de largeur, mesure anglaise, sur 100 pieds de profondeur, mesure française, borné en front au chemin concession St-Édouard, en profondeur à une autre partie du même lot désigné en deuxième lieu. D'un côté au sud-ouest à une autre partie du même lot appartenant à Blondin Mercure et de l'autre côté encore à une autre partie du même lot appartenant à la succession Conrad Cloutier, lequel terrain est désigné au cadastre

NICOLET

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 3154. { **MR. DONAT LAROCHE**, plumber and heating contractor, domiciled at Princeville, district of Arthabaska, plaintiff, vs **MR. ROGER FORTIER**, hotel-keeper, domiciled at Ste-Brigitte-Des-Saults, district of Nicolet, defendant, and **THE REGISTRAR** of registration division No. 2, or Nicolet, mis-en-cause.

"A lot of land with the hotel thereon erected, situated in the parish of Ste-Brigitte-Des-Saults, bordering on and on the south-east side of St-Édouard Range, coinciding, at this place, with the main street of the village, and measuring 77'9" in width, English measure, by 100 feet in depth, French measure, bounded in front by the road of St-Édouard concession, in depth by another part of the same lot designated in the second paragraph, on one side, on the southwest, by another part of the same lot belonging to Blondin Mercure, and on the other side, also by another part of the same lot belonging to the estate of Conrad Cloutier, which lot of land is

officiel du canton de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Brigitte-Des-Saults, comme faisant partie du lot numéro cinquante-trois (No 53);

Un autre terrain contigu au sud-ouest du premier contenant 77'9" de largeur sur environ 15 pieds de profondeur, mesure anglaise, étant la continuation de l'emplacement ci-dessus décrit pour lui donner une profondeur égale à celle des emplacements voisins, ce terrain élargissant ensuite à 100 pieds, mesure française, soit du côté sud-ouest, se continuant vers les sud-est, sur une profondeur d'environ quatre-vingt-dix-sept pieds (97'): Borné en front pour la première partie au terrain ci-dessus et pour la partie constituant l'élargissement au terrain appartenant à Blondin Mercure, en profondeur à une autre partie du même lot appartenant à Antonius Proulx, du côté nord-est à une ligne droite constituant le prolongement de la ligne nord-est du terrain désigné en premier lieu et le terrain ayant appartenu à Edmond Jutras qui permettait à ce dernier de communiquer du chemin public à sa ferme, lequel terrain est désigné au même cadastre comme faisant aussi partie dudit lot de terrain numéro cinquante-trois (No 53);

Moins et à distraire du terrain en premier lieu décrit, une parcelle de terrain, mesurant environ vingt pieds carrés, située du côté nord-est de l'emplacement et près du chemin St-Édouard, tel que vendu à l'aqueduc de la corporation municipale de Ste-Brigitte. »

Pour être vendu (en bloc) à la porte de l'église paroissiale de Ste-Brigitte-Des-Saults, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1966 à UNE heure et DEMIE de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GEORGES DOUCET.
Nicolet, ce 13 juillet 1966. 16024-29-2-o

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour de Magistrat, { M. CAMILLE LAVI-
No 4202. GNE, marchand
du village de Ste-Marie de
Blandford, district de Nicolet, demandeur, vs
M. GEORGES LAROCHE, résidant à Ste-Marie
de Blandford, dit district, défendeur.

« Une terre située en la paroisse de Ste-Marie de Blandford, dans le dix-septième rang du canton de Maddington, de la contenance de six arpents de largeur, sur la profondeur des terres dudit rang, soit environ vingt-sept arpents, et connue et désignée comme étant le lot No cent vingt (120) pour quatre arpents de largeur, et comme étant la partie nord du lot No cent vingt et un (P.N.O. 121) pour deux arpents de largeur, tous du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Marie de Blandford, entre Alfred Bilodeau, au nord, et Lucien Marier, au sud, avec une maison, grange, écurie et dépendances dessus construites. »

Pour être vendu (en bloc) à la porte de l'église paroissiale de Ste-Marie de Blandford, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1966 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GEORGES DOUCET.
Nicolet, ce 13 juillet 1966. 16025-29-2-o

designated in the official cadaster of the township of Nicolet, for the parish of Ste-Brigitte-Des-Saults, as forming part of lot number fifty-three (No. 53);

Another lot of land adjacent to the south-west of the first, measuring 77'9" in width by approximately 15 feet in depth, English measure, being the continuation of the above-described emplacement, giving it a depth equal to that of the neighboring emplacements, this emplacement, then widening to 100 feet, French measure, on the south-west side, and continuing towards the south-east, by a depth of approximately ninety-seven (97'), bounded in front, the first part, by the above-described terrain, and the second part, constituting the widening of the terrain, by the land belonging to Blondin Mercure, in depth by another part of the same lot belonging to Antonius Proulx, on the north-east side by a straight line constituting the extension of the north-east line of the land designated in the first paragraph, and the lot of land which belonged to Edmond Jutras, and which permitted the latter to commute from the public road to his farm, which terrain is designated in the same cadaster as also forming part of the said lot of land number fifty-three (No. 53);

Less and to be withdrawn from the terrain described in the first paragraph is a strip of land measuring approximately twenty square feet, situated on the north-east side of the emplacement and near St-Édouard road, as sold to the aqueduct of the municipal corporation of Ste-Brigitte".

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Brigitte-Des-Saults, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1966, at ONE-THIRTY o'clock in the afternoon.

GEORGES DOUCET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, July 13, 1966. 16024-29-2

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Magistrate's Court, { MR. CAMILLE LAVI-
No. 4202. GNE, merchant of
the village of Ste-Marie de
Blandford, district of Nicolet, plaintiff, vs MR.
GEORGES LAROCHE, residing at Ste-Marie de
Blandford, said district, defendant.

"A farm situated in the parish of Ste-Marie de Blandford, on the seventeenth range in the township of Maddington, measuring six arpents in width by the depth of the farms on said range, that is, approximately twenty-seven arpents, and is known and designated as being lot number one hundred and twenty (120) for four arpents in width, and as the north part of lot No. one hundred and twenty-one (N.W. P. 121) for two arpents in width, all in the official cadaster of the county of Nicolet, for the parish of Ste-Marie de Blandford, bounded by Alfred Bilodeau on the north and Lucien Marier on the south, with a house, barn, stable and dependencies thereon constructed."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Marie de Blandford, on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DOUCET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, July 13, 1966. 16025-29-2

QUEBEC

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: **L A CAISSE POPULAIRE**
 Cour Supérieure, **DE BIENVILLE**, so-
 No 145-064. **ciété régie par la Loi des**
Syndicats Coopératifs de Qué-
 bec, ayant son siège social à Bienville, dans la
 cité de Lauzon, district de Québec, *contre* **JEAN**
MARIE TURGEON, domicilié et résidant à
 64 St-Dominique, dans la cité de Lauzon, district
 de Québec et **LOUIS ROBERT RUEL**, es-
 qualité de syndic à la faillite de Jean Marie
 Turgeon, 45 ouest Trans-Canada, Lévis, et
JULES CARRIER, es-qualité de Régistrateur,
 division d'enregistrement de Lévis, mis-en-
 cause.

« Le lot numéro 150 et la subdivision numéro
 trois du lot originaire numéro cent cinquante-
 deux (150 et 152-3) du cadastre officiel révisé
 pour le village de Bienville en la cité de Lauzon
 avec bâtisse dessus construite, circonstances et
 dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Bien-
 ville, comté de Lévis, le CINQUIÈME jour
 d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-
 midi.

Le Député-Sherif,

Bureau du Sherif, **ALBERT F. RACETTE.**
 Québec, le 28 juin 1966. 15781-26-2-o

[Première insertion: 2 juillet 1966]

[Deuxième insertion: 23 juillet 1966]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **THE ROYAL TRUST**
 Cour Supérieur, **COMPANY**, corpo-
 No 144-607. **tion légalement constituée**
ayant son siège social dans la
 cité de Montréal et un bureau d'affaires dans
 les cité et district de Québec, *contre* **DAME**
JOY PATON, épouse contractuellement séparée
 de biens de John Dinan Quart, contracteur, et
 ledit **JOHN DINAN QUART**, pour autoriser et
 assister son épouse aux fins des présentes, tous
 deux domiciliés dans la cité de Sillery, district
 de Québec, et **JEAN CHARLES PICHER**,
 notaire, en sa qualité de registrateur pour la
 division d'enregistrement de Québec, domicilié
 dans les cité et district de Québec, mis-en-cause.

1. Lot numéro deux-un-C-trois (2-1-C-3) du
 plan cadastral officiel pour la paroisse de St-
 Colomb de Sillery, dans le comté de Québec, de
 forme rectangulaire, mesurant cent dix pieds
 (110') de largeur sur la rue Noury par cinquante
 pieds (50') de profondeur et ayant une superficie
 sur l'avenue Dobell et cent dix pieds (110') sur
 la ligne qui le divise dudit lot numéro deux-un-C-
 trois (2-1-C-3) et ayant une superficie de qua-
 torze mille soixante-quatre pieds carrés, mesure
 anglaise (5,500 p.c. m.a.).

2. Lot numéro deux-un-C-quatre (2-1-C-4)
 audit plan cadastral pour la paroisse St-Col-
 omb de Sillery, de forme irrégulière, mesurant
 cent soixante-trois pieds (163') plus ou moins
 sur sa ligne nord-est, quatre-vingt-deux pieds
 (82') sur la rue Maritain, cent trente pieds (130')
 sur l'avenue Dobell et cent dix pieds (110') sur
 la ligne qui le divise dudit lot numéro deux-un-C-
 trois (2-1-C-3) et ayant une superficie de qua-
 torze mille soixante-quatre pieds carrés, mesure
 anglaise, (14,064 p.c. m.a.).

3. Un droit de passage à perpétuité à pied ou
 en véhicule, en commun avec d'autres usagers,
 sur lesdites rue Noury et avenue Dobell, afin
 de pouvoir communiquer de l'avenue Charles
 Huot à la propriété présentement vendue, et
 vice versa.

Fieri Facias

Quebec, to wit: **L A CAISSE POPULAIRE**
 Superior Court, **DE BIENVILLE**, asso-
 No. 145-064. **ciation governed by the Que-**
bec Cooperative Syndicates
 Act, having its head office in Bienville, in the
 city of Lauzon, district of Quebec, *against*
JEAN MARIE TURGEON, domiciled and
 residing at 64 St-Dominique, in the city of
 Lauzon, district of Quebec, and **LOUIS RO-**
BERT RUEL, in his capacity as trustee in the
 bankruptcy of Jean Marie Turgeon, 45 Trans-
 Canada west, Lévis, and **JULES CARRIER**, in
 his capacity as registrar, registration division
 of Lévis, mis-en-cause.

"Lot number 150 and subdivision number
 three of original lot number one hundred and
 fifty-two (150 and 152-3) in the revised official
 cadaster of the village of Bienville, in the city
 of Lauzon, with the building thereon constructed,
 circujstances and dependencies."

To be sold at the church door of Bienville,
 county of Lévis, on the FIFTH day of AUGUST
 next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, **Deputy-Sheriff.**
 Québec, June 28, 1966. 15781-26-2

[First insertion: July 2, 1966]

[Second insertion: July 23, 1966]

Fieri Facias

Quebec, to wit: **THE ROYAL TRUST**
 Superior Court, **COMPANY**, corpo-
 No. 144-607. **ration legally incorporated**
having its head office in the
 City of Montreal and a business place in the
 city and district of Quebec, *vs* **DAME JOY**
PATON, wife contractually separate as to
 property of John Dinan Quart, contractor, and
 the said **JOHN DINAN QUART**, to authorize
 and assist his wife for the purpose of these
 presents, both domiciled in the city of Sillery,
 district of Québec, and **JEAN CHARLES**
PICHER, notary, in his capacity as registrar
 for the registration division of Québec, domiciled
 in the city and district of Québec, mis-en-cause.

1. Lot number two-one-C-three (2-1-C-3) of
 the official cadastral plan for the parish of St.
 Colomb de Sillery, in the county of Québec, of
 rectangular shape, measuring one hundred and
 ten feet (110') in width on Noury Street by
 fifty feet (50') in depth and having a superficial
 area of five thousand five hundred square feet,
 english measure (5,500 sq. ft. e.m.).

2. Lot number two-one-C-four (2-1-C-4) on
 the said cadastral plan for the parish of St.
 Colomb de Sillery, of irregular shape, measuring
 one hundred and sixty-three feet (163') more
 or less on its north east line, eighty two feet
 (82') on Maritain Street, one hundred and
 thirty feet (130') on Dobell avenue and one
 hundred and ten feet (110') on the line which
 divides it from said lot number two-one-C-three
 (2-1-C-3) and having a superficial area of fourteen
 thousand and sixty four square feet, english
 measure, (14,064 sq. ft. e.m.).

3. A right of way in perpetuity on foot and
 in vehicles, in common with other users, upon
 the said Noury street and Dobell Avenue, in
 order to have communication from Avenue
 Charles Huot to the hereby sold property, and
 vice versa.

Avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église de St-Colomb de Sillery, comté de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
 Québec, le 20 juillet 1966. 16031-29-2
 [Première insertion: 23 juillet 1966]
 [Deuxième insertion: 13 août 1966]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Canada — Province de Québec
 District de Rimouski

Cour Supérieure, { **HOUSEHOLD FINANCE**
 No 32-814. { **CORP. LTD.**, une corporation ayant une place d'affaires dans la ville de Matane, district de Rimouski, demanderesse *vs* ADELBERT BOUFFARD, de l'endroit appelé Petite Matane, défendeur.

1° Une terre entr'autres, désignée sous les Nos 464 et 465 du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, mesurant 3 arpents de front sur 40 arpents de profondeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre, entr'autres, située dans la paroisse de St-Jérôme de Matane, mesurant 3 arpents de front sur environ 20 arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise, connu et désignée comme étant les Nos 597, 598, 599, sans bâtisse dessus construite, à distraire une portion de terrain, mesurant 945 pieds du côté ouest, 1367 pieds du côté est, sur la largeur desdits lots, soit environ 3 arpents, bornés au nord au résidu des lots Nos 597, 598 et 599, au sud à la route, à l'est à la propriété de Théophile Desrosiers et à l'ouest à celle de Victorien Bouffard, sans bâtisse.

Pour être vendues à la porte de l'Église de la paroisse de Petite-Matane, le TROISIÈME jour d'AOÛT 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif-Shérif, JACQUES MARTIN.
 Rimouski, 27 juin 1966. 15760-26-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Canada — Province de Québec
 District de Rimouski

Cour Supérieure, { **LOUIS PHILIPPE RIOUX,**
 No 28-635. { **avocat** de l'endroit appelé Sayabec, district de Rimouski, demandeur, *vs* ERNEST ÉMILE LEVESQUE, de l'endroit appelé St-Octave de Métis, district de Rimouski, défendeur.

Une terre située en la paroisse de St-Octave de Métis, dans le deuxième rang de la Seigneurie de Métis, contenant trois arpents et demie de front sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins, bornée au nord au premier rang, au sud au 3ième rang, à l'ouest à Gustave Pelletier, et à l'est à Jos. Caron, connue et désignée comme étant les lots nos 284 et 285 du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf le terrain vendu à C. & G. T. Rys.

Une terre située dans la paroisse de St-Octave de Métis dans le 3ième rang, contenant deux arpents de front sur quarante arpents de pro-

With building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the church door of St-Colomb de Sillery, county of Quebec, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Quebec, July 20, 1966. 16031-29-2-0
 [First insertion: July 23, 1966]
 [Second insertion: August 13, 1966]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Canada — Province of Quebec
 District of Rimouski

Superior Court, { **HOUSEHOLD FINANCE**
 No. 32-814. { **CORP. LTD.**, corporation having a place of business in the town of Matane, district of Rimouski, plaintiff, *vs* ADELBERT BOUFFARD, of the place called Petite Matane, defendant.

1. A farm among others designated under the numbers 464 and 465 in the official cadaster of the parish of St-Jérôme de Matane, measuring 3 arpents in front by 40 arpents in depth, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. Another farm, among others, situated in the parish of St-Jérôme de Matane, measuring 3 arpents in front by approximately 20 arpents in depth, without any guarantee of exact measure, known and designated as being Nos. 597, 598, 599, without the building thereon constructed; to be withdrawn is a piece of land measuring 945 feet on the west side, 1367 feet on the east side, by the width of the said lots, which is approximately 3 arpents, bounded on the north by the remainder of lots Nos. 597, 598 and 599, on the south by the highway, on the east by the property of Théophile Desrosiers, and on the west by that belonging to Victorien Bouffard, without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Petite-Matane, on the THIRD day of AUGUST 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
 Rimouski, June 27, 1966. 15760-26-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Canada — Province of Quebec
 District of Rimouski

Superior Court, { **LOUIS PHILIPPE RIOUX,**
 No. 28-635. { **advocate**, of the place called Sayabec, district of Rimouski, plaintiff, *vs* ERNEST ÉMILE LEVESQUE, of the place called St-Octave de Métis, district of Rimouski, defendant.

A farm situated in the parish of St-Octave de Métis, on the second range of the Seigneurie of Métis, measuring three and one-half arpents in front by forty arpents in depth, more or less, bounded on the north by the first range, on the south by the 3rd range, on the west by Gustave Pelletier, and on the east by Jos. Caron, known and designated as being lots No. 284 and 285 in the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, save the land sold to C. & G.T. Rys.

A farm situated in the parish of St-Octave de Métis on the 3rd range, measuring two arpents in front by forty arpents in depth, more

fondeur, plus ou moins, bornée au nord au 2ième rang, à l'ouest à Gustave Pelletier, au sud au 4ième rang et à l'est audit Gustave Pelletier, ladite terre connue et désignée comme étant le lot No 398 du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, avec bâtisses dessus construites et dépendances, sauf le terrain vendu pour l'emplacement de l'école.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de St-Octave de Métis, le TROISIÈME jour d'AOÛT, 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 27 juin 1966. 15761-26-2-0

or less, bounded on the north by the 2nd range, on the west by Gustave Pelletier, on the south by the 4th range and on the east by the said Gustave Pelletier, the said farm known and designated as being lot No. 398 in the official cadaster of the parish of St-Octave de Métis, with the buildings thereon constructed with dependencies, save the land sold for a school emplacement.

To be sold at the church door of the parish of St-Octave de Métis, on the THIRD day of AUGUST, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, June 27, 1966. 15761-26-2-0

SAINT — HYACINTHE

SAINT — HYACINTHE

De Terris

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { CHARLES E. POIRIER,
No 16961. } courtier d'assurances,
résidant et domicilié au No
10935 Blvd St-Laurent, cité et district de Montréal, demandeur, vs YVON LEMIEUX, autrefois de St-Théodore d'Acton, et maintenant de la cité de Montréal, et PAUL HÉBERT & L. COMTOIS, en leur qualité de syndic conjoint à la faillite dudit Yvon Lemieux, tous deux de la cité de Montréal et exerçant ensemble leur profession au 510 ouest, rue St-Laurent, Montréal, défendeurs, et ISIDORE DENIS, en sa qualité de registrateur de la division d'enregistrement de Bagot, dont le bureau est situé à St-Liboire, mis-en-cause.

* Un emplacement situé à St-Théodore d'Acton, sur le septième rang, connu et désigné sous le numéro deux cent dix (210) du cadastre officiel de la paroisse de St-Théodore d'Acton-Vale, mesurant cinq arpents de largeur par la profondeur de la concession. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Théodore d'Acton-Vale, le NEUVIÈME jour d'AOÛT 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GÉRARD BEAUDET.
St-Hyacinthe, le 22 juin 1966. 15762-26-2-0

De Terris

Canada — Province de Québec
District of St. Hyacinthe

Superior Court, { CHARLES E. POIRIER,
No. 16961. } insurance broker, residing and domiciled No. 10935 St-Lawrence Blvd, city and district of Montreal, plaintiff, vs YVON LEMIEUX, formerly of St-Theodore d'Acton-Vale, and now of the city of Montreal, and PAUL HÉBERT & L. COMTOIS, as their quality of joined trustees in the bankruptcy of the said Yvon Lemieux, both of the city of Montreal and operating together at 510 West, St-Lawrence Street, Montreal, defendant, and ISIDORE DENIS, as per his quality register of the division of Bagot, where the office is situated at St-Liboire, mis-en-cause.

"An emplacement situated in St-Théodore d'Acton-Vale, on the seventh range, known and designated under two hundred and ten (210) of the official cadaster of the parish of St-Théodore d'Acton-Vale, measuring five acres in width by the depth of the concession."

To be sold at parochial church door of St-Théodore d'Acton-Vale, the NINTH day of AUGUST 1966, at ELEVEN o'clock in the fore noon.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff's Office Sheriff.
St-Hyacinthe, June 22, 1966. 15762-26-2-0

TROIS — RIVIÈRES

TROIS — RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Canada — Province of Québec
District of Trois-Rivières

Cour Supérieure, { R. DUCHESNE & FILS
No 30926. } R. LIMITÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la paroisse de Yamachiche, district des Trois-Rivières, demanderesse, vs OVILA SIMARD, domicilié au numéro 2905 de la rue Gagnon, en la ville de Trois-Rivières Ouest, district de Trois-Rivières, défendeur.

Superior Court, { R. DUCHESNE & FILS
No. 30926. } R. LIMITÉE, a corporation legally incorporated, having its head office in the parish of Yamachiche, district of Trois-Rivières, plaintiff, vs OVILA SIMARD, domiciled at 2905 Gagnon Street, in the town of Trois-Rivières West, district of Trois-Rivières, defendant.

a) Une partie de terrain située en la paroisse de Pointe-du-Lac, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro deux cent vingt-cinq (P. 225) au cadastre officiel de la paroisse de La Visitation de la Pointe-du-Lac, côté nord-ouest de l'Avenue Germain, mesurant soixante pieds (60') de front par cent pieds (100') de profondeur, mesure anglaise, et plus particu-

(a) A part of land situated in the parish of Pointe-du-Lac, known and designated as being part of lot number two hundred and twenty-five (P. 225) of the official cadastre of the parish of La Visitation de la Pointe-du-Lac, northwest side of Germain Avenue, measuring sixty feet (60') in front by one hundred feet (100') in depth, English measure, and more particularly desig-

lièrement désignée comme étant la subdivision non officielle numéro sept dudit lot originaire numéro deux cent vingt-cinq (225-7), tel qu'apparaissent sur un plan préparé par M. Roger Gélinas, arpenteur-géomètre, en date du 22 juin 1964, suivant un plan annexé à la minute numéro cinq mille neuf cent quatre-vingt-trois (5983) de Me Lionel Martin, notaire à Trois-Rivières; cette partie de terrain est située à une distance de neuf cent quatre-vingt pieds (980') du chemin Ste-Marguerite;

Les parties de terrain ci-après décrites sont la propriété indivise de Jean-Guy et Paul Germain;

b) Une partie de terrain située en la paroisse de La Visitation de Pointe-du-Lac, connue et désignée comme étant le numéro deux cent vingt-quatre (224) et partie du numéro deux cent vingt-cinq (225) du cadastre officiel de la paroisse de La Visitation de Pointe-du-Lac, contenant 1½ arpent de largeur par 8 arpents de profondeur;

c) Une autre partie de terrain située au même endroit connue et désignée comme faisant partie du numéro deux cent vingt-trois (223) au susdit cadastre, bornée d'un côté par la Rivière du Sable, d'un autre côté au terrain ci-dessus (b) et aboutant à Chs. Milette.

d) Une autre partie de terrain au même endroit faisant partie du numéro deux cent vingt (220) au susdit cadastre, d'une superficie de 7 arpents environ et située du côté sud-ouest du chemin public;

À distraire les emplacements à MM. Phil. Alarie, Geo. Gavaris, Zéphirin Laroche, Dame J.B. Cloutier, Gaston Côté, Bruno Gosselin, Paul Duval, Ray. Lamothe, Rodolphe Girardeau, R. Harnois, A. Fournier, L. Defoy, J. Beaudry, J. Marcotte. »

Beaudry, J. Marcotte avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendues « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de la Pointe-du-Lac, MARDI, le DEUXIÈME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent soixante-six, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 27 juin 1966.

Le Shérif,
GUY MERCIER.
15782-26-2-0

nated as being the unofficial subdivision number seven of said original lot number two hundred and twenty-five (225-7), such as it appears on a plan prepared by Mr. Roger Gélinas, land-surveyor, dated June 22, 1964, following a plan annexed to minute number five thousand nine hundred and eighty-three (5983) of Me Lionel Martin, notary at Trois-Rivières; this part of land is situated at a distance of nine hundred and eighty feet (980') from Ste-Marguerite Road;

The parts of the land hereafter described are the undivided property of Jean-Guy and Paul Germain;

(b) A part of land situated in the parish of La Visitation de Pointe-du-Lac, known and designated as being number two hundred and twenty-four (224) and part of number two hundred and twenty-five (225) of the official cadastre of the parish of La Visitation de Pointe-du-Lac, containing 1½ arpents in width by 8 arpents in depth;

(c) Another part of land situated at the same place known and designated as being part of number two hundred and twenty-three (223) of the aforesaid cadastre, bounded on one side by du Sable River, on another side by the land hereabove (b) and connected to Chs. Milette.

(d) Another part of land at the same place being part of number two hundred and twenty (220) of the above-mentioned cadastre, of an area of 7 arpents approximately and situated on the southwest side of the public road;

To distract the emplacements of Messrs. Phil. Alarie, Geo. Gavaris, Zéphirin Laroche, Mrs. J.B. Cloutier, Gaston Côté, Bruno Gosselin, Paul Duval, Ray. Lamothe, Rodolphe Girardeau, R. Harnois, A. Fournier, L. Defoy, J. Beaudry, J. Marcotte. »

Beaudry, J. Marcotte with buildings erected thereon, circumstances and dependencies. »

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Pointe-du-Lac, TUESDAY, on the SECOND day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-six, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's office,
Trois-Rivières, June 27, 1966.

GUY MERCIER,
Sheriff.
15782-26-2

Vente pour taxes

Ville de Shawinigan-Sud

Avis public est par les présentes donné que la propriété immobilière ci-dessous décrite, situé en la ville de Shawinigan-Sud, sera vendue à l'enchère publique, à la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville, 900, 6e Avenue, LUNDI, le QUINZIÈME jour du mois d'AOUT 1966, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais encourus ou qui pourraient être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

Town of Shawinigan-Sud

Public notice is hereby given that the immovable property described hereunder, situated in the town of Shawinigan-Sud, will be sold by public auction, in the Council Hall, 900, 6th Avenue, on MONDAY, the FIFTEENTH day of month of AUGUST, 1966, at TEN o'clock, in the morning, to satisfy the payment of the municipal taxes and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before sale.

Nom du Propriétaire Name of owner	No du cadastre Cadastral No.	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Robitaille, Joseph, 555, 109e Rue Shawinigan-Sud.	899-137	\$127.54	\$ 27.85	\$ 2.10	\$ 157.49

La propriété immobilière susdite est du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel et située dans la ville de Shawinigan-Sud.

La Commission Municipale, par décision en date du 15 juillet 1966, a autorisé l'énumération abrégée du numéro cadastral de propriété ci-haut décrite.

Donné à Shawinigan-Sud, ce 8e jour du mois de juillet 1966.

Conditions: comptant.

15982-29-2-0

Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) GILLES PINEL.

The above immoveable property is on the plan and in the book of reference of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel and situated in the town of Shawinigan-Sud.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated July 15, 1966, has authorized an abridged enumeration of the cadastral number of the above immoveable.

Given at Shawinigan-Sud, this 8th day of month of July, 1966.

Conditions: cash.

15982-29-2-0

(Signed) GILLES PINEL,
Secretary-Treasurer.

INDEX No 29

ACTION	ACTION	
en séparation de biens	for Separation as to Properties	
Vertefeuille <i>vs</i> Hamel.....		3944
ARRÊTÉS en Conseil	ORDERS in Council	
1112 — Chemise pour hommes et garçons, Province.....		4004
1112 — Men's and boys' shirt, Province.....		4004
1113 — Construction, Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue.....		3944
1114 — Construction (Electriciens-Electricians), Montréal.....		4017
1115 — Imprimerie, Montréal.....		3951
1115 — Printing, Montreal.....		3951
1127 — Réserve de pêche de la rivière St-Jean.....		4002
1127 — Fish Reserve of the St.-John River.....		4002
1128 — Chasse de la perdrix.....		4003
1128 — Partridge hunting.....		4003
1132 — Construction, Montréal.....		4004
1133 — Matériaux de construction (Marbre), Montréal.....		4030
1133 — Building materials (Marbre), Montreal.....		4030
1134 — Construction (Refrigeration), Montréal.....		4006
1135 — Construction, Montréal.....		4011
1136 — Construction (Poseur de marbre-Marble setters), Montréal.....		4023
ASSOCIATION Coopérative	COOPERATIVE Association	
Magasin Co-op St-Hubert (<i>Nom-Name ch.</i>).....		3977
AVIS	NOTICES	
Chapelry of Saint-Esprit (<i>Erection</i>).....		3979
Chapelry of Saint-Jean-Baptiste (<i>Erection</i>).....		3979
Chapelry of Très Saint-Sacrement (<i>Erection</i>).....		3979
Desserte du Saint-Esprit (<i>Erection</i>).....		3979
Desserte de Saint-Jean-Baptiste (<i>Erection</i>).....		3979
Desserte du Très Saint-Sacrement (<i>Erection</i>).....		3979
Joliette, cité-city (<i>Requête-Petition</i>).....		3979
Joliette-Sud, munic. (<i>Requête-Petition</i>).....		3978
Kruszelnyski, Theodorus (<i>Requête — Petition</i>).....		3978
Marchand <i>vs</i> Plante <i>et al</i> (<i>Avis au créanciers — Notice of creditors</i>).....		3980
Nashman, Gerald Louis (<i>Requête-Petition</i>).....		3978
Pashorg, Erick (<i>Requête-Petition</i>).....		3978
Scarlatescu, Ate Alexandru Ion (<i>Requête — Petition</i>).....		3978
St-Jérôme, village (<i>Tirage d'obligations-Drawing of bonds</i>).....		3978
COMMISSION	MINIMUM	Divers
du Salaire minimum	Wage Commission	
Ord. 7, 1966 (<i>Erratum</i>).....		3980
COMPAGNIES	COMPANIES	
Avis relatifs	Notices relative	
à la loi des	to the Act of	
Chartes —	Charters —	
Abandon de	Surrender of	
Development Trianon Ltée.....		3981
Hull Iron Mines Limited.....		3981
Sunset Enterprises Inc.....		3981
Tricotex Enterprises Inc.....		3981
		Miscellaneous
		Affiliated-Business Factors Corporation
		(<i>Dir.</i>).....
		3982
		Association des parents des écoles An-
		bar-Voyer inc. (L') (<i>Dir.</i>).....
		3983
		Association des parents des écoles An-
		bar-Voyer inc. (L') (<i>Règl.-By-laws</i>)..
		3982
		Association pour épileptiques du Qué-
		bec, inc. (<i>Dir.</i>) (<i>Règl.-By-laws</i>).....
		3983
		Compagnie de transport provinciale
		(La) (<i>Règl.</i>).....
		3983
		Empire Loan Company (The) (<i>Agent</i>)..
		3981
		Hôpital St-Vincent de Paul de Sher-
		brooke (<i>Règl.-By-laws</i>).....
		3983

Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent	
Alwin Color T.V. Corporation.....	3939	
Armorique Co. ltée.....	3939	
Au Petit Baril, inc.....	3939	
Bedford Fashions Ltd.....	3939	
Bernard Tire Shop Ltd.....	3939	
Brisan Ltd.....	3940	
Chicoutimi Silicon Ltd.....	3942	
Circuit Mt-Tremblant St-Jovite inc.....	3940	
Deragon auto cité inc.....	3940	
Dubé (Paul) & fils (Price) ltée.....	3940	
Economic Enterprises Ltd.....	3941	
Entreprises Duquette inc. (Les).....	3941	
Entreprises Maralay ltée (Les).....	3941	
Entreprises Roger Cayer limitée (Les).....	3941	
Galerias d'Anjou limitée (Les).....	3941	
Gattuso Investments Inc.....	3941	
Green (Aaron) Inc.....	3942	
Italcana Finance & Investment Corporation.....	3942	
J. T. Ltd.....	3942	
Kennebec Wood Products Limited.....	3942	
Maralay Enterprises Ltd.....	3941	
Martel (Laurent) inc.....	3942	
Modes Bedford ltée (Les).....	3939	
Produits de bois Kennebec limitée (Les).....	3942	
Riff Realty Corp.....	3943	
Siliciums de Chicoutimi ltée (Les).....	3943	
Skarf (M.) Fur Corp.....	3943	
Spécialités René inc. (Les).....	3943	
Ten Pin Tap Room Inc.....	3943	
Trans Continental Trading Co. Ltd.....	3944	
Sièges sociaux	Head Offices	
Lakeshore Construction (1965) Inc.....	3988	
Associés des Iles Inc. (Les).....	3986	
Campagne des Fédérations du Grand Montréal (La).....	3987	
Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec.....	3987	
Deland (Roger) Inc.....	3987	
Dorchester Beaver Hall Corporation.....	3984	
Federated Appeal of Greater Montreal (The).....	3987	
Ferme Drummond Inc. (La).....	3985	
Harpaul Enterprises Inc.....	3985	
Importations Chine-Montréal Inc. (Les).....	3986	
Island Associates Inc.....	3986	
Kipawa Air Service Inc.....	3988	
Lakeshore Construction (1965) Inc.....	3988	
Marcil Mortgage Corporation.....	3988	
Menuiserie Joliette Inc.....	3986	
Metro Natural Gas Appliances Inc.....	3986	
Nettoyeur Place Victoria Inc.....	3986	
Onaco Ltée.....	3985	
Place de Louvain Inc.....	3987	
Restaurant Barbel (1965) ltée.....	3984	
Retail Credit Company.....	3984	
Sera Inc.....	3985	
Smelter Power Corporation.....	3987	
VanVliet Insurance Agency Inc.....	3988	

MINISTÈRES	DEPARTMENTAL
Affaires municipales	Municipal Affairs
Lauzon, cité-city (L.P.).....	3989
St-Hubert, ville-town (L.P.).....	3990

Éducation	Education
Municipalité scolaire de: School Municipality of:	
La Presqu'Île (Dem.—Appl.).....	3991

Finances	Finance
Assurances:	Insurance:
Fidelity-Phenix Insurance Company... ..	3991

Terres et Forêts	Lands and Forests
Cadastre:	Cadastre:
Québec, cité-city.....	3991
Ste-Thérèse de Blainville, par.....	3991

Travail	Labour
Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:	
Accessoires de mode, Montréal (Prél.).....	3961
Automobile, Rimouski (Prél.—Levy).....	3963
Confection pour dames, Province (Mod.).....	3952
Dress, Province (Levy).....	3959
Fashion accessories, Montreal (Levy).....	3961
Ladies' cloak and suit, Province (Amend.).....	3952
Robe, Province (Prél.).....	3959

PROCLAMATION	PROCLAMATION
Convocation de la Législature.....	3992
Convocation of the Legislature.....	3992

RÉGIE	QUEBEC
des marchés agricoles	Agricultural
du Québec	Marketing Board

Chicoutimi et al (Bleuet-Blueberry) (Avis—Notice).....	3977
Ord. F-1 (Province).....	3967
Ord. F-2 (Abitibi).....	3968
Ord. F-3 (Chibougamau).....	3970
Ord. F-4 (Côte-Nord—North-Shore).....	3971
Ord. L-1 (Province).....	3972
Ord. L-2 (Abitibi).....	3973
Ord. L-3 (Chibougamau).....	3974
Ord. L-4 (Côte-Nord—North-Shore).....	3976
Saguenay-Lac St-Jean (Lait nature—Raw milk) (Avis—Notice).....	3965

SOUMISSIONS	TENDERS
Beloeil, c.s.—s.c.....	3992
Bromptonville, ville—town.....	3994
Carignan, c.s.r.—r.s.b.....	3995
Dorion, ville—town.....	3997
Jean-Talon, c.s.r.—r.s.b.....	3996
Lac-Etchemin, village.....	4000
Louiseville, ville—town.....	3998
St-Anselme, village.....	3999

SYNDICAT	SYNDICATE
professionnel	Professional
Syndicat national des employés de l'Aluminium de Shawinigan inc. (Nom—Name ch.).....	4002

SHÉRIFS	SHERIFFS
Abitibi	Abitibi
Chartre Lumber Ltée vs Lapointe.....	4034
Falardeau & Jeanson Cie Limitée vs Pilote.....	4035

VENTES	SALES
SHÉRIFS	SHERIFFS
Beauce	Beauce
Lachance vs Jacques.....	4036
Office du Crédit Agricole du Québec (L) vs Doyon et al.....	4035
Québec Farm Credit Bureau (The) vs Doyon et al.....	4035

SHÉRIFS (suite)	SHERIFFS (continued)	Nicolet	Nicolet
Bonaventure	Bonaventure	Laroche vs Fortier.....	4039
Duguay vs Gauthier.....	4036	Lavigne vs Laroche.....	4040
Chicoutimi	Chicoutimi	Québec	Quebec
Achard (Jean) Ltée vs Les Placements Coureil Ltée.....	4037	Caisse Populaire de Bienville vs Turgeon	4041
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Perron.....	4038	Royal Trust Company (The) vs Paton et vir.....	4041
Québec Farm Credit Bureau (The) vs Perron.....	4038	Rimouski	Rimouski
Western Savings & Loan Association vs Beaumont et vir.....	4037	Household Finance Corp. Ltd. vs Bouf- fard.....	4042
Hauterive	Hauterive	Rioux vs Levesque.....	4042
Maison Rite Inc. vs Tremblay et al.....	4038	Saint-Hyacinthe	Saint Hyacinthe
Mégantic	Mégantic	Poirier vs Lemieux et al.....	4043
Office du crédit agricole du Québec (L') vs Fréchette.....	4038	Trois-Rivières	Trois-Rivières
Québec Farm Credit Bureau (The) vs Fréchette.....	4038	Duchesne (R.) & Fils Limitée vs Simard.	4043
		Taxes	Taxes
		Shawinigan-Sud, ville - town.....	4044

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.